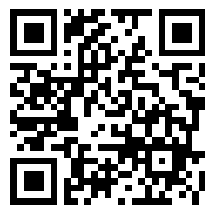

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

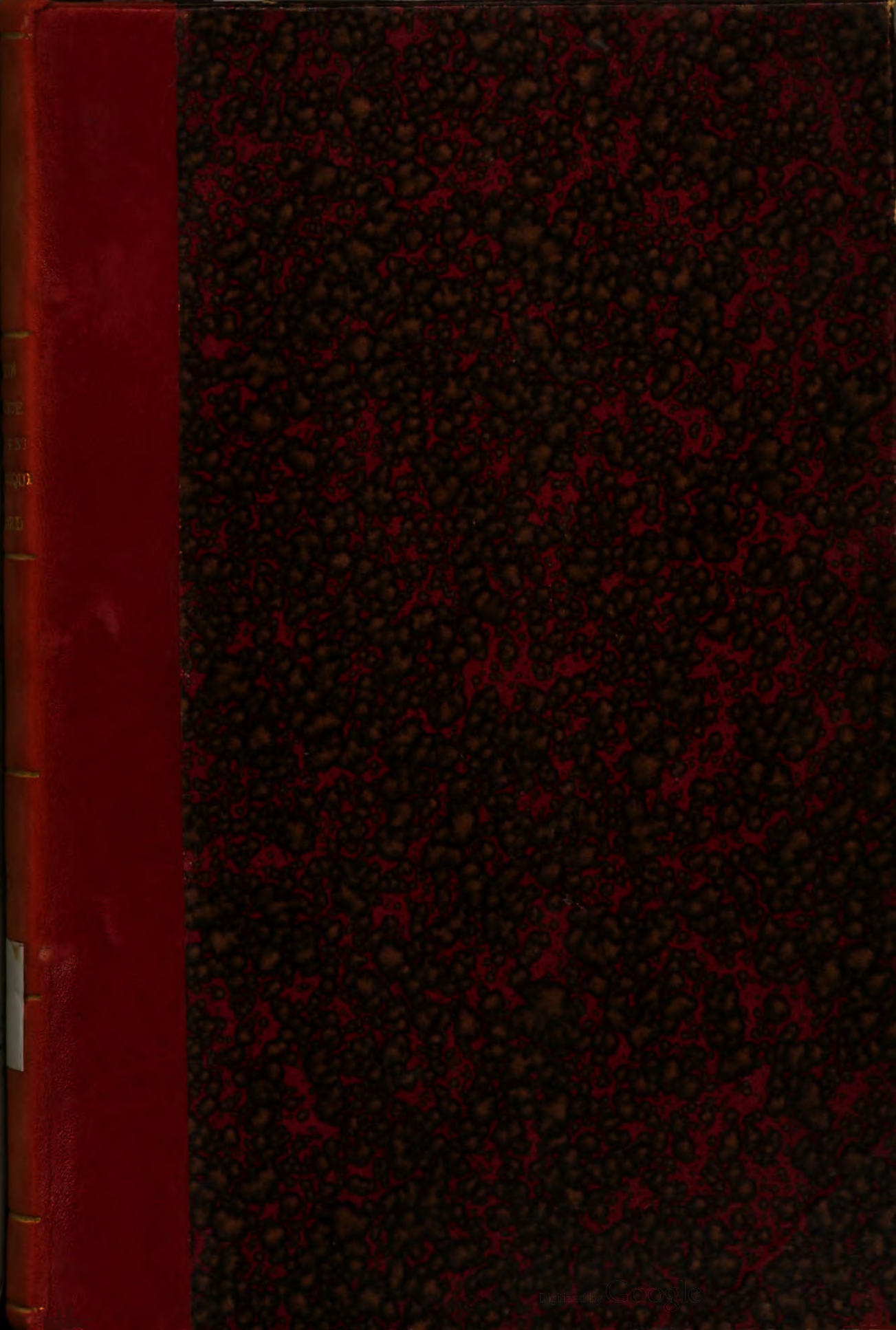
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



CORNELL
UNIVERSITY
LIBRARY



BOUGHT WITH THE INCOME
OF THE SAGE ENDOWMENT
FUND GIVEN IN 1891 BY
HENRY WILLIAMS SAGE



CORNELL UNIVERSITY LIBRARY



3 1924 092 247 208

DC

C11

P441

567

V146

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLVI



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

1919

2052/40

205

2

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Un Secrétaire-Adjoint ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle de sa bibliothèque : 1° en *Stance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société, et non retirés dans les délais prescrits par les Membres Titulaires et Associés, qui y ont droit, seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu Membre Titulaire de la Société, il faut ou être originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les Membres Associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MORTS POUR LA PATRIE

Pendant la Guerre de 1914-1918

RENÉ DE FRÉMONT, sous-lieutenant au 250^e de ligne.

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac.

CHARLES DEVIN, lieutenant du génie, pilote aviateur, chevalier de la Légion d'honneur.

Le capitaine adjudant-major CAIEZ d'EPINAY, chevalier de la Légion d'honneur, du 234^e d'infanterie.

LOUIS SIMON, sous-lieutenant au 308^e d'infanterie.

GABRIEL LASSAIGNE, lieutenant à l'Etat-major divisionnaire.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  I.

M. Charles DURAND,  I.

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *,  I.

M. Joseph DURIEUX,  I.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, *,  I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT,  I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX,  I.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur, cours Fauriel, 3, à Saint-Etienne (Loire).

AMADIEU (Marie-Antoine-Ernest), *, ancien commandant, propriétaire, à Verteillac.

Le comte E. D'ARGY, ancien officier, à la Clôserie, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte D'ARLOT DE SAINT SAUD,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, président de la Commission internationale pyrénéenne de Toponymie-Topographie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chevalier du Mérite agricole, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 31, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), maire de Montrem, au castel de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et avenue de Breteuil, 20, à Paris, VII^e.

Le docteur BARBANCEY (Robert), à Montpon-sur-l'Isle.

BARRET (Jean-Gaston-Louis), licencié en droit, notaire, cours Michel-Montaigne, 32, à Périgueux.

BAYLE (Emile),  I, professeur honoraire de l'Université, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux, et villa Bianca, Parc Magnan (Nice).

BEAUCHAMPS (Georges), ancien externe de médecine des hôpitaux de Paris, maire de Badefol-de-Cadouin, à Pôntours-Haut, par Lalinde.

Le marquis Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, commandeur de l'ordre

de Saint-Grégoire-le-Grand, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

BELVÈS, instituteur public, Les Eyzies de Tayac.

BENOÎT (Robert), O I, félibre majoral, maistre en gay savoir, coiffeur, cours Montaigne, 16, à Périgueux.

BESSON (Georges), avoué-licencié près le tribunal de première instance, cours de Tourny, 3, à Bordeaux.

BESSON (Jean-Emmanuel), O *, directeur honoraire de l'Enregistrement de la Seine, lauréat de l'Institut, boulevard de Vésone, 8, à Périgueux, et à Bussière-Badil (Dordogne).

BEYNEY (Maurice), licencié ès sciences, professeur de physique au collège, rue du Chemin de fer, 72, à Mantes (Seine-et-Oise) et rue Taillefer, 12, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'EVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, avenue de Paris, 38, à Périgueux, et au château de Cablane, près Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BINGER (E.), C. *, gouverneur général honoraire des Colonies, villa des Coteaux, rue Combe-des-Dames, à Périgueux.

Le vicomte DE BOISJOSLIN, propriétaire, au château de la Grènerie, par Verteillac.

BOISSARIE (René), *, docteur en droit, conseiller général de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, maire de Beauregard, rue du Palais, 6, à Périgueux.

BONFILS-LASCAMINADE (Georges), notaire à Belvès.

Le comte DE BOUILHAC DE BOURZAC, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis DE BOURDEILLE, membre titulaire du Conseil héraldique de France, au château de Bourdeille, et rue Mignard, 14, à Paris, XVI^e.

L'abbé BOUSSION, curé-doyen, à Terrasson.

Le marquis DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon, par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Sarlat.

DE BOYSSON (Bernard), capitaine au 10^e dragons, au château d'Argentonnesse, par Saint-Cyprien.

Le docteur **DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin)**, *,  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, avenue de Paris, 7, à Périgueux.

Le comte **DE BRUC DE CHABANS**, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

L'abbé **BRUGIÈRE**, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, à la Maison de retraite de la Madeleine, à Bergerac.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue du Palais, 5, à Périgueux.

L'abbé **BUGEAT (Alfred)**, curé de Château l'Evêque.

L'abbé **CALÈS**, curé de Doissac, par Belvès.

CARDENAL (Louis Grenier de),  A, lauréat de l'Institut, capitaine d'infanterie, à Tholomier, par La Livinière (Hérault).

CARVÈS (Bertrand), à Beynac (Dordogne).

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

CAZALAS (Eutrope), O. *,  A, colonel du génie breveté commandant le génie du XIII^e corps d'armée en campagne, rue d'Erdre, 9, à Nantes (Loire-Inférieure), et à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

Le comte **DE CHALUP**, licencié en droit, au château du Granger, par Mensignac, et au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

L'abbé **CHASTAING**, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

Le docteur **CHAUME**, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

Du CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de la Gaubertie, par Douville.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, conservateur du Musée d'Ismaïliah, rue Nouvelle-Clos-Chassaing, 26, à Périgueux; au château de Bouch, par Condat-Bersac, et à la Résidence, à Ismaïliah (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. *,  I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

COCULA (Paul),  A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Bodin, 17, à Périgueux.

L'abbé COMTE, curé de Ménesplet.

M^{me} la marquise DE COSSÉ-BRISSAC, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

COUV RAT-DESVERGNES (Roger), chef de District à la C^{ie} du chemin de fer de Paris à Orléans, à Riomès-Montagne (Cantal).

Le docteur CROZET (Claude), rue du Quatre-Septembre, 4, à Périgueux.

Le marquis DE CUMOND, au château du Lieu-Dieu, par Périgueux.

DANIEL (Jean),  A, artiste peintre, rue Alfred de Musset, 8, à Périgueux.

DANNERY (Maxime),  A, chevalier du Mérite agricole, architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélissac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

DEJEAN (André), O. *, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'Etat, sous-directeur des chemins de fer de l'Etat, maire de la ville de Belvès, rue Tronchet, 23, à Paris, VIII^e.

DE LAGE DE LOMBRIÈRE (Daniel), avocat, à Saint-Martial-d'Artenset, par Montpon.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmolo-

gie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien),  A, archiviste-adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 26, à Périgueux.

DEMARTIAL (Pierre), propriétaire, cours Gay-Lussac, 48, à Limoges.

DESCHAMPS (Charles), architecte, mainteneur du *Bournat*, rue de Metz, 29, à Périgueux.

DESCHAMPS (Léon), notaire, ancien président de la Chambre des notaires, président de l'*Union Chorale*, président de la Société de secours aux blessés militaires de la Croix-Rouge, maire de Razac-sur-l'Isle, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DESPLANCHES (Remi), négociant, lauréat de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, lauréat de l'Académie française, maître-ouvrier et lauréat du *Bournat* du Périgord, rue des Conférences, à Bergerac.

DIDON (Louis), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 11, à Périgueux.

DROUILH (Henri), agent-voyer en chef du département de la Dordogne, rue des Jacobins, à Périgueux.

DUBET (Gaston), maire de Vaunac, boulevard Pereire, 188 bis, à Paris, XVII^e.

DUBUT (Annet),  A, officier du Mérite agricole, ancien professeur spécial d'agriculture, instituteur public à Saint-Antoine-de-Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, au Maine, près Celles.

Le docteur DUMONT, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

Le chanoine DUPIN DE SAINT-CYR DU BASTIMENT, vicaire général du diocèse, rue Lamartine, 1, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DURAND (Charles),  I, sous-ingénieur des ponts et chaussées en retraite, ancien adjoint au maire de la ville, allée du Port, 24, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue Bourdeille, 15, à Périgueux.

Le docteur DURIEUX (Jean), , décoré de la Croix de guerre, rue Lamy, à Thiviers.

DURIEUX (Joseph),  I, chevalier du Mérite agricole, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, lauréat de l'Institut, secrétaire du Conseil de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCATHA (Henri), ingénieur des constructions civiles, square du Roule, 3, à Paris, VIII^e.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuvic.

Le docteur Charles FAGUET,  I, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital, rue Maleville, 9, à Périgueux.

L'abbé FARNIER, curé de Piégut-Pluviers.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, médecin de l'asile des vieillards Jay de Beaufort, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le docteur FAURE (Maurice),  I, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant à la Clinique des Maladies nerveuses de la Faculté de Paris, à La Malou-les-Bains (Hérault), et rue Verdi, 24, à Nice (Alpes-Maritimes).

L'abbé FAURE-MURET (Arthur), maître de chapelle à la cathédrale, rue Saint-Front, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur des antiquités et des objets d'art de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue du Plantier, 18, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, agent-voyer principal honoraire, rue Combe des Dames, 50, à Périgueux.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, XVI^e.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 24, à Paris, XVI^e.

FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à La Motte, par Hautefort, et avenue de Villiers, 76, à Paris, XVII^e.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue Mirabeau, 20, à Périgueux.

FRAPIN (Joseph), avoué-licencié, rue de l'Hospice, 2, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue du Plantier, 16, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit,

cité Vaneau, 12, à Paris, VII^e, et rue de Paris, 14, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GILLES-LAGRANGE (Pierre), sous-lieutenant aviateur, décoré de la Croix de guerre, Ermitage du Vivier, à Niort (Deux-Sèvres).

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, VII^e.

GONTIER MAINZ DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

L'abbé GOULARD, ancien professeur de sciences, curé-doyen de Mareuil-sur-Belle.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général du Crédit foncier de France, rue de Longchamp, 158, à Paris, XVI^e.

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

L'abbé GROS DE BÉLER (Charles), vicaire de Notre-Dame, chalet Sainte-Elisabeth, avenue Sainte-Marie, à Arcachon (Gironde).

G. HUBERT,  A, officier de l'Etoile Noire du Bénin, décoré de la Médaille coloniale, administrateur des colonies en retraite, boulevard Maine-de-Biran, 22, à Bergerac.

L'abbé JARRY, aumônier du lycée, rue des Visitandines, 3, à Périgueux.

JOUANEL (André),  I, avoué-licencié, adjoint au maire, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

M^{me} Adhémar DE LABONNE, à La Rochefoucauld (Charente).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LACOMBE (Maurice), *, premier secrétaire d'ambassade, à Copenhague et boulevard Malesherbes, 20, à Paris, VIII^e.

M^{me} Edouard LACOSTE, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

DE LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN (Charles), à Sorges (Dordogne).

DE LACROUSILLE (Amédée), avocat, vice-président du Conseil du *Bournat*, place du Palais, 6, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), place du Parlement S^{te} Catherine, 2, à Bordeaux.

Le docteur **LAFON** (Charles), médecin oculiste, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

LAFON (Gabriel),  A, ancien notaire, avocat, médaillé mutualiste, aux Eyzies-de-Tayac (Dordogne).

Le marquis **DE LA GARDE SAINT-ANGEL**, *, ancien conseiller général de la Dordogne, au château de Lapouyade, par Nontron.

DE LAJUGIE DE LACHAPELLE (André), avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Association des journalistes parisiens, rue Lecourbe, 45, à Paris, XV^e.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé **LARGE**, curé-doyen, à Laforce.

M^{me} **LASSAIGNE**, à Ribeyrolles, par Le Change (Dordogne).

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de S^{te}-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVERGNE (Géraud), archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Périgueux.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), *, au château de Saint-Michel de Cantillac, par Champagnac-de-Belair.

Le comte **DE LESTRADE DE CONTI**, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

LEYMONNERIE (Jean), décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire, surnuméraire de l'Enregistrement, à Ribérac.

L'abbé **LIFFORT**, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, rue de La Boétie, 32 bis, à Périgueux.

M^{me} DE LOMÉNIE, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

L'abbé MAGAT, curé du Monteil, par La Monzie-Saint-Martin.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, ancien conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, VIII^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Bel-Air, près Thiviers.

Le marquis DE MALET, O *, colonel d'artillerie en retraite, vice-président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, au château de Puýcharnaud, par Bussière-Badil, et rue de Varenne, 39, à Paris, VII^e.

MALLAT (Joseph), chevalier du Mérite agricole, officier de Takowo (Serbie), professeur d'Economie, chef des services de comptabilité des Etablissements métallurgiques du Périgord, rue Gambetta, 43, à Périgueux.

MANHÈS, *, ancien capitaine, ancien président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, à Périgueux.

DE MARCILLAC marquis **DE CAYRO** (André **DE COMBRET**), membre du Conseil de la Société d'Economie sociale, correspondant de l'Académie d'agriculture de France, président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, membre du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, président du Syndicat agricole et des mutualités rurales de Beauregard, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MAREY, propriétaire, à Marsac, par Périgueux.

MARGAT (Raoul),  I, professeur à la Faculté de droit, rue Eugène-Ténot, à Bordeaux.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n^{os} 11 et 13, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOTTE (Louis), docteur en droit, avoué, à Marvejols (Lozère).

MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin, au château de Saint-Crépin, par Brantôme.

M^{lle} DE MONTAIGUT (Germaine), rue Fournier-Lacharmie, 43, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Henri), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle, et rue Las Cases, 1, à Paris, VII^e.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), ancien vice-président du tribunal civil de Limoges, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre correspondant de l'Académie royale de Belgique, etc., etc., au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Fayolle, commune de Villeteureix, par Ribérac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, VII^e.

M^{me} DE MONTIFAULT, villa Beaumont, près Périgueux.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe en retraite, à Tocane-Saint-Apre.

M^{me} Georges MOULINÉ, propriétaire, au château de la Gautherie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

Le docteur MOUSSON-LANAUZE, * I, ancien interne des hôpitaux, place de la Tourelle, 3 bis, à Saint-Mandé (Seine).

Le baron DE NERVAUX-LOYS, licencié en droit, au château des Bories, par Trélissac, et rue du Plantier, 14, à Périgueux.

OUNOT DE DAINVILLE (Maurice), archiviste paléographe, rue Bardineau, 26, Bordeaux.

PARADOL (Raoul), * I, vice-président du tribunal civil, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

PASQUET (Gabriel), pharmacien de première classe, secré-

taire général du Musée militaire du Périgord, secrétaire archiviste du *Bournat*, membre correspondant du Bureau central météorologique de France, place Plumancy, 17, à Périgueux.

PAUTAUBERGE (Léon), *, *Q* I, industriel, maire de Montignac-sur-Vézère, boulevard Péreire, 31, à Paris, XVII^e, et au château de Montignac-sur-Vézère.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

PETITHOMME-LAFAYE (Joseph), *Q* A, percepteur des finances, à Saint-Vallier-sur-Rhône (Drôme).

PEYRONY (Denis), *Q* I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de l'Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Bordeaux instituteur public en congé, aux Eyzies-de-Tayac.

DE PEYRONNY DES GENDRES (Raoul), rue de l'Abbé-Groult, 18, à Paris, XV^e.

PIOLLET (Paul), docteur en droit, au château de Montan-ceix, par Razac-sur-l'Isle.

M^{me} POUPLET-LA GAUTERIE, propriétaire, au château de la Gauterie, commune de Saint-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, président de la Chambre de discipline, allée de Tourny, 29, à Périgueux.

POUYADON-LATOIR (René), docteur en droit, président de la Chambre des notaires, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

Le docteur POUYAUD, docteur en pharmacie de l'Université de Bordeaux, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, ancien chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, lauréat *bis* du Prix Godard, secrétaire de la Société de Pharmacie de Bordeaux, membre de la Société des Experts-chimistes de France, place du Coderc, à Périgueux.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE (Henry), *, de l'ordre de Sainte-Anne de Russie,

titulaire de la Croix de guerre, commandant le 3^e escadron du 8^e dragons, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

Le chanoine PRIEUR, curé-archiprêtre de la cathédrale, rue du Plantier, 12, à Périgueux.

RAMOND (Philippe),  A, docteur en droit, conseiller à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

Le chanoine REBIÈRE, docteur en théologie, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON,  A, mainteneur de l'École félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne).

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

RENARD (Albert), ingénieur des arts et manufactures, directeur de la papeterie de Laprade, à Moulin-Neuf, commune de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

RIBETTE, ancien chef de section de la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

S. G. Monseigneur RIVIÈRE (Maurice), évêque de Périgueux et Sarlat, hôtel de l'Evêché, rue de la Constitution, à Périgueux.

ROBERT (Marc), à Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

M^{me} la comtesse Martial DE ROFFIGNAC, rue Victor-Hugo, 33, à Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire, au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et aux Maurilloux, près Périgueux.

RONTEIX (Henri), juge suppléant au Tribunal de commerce, imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

Le capitaine Robert DE ROTON,  , décoré de la Croix de guerre, rue Salle-l'Evêque, 4, à Montpellier (Hérault).

ROUDEAU (Henri), conseiller municipal, place Francheville, 23, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Chala-gnac.

ROUSSEL (Jean-Emile), greffier du tribunal correctionnel, à Montmédy (Meuse).

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

Roux (Eugène), publiciste, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé ROUX (Joseph), chanoine titulaire de la cathédrale Saint-Front, président de la Commission diocésaine, archéologique et artistique, rue Clos-Chassaing, 27, à Périgueux.

Le comte DE ROYÈRE, *, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte Aymar DE SAINT-AULAIRE, au château de Momplaisir, par Champagnac-de-Bel-Air.

Le comte DE SAINT-EXUPÉRY, au château du Fraysse, par Terrasson.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

SAINT-MARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, vice-président de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-SERNIN (Fernand), au château de Nontron.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis),  I, chevalier du Mérite agricole, avocat, à Bussière-Badil.

L'abbé SIGALA (Jean), aumônier de la 40^e division, professeur au Grand Séminaire, à Périgueux.

SIMONET (Jean), O *, chef de bataillon au 9^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

L'abbé SOUILLAC, secrétaire particulier de M^r Rivière, rue de la Constitution, à Périgueux.

DE TARDE (Alfred), docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, maire de La Roque-Gajac, par Sarlat, et avenue de Tourville, 6, à Paris, VII^e.

TAREL (Raphaël), place du Port, à Bergerac.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncaret.

Le docteur Léo TESTUT, O. *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, associé national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon, et à Beaumont-du-Périgord.

L'abbé TEYSSANDIER, curé-doyen, à Thenon.

Le général DE TEYSSIÈRE (Edouard) O. *, à la Guérinchie, près Thiviers.

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

Le baron DE LA TOMBELLE, **¶ I**, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et avenue de Breteuil, 73, à Paris, VII^e.

Le docteur VERLIAC, rue La Boétie, 61, à Paris, VIII^e, et Le Breuil, par Thenon (Dordogne).

VIGIÉ (Albert), *****, doyen honoraire de la Faculté de droit de Montpellier, rue Foy, 16, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand), *****, **¶ I**, archiviste honoraire du département de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert), **¶ I**, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, XV^e.

MEMBRES ASSOCIES

MM.

Le comte Charles DE BEAUMONT,  A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, rue des Patriotes, 36, à Montpellier (Hérault).

L'abbé DUBOIS, membre et ancien président de la Société des sciences et arts d'Agen, curé de Roquefort, par Agen (Lot-et-Garonne).

DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, boulevard Péreire, 233, à Paris, XVII^e.

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

HARVARD UNIVERSITY OF CAMBRIDGE, près Boston (Etats-Unis d'Amérique), représentée par M. A. Picard, éditeur, rue Bonaparte, 82, Paris, VI^e.

HUET (Paul), ingénieur des arts et manufactures, rue de l'Université, 8, à Paris, VII^e.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

DE MONTARDY (Jean), rue Daniel-Lamazière, 4, à Limoges.

NAINFA (Révérend John-Abel), prêtre de Saint-Sulpice, licencié en théologie, professeur d'histoire ecclésiastique, Saint-Mary's Seminary, Baltimore, Maryland. (Etats-Unis.)

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Terquem, rue Scribe, 19, à Paris, IX^e.

DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie, rue Franklin, 21, à Paris, XVI^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

R. P. Geoffroy TENANT DE LA TOUR, *, aumônier militaire de la 24^e division, secteur 91.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé H. BREUIL,  I, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, rue Demoures, 110, à Paris, XVII^e.

Le docteur CAPITAN, *, membre associé libre de l'Académie de médecine, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, V^e.

CARTAILHAC (Émile), O *,  I, correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de la Chalme, 5, à Toulouse.

CHAUVET (Gustave), *,  I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société archéologique et historique de la Charente, censeur de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (Vienne).

COURTEAULT (Paul), *,  I, professeur à la Faculté des lettres, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.

CURZON (Henri PARENT DE),  I, docteur ès lettres, conservateur-adjoint de la Section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, VII^e.

Le commandant ESPÉRANDIEU (Émile), *,  I, lauréat de l'Institut, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, villa Madeleine, rue des Tricots, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, avenue Kléber, 88 bis, à Paris, XVI^e, et au Mas du Puy, par Verneuil sur Vienne (Haute-Vienne).

HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur des Antiquités grecques et romaines au Musée du Louvre, président du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue Washington, 16, à Paris, VIII^e.

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

Le comte DE LASTEYRIE, O *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré aux-Clercs, 10 bis, à Paris, VII^e.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), *,  I, professeur à l'Ecole des Chartes, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, XVII^e.

MARION (Marcel),  A, professeur au Collège de France, rue Claude-Bernard, 79, à Paris, V^e.

Le chanoine POTTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile), *,  I, directeur à l'Ecole des Hautes-Etudes, au Collège de France, président fondateur de la Société préhistorique de France, boulevard de Strasbourg, 2, à Boulogne (Seine).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V^e.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Allier	<i>Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.</i>
Doubs-du-Rhône	<i>Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, rue Saint-Michel, 16, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.</i>
Id.	<i>Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.</i>
Id.	<i>Union historique et archéologique du Sud-Ouest, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.</i>
Hérault.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>
Id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V^e.</i>

- Lot.** *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- Lot-et-Garonne.** *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, à Agen.
- Meurthe-et-Moselle.** *Société d'archéologie lorraine*, Palais Ducal, Grande-Rue (Ville Vieille), à Nancy.
- Nièvre.** *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- Basses-Pyrénées.** *Société des sciences, belles-lettres et arts*, à Pau.
- Id.** *Biarritz-Association*.
- Saône-et-Loire.** *Société Eduenne*, hôtel Rolin, à Autun.
- Sarthe.** *Société historique et archéologique du Maine*, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, Le Mans.
- Seine.** *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, au palais de l'Institut, à Paris, VI^e.
- Id.** *Société nationale des Antiquaires de France*, au palais du Louvre, à Paris, I^{er}.
- Id.** *Société française d'Archéologie*, rue Châteaubriand, 8, à Paris, VIII^e.
- Id.** *Société des architectes diplômés par le Gouvernement*, rue de Grenelle, 59, à Paris, VII^e.
- Id.** *Répertoire d'Art et d'Archéologie*, rue Spontini, 19, à Paris, XVI^e.
- Somme.** *Société des Antiquaires de la Picardie*, au musée de Picardie, à Amiens.
- Tarn-et-Garonne.** *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
- Vienne.** *Société des Antiquaires de l'Ouest*, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
- Haute-Vienne.** *Société archéologique et historique du Limousin*, à Limoges.
- Id.** *Société « Les Amis des Sciences et Arts »*, à Rochechouart.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Belgique.** *Académie royale d'Archéologie de Belgique*, rue du Transvaal, 45, à Anvers.
- Id.** *Société royale d'Archéologie de Bruxelles*, rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
- Rus-Tsis de l'Asie du Nord** *Smithsonian Institution*, à Washington.
- Suède.** *Académie des Antiquités*, à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 4 décembre 1918.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Binger, le marquis de Bourdeille, Louis Didon, le marquis de Fayolle, Féaux, le docteur Moreaud, Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Dubut.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort d'un de nos jeunes confrères M. Louis PUIBARAUD, docteur en droit, greffier en chef du tribunal civil de Nontron.

« C'était un de nos plus jeunes confrères, nous écrit M. DUJARRIC. Il possédait à un égal degré les qualités du cœur et celles de l'esprit. Au sortir de l'institution Saint-Joseph de Périgueux, il suivit les cours de la Faculté de droit de Poitiers. Sa thèse de doctorat témoigne du jugement précoce de l'étudiant, qui, avec une critique éclairée, sut discuter les théories de J.-J. Rousseau. Après avoir brièvement rappelé le fondement du système politique de l'écrivain Genevois, il étudia sa conception du gouvernement direct et se posa la question de l'application en France de ce mode de gouvernement populaire dont il avait retracé le développe-

ment (1). Rentré en Périgord, il se fit inscrire au barreau de Nontron, où on le vit débiter comme avocat à côté de son oncle M^e Duvoisin. Il eut la chance de se lier avec le receveur de l'enregistrement, notre ancien confrère M. Drouault, qui, en lui donnant « le goût des vieilles choses », l'initia aux études historiques locales. S'étant rendu cessionnaire du greffe du tribunal civil de sa ville, il s'était proposé d'en compulser à notre intention les anciennes archives. On lui est redevable de la photographie d'un portrait que nous reproduirons un jour, du chimiste Chabaneau. Il avait projeté aussi la publication d'une curieuse correspondance de son oncle le chef de la Sûreté à Paris. La guerre a brutalement anéanti les rêves d'avenir.

» L'armistice était à la veille d'être signé, et M. Puibaraud allait pouvoir envisager sa prochaine démobilisation, lorsqu'il fut atteint par la grippe. C'est au moment où il semblait en voie de convalescence que, le 4 novembre, à l'hôpital de Sézanne, il fut emporté par une rechute de l'épidémie. Il n'avait que 34 ans. Il est mort en chrétien, comme il avait vécu, vivement regretté par tous ceux qui l'avaient connu. »

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, depuis la dernière réunion, les ouvrages suivants :

De la Smithsonian Institution, *Report on the progress and condition of the United States National Museum for the year ending June 30, 1917*, un volume in-8° relié en toile, Washington, gouvernement printing office, 1918 ;

Bulletin de l'année 1917 et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France, tome XLIV (1917), deux volumes brochés in-8° avec illustrations, à Paris, chez Champion, libraire de la Société. Dans le *Bulletin*, M. Léon Mirot publie des *Notes sur un hôtel de la rue des Poulies* où figure notre éminent compatriote Aimar de Ranconnet, mari en secondes

(1) *Le gouvernement direct chez J.-J. Rousseau et après lui*, par L. Puibaraud, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, Poitiers. Bousiez, 1908, in-8° de 220 pages.

noces, en 1543, de Jeanne Emery comme co-proprétaire, après avoir été marié en premières avec Jeanne Hesselin, de vieille bourgeoisie parisienne ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 45^e année, mai-juin 1918, in 8^e avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant une *Relation* fort intéressante *du passage de Napoléon I^{er} dans le département de Lot-et-Garonne en 1808*. Un décret impérial, daté d'Agen le 30 juillet, décide que « la portion de la route de Paris à Barèges entre Périgueux et Bergerac, sur une longueur de dix à douze lieues, sera rétablie et réparée à neuf. Les plans et devis seront présentés à l'approbation du souverain avant le 1^{er} avril 1809. La dépense sera faite sur les frais généraux des ponts et chaussées » ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1918 (octobre), 203^e livraison, in-8^e, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Vovard, le journal du 23 novembre 1918, *Le Monde économique*, contenant son intéressant article sur les historiens du Périgord pendant la guerre ;

Et de M. Edouard Decoux-Lagoutte, la collection du journal *L'Argus du Périgord*, de 1914 à 1918, où il a écrit tous ses articles d'actualité sur la guerre, la vie sociale et économique du département de la Dordogne, etc.

M. Georges MARGAT veut bien nous offrir aussi une grande et belle photographie, tirée d'après son cliché et représentant la rue de l'Harmonie, au bas du Thouin, aujourd'hui disparue ; — et une photographie de dimension moindre, représentant une fenêtre géminée d'un second étage d'une maison de la rue Fulbert-Dumonteil, à Périgueux.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES, nous rappelant les peintures murales « que M. Mandin signala dans le sanctuaire de l'église de Bourg-des-Maisons et que M. de Mazière a mises en grande partie à jour, croit que leur auteur ne s'était pas borné à cette ornementation de la petite église à coupoles du canton de Verteillac. Car il existait, à

quelques kilomètres, dans le canton limitrophe de Montagnier, des peintures du même genre. L'inventaire, dressé le 23 mai 1742, par M^e de Ladoyre, notaire à Fougères, paroisse du Chapdeuil, en révèle l'existence à l'intérieur de l'église, anciennement paroissiale, de Saint-Just.

» Ce procès-verbal constate, en effet : 1^o Au grand autel de cette église, « saint Pierre et saint Paul en peinture sur la muraille, aux deux côtés du tabernacle » ; et 2^o à l'autel de Sainte Christine, au-dessus du tabernacle, des deux côtés de la niche où se dressait la statue en pierre de la sainte, « les portraits de saint Blaise et de saint François de Paule, en peinture sur la muraille ».

» De nombreuses couches de badigeon dérobent aujourd'hui à la vue ces peintures, dont le souvenir ne s'est même pas conservé.

» La statue en pierre de sainte Christine, qui était autrefois l'objet de la dévotion des mères demandant du lait pour nourrir leur nouveaux nés, a été brisée et remplacée par une statue en plâtre. On en voit encore deux tronçons mutilés, à la droite de l'autel. La tête de la sainte roulait encore, il y a quelques années, dans les rues du bourg de Saint-Just, où elle servait d'amusement aux enfants.

» M. Dujarric fait observer que, s'il en juge par deux procès-verbaux de visite de son église de Celles, le badigeon niveleur était, vers la fin du XVIII^e siècle, en très grande faveur dans les églises rurales. Ainsi, le 16 juin 1773, le curé de Villeteureix, Josset, commis par les vicaires-généraux pendant la vacance du siège épiscopal, faisait cette constatation : « Les murs intérieurs de l'église ne sont en majeure partie ni crépis ni blanchis ».

» L'autre procès-verbal, fait le 23 janvier 1781, à la requête du curé de Celles Jean Benec'h, en vue de réparations, constate que le blanchissage des murs est « mal fait » et a besoin d'être renouvelé.

» Cet amour du blanchissage, ajoute notre vice-président, est, sans doute, de tradition. Car, au lendemain de la restauration de l'église du Grand-Brassac, par la commission des monuments historiques, qui avait rétabli la nudité de la

pierre, un ancien curé du voisinage s'écriait, après l'avoir visitée : « Il n'y manque plus qu'un petit lait de chaux !! »

Notre savant correspondant M. René FAGE nous envoie le récit qu'il nous avait annoncé, fort intéressant et très documenté, écrit en perfection, de la bataille de Montanceix, à la fin de la Fronde en Périgord, le 16 juin 1652. Quelques passages que nous lit le Président sont fort goûtés par l'assemblée qui écoute avec intérêt ce que l'auteur dit des châteaux de Grignols et de Montanceix, « deux places gênantes pour les Frondeurs, et qui peuvent servir de lieu de ralliement et de soutien aux troupes ennemies. »

Après lecture, l'assemblée vote la publication de ce remarquable mémoire concernant un événement historique de notre province.

En s'excusant, M. DUBUT nous envoie une communication qui sera publiée, relatant des faits anciens et toujours d'actualité à propos de grains dans la commune de Saint Michel-l'Ecluse pendant la Révolution française.

Lecture en est donnée.

Enfin, notre vice-président M. Joseph DURIEUX nous apprend que le numéro de juillet-septembre 1918 de la *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde* « a publié sous ce titre : *Un maire de Bordeaux inconnu*, un article consacré par M. R. Brouillard au pasteur Pierre Thomas, sur qui je vous ai envoyé précédemment moi-même quelques notes biographiques. L'auteur de l'article, tout en se défendant de faire une notice complète, apporte d'intéressantes indications sur cet énigmatique personnage, qui marqua, dit-il, son passage aux affaires d'une empreinte originale.

» Pendant quatre mois (9 juillet au 16 novembre 1794), Thomas exerça les fonctions de maire qu'il avait acceptées sur les instances de Marc-Antoine Jullien. Il devint ensuite administrateur du département de la Gironde et commissaire du Directoire exécutif le 26 juin 1799. Tallien le signalait comme un des chefs de la « clique des terroristes » ; mais ce jacobin avait les sympathies du conventionnel Garrau.

C'était un esprit cultivé, un bon orateur, un homme habile et courtois, d'un caractère désintéressé. Il était en 1820 pasteur de l'église consistoriale réformée de Montcarret. M. Brouillard croit qu'il mourut à Bordeaux vers 1840.

• C'est une erreur.

• Ainsi que je vous l'ai mandé, Thomas mourut à Libourne le 5 septembre 1821. Son acte de décès mentionne qu'il était né à Eymet et âgé de 60 ans. Les renseignements que j'ai demandés à cet égard à M. le maire d'Eymet permettront sans doute de fixer la question de l'origine de Pierre Thomas ».

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Alfred BUGEAT, curé de Château-l'Evêque, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Villepelet.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 8 janvier 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, le marquis de Fayolle, Féaux, Pasquier, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud, de Saint-Sernin et Villepelet.

Se font excuser : MM. Binger, Dujarric-Descombes et Charles Durand, qui prie ses confrères de vouloir bien agréer l'expression de ses meilleurs souhaits de nouvel an.

A cette occasion, M. LE PRÉSIDENT est aussi heureux de nous adresser à tous et à nos familles ses vœux de bonne année. Il constate avec plaisir que cette année 1919, où nous sommes délivrés des angoisses des années précédentes, s'ouvre sous de meilleurs auspices et il pense qu'elle nous apportera une paix honorable et définitive.

Il est heureux de nous donner de bonnes nouvelles de la santé de notre zélé vice-président M. Dujarric-Descombes, ce que l'assemblée apprend avec une vive satisfaction.

La Société remercie son Président et fait de son côté des vœux bien sincères pour lui et sa famille qui ont été si cruellement éprouvés pendant cette terrible guerre.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Comme à l'habitude, la Société archéologique de Tarn-et-Garonne nous adresse ses compliments de bonne année en une pièce de vers latins que M. LE PRÉSIDENT, bon humaniste, veut bien nous traduire :

1919

Nunquam tam dire cecinit campana per auras,
Ut mœstæ patriæ natorum funera fleret,
Et lacrymas lacrymis matrum misceret amanter,
Uxores pariter plangens sponsasque dolentes !
Nunc hilaris gemitum tristem raucumque relinquit,
Et sonitu festo solemniter æthera pulsat,
Quippe, favente deo, nobis victoria risit,
Sanguineis — eheu voluit sors — stragibus empta,
Sed stellata rosis sacroque ornata triumpho !
Ergo campanæ cantus adjunge superbos,
Et dic, cara soror gaudens victoribus hymnum.
Dic etiam nobis antiquæ fœdera pacis,
Nam tu perfecte scis majorum inclyta gesta,
Et sic arte tua docta vetera ac nova nectes.
Æthereæ voci sociabis carmina plectri,
Et posthac patrium comitabit gloria nomen.
Hoc faustum, Domini benedicat dextera, votum ;
Jam tibi felicem sine fletibus ominor annum !!

La Société Archéologique de Tarn-et-Garonne (Montauban).

Jamais la cloche n'a résonné si lugubrement dans les airs que lorsqu'elle pleurait aux funérailles des fils de la Patrie en deuil et qu'elle mêlait tendrement ses larmes aux larmes des mères et sa douleur à celle des fiancées et des épouses désolées. Maintenant joyeuse elle cesse son gémissement triste et sourd et lance solennellement dans les airs une sonnerie d'allégresse. Car, avec l'aide de Dieu, la victoire nous a souri, achetée, le sort hélas ! l'a voulu, par des flots de sang, mais constellée de roses et parée d'un triomphe sacré. Aussi, chère sœur, associe-toi aux chants superbes de la cloche et joyusement dis un hymne aux vainqueurs, dis-nous aussi les alliances de la paix ancienne car tu connais à merveille les hauts, faits de nos ancêtres, et ton art savant sait unir ceux du passé aux nouveaux. Tu mêleras tes poèmes à la voix harmonieuse de la lyre et le nom de nos pères en sera glorifié. Que la main du Seigneur bénisse ce vœu cordial et je te promets une année heureuse et sans larmes.

M. le Président nous annonce la mort de notre confrère M. BEYNIER, officier d'académie, agent-voyer d'arrondissement à Bergerac, qui s'intéressait à nos études et nous fait remarquer que les agents du service vicinal, par la nature de leurs travaux, peuvent être fort utiles à notre Société, dans les rangs de laquelle on ne saurait trop les engager à entrer.

L'assemblée témoigne de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les brochures suivantes :

Comptes-rendus des séances de l'année 1918 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8° avec figures, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant, p. 197, une intéressante communication de notre savant correspondant M. le docteur Capitan, *L'entrelacs cruciforme*. La figure 20 représente « une face d'un chapiteau du clocher de l'église de Brantôme (Dordogne), XI^e siècle » ;

Revue des Etudes grecques, tome XXX, n° 139, juillet-septembre 1917, in-8°, Paris, maison Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XVI (première partie), un volume broché in-8° avec p'anches, Rennes, imprimerie de Vatar, 1918 ; contenant un mémoire sur *Le collège de Rennes depuis la fon-*

dation jusqu'au départ des Jésuites, 1536-1762, signé d'un nom périgourdin, « M^{lle} Geneviève Durtelle de Saint-Sauveur » ;

Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, tome XX, 3^e fascicule, in-8° avec illustrations, Limoges, imprimerie Guillemot et de Lamothe, 1918 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XL, 3^e livraison, juillet-septembre 1918, in-8°, Brive, Roche, imprimeur ; contenant la publication d'une lettre autographe du maréchal Bugeaud par M. Jean Trespeuch ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 11^e-12^e livraisons, novembre-décembre 1918, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du Livre d'Or du Bournat par M. Ch. Aublant ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVIII^e volume, 2^e livraison, décembre 1918, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant la suite de l'Introduction à l'histoire des évêques de Saintes, par M. Depoin ;

Catalogue des plantes de la région bayonnaise par MM. Ancibure et Prestat, in-8°, Bayonne, Imprimerie du Sud-Ouest, 1918 ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, et de la Société des Etudes du Couserans, XV^e volume, n° 2, in 8°, avec une planche, Foix, typographie Gadrat aîné, 1918 ;

Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie, tome XXVII, 1918, in-8°, avec illustrations, Neuchâtel, quai du Mont-Blanc, 2 ;

M. Georges MARGAT, artiste distingué, veut bien encore offrir à notre Société deux belles photographies « du Périgueux disparu » qu'il a exécutées, au bas de chacune desquelles il a inscrit, en bon humaniste, deux vers latins de sa composition ; l'une en noir représentant la rue Judaïque qui aboutit sur la promenade de Tourny, en passant derrière l'ancien Musée, et l'autre en couleur qu'on prendrait aisément pour une aquarelle et qui reproduit la Tour Barbecane et l'hôtel de Saint-Mayme, aujourd'hui du comte de Fayolle.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président profite de la présence de M. DE SAINT-SERNIN pour le remercier de la trouvaille monétaire qui a été faite dans un vase, il y a plusieurs années, dans sa propriété de la Francherie, près Nontron, et qu'il a offerte au Musée. Ces pièces du VII^e siècle ont été identifiées jadis et publiées dans notre *Bulletin* par nos confrères MM. Lespinas et le comte Charles de Beaumont.

Notre vice-président M. Charles DURAND, qui ne perd jamais de vue nos antiquités romaines, écrit la lettre suivante, datée d'hier, à notre confrère M. Dannery, inspecteur des Monuments historiques :

« J'apprends l'état déplorable dans lequel se trouve le Château-Barrière, abandonné aux enfants apaches du quartier. Des dégradations ont été commises un peu partout. La Ville a été prévenue à diverses reprises, mais en vain. Aussi dans l'intérêt d'un monument et d'un groupe d'antiquités et pour la conservation desquels nous avons l'un et l'autre fait tout ce qui était en notre pouvoir, je vous serai reconnaissant d'aller un peu de ce côté. M^{me} François, la concierge, vous renseignera plus précisément que je ne le fais moi-même, et si vous parvenez à faire respecter ces ruines si pittoresques, vous aurez une fois de plus bien mérité de nos antiquités périgourdines.

» Veuillez agréer, etc. »

L'assemblée joint ses instances à celles de M. Durand.

M. le Président fait ensuite passer sous nos yeux deux photographies que lui a apportées M. A. DE LACROUSILLE et qui représentent un pigeonnier du château de Bouch appartenant à notre confrère M. Jean Clédat, avec couverture en pierres sèches en forme de coupole.

Le Président nous fait remarquer que ces toitures se rencontrent fréquemment dans les régions pierreuses de notre département et il ne les croit pas antérieures au XVII^e ou au XVIII^e siècle.

M. DE SAINT-SAUD nous fait observer ensuite que dans son article sur Castelnau, plein d'humour et saveur, M. de La Tombelle dit, à la page 303 que le nom primitif des Caumont est

Prévost. C'est là une erreur, qu'il voudra bien me permettre de relever. La châtellenie de La Force appartenait au moyen-âge aux Prévost. Elle passa aux Caumont par le mariage, en 1554, de François de Caumont, seigneur de Castelnau, avec Philippe de Beaupoil dame et héritière de La Force, qu'elle tenait des Prévost.

» Je remercie M. Robert Villepelet d'avoir fait appel à moi au sujet des Peyrarède, sur lesquels je ne sais rien qui ne soit connu. S'il y avait des huguenots dans cette famille, il y avait aussi des catholiques militants. L'un d'eux, curé de Saint-Jacques à Bergerac, se défendit contre le capitaine Piles et fut pendu par lui devant la porte du château. On trouvera, dans nos tomes XVII et XVIII, des notes sur cette famille, dues à M. Villepelet. »

A cette occasion, M. DE SAINT-SAUD insiste pour que l'orthographe des anciens noms de paroisses soit conservée et qu'on rejette celle du Dictionnaire des Postes qui ne repose sur aucune base étymologique. Sur quarante *Castelnau*, il n'y en a que quatre qui prennent un *d* final. Pourquoi *Bourdeille* avec un *s* ; *Doissac* avec un *t* ; *Condat-de-Nontron* au lieu de *Condat-sur-Trincou* ?, etc.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, qui a pu autrefois faire rectifier quelques noms de communes par le Conseil général, partage entièrement cet avis.

M. Gabriel LAFON, par l'entremise de M. Eugène Roux, donne quelques renseignements sur la famille Limoges qui était originaire du Bugue et qui est venue se fixer à Terrasson. Il tient de l'un d'eux M. Camille Limoges, ancien conseiller à la Cour de Bordeaux, deux ouvrages de droit qu'il tient à la disposition de la Société, un Cujas en deux gros volumes, 1617, et un Antoine Mornac, quatre volumes de ses *Observations*, 1721.

Notre zélé vice-président, M. Joseph DURIEX voudrait nous signaler « une rectification à apporter au nom du sergent périgourdin, mentionné au procès-verbal de la séance du 7 août dernier, d'après les *Annales Patriotiques* de l'an II.

» Ce brave militaire de l'armée du Rhin-et-Moselle a eu son nom aussi estropié par MM. les imprimeurs français que son corps blessé par les dragons d'Autriche. Il s'appelait non pas Pierrelet Marie, ni Lemayrée comme orthographe le *Procès-verbal de la Convention* du 11 thermidor, mais bien Pierre Leymarie. Il était fils du maire d'Azerat qui, le 12 mai 1792, offrait à l'administration du Directoire de la Dordogne trois de ses enfants âgés de vingt-quatre, dix-huit et dix-sept ans, « en état de porter les armes et de s'en servir », et qui s'était chargé de leur entretien et nourriture sans aucune rétribution de la Nation. On peut consulter, d'ailleurs, sur ce triple engagement un article publié le 23 mars 1905, par M. Charles Durand (je crois), dans l'*Avenir illustré de la Dordogne*. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES tient à faire ressortir les « très heureuses conséquences de la publication, annoncée dans notre séance de septembre, par M. Robert Villepelet, des *Œuvres complètes* de Maine de Biran.

» Cette édition, confiée par l'Académie des Sciences morales et politiques à M. Pierre Tisserand, permettra de pouvoir juger enfin, dans son ensemble et dans l'intégralité de son texte authentique, la doctrine, trop souvent défigurée, du philosophe de Bergerac.

» On ne peut que savoir gré à l'Académie d'avoir persévéré dans son estime à l'égard du penseur dont elle avait couronné les premiers mémoires philosophiques. Déjà, elle avait manifesté son désir de voir publier l'édition dont nous pouvons espérer saluer bientôt la réalisation.

» Il y a soixante-sept ans qu'elle en avait émis le vœu, porté à la connaissance du public par l'*Echo de Vézère* dans son numéro du 22 mai 1851.

» La publication dont M. Tisserand a indiqué lui-même le plan, ne contribuera pas seulement à redresser les torts faits à la mémoire de Maine de Biran ; elle ajoutera encore un nouvel éclat à la renommée du Périgord, qui s'honore d'avoir donné le jour au chef de la philosophie spiritualiste. »

Enfin notre zélé trésorier M. FÉAUX nous donne communication de son compte de gestion de l'exercice 1918. Il nous fait observer que la diminution des recettes est due en grande partie aux trop nombreux décès que nous avons eu à déplorer quoique le compte se solde par un petit excédent. Mais nous pouvons espérer que la situation s'améliorera en 1919 ; plusieurs de nos confrères démobilisés vont rentrer dans nos rangs.

Les recettes se sont élevées à	4.036 fr. 90
Et les dépenses à	3.750 fr. 34

Desorte que nous avons un excédent de 286 fr. 56

L'assemblée remercie M. Féaux du soin qu'il apporte à la bonne administration de nos finances et lui vote des félicitations.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT nous entretient d'une innovation à laquelle il a songé pour faire apporter à nos séances par nos confrères, une ou deux fois par an, des objets de même nature et en même temps indiqués d'avance, comme on le fait à la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, qu'on examinerait et sur lesquels on discuterait s'il y avait lieu.

Le premier sujet consisterait, dans notre assemblée générale du 27 mai prochain, par exemple, à regarder les anciens poids et mesures, les petits poids servant à peser et à mesurer, mesures de longueur et de capacité, mesures féodales, balances, trébuchets, etc.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^r DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

Pour l'exercice 1918.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous soumettre, en vous en demandant l'approbation, mon compte de gestion pour l'année 1918.

En ce qui concerne les recettes, si on compare les chiffres de ce compte avec ceux de 1917, on remarque une diminution de 15 fr. 57, par conséquent assez faible ; mais si, de part et d'autre, on écarte de ces chiffres celui du remboursement de tirages à part de dessins qui ne fait que compenser une somme figurant en dépense, la diminution réelle se montre plus élevée, puisqu'elle atteint 88 fr. 27.

Cette diminution est due en grande partie aux trop nombreux décès que, cette année encore, nous avons eu à déplorer et, pour le reste, à ce que, en 1917, j'ai pu placer pour trois mois une partie de mon encaisse, ce que je n'ai pu faire en 1918.

Fort heureusement qu'en regard de cet affaiblissement des ressources, nous relevons une réduction sensible des dépenses, réalisée surtout grâce à la stricte exécution, par notre vigilant Secrétaire général, de votre décision relative à la diminution momentanée du nombre des feuilles du *Bulletin* et à une économie dans le prix des planches. En définitive, le compte de 1918 se solde par un excédent de recettes de 286 fr. 56.

Notre situation financière n'est donc pas mauvaise ; nous devons d'ailleurs supposer qu'au cours de l'année qui commence, elle ne pourra que s'améliorer. Puisque nous voici heureusement arrivés à la fin de la terrible guerre qui a pesé d'un poids si lourd sur notre glorieux pays, ceux de nos confrères qui avaient été appelés à la défense de la Patrie, mais dont malheureusement plusieurs sont tombés au champ d'honneur, vont pouvoir reprendre leur rang parmi nous ; espérons qu'ils n'y manqueront pas et que notre chère Société, l'une de celles qui ont résisté le mieux à la tourmente enfin dissipée, trouvera dans le calme rétabli et dans l'équilibre de ses finances assuré, les moyens de continuer

et de développer utilement ses paisibles travaux. Ce vœu exprimé, permettez-moi, Messieurs, de vous donner lecture des détails de mon compte.

Recettes.

Cotisations payées.....	2.150	»
Droits de diplôme.....	70	»
Subvention du Département.....	1.000	»
Vente du <i>Bulletin</i>	18	25
Remboursement de frais de tirages à part de des-		
sins.....	118	95
Intérêts du capital placé.....	679	70
TOTAL.....	4.036	90

Dépenses

Payé à l'imprimerie Ribes, y compris 274 fr. 80, frais de renouvellement du jeu de bandes pour envoi du <i>Bulletin</i>	2.082	30
Payé à MM. Richer et C ^{ie} , imprimeurs à Paris, pour les planches du <i>Bulletin</i>	316	80
Payé à M. Ronteix, imprimeur à Périgueux, dessins de la Tour Barbecane.....	115	»
Payé à M. Ronteix, imprimeur à Périgueux, carnet à souches.....	16	»
Loyer de la salle.....	375	»
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	84	44
Frais de bureau du Secrétaire général.....	300	»
— du Trésorier.....	200	»
Concierger (y compris une augmentation de 10 fr.).	95	»
Prime d'assurance.....	15	30
Chauffage de la salle.....	20	»
Abonnement à l' <i>Union historique et archéologique du</i> <i>Sud-Ouest</i>	20	»
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i> .	12	»
Cotisation à la Société du Musée militaire.....	2	»
Timbres-poste, colis postaux, confection de diplô- mes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse.....	96	50
TOTAL.....	3.750	34

Récapitulation.

Recettes.....	4.036 90
Dépenses payées.....	3.750 34

Excédent de recettes..... 286 56

L'actif de la Société au 31 décembre 1917 étant de 18.715 40

s'élève donc, au 31 décembre 1918, en comptant les obligations *au prix d'achat* et non à leur valeur

actuelle, à..... 19.001 96

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 88.814, de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées.....	13.153 20
2° Un titre de rente nominatif de 45 francs 3 % n° 12.121, vol. 7, acheté.....	1.456 90
3° Un autre titre de rente nominatif de 30 francs 3 % n° 0018.651, vol. 8, acheté.....	992 »
4° Un troisième titre de rente nominatif de 30 francs 3 % n° 0673.756, acheté.....	936 »
5° Quatre bons de la Défense nationale, dont un de 100 fr. et trois de 500 fr.....	1.600 »
6° Somme placée à la Caisse d'épargne, intérêts compris.....	121 01
7° Argent en caisse.....	742 85

TOTAL égal..... 19.001 96

Périgueux, le 31 décembre 1918.

Le Trésorier, M. FÉAUX.

JEAN DE LA CHAPELLE DE BÉARNEZ

La tragique époque, où vient de se décider, dans la victoire, avec les destinées de la France celles du monde civilisé, a été illuminée par de superbes éclairs de gloire. Il n'y a pas eu de jour où, de quelque point de l'immense front de bataille, courant des Alpes à la mer du Nord, ne soient parvenus les échos d'actions épiques, les récits de glorieux gestes, dignes du sang généreux qui coule dans les veines de nos soldats.

N'est-ce pas l'heure de puiser dans les réserves inexplorées de l'histoire, de faire revivre un ancêtre de nos héros de la Grande Guerre, et de relier ainsi les gloires du passé aux gloires du présent ?

Un officier des armées de Louis XIV, tel que celui dont nous voulons raconter la belle carrière, trop tôt brisée, reconnaîtrait pour siens les magnifiques soldats de la Marne et de la Champagne, de l'Yser et de Verdun, de la Picardie et de la Flandre, héritiers de sa belle vaillance. Les uns, comme l'autre, sont taillés dans la même roche.

L'âme de la France n'a pas dégénéré. Ceux qui l'ont dit l'espéraient. S'ils l'ont cru, ils ne le croient plus !

« Le sang passe à travers des millions de cœurs, de père en fils et d'âge en âge. »

Celui dont nous allons raconter la belle vie militaire, injustement oubliée, est non seulement un valeureux fils de la France, mais c'est aussi un des enfants de notre Périgord, brave entre les plus braves (1).

Jean de la Chapelle de Béarnes appartenait à une de ces robustes et saines familles de la bourgeoisie provinciale, « vivant noblement », comme on disait, qui formait sous l'ancienne monarchie une des assises les plus solides de la

(1) C'est à la libérale communication, par M. Xavier de la Chapelle, de ses archives de famille, que la belle figure militaire de son ascendant doit de revivre dans les pages qui vont suivre. Qu'il reçoive ici les remerciements de tous ceux qui ont à cœur de voir s'enrichir le trésor de nos gloires du Périgord.

société, bien près de la noblesse, à laquelle de fréquentes alliances mêlaient leur sang, et dont elles partageaient souvent le goût des Français pour le métier des armes.

Il naquit vers 1654, probablement à Bergerac, de Pierre de la Chapelle, bailli et juge royal, et d'Hélips de Vassal de la Gausselandie (1).

Les récits de la Guerre de Flandre, qui inaugurait en 1667, par des triomphes, les belles campagnes des débuts du règne de Louis XIV, ne furent peut-être pas étrangers à sa vocation. C'était Turenne, presque un périgourdin, qui commandait la principale armée (2).

N'est-il pas naturel que son imagination se soit enflammée d'un juvénile enthousiasme ?

Il y avait, pour qui se sentait attiré vers les périlleux travaux de la guerre, de belles gerbes de gloire à moissonner,

(1) La date de la naissance de Jean de la Chapelle est indirectement donnée par son acte de décès en 1742, qui le dit âgé de 90 ans environ. Il avait un frère aîné et quatre sœurs : 1° Pierre, bailli et juge royal de Bergerac, ne laissa pas d'enfants de son mariage, contracté le 5 février 1689, avec Marie Paulte d'Eymet, et testa le 12 avril 1725, instituant son frère Jean, sieur de Béarnes ; il rappelle avoir donné à sa nièce, Marie Cosset, lors de son mariage avec M^e Guillaume Poujade (*alias* de la Poujade) sa charge de bailli et juge royal.

2° Marguerite épousa Charles de Digeon, écuyer, seigneur du dit lieu en Agenais ; devenue veuve, elle reçut, le 24 décembre 1695, une donation de Marie de la Chapelle, sa tante, veuve de Nicolas Montozon (sieur des Rivières, juge civil à Périgueux).

3° Autre Marguerite, mariée à Pierre Cosset, dont Marie Cosset, légataire en 1725 de la charge de bailli et juge royal de Bergerac, dont elle fit pourvoir son mari M^e Guillaume Poujade.

4° Marthe, épousa, suivant contrat de mariage du 27 janvier 1668, M^e Pierre Gontier, sieur de Biran, depuis maire perpétuel de Bergerac, par la vente qui lui fut faite de cette charge, le 8 août 1693, par Jean de la Chapelle de Béarnes, son beau-frère, qui en était devenu acquéreur, le 17 janvier précédent.

Il est possible que les La Chapelle, du Bergeracois, soient un rameau détaché, à une époque inconnue, des La Chapelle de Sineuil, de vieille noblesse du Sarladais.

(2) Montfort, Aillac, Carlux, Salignac, Limeuil, Lanquais, etc., dans la sénéchaussée de Sarlat, faisaient partie de la vicomté de Turenne ou en relevaient.

une brillante carrière à conquérir à la pointe de l'épée. Pourquoi un brave petit cadet, ne creuserait-il pas, lui aussi, son sillon, aussi bien, mieux peut-être que tant d'autres ? (1).

La route est rude, semée d'écueils et de périls, mais un cœur vaillant, une volonté intrépide, ne viennent-ils pas à bout d'enchaîner la roue de la Fortune qui sourit volontiers aux audacieux ?

Quels qu'aient été les mobiles de sa vocation, Jean de la Chapelle de Béarnes commença par « porter le mousquet au régiment de Turenne en 1669 » (2). Le mousquet devait être bien lourd pour ses épaules d'adolescent ! Le jeune cadet fit avec son régiment les campagnes de 1670 et 1671, pendant lesquelles il dut laisser deviner ce qu'il vaudrait un jour, car dès le 1^{er} octobre 1671, il recevait sa commission de lieutenant au même régiment, dans la compagnie de la Capelle-Biron (3). Le capitaine de Carbonnières de la Capelle-Biron, presque son compatriote, avait dû s'intéresser à lui ; peut-être le demanda-t-il comme officier de peloton de sa compagnie ? C'est avec la Capelle-Biron qu'il fit la campagne de 1672 et 1673 qui allait commencer sa réputation.

Le régiment de Turenne était sur la frontière des Pyrénées lorsque le Roi déclara la guerre à l'Espagne le 19 octobre 1673.

(1) On a dit, on répète encore que, sous la monarchie, la noblesse avait le privilège exclusif des grades militaires.

Les erreurs ont la vie dure, surtout lorsqu'elles sont intéressées. Fabert, Gatinat, Chevert et tant d'autres officiers généraux n'étaient-ils pas des bourgeois ? En Périgord, n'en était-il pas de même, des Ravilhon, la Brousse de Verteillac, etc., arrivés au sommet de la hiérarchie militaire ? Il suffit de remarquer, d'ailleurs, qu'aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, bien nombreuses furent les lettres d'anoblissement accordées à des officiers d'origine bourgeoise.

(2) Tous les faits relatifs à la carrière de la Chapelle sont puisés, soit dans les lettres patentes d'anoblissement de 1683, soit dans les nombreuses pièces originales ou contemporaines, tirées des archives de la famille. Il serait inutile d'indiquer chaque référence.

(3) Un cadet de la famille sarladaise de Carbonnières de Pelvézy se fixa au xvi^e siècle en Agenais, sur la frontière du Périgord, à la Capelle-Biron, paroisse et fief qui donnèrent leur surnom à la branche des marquis de la Capelle-Biron.

Deux jours après, la Chapelle reçut l'ordre de M. le Bret, commandant les troupes françaises dans le Roussillon, d'« aller faire un parti » dans les lignes ennemies. Une reconnaissance d'officier est une mission toujours délicate, particulièrement dangereuse en pays de montagne. Avec un détachement de 25 hommes, il s'engage sur le versant espagnol, dans la région tourmentée qu'il doit reconnaître. Au retour, il se heurte à une colonne ennemie forte de 300 hommes qui lui barre le passage. Trop faible pour briser l'obstacle, coupé de sa ligne de retraite, sans espoir d'être secouru, la Chapelle n'hésite pas. Se rendre ? jamais ; mais s'il faut se faire tuer, ce sera avec honneur, le plus tard possible, après avoir fait payer cher le sacrifice de sa vie. Une tour d'observation se profile sur un des sommets des Albères, la tour de Massane ; c'est une forte position, d'où l'on verra venir l'attaque de haut et de loin. Pendant deux jours et deux nuits, l'assaut vient se briser contre ce fortin, victorieusement défendu par une poignée de braves ; le troisième jour, la Chapelle est à bout de munitions, les vivres sont épuisés, l'investissement se resserre, la catastrophe finale est imminente. Une décision s'impose, désespérée ; elle est prise. La troisième nuit, la petite troupe, bien en mains, vigoureusement enlevée, fait une attaque à fond, perce, de vive force, la ligne ennemie, et la Chapelle, dégagé, rallie Collioure où il rend compte. Il ramenait dix hommes (1).

A quelques mois de là, vers le mois de mai 1674, Béarnes recevait l'ordre de se jeter dans Bellegarde (2), serrée de près

(1) La tour de Massane devait être, près d'un siècle et demi plus tard, le théâtre d'un fait d'armes analogue. — A l'affaire du 27 frimaire an II, sur les montagnes des Albères, au poste appelé la Tour de Massane, Gaspard François Forestier, capitaine de la 5^e demi-brigade provisoire, se défendit, avec 150 hommes, contre une colonne de 500 Espagnols, et les empêcha de se porter sur les derrières de la division, déjà aux prises avec un ennemi supérieur. — (Mullié, Biographie des Célébrités militaires). L'histoire se répète ! Forestier devint officier général, baron de l'Empire et commandeur de la Légion d'honneur.

(2) Place forte, aujourd'hui bourg des Pyrénées Orientales ; le gouverneur rendit la place. Schomberg le fit arrêter et passer en jugement,

par les Espagnols. Il ne put traverser les lignes trop fortes, mais avant de se replier, il fit sur l'ennemi, à titre d'adieu, une attaque de nuit, mit le désordre dans le camp, et se retira, ramenant comme trophée, un lieutenant et dix soldats prisonniers.

Les qualités de commandement et l'esprit de décision dont venait de faire preuve, coup sur coup, le jeune officier, le signalèrent à l'attention. Le comte de Schomberg, qui avait remplacé M. le Bret dans son commandement, venait de lever un régiment d'infanterie, sous son nom (1). Béarnes fut un des premiers choisis pour former les cadres du nouveau corps, et reçut, le 15 novembre 1674, sa commission de capitaine de la 3^e compagnie. Ce capitaine de 20 ans, vint continuer sa carrière sous ces nouveaux drapeaux qu'il ne devait plus quitter que mutilé. Ses regrets d'abandonner le régiment où il avait été initié au métier des armes, furent compensés par la fière satisfaction d'avoir gagné, à la pointe de l'épée, un commandement, que tant d'autres n'attendaient que de longs services (2).

C'est au régiment de Schomberg, et sous les ordres du même comte de Schomberg, commandant les troupes françaises, que Béarnes fit, l'année suivante, la nouvelle campagne de Catalogne. Après s'être emparé de plusieurs places, Schomberg attaqua Gironne (3). Béarnes monta des premiers à l'assaut, où il reçut un coup de piquet (4) dans le bras droit et deux coups de sabre sur la tête. Six semaines après, au siège de Bellegarde (5) une balle de mousquet lui traversait la cuisse, mais deux mois plus tard, il eut le malheur d'être fait prisonnier et de perdre son équipage. Sa détention dura peu (6).

Sur la fin de cette même année 1675, le régiment fut

(1) Maréchal de France en 1675, bien que protestant.

(2) Créé Schomberg, ce régiment devint Larrey, en 1681, Colbert de Maulevrier en 1690 ; il portait le nom de Beaujolais en 1789. Le 74^e régiment d'infanterie le reconnaît aujourd'hui pour ascendant.

(3) Ville forte en Catalogne. L'attaque eut lieu, vers le mois de mai 1675.

(4) Courte pique,

(5) Bellegarde, attaquée le 19 juillet, capitula le lendemain. En 1679, fut construite une importante citadelle.

(6) Il fut fait prisonnier par les Espagnols, une seconde fois, à une date qui n'est pas connue.

commandé pour aller en Sicile se mettre aux ordres du général duc de Vivonne, vice-roi de l'île ; il prit la mer à Marseille le 13 avril 1676.

A peine débarqué, Béarnes allait cueillir de nouveaux lauriers et glorifier son nom par l'exploit épique de Taormine, dont il fut le héros, et qui suffirait à illustrer une carrière de soldat.

Pendant que Vivonne faisait le siège de Scaletta (1), sur la fin de 1676, Béarnes fut détaché, avec 75 hommes, pour occuper un poste qui couvrait la ville de Taormine (2). Attaqué par un corps espagnol de 3.000 hommes, une armée !

« il auroit si bien animé, par son exemple, le peu de gens qu'il avoit, qu'il auroit, sans être secouru de personne, obligé les ennemis de se retirer. »

Schomberg, rendant compte au Roi de cette action extraordinaire, lui déclara, sur les rapports de MM. de Mornas et de la Villedieu, officiers généraux, ce dernier commandant à Taormine, que l'ennemi était fort de douze bataillons et de dix-huit escadrons. Béarnes fut dégagé, il lui restait 17 hommes. Sa bonne étoile l'avait protégé ; il sortait de cette lutte formidable, avec sept balles dans les habits, et un simple coup d'épée dans le bras. Les ennemis laissaient sur le terrain quantité d'officiers et de soldats tués, les blessés dépassaient trois cents.

Ces faits, à peine croyables, et qui semblent du domaine, plutôt du roman que de l'histoire, sont rappelés non seulement dans les lettres patentes d'anoblissement de Béarnes en 1683, mais aussi dans une attestation que lui avait délivrée, le 20 avril 1679, Louis-Victor de Rochechouart, duc de Vivonne, maréchal de France, général des galères, alors vice-roi de Sicile, qui en avait été le témoin.

Vivonne, qui avait tenu à présenter le jeune héros au Roi, lui déclara que

« sans la défense et résistance de Berney, à laquelle personne n'auroit osé s'attendre, il auroit esté obligé de lever le siège d'Escalette ».

(1) Scaletta, ou cap du même nom, sur le phare de Messine.

(2) Ville forte, sur la côte Est de la province de Messine.

Taormine. qui couvrait le flanc des troupes de siège, aurait été enlevée.

Le maréchal de Schomberg assistait à l'audience accordée à celui qui venait de couvrir de gloire les drapeaux du régiment de son nom ; il ajouta, s'adressant au Roi, que

« d'après les lettres de Messieurs de Mornas et de la Villedieu, il ne pouvoit jamais y avoir eu pendant toutes les guerres une action si vive, si périlleuse et mieux conduite ».

Béarnes avait reçu, sur l'heure, la récompense la plus enviable pour un cœur de soldat, la plus digne de l'importance du service rendu. Vivonne, qui assiégeait Scaletta, à quelques lieues de là, envoya à M. de La Villedieu, commandant à Taormine, l'ordre de donner au jeune officier, qui venait d'accomplir cet exploit, le commandement d'un des postes les plus menacés de la place, contre laquelle l'ennemi préparait une nouvelle et vigoureuse attaque. Deux jours après, l'assaut donné à un des faubourgs, fut repoussé par Béarnes qui eut l'honneur de diriger la défense, bien qu'il y eût nombre d'officiers, plus élevés en grade ou plus anciens que ce capitaine de 23 ans.

Les lettres patentes de 1683 donnent une version plus détaillée. Béarnes aurait été posté,

« avec un détachement de 150 hommes, sur une brèche du corps de » la place, laquelle il auroit défendue avec beaucoup de vigueur et de » fermeté, les ennemis l'ayant, en dix heures de tems, attaqué plusieurs » fois, n'ayant pu réussir, ils auroient esté contrainctz de se retirer, » et le dict Béarnés, les ayant poursuivis dans leur retraite, il auroit » donné sur leur arrière-garde et fait des prisonniers » (1).

Son retour en France fut marqué par une aventure de mer, toute à son honneur, dont nous trouvons encore le récit dans

(1) Cinquante ans plus tard, le 27 juillet 1725, le P. Beaupoil, de la Compagnie de Jésus, écrivait de Malte à Béarnes, alors gouverneur de Pontarlier, lui rappelant cet exploit de jeunesse ... « Nous avons rangé l'Île de Sardaigne » et la Sicile ensuite.... Nous n'avons jamais vu l'une ou l'autre qu'en perspective : il ne nous estoit donc pas possible de distinguer, même avec nos » lunettes, le fort de Taormine que vous avez autrefois si bien défendu... » Le souvenir de cette belle défense était resté vivant, dans la mémoire des contemporains.

les lettres patentes de 1683. Elle doit se placer en 1678, au moment de l'évacuation de la Sicile. Embarqué avec 80 soldats sur une barque convoyée par la flotte du Roi, il en fut séparé par une bourrasque qui l'entraîna sur les côtes de Tripoli où il fut chassé et canonné, quatre jours durant, par trois vaisseaux barbaresques. Le cinquième jour, il put aborder à Malte et se refaire. Deux jours après, il mettait à la voile et se portait à la recherche de la flotte qu'il rallia péniblement cinq jours plus tard. La mer était démontée, la barque était en perdition lorsqu'elle fut sauvée par les chaloupes du « Prudent » commandé par le chevalier de Béthune. Béarnes put faire transborder, non seulement ses soldats et l'équipage, mais aussi tout le chargement, vivres et munitions. Il quitta la barque le dernier, au moment où elle coulait à pic sous ses pieds.

Louvois ne fut pas le dernier à apprécier les mérites et la valeur du jeune officier; il lui fit accorder une gratification de mille écus; ce qui valait mieux, il donna l'ordre à M. de Navailles (1), commandant en Roussillon, de lui donner le commandement de la ligne frontière, depuis Céret jusqu'à Prats de Mollo, tel que l'exerçait le maréchal de camp du Saussay.

Le régiment de Schomberg passa, le 4 janvier 1681, sous les ordres de Lenet, marquis de Larrey, dont il prit le nom, et resta en quartiers en Languedoc jusqu'en 1684.

Les documents font défaut, et nous perdons de vue Béarnes, mais nous savons qu'il avait avancé et qu'en 1683, au moment des lettres patentes,

« il estoit déjà parvenu à la teste du régiment de Larrey et en estoit » premier capitaine » (2).

C'est pendant cette période de repos que les services de Béarnes reçurent la consécration la plus élevée, la récompense

(1) Philippe de Montaut, duc de Navailles, maréchal de France en 1675; il était seigneur de St-Geniez, en Sarladais, du chef des Gontaut-St-Geniez.

(2) Le grade de premier capitaine correspondait à celui de chef de bataillon qui n'existait pas à cette époque. En campagne, les bataillons étaient effectivement commandés, par le colonel, le lieutenant-colonel, le capitaine de grenadiers, le premier capitaine.

la plus digne de leur importance. Il fut anobli, par lettres patentes données à Versailles, au mois de février 1683. Les motifs de cette haute distinction, rappellent les brillantes actions qui avaient déjà marqué sa courte carrière militaire et se terminent par des considérations générales particulièrement flatteuses ;....

« Et comme, non seulement dans les occasions susdictes, mais encore » dans toutes les autres où ledict Béarnès a esté employé, il a donné » des preuves d'un grand courage et d'une valeur *singulière*..., et que » nous désirons luy tesmoigner la satisfaction *entière* que nous en » demeure, et l'en reconnoistre par une marque d'honneur qui passe » à la postérité ... l'avons anobli ».

C'est une belle citation à l'ordre de la France (1).

Quelques semaines avant la délivrance de ces lettres patentes, Béarnès avait été reçu chevalier des Ordres hospitaliers de Notre-Dame du Montcarmel et de St-Lazare, dont il paya les droits de passage, le 28 janvier 1683. Le Grand Maître de l'Ordre, Louvois, ne fut pas étranger à cette distinction.

Vicomte G. DE GÉRARD.

(A suivre).

(1) Les lettres patentes furent enregistrées au Parlement, le 23 mars, et à la Cour des Aides le 9 juillet de la même année. Béarnès reçut pour armes : d'azur au lion d'or, au chef d'argent chargé de trois tourteaux de guoules.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 5 février 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.
Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Fayolle, Féaux, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent par écrit : M. Charles Durand et M. Binger, actuellement à Strasbourg.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de trois de nos confrères, de M. Hernest CHAVOIX, très bon et généreux, président de la Société de Secours mutuels d'Excideuil, qui avait le goût des choses anciennes et avait établi chez lui aux Charraux une petite imprimerie avec caractères mobiles en bois et une presse à main qu'il appelait son « Imprimerie privée agricole ». Il avait ainsi reproduit quelques plaquettes rares du xvii^e siècle qu'il nous avait offertes. Pour se distraire, il s'occupait aussi avec succès de photographie. Sur sa tombe, le vice-président M. Sabatier a justement fait l'éloge de sa charité.

Le second confrère que nous avons perdu est M. MÉNIEL, de Sainte-Foy-la-Grande, qui était des nôtres depuis de longues années et s'intéressait à nos travaux.

Et le troisième confrère dont nous ayons à déplorer la perte est M. le vicomte DE MARQUEYSSAC, de vieille famille périgourdine, qui était venu à nous, il y a quelques années seulement, et nous était attaché. Il habitait alors Alger et vint depuis habiter Nice où il est mort.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les deux recueils suivants :

Bulletin du 2^e trimestre de 1918 de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, in-8° avec deux planches, Poitiers, imprimerie Roy ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 45^e année, juillet-août 1918, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne.

M. Georges MARGAT, infatigable donateur, veut bien offrir à la Société une photographie de l'Ange de pierre, de deux mètres environ de hauteur, prise par lui la veille du jour où il fut hissé sur le haut du clocher de Saint-Front, et qu'il accompagne de deux vers latins bien tournés.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Président nous annonce la nomination de chevalier de la Légion d'honneur de notre confrère M. le docteur Jean DURIEUX, qui est parti dès le commencement de la guerre.

L'assemblée lui vote des félicitations.

Pour prendre date de sa découverte, M. PEYRONY veut bien nous signaler au lieu dit Peyrelevade, commune de Manaurie, sur la route des Eyzies à Rouffignac, une suite de blocs de grès assez volumineux qu'il appelle *le Chapelet de Peyrelevade*, s'étendant sur une ligne naturelle presque droite d'une centaine de mètres, dirigée de l'est à l'ouest, interrompue par le passage de la route précitée.

Lecture est donnée de cette note intéressante qui sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre studieux confrère M. DE DAINVILLE, qui dépouille présentement le fonds du Parlement de Guienne aux Archives de la Gironde, nous rend compte d'un procès criminel curieux dont les pièces ont passé sous ses yeux. Il s'agit d'un assassinat commis le 8 mars 1662 par Louis de Bonneguize, du château d'Artigeas, assisté de 15 à 20 personnes, armées d'épées, de fusils et de pistolets, sur la personne de Pierre Reynaud, au lieu de las Sabliéras, proche du bourg de Badefol.

Sa veuve Louise de Ligniac et son fils Jean Reynaud, sieur

de Gramond, portent plainte aussitôt au sénéchal de Périgueux contre Louis de Bonneguize, écuyer, sieur du Soulier, et Anne Blanc, dame d'Artigeas, son épouse, qui « avaient voué, dit la requête, une haine mortelle à son mari. »

Le bruit public accusait formellement Bonneguize d'avoir organisé le guet-apens et commandé l'attaque, en tirant lui-même les premiers coups de pistolet pour encourager sa troupe.

Deux ans avant ce meurtre, dame Marguerite de Souillac avait introduit une requête contre lui, à la suite d'un duel où il avait criminellement tué son mari. Il fut banni deux ans, mais le jugement n'eut pas d'exécution.

Au début de cette même année 1662, il enleva, à la tête de sa troupe, tout le bétail d'Hélie Billate ; quelques mois après, le bétail de Léonard Bigré, qui porte vainement plainte devant le juge de Châtres.

Le 28 novembre, M^{me} de Souillac, victime de nouveaux vols, déposa une seconde requête. Une information fut faite, à la suite de laquelle un arrêt de condamnation à mort fut prononcé contre led. Bonneguize, et le 3 décembre, on fit une nouvelle tentative pour s'emparer de lui. Mais le château était garni de gens armés et les ponts levés.

Enfin, en vertu d'un arrêt de défaut du Parlement de Guienne, obtenu par M^e Jean Pecou, juge de Badefol, à cause du meurtre de son fils, on parvint à mettre la main sur ce redoutable bandit. On l'enferma dans les prisons de Périgueux, puis il fut traduit à Bordeaux devant le Parlement.

Cette procédure curieuse sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX nous mande avec raison « qu'à propos de la réception si enthousiaste que l'Alsace et la Lorraine ont faite en décembre aux Gouvernants et Parlementaires français, où l'on vit l'Alsace, comme disait M. le président Poincaré, se jeter en pleurant de joie au cou de sa mère retrouvée, il lui paraît opportun de rappeler comment cette importante province se réunit spontanément à la France au XVII^e siècle.

« La première ville, qui se donna à elle, fut Haguenau, en

Basse Alsace, le 30 janvier 1634, aux termes d'une convention intervenue entre le Sénat de cette ville libre et le maréchal de La Force qui stipulait au nom du Roi. Le rôle joué en la circonstance par un personnage périgourdin, semble digne d'être remarqué et rappelé après trois siècles. »

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 5 mars 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents MM. Binger, le marquis de Bourdeille, Dan-nery, Didou, Dubut, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, M^{mes} Moulinié, Pouplet-La Gauterie, MM. Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et le marquis de Marcillac.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre sympathique confrère M. Alcide DUVERNEUIL, arrivée il y a un an et que nous n'avons connue que très tardivement. Instituteur public à Montagrier, à St-Martial-d'Artenset, St-Michel-Montaigne, il s'était retiré à Ménéstérol près de sa fille institutrice. Comme secrétaire de mairie il avait classé avec soin et intelligence les archives communales partout où il avait passé et où il a laissé la trace d'un homme ordonné. Il fit des dons au Musée, notamment une série de cachets en cire bien étudiés. Il publia quelques mémoires dans les *Annales agricoles de la*

Dordogne en 1875 et 1876, et dans notre *Bulletin des études sur Quelques antiquités de Condat sur Trincou*, 1875 ; un *Noël périgourdin*, 1876 ; *Un drapeau tricolore en Périgord avant 1789*, 1879 ; une *Visite à Villefranche de Longchapt*, 1880 ; *Une brique romane ornée*, 1900 ; et *Une plaque de foyer de fabrication hollandaise*, 1901.

M. le Président nous annonce également la mort toute récente de l'un de nos doyens M. le marquis du Lau, décédé à Paris à l'âge de 83 ans et inhumé à Celles. Il nous lit une notice fort intéressante, qui sera publiée, sur notre vénéré confrère, issu d'une illustre famille périgourdine. C'était un brillant causeur, d'esprit très fin, très large, très libéral et de caractère éclectique. Il était fort apprécié dans la haute société et le monde de la finance. Ami de Gambetta et du général de Galliffet, il avait été un des familiers du prince de Galles, le futur Edouard VII. Très attaché au Périgord, il y venait chaque année passer les vacances dans son château de Montardy, commune de Grand-Brassac.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Le tome II des *Procès-verbaux de la Commission temporaire des Arts* publiés et annotés par M. Louis Tuetey, bibliothécaire archiviste adjoint au Ministère de la Guerre, 5 nivôse an III (26 décembre 1794) — 5 nivôse an IV (26 décembre 1795), un volume cartonné grand in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1918 ; dans la séance du 29 prairial an III (17 juin 1795), il est décidé « qu'il sera écrit à Périgueux et à Ribérac pour avoir des renseignements sur l'existence d'un manuscrit de Valère-Maxime, dont deux feuilles arrachées et destinées à faire des sachets ont été transmises à la Commission » ;

Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, bulletin trimestriel, n° 1, 2, 3 et 4, année 1918, un fascicule in-8°, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

De M. Gustave Chauvet, président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, six plaquettes :

Les plantes miocènes de Péruzet, près La Rochefoucauld (Cha-

rente), *Lettre de Gaston de Saporta*, extrait du Bulletin de la Société géologique de France, 1916 ;

I. *Notes archéologiques : le Dieu à la Roue. — Cachette de bracelets en bronze*, 1916 ;

II. *id. Testament reçu par un curé en 1792*, annoté, 1916 ;

III. *id. Les tombeaux percés d'une fenêtre*, 1917 ;

IV. — *id. Signe en forme de clef, gravé sur une hache néolithique, trouvée à Loudun par Charbonneau-Lassay*, Note complémentaire 1918 ;

Et sa brochure sur *La Pierre du Breuil-Mingot*, près de Poitiers, Hypothèses, 1918, in-8°, Poitiers, imprimerie Roy ;

De M. l'abbé Goulard, curé-doyen de Mareuil, deux plaquettes : 1° *Eloge funèbre de M^{me} Athénais-Catherine de Loubens*, prononcé dans l'église de Mareuil-sur-Belle le jour de ses funérailles, 13 août 1915, par M. l'abbé Goulard, in-8°, Bergerac, Imprimerie du Sud-Ouest ;

2° *Allocution prononcée aux funérailles du commandant Roger Pichon*, le 22 avril 1918, in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères ;

De M. Georges Beauchamps, l'élégante et excellente brochure, avec portrait, consacrée à la mémoire de son père, notre regretté confrère, *Le docteur Beauchamps, sa vie, ses obsèques*, in-8°, Bergerac, imprimerie Castanet ; en tête de laquelle est la notice biographique, aussi bien pensée que bien écrite, due à la plume de notre pieux confrère l'abbé Chastaing ;

De notre vice-président M. Charles Durand, une bande de parchemin dont l'écriture a tellement pâli qu'il est impossible de la déchiffrer et qui provient de la couverture d'un vieux livre que le défunt bibliothécaire de la ville, M. Cailliac, avait dépecé. Il nous offre aussi un plan de la grotte de la Mouthe que lui avait demandé autrefois M. Emile Rivière ;

De M. Georges Margat, une photographie teinte en bistre d'une belle fenêtre de la Renaissance de la maison de la rue Eguillerie, n° 17, au bas de laquelle il place, comme d'habitude, deux jolis vers latins de sa composition.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DANNERY, dont la présence à nos réunions est trop rare, nous dit que ces jours-ci « la partie du vieux rempart du Puy-St-Front qui vient de s'écrouler, se trouve au bas du cours Fénélon et sert d'appui à plusieurs maisons de la rue Séguier qui y sont adossées. Cette partie était comprise entre la Tour Milord, qui se trouvait à l'entrée de la rue de ce nom, et la Tour des Anges, qui était placée dans un angle rentrant.

» Des fortifications du Puy-Saint-Front, établies au ^{xiii}^e siècle, il ne subsiste plus que le fragment de rempart qui vient de s'écrouler partiellement, un second fragment, situé à l'autre extrémité de l'ancienne ville, rue Barbecane et rue de l'Abreuvoir, dans l'immeuble de M. le comte de Fayolle, et la Tour de Mataguerre, reconstruite au ^{xv}^e siècle.

» Le morceau de la rue Séguier a ceci de remarquable qu'il contient un escalier d'accès au chemin de ronde, à peu près complet, et logé dans l'épaisseur de la muraille, plusieurs meurtrières, et qu'il existe, exception faite du parapet, à peu de chose près, dans sa hauteur primitive, c'est-à-dire jusqu'au niveau du chemin de ronde.

» A en juger par ce qu'il en reste, les fortifications du Puy-Saint-Front, avec ses hautes murailles, ses portes et ses nombreuses tours, devaient avoir un aspect très imposant et grande allure. »

Notre érudit confrère nous lit ensuite un important travail qu'il intitule *Du sort des anciens établissements religieux de Périgueux*, où il les passe tous en revue, en disant quelques mots brefs sur l'origine de chacun, sur leurs destinations diverses, leurs modifications, démolition, reconstruction, la date de leur fondation, etc.

Ce mémoire intéressant, dont lecture nous a été donnée, sera publié.

Puis M. BINGER nous communique quelques notes philologiques sur l'origine des noms de Taillefer et de Talleyrand.

Cette étude sur les permutations fréquentes des consonnes dans les noms propres paraîtra dans nos *Varia*.

M. l'abbé JARRY nous apporte un bail à cheptel de 1733 consenti par le syndic de l'abbaye de Peyrouze au profit de M^r Pierre Degrandcoing, notaire royal, du village de Veyrinas, d'une paire de bœufs, de poil « fauvet » que celui-ci contle à son métayer Jean Bretout, du village de la Garde. Ces bœufs sont estimés à la somme de 168 livres.

Notre vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui ne nous oublie pas malgré sa mauvaise santé, nous envoie une étude sur *Le premier bureau de bienfaisance en Périgord*, fondé à Périgueux au milieu du XVIII^e siècle et dont M. de Cablanc était l'âme. Lecture est donnée de ce mémoire intéressant qui sera publié dans le *Bulletin*.

M. Joseph DURIEUX nous transmet une coupure du catalogue du bouquiniste Lucien Gougny, (quai Conti, 5, Paris), où figure une plaquette de 47 pages, cotée 300 francs .

Mandement de Monseigneur l'évêque de Marseille (Henry-François-Xavier de Belsunce de Castelmoron), portant établissement dans la ville et dans le diocèse de Marseille, d'une fête solennelle pour implorer la miséricorde de Dieu. *S. l. n. d.*, (Marseille, 1753), pet. in-8^o de 47 pages, maroq. rouge, dentelle sur les plats, dos orné, tr. dor. (*Rel. anc.*). 300 fr.

Très bel exemplaire aux armes de Mgr de Belsunce ; d'après une note écrite sur la garde par Mgr de Mazenod, évêque de Marseille, ce livre est celui dont Mgr de Belsunce se servait pour réciter l'office qu'il avait institué.

M. Didon nous présente ensuite, de la part de M. Robert BENOIT, une supplique imprimée du Ministre de la guerre Hardenberg, datée d'Ansbach le 9 août 1796, qui a un intérêt d'actualité et s'adresse à MM. les généraux et officiers de l'armée de la République française qui occupent actuellement la Souabe, pour réclamer leur protection en faveur des princes et comtes d'Oettingen.

M. le général commandant en chef Moreau est prié de vouloir accorder tous les ménagemens possibles à ceux des Etats et Princes de l'Empire, pour lesquels Sa Majesté le Roi de Prusse s'intéressoit. Le suppliant se flatte d'autant plus, que les Etats d'Oettingen éprou-

veront de la part des troupes françoises de bons procédés, qu'ils sont en grande partie entremêlées avec ceux des provinces du Roi en Franconie.

Enfin M. DUBUT nous communique deux délibérations de la municipalité de Ribérac, l'une du 21 février 1790, l'autre du 28 septembre 1793, concernant la répression des jeux de hasard dans cette ville pendant la Révolution française. Ces pièces, dont lecture nous est donnée, seront publiées dans le *Bulletin*.

Il reste à procéder à l'élection de quatre candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après quatre votes à main levée, M. le Président proclame admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le marquis Raymond DE COMMARQUE, au château de la Bourlie, commune d'Urval, par Le Buisson, présenté par M. le marquis de Bourdeille et M. Dannery ;

M^{me} Gabriel LASSAIGNE, à Ribeyrolles, par Le Change, présentée par M. Féaux et M. Villepelet ;

M^{lle} Germaine DE MONTAIGUT, rue Fournier-Lacharmie, 43, à Périgueux, présentée par M. de Lacrousille et M. Villepelet ;

Et M. le docteur SECRESTAT-ESCANDE, ancien député de la Dordogne, à Sorlut, par Caudéran (Gironde), présenté par M. Bayle et M. Féaux.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.



LE CHAPELET DE PEYRELEVADE

Le 15 octobre dernier, le hasard d'une excursion m'amena au lieu dit Peyrelevade, commune de Manaurie, sur la route des Eyzies à Rouffignac. Sur la pente occidentale d'une croupe calcaire, je remarquai une suite de blocs de grès assez volumineux, s'étendant sur une ligne naturelle presque droite d'une centaine de mètres, dirigée de l'est à l'ouest, interrompue par le passage de la route précitée.

Un examen minutieux me permit de relever sur certains de nombreuses stries en tout semblables à celles creusées dans les granits par les glaciers. Depuis, j'ai constaté des sillons identiques sur un autre dépôt gréseux dit « Peyrebrune », commune de Saint-Cyprien.

De cette découverte, il semble résulter que ces roches, étrangères à la formation géologique secondaire de la région, auraient été charriées, sur les points qu'elles occupent actuellement, par une glaciation tertiaire qui se serait avancée assez loin au sud du Plateau central. Ainsi s'expliquerait naturellement la présence des terres et sables kaoliniques dans le voisinage de ces masses, que les géologues disent avoir été amenés par des fleuves tertiaires ou provenir de poussées intérieures du noyau central de notre planète.

La surface de ces blocs présente de nombreuses dépressions naturelles ; mais certaines sont d'une telle régularité, qu'on ne saurait les attribuer qu'à l'intervention humaine.

Quelques-unes de ces masses sont décorées de curieux et bizarres reliefs dont beaucoup sont sûrement naturels, mais dont d'autres sont des manifestations artistiques de peuplades primitives.

Pour aujourd'hui, je me borne à signaler ma découverte et à en donner la primeur à la Société archéologique, me réservant d'en faire une étude plus approfondie.

PEYRONY.

A PROPOS DE LAMPES ET GALETS A CUPULE

DE L'ÉPOQUE MAGDALÉNIENNE

L'étude interprétative des ustensiles employés par les peuplades préhistoriques pour la trituration des couleurs à tatouage ou peinture corporelle, est l'une des plus intéressantes et des plus suggestives.

On peut en dire autant de l'étude des récipients consacrés à combattre l'obscurité des grottes et des longues nuits passées sous les abris rocheux. Mais l'affectation précise de ces objets à l'une ou l'autre de ces destinations si différentes reste souvent problématique ; on ne peut alors se livrer qu'à des conjectures plus ou moins hasardées, émettre des hypothèses.

Au cours d'un Mémoire (1) relatant les dernières fouilles pratiquées par mes excellents collègues, MM. Delugin et du Soulas et moi-même au Soucy, je présentai comme mortier et molette à broyer les matières minérales colorantes un galet à cupule en quartzite, revêtu d'épaisses concrétions calcaires et une boule sphérique de même nature et revêtement extérieur qui s'adaptait parfaitement à la cupule.

Elle ne porte aucune trace de percussion, fut recueillie à peu de distance du galet et c'est le seul exemplaire de ce genre que nous ayons trouvé au Soucy, alors que les galets de rivière dénués de patine y foisonnaient.

Notre infatigable collègue, M. Peyrony, ne croit pas devoir admettre cette double interprétation : il s'en explique dans un article intitulé *Gravures sur pierre et Godet du Soucy* paru dans le t. XLV, 3^e livr. du *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord.

M. Peyrony a lui-même trouvé au Soucy, lors de recherches postérieures aux nôtres, un fragment de galet à cupule (n'offrant sans doute aucune trace carbonneuse puisqu'il n'en fait pas mention) auquel il croit pouvoir attribuer le caractère de lampe analogue à celle de La Mouthe : il fait

Publié dans *l'Homme préhistorique*, 1912.

suivre une appréciation trop bienveillante de mon travail d'une assertion qui n'est pas sans m'étonner un peu : « M. Tarel présente cet objet comme mortier ; il a trouvé une boule qui s'adapte très bien dans la petite cavité et qui, dit-il, a dû servir de molette à broyer les couleurs dans le mortier. Il émet cette hypothèse, mais ne fournit aucune preuve à l'appui ». — Que notre collègue me permette de le lui faire amicalement observer : une hypothèse étayée de preuve n'est plus une hypothèse, mais un véritable axiôme —. L'hypothèse est une « supposition que l'on fait d'une chose possible ou non ». Elle s'appuie sur des présomptions plus ou moins plausibles ; elle peut avoir un caractère plus ou moins douteux. En offrant galet et caillou rond comme mortier et molette, je n'entendais point affirmer dogmatiquement une vérité indiscutable ; le « sans doute » dubitatif de la phrase consécutive à celle citée par M. Peyrony le prouve surabondamment. « C'était, sans doute la molette destinée à broyer les couleurs ».

Examinons, au surplus, si l'idée de mortier ne paraît pas plus rationnelle que celle de lampe.

Et, d'abord, l'objection tirée de l'absence de coloration sur la cupule n'est nullement insoluble. Nombre d'outils préhistoriques furent recueillis à l'état inachevé ou inemployé, témoin l'ébauche de mortier à peine commencée de la Madeleine. On peut admettre que le mortier du Soucy n'a jamais servi ou que, par suite de circonstances spéciales, les traces colorantes ont disparu : rien d'invraisemblable dans ces suppositions. Les galets rencontrés par M. Peyrony offrent-ils absolument tous, des stigmates de matières charbonneuses ? La cupule de son galet fragmenté du Soucy en offre-t-elle elle-même ?

L'objection serait sans réplique si, parmi les mortiers recueillis dans les stations de l'âge du Renne, on n'en pouvait citer aucun présentant trace de matières colorantes. Il est facile de démontrer qu'il n'en est point ainsi, même sans entreprendre une enquête qui révélerait certainement beaucoup plus de mortiers colorés que je ne vais en mentionner.

En effet, si nous nous reportons tout d'abord à l'excellent

catalogue raisonné des collections préhistoriques du Musée de Périgueux, dressé par notre savant confrère M. Féaux, nous voyons, aux n^{os} 2399 à 2401 que des trois pierres creusées de Laugerie auxquelles ces numéros se rapportent, l'une « contient des morceaux de sanguine » dont la présence amène M. Féaux à conclure qu'elle « peut... avoir servi de mortier pour triturer les couleurs ». C'est aussi logique que possible. M. Féaux se demande bien, il est vrai, si les autres godets n'auraient pu être des lampes comme celles des Esquimaux ou de La Mouthe ; mais il n'apporte pas, à l'appui de sa supposition, la mention de traces charbonneuses qui certainement n'auraient pas échappé à un œil exercé comme le sien et que, le cas échéant, il n'eût pas manqué de signaler : c'eût été la meilleure, pour ne pas dire la seule raison pouvant suggérer l'hypothèse de lampe. En tout cas, nul doute ne peut subsister au sujet de la cupule à sanguine : sa destination est on ne peut plus clairement indiquée, et suffit à justifier l'idée de mortier. Un second exemple de cupule colorée doit sans doute être connu de M. Peyrony pour qui le plus minime détail concernant les découvertes réalisées aux Eyzies n'offre le moindre arcane. Il s'agit du mortier de Laugerie signalé par Lartet et Christy ; il figure dans les *Rel. Aquitan.* A pl. xxiii ; il portait aussi des traces de couleurs (1).

Avant de quitter les Eyzies, ne trouvons-nous pas sous la plume d'un de ses bons explorateurs, le docteur Paul Girod, la description d'un autre mortier coloré ? *L'Âge du Renne dans la vallée de la Vézère* par le d^r P. Girod).

Tout récemment encore mon éminent ami et ancien collègue à la Société Linnéenne de Bordeaux, le d^r Lalanne, en me faisant part de ses découvertes personnelles sur ce sujet, m'énumérait plusieurs mortiers à cupule avec matières ocracées « dont la présence doit éloigner toute idée de lampe ».

Enfin, je m'en réfère au témoignage de M. Peyrony lui-

(1) Je ne veux attribuer à la publication faite en 1906 par Max Verworn, d'un autre mortier coloré de Laugerie que l'autorité due à la parole et à la probité scientifique d'un Boche on sait ce que cela vaut !

même. Dans la relation de ses belles fouilles à Teyjat (*Rev. de l'Ec. d'Anthropol*, mai 1908) il présente (p. 198-99) un mortier en calcaire offrant « nettement » des traces ocreuses à l'intérieur. Voilà qui est très affirmatif et de l'examen de ce récipient coloré aussi bien que des exemples cités plus haut, n'est-il pas permis de conclure avec la plus grande vraisemblance : Les Troglo-dytes de l'âge du Renne « préparaient » les minéraux colorants (l'expression est de M. Peyrony) dans de véritables mortiers.

Ce qui semble le plus probable, c'est que, non contents d'utiliser, en vue des triturations de minéraux colorants, les palettes et galets plats sur lesquels le malaxage consécutif au broyage eut été difficilement praticable, les Magdaléniens employaient aussi pour cette double opération des mortiers à cupules naturelles ou artificielles.

Envisageons maintenant l'hypothèse de lampe et passons en revue les conditions dans lesquelles les chasseurs de renne auraient été appelés à se servir de ces ustensiles.

N'apparaît-il pas tout d'abord que la faible quantité de combustible contenue dans ces petites cupules et qu'il eût été nécessaire de renouveler à chaque instant, était absolument insuffisante pour combattre l'opacité des cavernes et assurer, chez l'artiste Magdalénien, cette sûreté admirable de coup d'œil qui lui permettait de graver de véritables chefs-d'œuvre, tels, par exemple, que les Rennes affrontés de Font-de-Gaume, le Bison bondissant et les Fresques du plafond d'Altamira? Il faudrait, tout au moins, supposer un nombre considérable de ces minuscules luminaires. Or, les exemplaires que révèlent les fouilles ne sont vraiment pas communs. Il est à remarquer, en outre, combien ces lourds galets auraient été incommodes à soutenir d'une façon continue à moins de les supposer reposant sur le sol, auquel cas la lueur émise l'eût été dans un rayon bien restreint.

On se représente plus volontiers le graveur sur roche éclairé par des faisceaux de torches (1) en bois résineux projetant des lueurs vives sur les parois des grottes, bien qu'il

(1) Comme cela devait se pratiquer à l'époque néolithique, dans les galeries et puits d'extraction de silex, où des charbons, restes sans doute, des torches qui servaient à éclairer les mines, ont été souvent trouvés sur le sol.

soit difficile, je le reconnais, d'expliquer l'absence de traces de fumée aux voûtes.

Quelques mots enfin sur la molette. J'ai été très frappé, en ce qui concerne cet objet, de l'ensemble des circonstances suivantes qui ont fixé mon opinion : 1° Une seule boule ayant ce facies particulier, ces épaisses incrustations calcaires absolument analogues à celles qui revêtent le mortier, a été recueillie par nous trois au Soucy ; 2° C'est dans le voisinage presque immédiat du galet qu'elle fut rencontrée ; 3° Elle s'adapte à la cupule avec une exactitude parfaite.

Il y a longtemps déjà, G. de Martillet avait pressenti dans « ces cailloux ovalaires qui ne portent pas trace de percussion d'excellents triturateurs » : il admettait aussi que les galets à cupule étaient de vrais mortiers.

Plus récemment, l'illustre palethnologue (1) à qui la Préhistoire est redevable de tant d'admirables travaux et du *Manuel d'Archéologie* qui restera un chef-d'œuvre, l'héroïque Déchelette pensait que les « couleurs étaient broyées... à l'aide de cailloux roulés sur des palettes ou dans des galets à cupule. »

Chez la lampe de La Mouthe, dont la forme amygdaloïde et le manche (2) qui la prolonge sont si caractéristiques, la cupule est deux fois plus profonde que celle du mortier du Soucy. Il semble vraiment que le volume de matières combustibles, susceptible d'être contenu dans ce dernier, eût été par trop minime, même en recourant à l'hypothèse ingénieuse, mais peut-être légèrement hasardée d'un apport constant « de matières grasses suspendues au-dessus de la flamme et gouttant continuellement dans le godet, par exemple sur des mousses servant de mèches ». De cette fiction notre aimable collègue n'apporte pas de *preuve* non plus ?

Raphaël TAREL.

(1) Tous ces témoignages émanant de préhistoriens avertis et scrupuleux observateurs ne sont invoqués à l'appui de ma double hypothèse que parce qu'ils s'appuient sur des faits indéniables et nullement à cause de l'autorité scientifique de ceux qui les ont produits.

(2) Deux autres lampes paléolithiques en grès provenant de la grotte de Mouthiers (Charente) qui appartient à l'époque Solutréenne et qui furent découvertes en 1864 par MM. de Rochebrune et Benoist sont toutes les deux munies d'un *manche épais*.

JEAN DE LA CHAPELLE DE BÉARNEZ

(Suite et fin).

Quel que soit son état dans le monde, l'homme, sauf exception, a besoin d'avoir une vie accompagnée ; la profession des armes ne fait pas échec à cette loi sociale. Béarnéz, arrivé à un grade supérieur, entouré d'une auréole de vaillance, songea à fonder son foyer. L'anoblissement, qui venait de le faire entrer par la grande porte dans la classe privilégiée, ne put que lui faciliter la réalisation de son désir. Le 10 avril 1683, il contractait alliance avec une jeune veuve, issue d'une famille de la meilleure noblesse du Périgord, bien apparentée, Jeanne du Boys de la Grèze (1).

L'espoir qu'avait eu La Chapelle de se voir revivre dans ses enfants par ce mariage ne se réalisa pas. Sa femme mourut sans postérité en 1698.

Le régiment de Larrey reprit les armes cette même année 1683. Pour la troisième fois c'est en Catalogne qu'il allait faire flotter ses drapeaux. Il y était aux ordres du maréchal de Bellefonds aux débuts de 1684.

Le 2 mai, il campe sur la Fluvia ; le 3, il occupe Bascara ; le 10 août le trouve devant Puente-Mayor ; le lendemain, c'est jour de bataille. Larrey franchit le Ter au gué de Madignan et pénètre dans Puente-Mayor, poussant les Espagnols en déroute. Les fusils, mouillés au passage du Ter, refusent leur

(1) Elle était fille de Marc-Antoine du Boys, écuyer, seigneur de la Grèze et Bardouly et d'Isabeau de Chassaing, veuve de François de la Faye, écuyer, seigneur de la Martinie. Le futur fut autorisé de ses père et mère et assisté de Pierre de Vassal, écuyer, seigneur de Favares, de Guiral de Toulon, écuyer, de M^{rs} Jacques de Chapelle, avocat et Louis Chapelle, sieur du Bourg, ces derniers présumés ses oncles paternels, de Pierre-Font de Chilhaud, écuyer, seigneur d'Adian, conseiller du Roi en tous ses conseils, lieutenant général de la sénéchaussée de Bergerac ; la future fut assistée de sa mère, de Louis de Bideran, écuyer, seigneur de St-Sernin, d'autre Louis de Bideran, écuyer, d'Alexandre du Boys, écuyer, seigneur de la Grèze, ses cousins germains, de M^r M^e Jean-Baptiste de Goyon, sieur de la Plombanie, avocat juge d'Eymet, son oncle, de Louis de Bideran, écuyer, seigneur de Cauzé, de Pierre Le Dent (?), écuyer, sieur de Forprie et autres. Le contrat reçu par Pigeard, not. roy. fut passé au repaire de Bardouly.

service; c'est à l'arme blanche qu'on charge les fuyards (1). La garnison se retire dans Girone, devant laquelle Larrey ouvre la tranchée le 22; il s'empare d'une demi-lune et d'un bastion détaché le 24. Ce même jour c'est l'assaut, le régiment pénètre jusqu'au centre de la place mais se voit ramené sous la pression d'une vigoureuse contre-attaque. Sur ces entrefaites, la trêve de Ratisbonne, signée le 15 août, avait mis fin aux hostilités.

Béarnез dut faire avec son régiment cette courte campagne (2); aucun document n'en donne la certitude, et il faut aller jusqu'en 1686 pour le retrouver chargé d'une pénible et délicate mission.

La révocation de l'Edit de Nantes, le 22 octobre 1685, fut une grave erreur dont les suites se sont fait durement sentir pendant de longues années. Pour être juste, toutefois, il ne faudrait pas juger le xvii^e siècle avec nos idées modernes. Louis XIV, roi absolu, estimait l'unité religieuse condition essentielle de l'unité politique. L'opinion fut en général favorable au Roi et applaudit à cette sévère décision, demandant contre les protestants, en France, les mêmes mesures que celles prises par les Etats protestants contre les catholiques. Aux dispositions rigoureuses de l'Edit de Révocation Louvois commit la faute inexcusable d'ajouter l'action des troupes chargées, non seulement de l'opposer aux désordres et de réprimer les révoltes, mais trop souvent de remplacer la persuasion par la pression.

Parmi les provinces, que la « Guerre des Cévennes » mettait en fiévreuse ébullition, le Vivarais se distinguait par la plus sauvage des résistances. La situation était sérieuse, et les troubles à l'état aigu, lorsque Louvois donna l'ordre au duc de Noailles et au marquis de la Trousse, commandants militaires en Languedoc, d'envoyer Béarnез en Vivarais avec de larges pouvoirs. Le duc de Noailles rendit l'ordonnance suivante :

« Anne-Jules, duc de Noailles, premier capitaine des Gardes du

(1) Les soldats étaient déjà armés de la baïonnette à hampe, dont le manche se fixait dans le canon du fusil. La baïonnette à douille, perfectionnement de Vauban, ne fut en service qu'au xviii^e siècle.

(2) *Historique du 74^e régiment d'infanterie*, 1890, in-8°.

» Corps, commandant en chef en Languedoc, gouverneur du Roussillon, lieutenant général des armées du Roy.

» Il est ordonné aux officiers des troupes qui sont en Vivarais de faire les détachements dont ilz seront requiz par le sieur de Béarnes, premier capitaine au régiment de Larrey, et aux consuls et autres de faire tout ce qu'il leur dira pour l'exécution de nos ordres, à peine de désobéissance.

» Faict à Nismes, le troisieme de novembre 1686.

» *Signé* : Anne-Jules, duc DE NOAILLES.

» Par Monseigneur : *Illisible*.

» Scellé aux armes ».

Le lendemain, 4 novembre, Nicolas de Lamoignon de Basville, intendant du Languedoc, écrivait au sieur Raymont, prévôt du Vivarais, lui communiquant les ordres et lui prescrivant d'obéir, lui, ses officiers et ses archers, à tous ceux qui émaneraient de M. de Béarnes.

Nous n'avons qu'un seul fait qui permette de préjuger la façon dont Béarnes s'acquitta de la difficile mission imposée à son obéissance de soldat.

L'évêque de Viviers, M. de Chambonas, estimant, sans doute, que les pouvoirs donnés à ce jeune officier ne le concernaient pas, ou que du moins celui-ci s'inclinerait devant son prestige d'évêque bien en cour, s'avisait, de son autorité privée, de faire saisir par le lieutenant du prévôt et conduire dans un couvent une dame de la religion proscrite. Béarnes fit arrêter l'officier de police, coupable d'avoir agi sur des ordres autres que les siens.

Cette énergique exécution exaspéra la colère du prélat, qui en écrivit de vives plaintes à Louvois. Basville, ami de l'évêque, s'empressa de l'appuyer auprès du ministre. Louvois se contenta de mander à l'intendant,

« d'avoir à ordonner de nouveau au prévôt, à ses officiers et à ses archers, d'obéir aux ordres de Béarnes des services duquel le Roy estoit satisfait ».

Quant à M. de Chambonas, sa plainte resta sans réponse, « il ne se mesla plus que de son Eglise et de ses ecclésiastiques ». L'affaire n'alla pas plus loin. L'autorité de Béarnes fortifiée ne fut plus discutée ; il venait de montrer qu'il était de ceux qui n'hésitaient pas à prendre leurs responsabilités, même vis-à-vis des puissants.

Cet incident est le seul fait relatif à cette mission dont il soit resté trace. Il est intéressant, car il prouve que si Béarnes dut parfois recourir à des mesures énergiques, ce qui est probable, il ne paraît pas, du moins, s'être laissé entraîner par la passion religieuse et qu'il n'hésita pas à réprimer les excès de pouvoir, ceux-ci fussent-ils commis par des personnages, même constitués en dignité.

C'est avec un joyeux soulagement, sans aucun doute, que Béarnes, relevé quelques mois plus tard, au mois de mars 1687, rentra à son régiment où il fut nommé capitaine de grenadiers, le 18 mars 1689.

Le régiment passa sous le commandement de Colbert, marquis de Maulevrier, le 10 juillet 1690. Béarnes fut promu lieutenant-colonel, le 2 février 1691.

C'est avec ce grade qu'il fit, cette même année, sous Catinat, la campagne de Piémont et de Savoie. Le 25 mars, le régiment de Maulevrier était au siège de Nice et, le 2 avril, à la prise du château (1).

La victoire de Staffarde, remportée par Catinat le 23 août de l'année précédente, avait eu pour résultat la conquête de la Savoie et d'une partie du Piémont, mais l'ennemi tenait encore fortement dans les montagnes où les « Barbets et les Vaudois », irréguliers calvinistes et anabaptistes, faisaient une rude guerre de partisans. Béarnes fut appelé à les déloger ; il commanda plusieurs détachements, soit à Mirabouc, soit ailleurs dans les Alpes Cottiennes jusqu'au Mont-Viso (2), ayant toujours battu « les Barbets », malgré les difficultés du terrain, particulièrement au-dessus de la vallée de St-Pierre et de Luserne (3). C'est dans un de ces derniers engagements qu'il reçut à la hanche un coup de mousquet dont il resta estropié.

A peine guéri il se jeta avec 300 grenadiers dans la citadelle de Suse (4) qu'il eut charge de défendre. Pendant le siège de

(1) *Historique du 74^e régiment d'infanterie*, 1890, in-8°.

(2) Le Mont-Viso, dans la province de Saluces, entre la France et le Piémont.

(3) Entre Turin et le Mont-Viso.

(4) Place forte du Piémont, au débouché des routes du Mont-Cenis et du Mont-Genève, la clé de l'Italie du côté de la France, prise par les Français, le 13 novembre 1690.

la place, il fut atteint de nouveau à plusieurs reprises et grièvement blessé d'un éclat de canon (1). Béarnes se retira de cette campagne, sa réputation grandie, mais criblé de blessures, fier, il est vrai, d'avoir contribué à la vigoureuse défense de Suse, place d'une importance capitale, dont Catinat fit lever le siège au duc de Savoie et à l'Electeur de Bavière.

Rappelé en France, le régiment fut envoyé à l'armée de Flandre commandée par le marquis de Boufflers. Les nécessités de la guerre n'avaient pas permis à Béarnes de soigner ses blessures, sa santé était altérée. Il demanda un congé et se disposait à prendre la route du midi lorsque M. de Boufflers lui dit, à Lille, que

« Maulevrier était destiné à camper entre Gand et Courtrai, en » prévision d'être employé à quelque action sérieuse ».

C'était lui faire oublier ses blessures ! Renvoyant son congé il reprit le harnais. Bien qu'il n'y ait pas de document qui le précise, il est probable qu'il était à son régiment lorsque celui-ci rejoignit le maréchal de Luxembourg, le 15 juin 1692, et qu'il contribua avec lui à la sanglante victoire de Steinkerke, le 3 août suivant (2).

La saison était trop avancée pour songer à un traitement aux eaux des Pyrénées, mais, au printemps 1693, il demanda un nouveau congé que le secrétaire d'Etat à la guerre Barbezieux (3) lui envoya, en lui mandant gracieusement d'aller où il le jugerait bon pour consolider sa guérison, de ne s'occuper que de sa santé, et de prendre de nouvelles forces pour l'avenir.

Il traversait Bordeaux, au mois d'août 1693 (4), se rendant

(1) Certificat du marquis de Larrey du 12 janvier 1692.

(2) *Historique du 74^e régiment d'infanterie*, 1890, in-8°.

(3) Louis-François Le Tellier, marquis de Barbezieux, fils de Louvois, auquel il succéda, comme secrétaire d'Etat à la guerre de 1691 à 1701.

(4) C'est pendant son passage à Bordeaux, que, par acte du 8 août 1693, messire Jean de la Chapelle, écuyer, sieur de Béarnès, chevalier de l'ordre de St-Jean de Jérusalem (lire : de Montcarmel et St-Lazare), conseiller du Roi, gouverneur et maire héréditaire de Bergerac, fit vente de sa charge de maire, à Pierre Gontier, sieur de Biran, son beau-frère, moyennant le prix de 10.000 livres. Il en avait été pourvu, le 17 janvier précédent, sur la vente qui lui en avait été faite, au prix de 6.000 livres, par Marie Bricart, veuve de messire Abraham du Boquet, chevalier seigneur de Chalais, brigadier des mousquetaires, lieutenant de la grande louterie de France.

aux eaux de Barèges, déjà célèbres, lorsqu'il eut avis que son régiment était désigné pour faire le siège de Charleroi. Reprenant la route de Flandre, il renvoya, pour la seconde fois, son congé au ministre et rejoignit Maulevrier à temps pour assister à la prise de Charleroi qui capitula le 13 octobre. Il était trop tard pour songer à Barèges.

L'année suivante trouve Béarnes dans les Pays-Bas ; sa santé avait dû s'améliorer, car il avait repris les armes dans l'armée du Dauphin et du maréchal de Luxembourg. Cette campagne allait lui apporter une nouvelle occasion de se distinguer.

Le lieutenant général de Montesquiou, major général de l'armée, lui envoya l'ordre de se porter à Hauterive, de s'opposer, coûte que coûte, au passage de l'Escaut par le Prince d'Orange (1), ou, du moins, de le retarder le plus possible pendant la marche difficile de l'armée française venant de Vignamont. Le Prince d'Orange avait réuni à Hauterive 28 gros bateaux ; Béarnes les coula, soutint sans faiblir huit heures de violente canonnade, et fit si bien tête que l'ennemi fut contraint d'abandonner son projet de traverser le fleuve sur ce point et de remonter jusqu'à Audegarde. Béarnes eut l'honneur de contribuer, dans sa sphère d'action, au succès de cette mémorable marche de Vignamont, du 18 au 27 août 1694, considérée comme le chef-d'œuvre stratégique de Luxembourg, son dernier rayon de gloire. Il mourut le 4 janvier 1695.

L'année suivante, sur l'ordre formel des chirurgiens qui lui prescrivaient, de nouveau, un traitement à Barèges, que rendait urgent l'état de ses blessures mal soignées, mal fermées, Béarnes demanda, pour la troisième fois, un congé ; pour la troisième fois, il crut devoir y renoncer.

Il était à Charleroi, se disposant à quitter la Flandre, lorsque le gouverneur, M. de Boisselot, lui confia que le Prince d'Orange avait résolu de faire le siège de Namur ; les dispositions pour la défense étaient prises, le régiment

(1) Guillaume, Prince d'Orange, roi d'Angleterre, en 1689, ne fut reconnu par Louis XIV qu'à la paix de Ryswick, en 1697.

de Maulevrier était désigné pour y concourir. Le vent est, de nouveau, à la bataille ; Béarnes rentre à son régiment déjà cantonné à Namur et renvoie, une fois de plus, son congé au ministre qui lui en accuse réception :

« Marly, le 28 mai 1695. — Monsieur, J'ay receu, avec vostre lettre, » le congé que le Roy vous avoit accordé, pour aller à Barèges, dont » vous n'aves pas jugé à propos de vous servir, de crainte de n'estre » pas au régiment de Maulevrier, s'il se trouvoit à quelque action au » commencement de la campagne. Lorsque vous en aures besoin d'un » pareil, si vous vouples bien me le mander quinze jours ou trois » semaines avant d'en avoir affaire, je prendray l'ordre de S. M. pour » vous le faire expédier. Je suis, Monsieur, vostre très humble et très » affectionné serviteur.

» DE BARBEZIEUX.

» M. de Béarnes, lieutenant-colonel, à Namur ».

C'est à Namur que la Fortune allait le trahir !

Le 1^{er} juillet 1695, le Prince d'Orange investit Namur, défendue par le maréchal de Boufflers (1). Le 18 juillet, le régiment de Maulevrier concourt à une vigoureuse sortie de nuit où le colonel marquis de Maulevrier est tué. Le 27, l'ennemi donne l'assaut au bastion St-Nicolas ; le régiment résiste sans faiblir, mais échoue dans trois retours offensifs. Le 6 septembre, Namur capitula.

Béarnes était déjà tombé, une jambe emportée par un boulet, dans des circonstances et à une date restées inconnues.

Cette blessure, la dernière, mettait fin à sa vie militaire si glorieusement remplie ; il avait 40 ans.

Aigri par la souffrance, par le chagrin de voir une carrière pleine de promesses brisée par la fatalité dans une action qui était un grave échec pour les armes françaises, il trouva que la Cour l'oubliait et tardait de mettre du baume sur toutes ses blessures. Peut-être ne fut-il pas juste ?

Il écrivit aux maréchaux de Boufflers et de Montesquiou pour se plaindre :

« On comble de faveurs ceux qui auraient mérité plutôt d'être punis

(1) Louis-François, marquis de Boufflers, maréchal de France, 1693, duc de Boufflers, 1695, après la défense héroïque de Namur,

» de leur conduite pendant le siège (1) ; quant à lui, il veut aller
» trouver le Roi, lui dire ce qu'il a sur le cœur, dût-il n'avoir que
» cette satisfaction ».

Montesquiou et Boufflers s'empressèrent de le dissuader. Boufflers lui répondit par la lettre suivante, bien faite pour adoucir son amertume et calmer ses reproches qu'excusent ses souffrances et son chagrin :

« A Fontainebleau, le 21 octobre 1695. — J'ay reçu, Monsieur, la
» lettre que vous avez pris la peine de m'escire, le 19 de ce mois,
» avec le mémoire qui y estoit joint de vos services. Je vous assure
» que le Roy en est très bien informé et a pour vous toute l'estime
» que vous mérités ; je ne doute mesme pas que S. M. ne vous en
» donne incessamment les marques et je vous assure que je n'ou-
» blieray rien de tout ce qui pourra dépendre de moy pour cela et
» qu'il n'a pas tenu à moy que vous n'en ayez desjà reçu, ayant
» rendu tous les tesmoignages que je dois de vostre valeur, de vostre
» zèle, de vostre capacité, de vos blessures, et de tout ce que vous
» avez fait pour la deffense de Namur et de vos longs services. J'ay
» autant d'impatience que vous, Monsieur, qu'ils soient récompensés
» et vous devés compter que personne n'est de vos amis avec plus
» d'estime ny plus de passion que moy.

» Le m^{al} duc DE BOUFFLERS ».

Quelques jours auparavant, Béarnes avait adressé au secrétaire d'Etat à la Guerre, les mêmes plaintes. La réponse ne se fit pas attendre. Sous Louis XIV, l'exactitude n'était pas seulement la politesse des Rois !

« A Fontainebleau, le 20 octobre 1695. — Monsieur, J'ay reçu la
» la lettre que vous m'avez escrite, le 15 de ce mois, sur vos interets.
» Vous pouvez compter que le Roy vous a tousjours regardé comme
» un officier qui le servez bien depuis longtemps et que S. M. songe
» à vous placer, non pas comme propre, dans l'estat où vous estes,
» à servir encore en campagne, mais en lieu dont je suis persuadé
» que vous seres content. Je vous prie de croire qu'en mon particulier
» je feray ce qui dépendra de moy pour vostre satisfaction et que je
» suis, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

» DE BARBEZIEUX ».

Un premier et précieux souvenir de la part du Roi vint le

(1) Avait-il en vue le maréchal de Villeroy, favori du Roi, commandant une armée dans les Pays-Bas, dont l'incapacité fut cause de la chute de Namur ?

trouver. La distinction militaire la plus enviée des officiers, alors qu'elle était encore parcimonieusement accordée même aux officiers généraux, vint adoucir l'amertume de ses plaintes et de ses regrets. Il fut, par brevet du 2 novembre 1693, nommé chevalier de l'ordre de St-Louis, alors dans tout l'éclat et toute la faveur de sa récente création. Le Roi l'avait fondé par édit du 10 mai 1693 dans le but, non seulement de récompenser des services de guerre signalés, mais aussi d'exciter l'émulation des officiers par l'espoir de voir briller sur leur poitrine ce glorieux emblème du courage militaire et ce témoignage visible de hauts faits accomplis. La croix de St-Louis était alors la suprême ambition des officiers, même les plus élevés dans la hiérarchie militaire.

Cette nomination ne fut pas d'ailleurs une surprise, elle était attendue, car « Béarnes, lieutenant-colonel au régiment de Maulevrier » est porté au tableau de la promotion du 1^{er} avril 1695 (1). Comme ces deux documents, de dates différentes, sont officiels l'un et l'autre, il faut admettre que Béarnes n'eut, le 18 avril, que l'expectative de la croix qui lui fut accordée le 2 novembre suivant.

Lorsque le glorieux mutilé fut guéri de son amputation, la Cour voulut remplir ses engagements en lui confiant un poste sédentaire, flatteur, où son intelligente activité trouverait à rendre de bons services. Béarnes fut pressenti, au mois de mai 1696, sur sa nomination au gouvernement de Pontarlier. Ce fut d'abord par une fin de non-recevoir qu'il répondit à cette ouverture, trouvant sans doute que ce poste, à l'extrême frontière de l'Est, l'éloignait trop du Périgord où son infirmité ne lui permettrait plus d'aller, sans de grandes fatigues, surveiller ses intérêts et revoir les siens.

Le prince de Conti (2), qui appréciait Béarnes et qui savait

(1) Mazas, *Histoire de l'ordre de St-Louis*, T. I.

(2) François-Louis de Bourbon-Condé (1664-1709), avait pu connaître et apprécier Béarnes pendant la campagne de Flandre, en 1693-1694, où il s'était particulièrement distingué. Il brigua le trône de Pologne auquel il fut élu en 1697. Débarqué à Dantzig, conduit par Jean-Bart, il fut obligé de rentrer en France sans avoir pu prendre possession. Le Prince de Conti signa au contrat de mariage de Béarnes, le 15 avril 1704,

pouvoir compter sur son intelligent dévouement, lui demanda comme un service personnel de revenir sur sa décision. Ce prince aussi brave que séduisant, favori et ami fidèle du grand Condé, dont il avait épousé la petite-fille Marie-Thérèse de Bourbon-Condé, fille elle-même de la princesse Anne de Bavière, avait en Allemagne et en Suisse de grands intérêts à surveiller et à ménager. Béarnes se laissa vaincre par ces instances et fut nommé, par brevet du 10 juin 1696, gouverneur châtelain du château de Joux et de Pontarlier (1). Présenté à Trianon au mois de juin, par le ministre de la Guerre Barbezieux, il remercia le Roi, qui lui répondit :

« Je ne vous donne ce gouvernement! qu'en attendant mieux, »
» estant si content de vos services que je veux que tous vos parents »
» s'en ressentent en toutes occasions, et vous estes le seul officier de »
» mes troupes à qui j'ai fait donner un congé pour vous absenter »
» quand vous le jugerez à propos » ;

s'adressant à Barbezieux, le Roi lui donna l'ordre d'écrire, de sa part, à M. de Sourdis, gouverneur de Guyenne et à l'intendant Bazin de Bezons, des lettres de pressante recommandation.

Barbezieux écrivit à M. de Sourdis :

« A Versailles, le 26 juin 1696. — Monsieur, le Roy, ayant accordé »
» à Monsieur de Béarnes, lieutenant-colonel du régiment de Maule- »
» vrier, le gouvernement de Joux, en considération des services qu'il »
» a rendus à S. M. qui est très-ayse de luy donner, en toutes occa- »
» sions, des marques de la satisfaction qu'elle en a, qu'elle trouvera »
» bon que dans les affaires que luy et sa famille auront en Guyenne, »
» vous leur fassiez tous les plaisirs qui dépendront de vous. Je »
» prendray part à l'obligation qu'ils vous en auront, et suis, Monsieur, »
» votre très-humble et très affectionné serviteur.

» DE BARBEZIEUX.

» Au pied : M. de Sourdis ».

Le même jour, le Secrétaire d'Etat à la Guerre écrivait à

(1) Joux et Pontarlier. Le gouvernement portait le nom tantôt de l'un, tantôt de l'autre, le plus souvent des deux réunis. Pontarlier, sur le Doubs, est à 800 m. d'altitude dans le Jura. Le Fort de Joux, sa citadelle, bâti sur une roche presque inaccessible, commandait le passage le plus facile et le plus fréquenté entre la France et la Suisse.

l'Intendant de Guyenne dans des termes analogues, mais avec une variante à signaler.

«..... S. M. qui veut, en toutes occasions, luy donner des marques du gray qu'elle luy en scait, m'a commandé de vous faire sçavoir, qu'Elle aura bien agréable que, dans les affaires, etc... ».

Voilà certes de belles recommandations, venues de haut et bien motivées (1).

Ce fut sans enthousiasme, c'est certain, que Béarnes alla prendre possession de ce gouvernement, accepté à son corps défendant, où il allait continuer ses services, pendant un demi-siècle, ne pouvant plus en rendre sur les champs de bataille.

Sa correspondance officielle, bien que considérable, offre de grandes lacunes (2). Une des plus regrettables est celle qui répond aux premières années de ses nouvelles fonctions, de 1696 à 1705.

Cette période est heureusement éclairée par un événement sensationnel, d'ordre privé, qui allait transformer son existence. Béarnes a eu le rare privilège d'imprimer à tous les actes de sa vie un caractère exceptionnel et inattendu. Ses actions militaires en ont donné des preuves ; celui que nous avons à raconter n'est pas moins étonnant.

Devenu veuf, il trouva bien austère le séjour de Pontarlier et se dit que le charme d'un jeune visage féminin embellirait heureusement son intérieur solitaire, alors qu'il était encore dans la verdure de l'âge et qu'il lui restait quelques lustres à parcourir avant la venue des glaces de la vieillesse.

Il demanda la main de Marie-Thérèse Camus de Beaulieu et... il l'obtint.

Le plus difficile des courtisans n'aurait pas pu trouver une alliance plus désirable. Aux charmes de la parisienne, Marie-Thérèse Camus de Beaulieu joignait de solides qualités, la

(1) Les originaux de ces deux lettres sont conservées dans les archives de la famille. Il est à croire qu'elles furent remises à Béarnes, pour les utiliser en cas de besoin, et que le cas ne se présenta pas.

(2) Les archives de sa famille contiennent un important dossier de plus d'une centaine de lettres adressées à Béarnes par les rois Louis XIV et Louis XV, les Ministres, Gouverneurs de provinces, Généraux, etc,

jeunesse, la parenté, les relations, la fortune. Elle appartenait à une famille opulente qui marquait dans cette aristocratie spéciale, vouée au maniement des affaires publiques, qui a donné au siècle de Louis XIV une pléiade de grands administrateurs, les Colbert, Le Tellier, Philippeaux, Amelot et d'autres.

Béarnes avait cinquante ans, Marie-Thérèse Camus était mineure. Ce mariage fut-il un roman et le vieux guerrier emporta-t-il, de haute lutte, le cœur de cette toute jeune fille ? Pourquoi pas ? « Le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas » dit Pascal. Ce qui paraît hors de doute c'est que ce ne fut pas une simple union de convenances.

Le Roi donna son agrément à ce mariage et l'on vit, le 17 avril 1704, en l'église St-Paul de Paris, ce vigoureux quinquagénaire, à la jambe de bois, estropié de la hanche, accompagné d'un brillant cortège, conduire à l'autel une jeune fille qui n'hésita pas à unir ses dix-huit ans, au demi-siècle de ce glorieux mutilé. Il dut y avoir foule pour voir passer ce cortège peu ordinaire et saluer les mariés (1).

L'avant-veille, le 15 avril, Béarnes avait passé son contrat de mariage devant Sauvetète et Geoffroy, notaires au Châtelet. La future est ainsi qualifiée : Marie-Thérèse Camus de Beaulieu, fille mineure de messire Germain-Michel Camus de Beaulieu, chevalier, conseiller du Roi en ses conseils, contrôleur général de l'artillerie de France, et de Marie-Thérèse de Bru de Tord (2). Le mariage fut contracté « de l'autorité et

(1) C'est sans doute par coquetterie que Béarnes, dans l'acte de mariage, se dit âgé de 48 ans. D'après son acte de décès, il avait bien 52 ans en 1704. Marie-Thérèse Camus de Beaulieu est dite âgée de 18 ans.

(2) Les Camus se sont partagés en plusieurs branches : Camus de Pontcarré, de la Grubourgère, de Viarmes, de Beaulieu, etc. Camus de Beaulieu, oncle présumé de Madame de Béarnes, avait été intendant de Franche-Comté en 1675-1678, de Roussillon, puis, vers 1687, procureur général près le Conseil souverain de Roussillon. Les Bru de Tord, famille noble de Catalogne, étaient directement apparentés à la famille Xavier qui a donné à l'Eglise Saint-François Xavier dont le nom patronymique a servi de prénom à la plupart des descendants mâles de la famille de la Chapelle issus de ce mariage, pour rappeler que dans leurs veines coulait le même sang que celui de l'illustre Apôtre des Indes,

permission du Roy, de l'assistance de Marguerite-Louise d'Orléans, grande duchesse de Toscane, de François-Louis de Bourbon-Condé, Prince de Conti, de Louis-Auguste de Bourbon, Duc du Maine ; d'Emmanuele Dombs y Santa Pau, olim de Santa Mana y de Moniga, marquis de Castel dos Rios, Grand d'Espagne, ci-devant ambassadeur près S. M. Très Chrétienne, nommé Vice-Roi du Pérou, cousin maternel de la future (1), de Michel de Chamillard, ministre et secrétaire d'Etat à la Guerre, de Louis-François-Xavier-Michel-Germain-Raymond-Jean Camus de Beaulieu, capitaine au régiment du Roi-Infanterie, de François Camus de Beaulieu, écuyer, enseigne au régiment des Gardes Françaises, frères de la future ; d'Anne-Madeleine Pépin, veuve de messire Jacques Camus de la Touche, écuyer, contrôleur général de l'artillerie de France ; de messire Nicolas Camus de Pontcarré, conseiller du Roy en ses Conseils, conseiller d'honneur de tous les Parlements de France, etc. ». Le contrat fut passé et signé, à l'égard du Roi, à Versailles, des Princes et Princesses, en leurs hôtels, et des parties, à Paris, au Petit-Arsenal, en la demeure de Madame de Beaulieu (2). De ce mariage est né à Pontarlier, le 22 février 1705, un fils, resté unique, Simon de la Chapelle, écuyer, qualifié, comme son père, sieur de Béarnes (3).

(1) Voir, sur ce personnage, les *Mémoires de St-Simon*, édition Hachette, tome II, *passim* et XII, 147

(2) La minute était conservée, en 1867, dans l'étude de M^e Chapelier, notaire à Paris, rue de Grenelle-St-Honoré, n^o 19.

(3) « Le vingt deux février mille sept cent cinq, Madame dame de Beaulieu, épouse de Monsieur de Béarnes, gouverneur de Joux et de Pontarlier, a accouché d'un fils qui a esté ondoyé à la maison, le jour suivant, par permission de Monsieur le R^d vicairo général de Besançon » (Arch. municipales de Pontarlier, registres de la paroisse St-Bénigne). Une fille naquit le 4 octobre 1706, et, mourut le 26 décembre 1707 (*Ibid.*). Il n'y a pas d'autres naissances mentionnées aux registres de Pontarlier.

Simon eut, comme beaucoup d'enfants uniques, trop choyés, une jeunesse assez orageuse. Son père, fatigué de le voir mener trop joyeuse vie à Pontarlier, à Paris et à Besançon, l'envoya se calmer à Bergerac où il se trouvait, dès 1729. Pour l'occuper et le rendre plus sage, il se démit en sa faveur et le fit pourvoir, le 9 août 1734 de sa charge de gouverneur héréditaire de

La correspondance officielle de Béarnes est dorénavant la seule source à laquelle il a été possible de puiser quelques trop rares indications sur les faits auxquels il fut mêlé, pendant son long gouvernement. Toute incomplète qu'elle est, elle montre que ses fonctions ne furent pas pour lui une simple sinécure, une retraite dorée. En dehors des questions journalières d'ordre et d'administration militaires, on trouve mentionnées un certain nombre d'affaires d'un intérêt plus général qui méritent d'être rappelées (1).

La surveillance de la frontière suisse, pendant les troubles des Cévennes en 1705 et 1706, fut efficace. Les bons rapports de voisinage qu'il entretenait avec la petite principauté de Neuchâtel (2) lui permirent de faire arrêter 883 officiers et soldats religionnaires, ainsi que le secrétaire de l'abbé de la Bourlie (3) qui les conduisait. Les Etats protestants d'Allemagne avaient pris des mesures pour les faire passer dans les Cévennes. La date de la lettre de Chamillard, relative à ce fait, est enlevée par une déchirure mais doit être fixée à 1705 ou 1706.

Le 13 février 1706, il écrit à Chamillard, que douze camisards sont partis de Lausanne pour les Cévennes et

Bergerac. Simon de la Chapelle, épousa, suivant contrat du 26 juin 1742, Marie-Thérèse Thibault, fille de Edme Thibault, ancien directeur du domaine du Roi à Pau, et de Madeleine Rasteau, celle-ci de Bergerac. C'est de ce mariage que sont descendus Edme de la Chapelle de Béarnes, qui a laissé ses intéressants « Souvenirs » sur la Révolution (Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-16) et les nombreux membres actuels de la famille de la Chapelle.

(1) Les archives militaires de Joux ont été détruites lors de l'invasion de 1814 ; les archives de Pontarlier ne contiennent que des mentions sans intérêt. (Lettre de M. Jules Mathez, à Pontarlier, 15 mai 1918).

(2) Neuchâtel, sur le lac de ce nom, chef-lieu d'un des cantons Suisses. Sa population était en majorité protestante.

(3) L'abbé de Guiscard de la Bourlie, d'une famille originaire du Quercy, frère du comte de Guiscard, cordon bleu, sortit du royaume en 1704, passa avec Cavalier au service des Anglais qui le firent lieutenant-général en 1706. Arrêté à Londres, interrogé par le duc d'Ormond, il lui donna deux coups de canif dans le ventre ; blessé de trois coups d'épée, il se suicida dans sa prison en 1711.

que « Catinat » (1) est rentré en Suisse. Le 12 mars, il s'agit de vingt-deux camisards partis de Lausanne pour rentrer en France par la Franche-Comté. Le 13 mars, cent camisards se sont embarqués à Yverdun dans le but apparent de rentrer en Allemagne par Schaffouse ; « Cavalier » (2) a passé, lui huitième, près de Neuchâtel, paraissant se diriger sur Porrentruy.

En 1707, il suit, jour par jour, les cabales qui se font à Neuchâtel pour l'attribution de la suzeraineté de cette Principauté vacante (3). La France fut mise en échec ; le parti allemand, dirigé par M. de Metternich, l'emporta et Frédéric I^{er}, le premier des rois de Prusse, devint suzerain de Neuchâtel et de Valengin.

En 1708, il prévenait Chamillard qu'on travaillait à rompre le traité de neutralité de Neuchâtel garanti par l'ensemble des cantons Suisses et que certains de ceux-ci penchaient pour la rupture.

En 1709, il annonce le départ pour les Pays-Bas de M. de Metternich, chargé du gouvernement de la principauté de Neuchâtel. Chamillard lui répond, le 22 mars, et lui mande de prendre les informations les plus précises sur l'organisation que M. de Metternich laisse en partant.

Au mois de juillet de la même année, Béarnes signe une convention avec le « Maître bourgeois » de Neuchâtel. Le

(1) Abdias Maurel, dit « Catinat » un des chefs camisards, célèbre par sa férocité, fut exécuté à Nîmes en 1705. Sa mort pouvait être ignorée à Pontarlier en 1706, Peut-être ce surnom avait-il été relevé par un autre chef protestant ?

(2) Jean Cavalier, le plus connu des chefs camisards, après avoir fait sa soumission, passa en Angleterre, servit contre la France et mourut gouverneur de Jersey en 1740.

(3) La Principauté de Neuchâtel, et le comté de Valengin appartenaient à la maison d'Orléans-Longueville, éteinte en 1707. Le Prince de Conti avait des prétentions sur ces seigneuries. Il se rendit deux fois à Pontarlier où il fut l'hôte de Béarnes, en 1707, mais le Roi ne voulut pas lui permettre de pénétrer sur le territoire de Neuchâtel (Voir sur cette curieuse affaire les *Mémoires de St-Simon*, Ed. Hachette IV, 23 et seq.). L'échec du Prince de Conti fut dû, en partie au mauvais vouloir de Chamillard. En 1805, Napoléon I^{er} donna Neuchâtel et Valengin en apanage au maréchal Berthier.

bourgmestre prend l'engagement de s'opposer, sur le territoire qui dépend de lui, à tout recrutement de déserteurs français.

Le 17 septembre suivant, il donne avis, au ministre de la Guerre Voysin, successeur de Chamillard, que les ennemis ont des vues sur la Franche-Comté et qu'ils font des approvisionnements sur la frontière de Neuchâtel. Les Bâlois auraient fait un traité secret avec l'Empereur pour laisser passer ses troupes sur leur territoire et traverser le Rhin à Bâle. Ils devaient, pour sauver la face, faire semblant de céder à la violence et invoquer le cas de force majeure. Il y avait déjà des neutres !

C'est vers cette époque, peut-être un peu plus tard à la mort de Louis XIV, que Béarnes envoya à la Cour un mémoire, non daté, rappelant les avances qu'il avait faites au compte de l'Etat. Sur les lettres pressantes des ministres, il a assuré le service journalier du gouvernement de Pontarlier et avancé de ses deniers la somme de 53.000 livres ; cette somme a été fournie par la vente à vil prix de meubles et immeubles lui appartenant. Il a été 10 ans sans toucher d'appointements et n'a pas été remboursé des dépenses qu'il a dû faire pour recevoir à Pontarlier, à deux reprises, le Prince de Conti venu pour travailler à ses intérêts. Triste preuve de l'état déplorable où se trouvaient les finances de la France, épuisées par les fastueuses dépenses somptuaires du Roi et par les campagnes de la fin de son règne !

La courtoisie parfaite, dont Béarnes usa toujours dans ses relations avec ses voisins de Neuchâtel, lui ménageait, non seulement des relations utiles, mais des amitiés dont il usait pour les intérêts de la France.

En 1715, M. de Lubières (1), commandant militaire de la principauté, lui annonça sa visite à Pontarlier. Béarnes en référa à Villars qui lui répondit, le 29 novembre, lui donnant comme instructions de recevoir M. de Lubières avec beaucoup d'honnêtetés, mais sans honneurs militaires.

(1) Un nom bien français ! Il appartenait, sans doute, à une famille de réfugiés protestants, et ce n'était pas le seul !

Villars lui avait déjà mandé, le 4 octobre, qu'il approuvait ces courtoisies réciproques qui servaient les intérêts de la France.

Il faut arriver à 1720 pour trouver un autre fait à signaler.

Le Prince de Conti (1), fils de celui dont les instances avaient décidé Béarnes, en 1696, à accepter le gouvernement de Pontarlier, brigua à son tour la suzeraineté de Neuchâtel. Sur sa demande, le secrétaire d'Etat à la Guerre, Claude le Blanc, écrivit à Béarnes, le 24 avril 1721, qu'il l'autorisait à faire en Suisse tous les voyages qu'il jugerait nécessaires et par suite de découcher, quand il le jugerait bon, sans avoir à lui en référer.

C'est pour reconnaître la constante cordialité des rapports que le représentant de la France avait soigneusement ménagée que ses voisins de la Suisse voulurent lui donner un témoignage peu ordinaire de leur estime. Il reçut pour lui et ses descendants des lettres de naturalisation, datées du 7 octobre 1721, signées de Paul de Fromont (2), colonel dans les armées du roi de Prusse, gouverneur et lieutenant général de la souveraineté de Neuchâtel et Valengin, sur avis conforme du Conseil d'Etat (3).

La petite ville de Landeron ne voulut pas être en reste de courtoisie ; elle lui accorda, de son côté, des lettres de bourgeoisie datées du 11 avril 1722, conçues naturellement dans les termes les plus flatteurs, qui lui furent remises par un courrier spécial portant une lettre d'envoi du « Maître bourgeois et du Conseil » de Landeron, datée du 4 mai

(1) Louis-François de Bourbon, Prince de Conti, tenta aussi comme son père de se faire élire roi de Pologne.

(2) Encore un nom français !

(3) Il existe, dans les « *Manuels* » du Conseil d'Etat de Neuchâtel, trois arrêts accordant des passeports, les deux premiers, du 20 avril 1794, à Madeleine Dufraysse, femme de Jean-Edme-Xavier de la Chapelle de Béarnes et à leurs enfants, le troisième, du 12 avril 1796, à Jean-Edme-Xavier et à Jacques-Etienne son frère. Les bénéficiaires sont dits sujets neuchâtelois, comme petits-fils de Jean de la Chapelle de Béarnes, gouverneur de Pontarlier, naturalisé en 1721. Ces lettres ne furent donc pas un simple témoignage de courtoisie politesse. En 1796, Edme de la Chapelle ne vivait plus, il avait été fusillé à Vannes, le 4 août 1795.

suitant, qui se félicitent de l'honneur qui rejaillit sur leur communauté du fait de cette agrégation.

La dernière mention, relative à Béarnéz, contenue dans le dossier de sa correspondance, se trouve dans une lettre du ministre de la Guerre d'Argenvilliers. Le 22 septembre 1732, il lui écrit en Périgord, le pressant de terminer ses affaires et de regagner Pontarlier où sa présence est indispensable.

Les documents font défaut pour le suivre pendant les dernières années de sa robuste vieillesse.

Se sentant aux limites de la vie, il voulut laisser aux déshérités de Pontarlier un souvenir durable de son séjour dans la ville qu'il gouvernait depuis tant d'années. Par acte public du 28 octobre 1741, M. de Béarnéz et sa femme firent conjointement donation à l'hôpital d'une somme de 12.000 livres, affectée à la fondation de lits. Cette donation fut acceptée par délibération des directeurs de l'hôpital du même jour

« en reconnaissance de quoi, est-il dit, seront établis » deux nouveaux lits, que l'on nommera les lits de Monsieur et de Madame de Béarnéz, et sera célébré à perpétuité à l'hôpital une messe quotidienne, suivant le désir des donateurs qui ont demandé, en outre, » que leurs portraits soient placés dans le salon... »

(Lettre de M. Jules Mathez, administrateur de l'hôpital de Pontarlier, 28 mai 1918).

M. de Béarnéz mourut à Pontarlier, le 5 octobre 1742, âgé de 90 ans environ et fut enseveli, le lendemain, dans le cimetière de l'hôpital dont il venait d'être le bienfaiteur (1).

(1) « Monsieur Jean de Béarnéz, gouverneur de Pontarlier et du fort de Joux, seigneur de Bracon (a), etc., âgé d'environ quatre-vingt-dix ans, après avoir reçu les St-Sacrements de l'Eglise est mort le cinq octobre mil sept cent quarante-deux, et, le jour suivant, fut présenté à St-Bénigne où tous ses obsèques ont été faits et, du consentement et agrément des administrateurs et, sans préjudice des droits de la paroisse de St-Bénigne, fut conduit à l'hôpital, pour y estre inhumé, le six octobre mil sept cent quarante-deux. Signé : Brocard, prêtre, administrateur de St-Bénigne ». (Arch. municipales de Pontarlier, Registre de la paroisse de St-Bénigne).

(a) Surnom inconnu ; — c'est probablement Béarnès, mal lu.

Un monument fut érigé, dans le cimetière de l'hôpital, sous une épitaphe, pour « annoncer, dit une délibération de 1742 « ses bienfaits et la reconnaissance des pauvres ». Le cimetière a disparu ainsi que le monument, mais on a scellé dans un des murs de l'établissement la pierre qui portait ses armes sculptées, encore visibles, bien que fortement détériorées par le temps : un lion et un chef chargé de trois tourteaux (*Lettre de M. J. Mathez, 28 mai 1918*).

N'était-il pas bon, aux heures graves que nous traversons, de faire revivre le nom trop oublié de ce vigoureux soldat, type de la vieille bravoure de notre race guerrière, qui n'hésita jamais, ni devant l'obstacle, ni devant le danger, payant chacun de ses grades d'une prouesse et de son sang ! Sa vie militaire, si brillamment commencée, fut arrêtée par la fatalité en plein essor au moment où, dans sa robuste maturité, il était appelé à réaliser les promesses de ses brillants services qui font de lui un modèle de l'officier français et du bon serviteur de son pays.

Vicomte DE GÉRARD.

LES SUBSISTANCES

DANS LA COMMUNE DE CHASSAIGNES

PENDANT DEUX ANNÉES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les registres municipaux de la petite commune de Chassaignes, près Ribérac, peuvent donner une idée de la situation économique de nos campagnes pendant la période la plus critique des guerres de la Révolution :

On me permettra d'en détacher quelques procès-verbaux, et de rappeler tout d'abord que la loi du 4 mai 1793 obligeait tout marchand, ou récoltant, à faire à sa municipalité la déclaration des grains et des farines qu'il possédait. Les officiers municipaux, ou des commissaires désignés par eux, devaient contrôler les résultats et confisquer au profit des pauvres de la commune toute quantité non déclarée.

La municipalité de Chassaignes reçoit communication de cette loi le 14 mai, à cinq heures du soir. Elle se réunit dès le lendemain et prend les dispositions nécessaires pour que les déclarations prescrites aient lieu immédiatement. Elle nomme des commissaires chargés de s'assurer par des visites domiciliaires de l'exactitude et de la sincérité de ces opérations.

Un mois après, elle procède à des réquisitions de grains chez tous ceux qui ont de l'excédent « pour les livrer à ceux qui en ont besoin, ou les porter au minage qui leur sera désigné. En cas de refus, il sera statué ce qu'il appartiendra » (1).

Le même jour (16 juin), le procureur de la commune prononce le réquisitoire suivant :

« Je requiers, qu'attendu que certains individus se permettent, au mépris de la loi du 4 mai dernier, de refuser aux bons citoyens du blé nécessaire à la consommation d'un mois seulement, qui en ont besoin, et qui ne peuvent en trouver avec leur argent, ce qui leur donne lieu de se plaindre ; voyant que par la visite domiciliaire faite par le corps municipal, en mai dernier, la commune de Chassaignes a une quantité plus que suffisante pour approvisionner les citoyens qui en ont besoin, si la distribution en est bien faite ; qu'attendu les travaux urgents qui se présentent et qui empêchent les citoyens indigents de se rendre aux minages circonvoisins pour s'approvisionner du blé qui leur est nécessaire pour la consommation ; qu'il soit établi pour tous un minage dans la commune et qu'il soit ordonné à tous les citoyens d'icelle, qui ont du blé au-delà de leur consommation, de le porter au lieu qui sera indiqué par vous (Officiers municipaux), ou de le porter au minage du district, d'après l'arrêté du département, du 31 mai dernier. En cas de refus de faire exécuter le présent, je déclare responsable le corps municipal des événements qui pourraient résulter de leur inexécution.

» A Chassaignes, le seize juin mil sept cent quatre-vingt-treize. »

Signé : BEAULIEU, procureur de la commune (2).

Ce réquisitoire n'est suivi d'aucun arrêté de la municipalité. Il en ressort, néanmoins, que les consommateurs non récol-

(1) Reg. de la municipalité de Chassaignes pendant la Révolution, fol. 61. Archives de cette commune.

(2) *Ibid.* folio 68.

tants éprouvaient des difficultés pour se procurer des subsistances.

A ce moment là, il y avait aussi des accapareurs qui voulaient bénéficier des circonstances. Une loi spéciale mit un frein à leurs agissements. Le procureur Beaulieu les dénonce à la municipalité dans la séance du 17 août.

« Je requiers, dit-il, citoyens municipaux, en ma qualité de procureur, l'exécution de la loi du 26 juillet 1793, contre les accapareurs, et qu'aux termes du dernier article d'icelle, vous délibériez ce qui vous apparaîtra le plus à propos. Cette loi, citoyens, est une loi comme toutes les autres, qui tient à déjouer les projets perfides des ennemis de la chose publique. J'entends par ennemis, ceux qui, par l'amas de toutes espèces de marchandises qu'ils entassent dans leurs magasins, les feraient monter à un prix excessif, et qui mettent les citoyens amis de la République hors d'état de pouvoir se procurer leur nécessaire à prix d'argent, chose horrible aux yeux des vrais républicains. Hâtez-vous, concitoyens, de promulguer cette loi, afin que vos concitoyens se mettent à portée de connaître les conséquences qui résulteraient s'ils venaient à s'opposer à son exécution ; et prévenez ceux qui peuvent être sujets de faire des déclarations prescrites qu'ils se hâtent de le faire dans le délai fixé. A Chassaignes, le dix-sept août mil sept cent quatre-vingt-treize. »

Signé : BEAULIEU, procureur de la commune (1).

Dès que la moisson est achevée, des grains sont livrés au commerce. Le marchand Lafontaine, de Festalemps, en achète chez les principaux propriétaires de la commune de Chassaignes et les expédie sur Coutras, à Franc-Montreuil.

Le 13 octobre, le citoyen Beaulieu prononce un nouveau réquisitoire à la municipalité au sujet de l'accaparement des denrées. Il dit que le pauvre propriétaire subit des vexations

« de la part de tous les hommes lâches et égoïstes qu'il y a sur le territoire de la République, et qui, par leurs avidités, font des magasins de toutes espèces de marchandises » ; de sorte qu'on est obligé de se défaire de tout ce qui est nécessaire pour se les procurer. »

La municipalité arrête aussitôt que la taxe des denrées sera intégralement appliquée ; puis elle établit un tarif pour la journée des ouvriers, jusqu'à l'automne. Les charpen-

(1) *Ibid.* fol. 72.

tiers, les menuisiers et les maçons seront payés 30 sols, les cultivateurs 15 sols, les tailleurs 9 sols et nourris.

Quelques jours après, le prix maximum de la brasse de bûches (4 mètres cubes) est fixé à 13 livres; celui des fagots à 12 livres le cent, et celui du vin à 7 sols la pinte.

Le 23 nivôse an II (12 janvier 1794), la municipalité de Chassaignes prend un arrêté qui interdit aux aubergistes de servir du vin après 9 heures du soir, sauf aux voyageurs qu'ils logeront. Les contrevenants seront frappés d'amende et même emprisonnés si le cas l'exige.

Quelque temps après (5 ventôse), la municipalité réquisitionne tous les citoyens pour réparer les chemins publics, conformément à l'arrêté du représentant Lakanal, et invite « les plus aisés à porter double ration de pain sur le chantier », afin d'en fournir un supplément aux autres.

Tous les excédents des blés devront être transportés au grenier public installé dans la maison du maire Courcelle. Ces excédents seront scrupuleusement réquisitionnés par les commissaires municipaux Pierre Jassou, Jean Peyronnaud, Jean Courcelle et Jacques Sarraute, qui ne devront laisser à chaque individu que cinq quarts de livre s'il est cultivateur, et trois quarts de livre dans le cas contraire.

Des réductions s'imposent bientôt. Les rations sont fixées à 1 livre pour les cultivateurs et à une demi-livre pour les autres. Alors, le Conseil général de Chassaignes, dans sa séance du 8 floréal (27 mars), « considérant qu'il est impossible de vivre et de travailler, tandis que si l'on avait de la viande, il serait plus facile de se passer avec cette livre de pain », arrête

« que les propriétaires qui ont des veaux bons à tuer, sans nuire aux élèves pour l'agriculture, seront invités à les céder aux bouchers établis dans la municipalité, aux prix du maximum, en les leur vendant à corps défendant, ou en les faisant peser après qu'ils seront morts, de manière que les propriétaires et les bouchers puissent trouver leur compte; arrête, en conséquence, que les veaux, depuis l'âge de 6 semaines jusqu'à 3 mois, sont compris dans l'arrêté précédent, et que les propriétaires seront tenus de les vendre, ou de les faire tuer, d'après l'invitation de la municipalité ». Signatures (1).

(1) *Ibid.* fol. 133.

Le même jour, le Conseil général, en vue

« d'approvisionner les citoyens qui manquent de subsistances dans la commune ; considérant que, d'après l'arrêté du Directoire, du 12 germinal, un citoyen ne peut point conserver sa provision de blé, tandis que ses voisins en manquent, et que l'humanité commande cette distribution sage, et que, pour arriver au 10 prairial, il faut 39 quintaux de blé pour ceux qui en manquent »,

arrête les réquisitions suivantes : 124 quintaux chez Léonard de Chignac ; 90 chez François Dufraisse ; 16 chez Jean Périer ; 125 chez Jacques Denost ; 156 chez François Soulier ; 100 chez Pierre Courcelle ; 107 chez Jean Dumas ; 144 chez Pierre Sermot ; 200 chez François Grolière ; 100 chez Jean Faure ; 162 chez François Denost ; 87 chez Jean Rochon ; 148 chez Jean Beaulieu ; 173 chez Hôlie Gros ; 150 chez Jean Courty ; 228 chez François Robin ; 125 chez François Courcelle ; 109 chez Léonard Dupuy ; 37 chez Pierre Courcelle ; 90 chez Pierre Etourneau ; 275 chez Martin Delugin ; 93 chez Jean Losmède ; 62 chez Jean Durand ; 144 chez François Reymond, 65 chez François Reix. Soit un total de 3.231 livres, auquel il faut ajouter 23 livres à fournir par Pierre Beauvais et 20 livres par Rose Courcelle. De sorte que la réquisition porte sur 32 quintaux 74 livres. Les citoyens requis ne pourront, sous aucun prétexte, se soustraire à leurs obligations.

Le 12 floréal, le maire demande à être remplacé comme garde-magasin du grenier public, étant absolument seul pour exploiter sa propriété. Satisfaction lui est accordée. La municipalité met à sa place le citoyen Beaulieu jeune chez lequel, désormais, se trouvera ledit grenier.

Le 22, l'agent national Beaulieu expose aux officiers municipaux que des citoyens n'ont pas obéi aux réquisitions de blé.

« Voyant, dit-il, le mépris qu'ils font de votre arrêté du 8 courant, je vous requiers de réitérer de suite vos réquisitions, afin de faire approvisionner le grenier public. Si quelqu'un de ceux sur qui vous ferez la réquisition se refuse d'y obéir, je vous déclare, au nom de la Loi, que si vous ne faites pas votre devoir, je vous dénoncerai. »

Il ajoute qu'il rend responsables les membres de la municipalité de tout ce qui pourrait survenir. Aussitôt, les ordres de réquisition sont renouvelés,

Ce même jour, la citoyenne Louise Billat se plaint de ce que le meunier Antoine Dufraisse, de La Moulinasse, ait prélevé 2 livres de mouture sur 23 livres de blé acheté par elle, le matin même, au grenier public, quoiqu'elle l'eût payé en argent. Ledit meunier est invité à comparaître immédiatement devant la municipalité « pour rendre compte de sa conduite ».

Le 8 prairial (27 mai 1794), la municipalité avise les propriétaires que, conformément à l'arrêté de Romme, en date du 2 courant, et à la lettre de l'agent national du district, nul ne peut couper les orges et les seigles avant leur complète maturité. Ceux qui seront dans l'obligation d'en couper pour se nourrir devront auparavant avertir la municipalité. Sinon, ils seront regardés « comme de mauvais citoyens ».

Le surlendemain, deux commissaires — Jean Beaulieu et Jean Dumas-Ragot — sont chargés de veiller à l'exécution de l'arrêté précédent. Puis, le Conseil général, considérant que la pénurie des subsistances oblige à réduire la ration des cultivateurs à 12 onces de pain, soit à trois quarts de livre, tout en maintenant celle des autres à une demi-livre, arrête « qu'il sera fait un nouvel état des subsistances de toutes natures ; que l'excédent trouvé chez chaque citoyen sera conduit au grenier communal, pour être rendu en farine, sous la surveillance de la municipalité ». Signatures.

Le 20 prairial, au moment où la municipalité va lever la séance, elle reçoit du district un ordre de réquisition de 59 quintaux de grains, à prendre chez les principaux propriétaires de la commune. Elle répond qu'elle est dans l'impossibilité d'y satisfaire, attendu que le recensement du 2 floréal accuse un déficit de 11.070 livres « pour aller jusqu'au 15 messidor », avec les nouvelles réductions, et que 15 quintaux seulement ont été fournis par la commune de Petit-Bersac, sur lesquels il reste 4 quintaux et demi « à distribuer de suite aux trois quarts de la commune ».

Cinq jours après, la municipalité constate que, d'après le tableau des citoyens manquant de subsistances, « il faut 12 quintaux et 14 livres de froment, ou de farine ». Or, 10 quintaux requis ont été emmagasinés la veille au soir.

Avec les 2 quintaux et 25 livres restant de la livraison faite par la commune de Petit-Bersac, cela fait un total de 12 quintaux 25 livres. Il manque, par conséquent, 70 livres en chiffre rond. Pour combler ce déficit « et empêcher une famine qui menace la commune », la municipalité ordonne de couper les orges et les seigles qui seront reconnus en état de maturité par deux de ses commissaires.

Les difficultés augmentant, elle arrête, le 30 prairial que « les plus exactes perquisitions » seront faites de nouveau au domicile de chaque citoyen, par le commissaire Jean Dumas-Ragot, assisté des deux sans-culottes, Dufraise et Serbat, qui ne laisseront des vivres que pour cinq jours, en observant le rationnement établi, et feront transporter les excédents au grenier communal « après en avoir constaté le poids et la nature, pour approvisionner les citoyens dépourvus ». Le pain sera distribué par les époux Gaureaud, boulangers, en présence des deux officiers municipaux Jacques Panaveyre et Beaulieu. Le bois nécessaire pour la cuisson de ce pain sera réquisitionné, payé au prix du maximum et conduit à la municipalité.

Aussitôt l'agent national Beaulieu requiert les fournisseurs, savoir : François Serbat, pour 6 fagots ; Jean Courty, pour 6 fagots ; Jacques Panaveyre, pour 8 fagots ; Jacques Sarraute, pour 4 fagots ; et Jeantounet, pour 10 fagots.

Le 2 messidor (20 juin 1794), la municipalité prend des mesures pour la levée de la récolte. Tous les cultivateurs, hommes et femmes sont réquisitionnés. Les infirmes et les malades fourniront des certificats d'incapacité de travail délivrés par les officiers de santé. Ceux qui ont l'habitude d'aller travailler hors de la commune sont invités à partir de suite, en se conformant aux usages. Pour la moisson, les hommes seront payés 25 sous par jour, les femmes 16 sous, les enfants au-dessous de douze ans, 12 sous. Tous les travailleurs devront se nourrir.

Les transports seront payés 4 livres par lieue pour dix quintaux sur une charrette et 6 sous par lieue et par quintal sur une voiture.

Le 6 dudit, conformément aux arrêtés des représentants

Pinet et Cavaignac, un commissaire — le citoyen Dumas — est désigné pour faire des visites domiciliaires dans la commune de Chassaignes, afin d'activer le versement de tous les grains disponibles.

Deux autres commissaires sont chargés, quatre jours après, de faire couper de suite tous le orges et les seigles encore sur pied et de les faire dépiquer. Ce sont les citoyens Pierre Beauvais et Jacques Bonneau. Ils déposent leur rapport au bureau municipal le 12 courant.

Le mois suivant, les recensements de la nouvelle récolte sont effectués. Le résultat en est transmis à l'administration.

Au début de l'an III, le 18 vendémiaire, un arrêté municipal prescrit la réquisition des sons, à raison de trois quarts de livre par habitant.

Le 28, l'agent national invite les propriétaires à s'approvisionner de semences « chez ceux qui peuvent en disposer » et à vendre leurs bestiaux propres à la boucherie exclusivement à des préposés de l'administration militaire, ou à des bouchers autorisés par leur municipalité.

Peu de temps après, tous les animaux de la commune sont recensés par les commissaires Pierre Beauvais et Jean-Gérard Beaulieu, nommés à cet effet à la séance du 5 brumaire.

Ce dernier est ensuite désigné pour recenser les grains de la commune de Bourg-du-Bost, par application de l'arrêté du représentant Pélissier, en date du 14 brumaire.

D'autre part, le citoyen Désages, de la municipalité de Bourg-du-Bost, vient recenser les subsistances de la commune de Chassaignes. Le 4 frimaire, l'agent national Beaulieu est chargé de l'accompagner.

Pendant ce temps, tout l'excédent des chanvres, des huiles, des grains oléagineux et des vins est réquisitionné. Ce sont les habitants eux-mêmes qui doivent faire très exactement les déclarations.

La municipalité s'occupe, en outre, de l'ensemencement des terres incultes, notamment de celles de l'ancienne cure.

Elle délibère sur la question des grains réquisitionnés pour le district de Bourg-sur-Gironde (4 nivôse), et avise le District qu'elle ne peut effectuer les versements, attendu

qu'elle a seulement 80.744 livres de subsistances pour 306 habitants, ce qui la porte en déficit (1).

Elle réquisitionne 50 livres de fil chez divers propriétaires pour la fabrication des voiles des navires, et fait conduire à Ribérac les cochons destinés au ravitaillement des armées.

Pendant ce mois de nivôse, le verglas et les neiges couvrent les chemins. De sorte que les transports des grains présentent des difficultés. Des bouviers réquisitionnés se montrent tout d'abord réfractaires. La gendarmerie se rend à leur domicile pour les arrêter, s'ils n'obéissent promptement aux ordres donnés. Ils promettent tous de se mettre en route. Quelques-uns cependant prononcent des paroles déplacées. De ce nombre est le citoyen Grolière qui dit, au moment de partir,

« qu'il voulait que l'aze le foute (*sic*), si toute la commune et la municipalité n'allaient avec lui » ! « Considérant que de tels propos sont contraires à l'ordre, que même il est l'auteur du refus qu'auraient fait les autres »,

la municipalité maintient contre lui l'application de l'article 2 de l'arrêté du représentant Bordas et invite la gendarmerie à le conduire immédiatement à la maison d'arrêt.

Comme il faut à tout prix « parfaire la réquisition que le district de Bourg a obtenue sur celui de Ribérac », la commune de Chassaignes est invitée de rechef à fournir 163 quintaux de grains, dont un tiers dans le plus bref délai. Ceux-ci sont réquisitionnés le 5 ventôse chez les fermiers des biens d'émigrés, ou de déportés, savoir : 12 quintaux chez le citoyen Vallade, habitant la commune de Celles, et 38 quintaux chez le citoyen Charoussiel, de Verteillac, qui ont en afferme dans la commune des domaines séquestrés. S'ils se refusent de livrer lesdits grains, « ils seront poursuivis conformément à la loi du 19 brumaire. »

De nombreuses réquisitions frappent les propriétaires, en ventôse, pour le transport des grains du district de Ribérac, à Aulaye. Alors, se produisent les réclamations relatées dans mes communications précédentes. L'impossible sera tenté « en appareillant les vaches des divers particuliers. »

(1) *Ibid.*, fol. 192.

Le 8 de ce mois, l'état d'ensemencement des terres est constaté par le citoyen Raveau, commissaire de l'administration qui, pour marquer son passage, signe au registre le procès-verbal de la municipalité.

En floréal an III, le 3 et le 4, (23 et 24 avril 1795) le cinquième des grains et des farines existant dans la commune est réquisitionné pour l'approvisionnement des armées, par application du décret du Comité de Salut public, en date du 4 germinal.

Puis, de nouveaux recensements sont effectués par Jean Dubreuilh fils, de Bourg-du-Bost, commissaire nommé par le district, assisté de deux officiers municipaux de Chassaignes.

Le 17 brumaire (8 novembre 1795), la municipalité de cette commune est réorganisée. L'ancien procureur et agent national Beaulieu est chargé de la représenter au sein de la municipalité cantonale de Ribérac (1). Dès lors la transcription sur les registres de ce qui a trait à la vie économique cesse brusquement, chose regrettable pour notre histoire locale si féconde en enseignements à méditer, surtout au milieu des épreuves que nous traversons.

A. DUBUT.

(1) Comme la plupart des anciens révolutionnaires, Beaulieu suivit les fluctuations de la politique. En l'an II, lors de la proclamation du culte de la Déesse raison, il s'exprimait pompeusement ainsi : « La raison et la philosophie obtinrent toujours les hommages des hommes libres ; et si leurs autels ont été longtemps négligés par les Français avilis, ce contraste se trouvera complètement réparé par les Français devenus républicains. Les anciens abus doivent aujourd'hui s'éclipser devant les yeux des hommes libres, ces abus qu'un gouvernement tyrannique forçait de reconnaître. Aujourd'hui, l'homme a reconnu ses droits ; il est devenu citoyen... Pour établir le bonheur du peuple, il faut faire promptement disparaître tout ce qui servait à décorer le fanatisme » etc.

(*Ibid.*, fol. 127).

Il déclarait aussi, le 12 germinal, que « les sages maximes de la philosophie et de la raison doivent enfin succéder à ces instructions bizarres qui ne sont propres qu'à énerver le peuple, en l'infectant de préjugés », et invitait tous les citoyens à observer le décadi, sous peine d'être considérés comme suspects.

(*Ibid.*, fol. 127).

Or, nommé maire de Chassaignes, le 10 prairial an VIII (29 mai 1800), il fit avec empressement réparer l'église et le presbytère. Puis, comme notaire, il prêta le serment de fidélité à l'Empereur, « la main levée à Dieu », devant le tribunal de Ribérac, à l'audience du 1^{er} vendémiaire an XIII (22 septembre 1805). Il renouvela ce serment, en sa qualité de maire, le 29 mai 1808.

(*Ibid.*, fol. 272 et 284).

VARIA

DE L'ORIGINE DES NOMS DE TAILLEFER ET TALLEYRAND

C'est sous Charles le Chauve, par Wlgrin et ses descendants que nous sont révélés ces deux surnoms ; tandis que les Taillefer apparaissent dans la branche d'Angoulême et dans celle de Périgord, Taleran persiste surtout dans cette dernière lignée.

On a voulu voir dans l'origine de ces deux noms, la représentation d'une idée de force ou de puissance musculaire, attribuée à quelque ancêtre de cette lignée. Nous pensons plutôt que ces noms perpétuent le souvenir historique de deux illustrations qui ont joué un rôle considérable dans les annales de l'Aquitaine, et qu'ils ne sont que la transformation des noms de Waifre et de Wlgrin.

Le nom du héros de l'indépendance de l'Aquitaine peut s'écrire Gaifre ou Gayfre ; le W était employé dans les chartes jusqu'au xii^e siècle pour *G*, *OU* et *H*, on peut citer de nombreuses permutations entre ces consonnes (1).

Nous trouvons du reste dans notre *Bulletin* même, une lettre de Baluze, datée de Tulle du 29 mars 1655, dans laquelle il nomme *Waifre* et *Hunald* : *Gayfer* et *Hunald*.

De Gayfer à Tayfer, le pas est vite franchi, les permutations des deux consonnes *g* et *t* sont fréquentes (2).

Voici donc Waifre, transformé en Tayfer qu'on peut écrire *ad libitum* Tayfer ou Taillefer.

Si nous passons maintenant à Taleran, Taleyran ou Talleyrand et que nous remontons à Wlgrin, fondateur de la dynastie des comtes, en appliquant le même procédé, nous trouvons d'abord *Glgrin*, puis

(1) Ex. Guerre = War. Swan = Cygne. Wilhelm = Guillaume. Guêpe = Wespe : la *Hierce* de Brantôme, s'écrit aussi la *Guierce*.

(2) *c* ou *g* en *t*, voir la carte de Belleyme où l'on trouve Agonat pour Agonac, Trélissat pour Trélissac.

Nous avons également relevé dans notre *Bulletin* que Philippe de Chamberlain nomme en 1340 un donzel de Périgueux : Ponce Grota et aussi Ponce Trota.

En Bretagne et en Lyonnais on emploie fréquemment le *t mouillé*, pour le *c* par exemple *tiour* pour *cœur*.

Nos paysans ne disent pas une *auvergnate*, mais une *auvergnaque*.

L'Intendant de la Généralité de Bordeaux écrit au xvii^e siècle indifféremment Sarlat ou Sarjat,



GIROUETTE
de l'ancienne fonderie de Canons de Saint-Georges-de-Montclar.

(Bulletin de Novembre-Décembre 1918)

Tigrin; mais comme on sait que les voyelles ne jouent aucun rôle prépondérant dans les racines, nous arrivons à *Tigrn*, et il suffit de l'élosion du *g*, pour obtenir l'ossature *Tlgrn* = *Taleran* (1).

Notre historien *Wlgrin Taillefer*, né au château Barrière de Villambard, ancien repaire des *Taleran*, devrait s'appeler en réalité *Taleran-Taillefer*.

BINGER.

(1) Nous trouvons un exemple d'élosion dans notre propre région, dans la transformation d'Aquitaine en Guiane = Guienne. Nous avons aussi Cologne qui se transforme en Koln.

L'orthographe des noms propres se transforme du reste d'une façon continue au moyen-âge.

Dans les chroniques et les chartes la maison *d'Albret* est transcrite sous les formes de *La Bret*, *Labret*, *La Brette* et même *Labreth*.

NÉCROLOGIE

LE MARQUIS DU LAU D'ALLEMANS.

La maison du Lau, originaire de Biscaye, puis transplantée en Armagnac, s'est établie, en 1429, au château de la Côte, dans la paroisse de Biras en Périgord, et a possédé les terres importantes de Champniers et de Montardy. Elle a fourni à l'armée plusieurs officiers généraux et à l'Eglise cinq évêques et deux archevêques. Le procès de béatification de l'un d'eux, l'archevêque d'Arles, massacré aux Carmes, est actuellement pendant en Cour de Rome.

En son chef, le marquis du Lau d'Allemans qui vient de s'éteindre à Paris à l'âge de quatre-vingt cinq ans, disparaît l'une des personnalités les plus marquantes de la société française pendant ces cinquante dernières années.

Armand du Lau d'Allemans naquit le 6 mars 1833 au château de Montardy, commune du Grand-Brassac ; petit neveu du saint archevêque d'Arles, descendant du marquis d'Allemans dont notre *Bulletin* a retracé l'histoire, il puisa dans son atavisme de famille la forte empreinte qui devait marquer sa vie et lui permettre d'allier à l'allure et à la culture d'un grand seigneur du XVIII^e siècle les contingences de la vie moderne.

Pendant sa jeunesse, ayant hérité d'un oncle du château de La Côte, il faisait d'assez longs séjours en Périgord, et s'y était lié avec les jeunes hommes de sa génération ; mais ses relations et ses goûts l'attiraient vers Paris. Il y construisit, à la fin du second Empire, rue Jean-Goujon, un petit hôtel, modèle d'élégance, où voisinaient avec les souvenirs de famille qu'il y avait réunis, des tableaux et des bibelots précieux.

Lorsqu'éclata la guerre de 1870, quoiqu'il n'y fut préparé ni par son âge ni par son passé, il s'enrôla des premiers et se fit remarquer par un allant et une intrépidité qui lui valurent les suffrages de tous les gens du métier. Capitaine au 3^e bataillon des Mobiles de la Dordogne, officier d'ordonnance du Ministre de la Guerre, le général Le Flô, et pendant la commune du général de Galliffet, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur pour avoir, durant la campagne, « donné des preuves réitérées d'énergie et de résolution. »

Le marquis du Lau fut lié avec les personnalités les plus en vue de son temps ; S. M. Edouard VII l'honorait d'une amitié particulière et pendant ses séjours à Paris, lorsqu'il n'était encore que Prince de

Gallès, il en faisait un de ses intimes. Très recherché, autant pour la sûreté de son goût et sa compétence dans les questions les plus variées, que pour son esprit et le tour particulier de sa conversation, sa réputation de grand fusil du monde parisien en faisait l'invité de fondation de toutes les grandes chasses de France et d'Angleterre. Peu d'années avant sa mort, il se livrait encore régulièrement à son sport favori. Son esprit et le tour particulier de sa conversation n'étaient pas moins appréciés dans les réunions de châteaux que dans les salons des cercles de l'Union et du Jockey dont il était un des membres les plus influents et les plus considérés. Mais il n'appliqua pas ses facultés seulement à des questions du monde ou de sport et plusieurs sociétés financières ou de chemins de fer le comptèrent dans leur Conseil d'administration. Son tact, la rectitude de son jugement, sa connaissance des affaires et des hommes l'y firent particulièrement rechercher et écouter.

Si le marquis du Lau faisait à Paris sa résidence habituelle, il n'en resta pas moins toujours profondément attaché au Périgord, à ses amitiés de jeunesse, à son château de Montardy qu'un incendie avait presque entièrement détruit pendant l'hiver de 70 et qu'il reconstruisit avec un goût parfait, en imprimant à la vieille demeure des Jaubert un grand caractère d'élégance, tout en lui conservant ses dispositions primitives. Chaque année, il venait y passer une partie de l'été, il aimait, tant qu'ils vécurent, à s'y entourer d'amis de sa jeunesse et il était surtout heureux de se retrouver au milieu de populations qu'il affectionnait et auxquelles il se plaisait à rendre service. C'est ainsi qu'il entretenait au Grand Brassac l'école libre des filles et qu'il s'employa de toute son influence à obtenir de l'Etat la restauration de la belle église romane, l'un des types les plus complets de notre architecture périgourdine à coupoles.

Les habitants lui en ont témoigné constamment leur reconnaissance en le nommant le premier du Conseil municipal et en attendant son arrivée pour traiter en sa présence les principales affaires de la commune.

Le marquis du Lau avait plaisir à se montrer généreux et obligeant pour ses compatriotes ; mais il tenait également aux institutions destinées à conserver et à faire connaître le passé de notre Périgord. Depuis longtemps la Société historique et archéologique le comptait parmi ses membres ; il fit plusieurs communications à notre *Bulletin* et lui fit don, pour un de ses numéros, d'une héliogravure reproduisant une lettre inédite adressée par Henri IV à l'un de ses ancêtres.

Le Musée du Périgord et le Musée de l'Armée reçurent de lui des objets qui ont enrichi leurs collections, et il fit aux Archives départementales de la Dordogne le dépôt de ses très importants papiers de de famille.

Depuis quelques années, ses infirmités et les événements de la guerre, auxquels il prenait une grande part, l'avaient empêché de sortir de sa retraite pour venir à Montardy ; il s'est éteint chrétiennement et a tenu à être inhumé dans les tombeaux de sa famille, à Celles, où son corps a été transporté le 24 février. En lui disparaît un type rare de bon Français et de parfait gentilhomme ; il a eu du moins la suprême consolation de connaître la victoire de nos armes dont même aux jours les plus sombres il n'avait jamais douté.

M^{re} DE FAYOLLE.



Une planche accompagne cette biographie ; elle représente la Girouette de l'ancienne fonderie de canons de Saint Georges de Montclar, qui aurait dû être jointe à l'article de M. Ch. Durand dans notre Bulletin de novembre-décembre 1918.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du mercredi 2 avril 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Binger, le marquis de Bourdeille, Délugin, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Lavergne, M^{me} Moulinié, Pouplet-Lagauterie, MM. Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord M. le Président souhaite la bienvenue à notre confrère M. LAVERGNE, de retour de sa longue captivité, que nous retrouvons en bonne santé. Il le félicite d'avoir supporté courageusement cette longue et dure détention et il lui exprime la vive sympathie de l'assemblée qui se réjouit de le revoir.

Notre bibliothèque a reçu les ouvrages suivants dans le courant du mois dernier :

Comptes-rendus des séances de l'année 1918 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de juillet-août, in-8° avec une planche, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant une note de M. Passemard sur les *Sculptures des parois de la caverne d'Isturitz* (Basses-Pyrénées) ;

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1918, 1^{re} livraison, in 8° avec illustra-

tions, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1917, 8^e série, tome VIII, un fascicule in 8^e avec une planche, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1918 ; contenant p. XLVII, un placet adressé à l'Intendant de Limoges, au sujet d'un pont sur le Bandiat par les habitants de Saint-Germain de Montbron, publié par M. Dujarric-Descombes ; p. LXXI, une lettre intéressante du marquis de Fayolle sur les plaques de cheminées avec armoiries ; et p. 69, le *Compte de l'Angoumois sous la domination royale* (1349-1350), publié par M. Imbert, dans lequel sont énumérées les « recettes et les mises »... de Villebois, La Tour Blanche, Aubeterre, etc. ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVIII^e volume, 3^e livraison, février 1919, in-8^e, Saintes, librairie Prévost ; contenant la suite de l'*Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* par M. Depoin ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 1^{re}, 2^e livraisons, janvier-février 1919, un fascicule in-8^e, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Aublant ; *Lou Kaiser et soun pople* par M. Roubert Benoit, et un joli *Sonnet* de M. Lavergne que le Président nous lit ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 45^e année, septembre-octobre, novembre-décembre 1918, un fascicule in-8^e, avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ;

Société Bayonnaise d'Etudes régionales, bulletin supplémentaire, année 1918, n^o 5, in-8^e, Bayonne, Imprimerie du Sud-Ouest ; où p. 16, M. Yturbide publie un intéressant article sur *La Pêche des baleines au Pays Basque du XII^e au XVIII^e siècle* ; où p. 29, à propos de la disparition de l'ambre gris comme conséquence de la disparition des baleines, il est dit « qu'il était conservé chez les apothicaires, les épiciers et les riches bourgeois dans des boules ou *pommes de senteur*, en argent ciselé et percées de petits trous. »

M. LAVERGNE croit se rappeler que Rabelais, dans son *Pantagruel*, appelle ces boules des *silènes*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie le texte qui doit accompagner la planche du *Prétendu ex-libris de Bertin* qu'il nous décrit avec tous ses détails et ses allégories.

M. LE PRÉSIDENT fait aussi passer sous nos yeux un autre ex-libris d'un *Carolus* de Lacropte de Chantérac, abbé de Notre-Dame de Sery avant d'être évêque d'Alet, et qui représente ses armes.

En s'excusant de ne point assister à la séance, M. DUJARRIC nous dit un mot des anciennes peintures murales, aujourd'hui disparues, de l'église de Saint-Just ; il veut bien nous en signaler d'autres de son voisinage.

« J'ai reçu dernièrement, nous écrit-il, la visite d'un curé du canton de Ribérac, qui m'apprit le fait suivant, de nature à ajouter à ma communication un nouveau et curieux détail.

» Peu de temps avant la guerre, la commune de Saint-Pardoux de Drôme faisait procéder à une restauration intérieure de son église. Sur le mur de droite, la chute du crépissage avait laissé à découvert une peinture de 3 mètres de large sur 2 mètres de haut, ayant conservé ses vives couleurs. De chaque côté d'un écusson (peut être aux armes des Fayolle de Mellet), on apercevait des groupes de personnages. Cette peinture, qui était une page d'histoire paroissiale, méritait d'être conservée. Le curé le désirait. Mais l'entrepreneur, qui avait hâte d'achever son travail pour employer ailleurs ses échafaudages et ses ouvriers, les démontra, et la vieille peinture, comme celles de Saint-Just, disparut, une fois de plus sous le badigeon ! Le curé de Saint-Pardoux pourrait peut-être nous fournir quelques précisions. Il paraîtrait que d'autres traces de peintures se voyaient ailleurs. »

M. LE PRÉSIDENT nous présente ensuite une série de pots en terre du moyen âge appartenant au Musée et ayant la

forme de pichets bas à becs, appelés pégots ou vases à becs, qu'on trouve dans les sarcophages depuis l'époque carlovingienne. M. de Saint-Venant, inspecteur des Eaux et Forêts, à Bourges, les a classés par provinces. Parmi ceux qui sont sous nos yeux et de formes diverses, l'un a des bandes de couleur verte et bleue; un autre uni, avec un bec à moitié fermé, a été donné au Musée par M^{me} de Montifault. Il a été trouvé dans une petite nécropole lors de la construction de la ligne du chemin de fer de La Cave à Ribérac. Ces vases ont la panse parfois percée de trous pour que les charbons, brûlant des parfums qu'on y mettait ne fussent pas immédiatement éteints.

Cette petite exhibition paraît intéresser vivement l'assemblée.

M. Charles DURAND nous communique une note intéressante sur *La démolition du château de Badefols de Cadouin* d'après les ordres du représentant du peuple Lakanal, alors en mission à Bergerac, 21 brumaire an II (11 novembre 1793).

Après lecture, il est décidé que cette notice sera publiée dans le *Bulletin* avec une photographie, s'il était possible.

Notre zélé vice-président, M. Joseph DURIEUX, nous envoie quelques indications biographiques sur le mathématicien Lidonne. « La *Bibliographie générale du Périgord* (tome IV, complément, page 89) le fait naître à Périgueux le 9 juillet 1757. Cette date est fournie par la *Biographie universelle de Michaud* (tome 72, supplément de 1843, et tome 24 de l'édition Paris-Leipzig); mais M. Léon Lapeyre qui en 1863 cherchait à la contrôler, a déclaré dans ses Notes (Bibliothèque de Périgueux, 2^e carton) n'avoir rien découvert à la mairie.

» D'autre part, M. Armand Brette dans le 4^e volume récemment paru des *Documents* relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789 mentionne un dossier des Archives nationales (V¹, 462) d'après lequel Nicolas Joseph Lidonne fut baptisé le 10 août 1744 et devint, par provisions du 12 février 1772, procureur du Roi pour la sénéchaussée principale de Périgueux.

» La famille Lidonne était, en effet, une famille de robe et demeurait à Périgueux sur la paroisse St-Silain.

» Selon Michaud, N.-J. Lidonne qui était professeur de mathématiques à l'époque de la Révolution, fut nommé sous la Terreur chef de division au Ministère de la Justice. Cependant des recherches faites à cet égard, il résulte que le nom de Lidonne ne figure point à l'*Almanach national* ni sur aucun état d'émargement de fonctionnaires du Ministère de la Justice à l'époque dont il s'agit. »

Notre érudit vice-président nous apprend en même temps que « dans le 1^{er} fascicule de l'*Anthologie*, publiée par la librairie Larousse, *des écrivains français morts pour la Patrie*, quelques pages sont consacrées à deux poètes périgourdens. L'un, Louis Gendreau, tué à la bataille de Crouy (Aisne), était né à La Roche Chalais en 1885.

» L'autre, Lionel des Rieux d'Ancezune, tué à Malencourt en 1915, avait vu le jour en 1870 à Neufchâteau (Vosges); mais il était, dit la notice, « provençal par sa ligne maternelle et par son esprit, périgourdin par son ascendance paternelle. »

Il était en effet le neveu de notre regretté confrère M. Sarlandie des Rieux.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord.

M. Jean GALTOT, propriétaire au château de Montfort, commune de Vitrac, par Carsac, et rue Duphot, 14, à Paris, 1^{er}, présenté par M. Dannery et le marquis de Bourdeille.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du mercredi 7 mai 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Jean Dupuis, M^{re} Duverneuil, le marquis de Fayolle, M. Féaux, l'abbé Jarry, le docteur Moreaud, Eugène Roux, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

S'excusent par écrit, MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord M. le Président nous annonce la mort de deux de nos confrères de M. Dauiel DE LAGE DE LOMBRIÈRE, avocat, ancien maire de Casseneuil (Lot-et-Garonne). Esprit cultivé, causeur charmant, il s'intéressait particulièrement aux questions de linguistique de la région. Il a publié dans notre *Bulletin* plusieurs mémoires intéressants. Originaire de la Dordogne, où il résidait une partie de l'année sur sa belle terre de St-Martial d'Artenset, M. de Lage, par son mariage en Lot-et-Garonne, avait pris part pendant longtemps aux affaires politiques de ce département. Pendant plusieurs années, il avait dirigé le *Journal de Villeneuve-sur-Lot*. Il a également collaboré à plusieurs journaux et à la *Revue du Périgord*.

Notre autre confrère est M. DESCHAMPS, notaire à Périgueux, qui a été emporté en quelques jours. Président de la Croix-Rouge et de plusieurs autres Sociétés de charité, maire de Razac, ancien président de la Chambre des notaires, il était fort obligeant, généreux, aimé de tous, comme le public le lui a prouvé en assistant très nombreux à ses obsèques.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Suivant une pieuse coutume, deux notices seront consacrées à la mémoire de nos deux confrères.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Bulletin philologique et historique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1917, un fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale 1918; contenant p. 161 un compte-rendu par M. Bémont du tome XLIII de notre *Bulletin* 1916;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XVIII, n° 214, 1^{er} et 2^e trimestres de 1918, un fascicule in-8°, Orléans, librairie Marron, 1919;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome XLVII, in-8°, avec illustrations, Limoges, imprimerie Ducourtieux et Gout, 1919; où p. 84, dans un mémoire sur *l'Histoire de l'église et de la paroisse de St-Michel-des-Lions de Limoges* par M. le chanoine Lecler, il est question d'un abbé Pierre Montet-Lambertie, ancien curé d'Eyzerat, qui devint vicaire épiscopal de Pontard, évêque constitutionnel de la Dordogne, et plus tard reconnu ses erreurs et ses torts; — p. 96, la suite de l'étude de M. Ducourtieux, sur *Les grands chemins du Limousin*, — et p. 254, dans le procès-verbal du 29 octobre, sont indiqués par M. Defontaine : 1° un dolmen à la Jalinie, commune de St-Jory-de-Chalais (Dordogne); 2° un dolmen près de la Tuilerie de Vaure, à Miallet; 3° menhir de Dintra, près Pierrefiche à St-Jory-de-Chalais, et 4° menhir renversé douteux entre Chattelavy et la Chevalerie, commune de Miallet;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 15^e-16^e livraisons, mars-avril 1919, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Charles Aublant;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XL, 4^e livraison, octobre-décembre 1918, in-8°, Brive, Roche, imprimeur; contenant la suite de l'étude de notre laborieux confrère M. Richard de Boysson sur *L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy*;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume n° 3, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1919;

Annales de la Faculté de droit d'Aix, tome VI, n° 3-4, juillet-décembre 1912, un fascicule in-8°, Marseille imprimerie Barlatier ;

De M. Georges Ripert, professeur de droit civil à l'Université d'Aix-Marseille, deux brochures tirées des *Annales* :

Droit naturel et Positivisme juridique, nouvelle série n° 1, in-8°, Marseille, typographie Barlatier, 1918 ;

L'Avenir des Facultés de droit, nouvelle série n° 2, in-8°, typographie Barlatier, 1918 ;

Annales de la Faculté de droit d'Aix, tome VII, n° 1-2, janvier-juin 1913, un fascicule in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier, 1914 ;

Idem, tome VIII, n° 1-2, janvier-juin 1914, un fascicule in-8° ;

Idem, tome VIII, n° 3-4, juillet-décembre 1914, id.

Idem, tome IX, n° 1-2, janvier-juin 1915, id.

Idem, tome IX, n° 3-4, juillet-décembre 1915, id.

Idem, tome X, n° 1-2, janvier-juin 1916, id.

Bulletin trimestriel de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, 38^e année, année 1918, n° 140, (tome XVIII, n° 5), petit in-8° avec portraits et illustrations, Digne, imprimerie Chaspoul ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1919 (janvier-avril) 204^e livraison in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Et de M. Charles Durand, le tiré à part de sa *Note sur Saint Georges de Montclar, son château et sa fonderie de canons*, in-8° avec la planche de la girouette, imprimerie Ribes, 1919.

M. Gabriel LAFON nous a envoyé les volumes qu'il nous avait offerts, deux volumes in-folio de Cujas, 1617, et quatre volumes in-folio des *Observations* d'Antoine Mornac.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Notre confrère M. MALLAT nous signale une initiative intéressante dont notre *Bulletin*, écrit-il, n'a pas encore fait mention. « Je veux parler de la publication, depuis le mois d'octobre dernier, du Bulletin paroissial (mensuel) de Saint-Martin. Ce périodique de 16 pages in-8°, qui en est à son 8^e fascicule (mai 1919) est, suivant l'expression contenue dans son

programme « Les annales de la paroisse dont il dira en même temps que le présent, le passé avec tous ses souvenirs. »

M. Jean GALTOT et M^{me} Gabriel LASSAIGNE, élus membres de la Société dans de précédentes réunions, lui adressent leurs remerciements.

M. l'abbé Roux nous présente un Christ fort intéressant du xv^e siècle, trouvé dans un mur à Léguillac-de-Lauche. Il est formé de plaques de laiton repoussé ; sur une face, est le Christ nimbé, et sur la face opposée, des motifs géométriques composés d'X dans des compartiments carrés.

M. l'abbé Roux est heureux d'offrir cette pièce au Musée.

M. le Conservateur remercie.

M. Jean DUPUIS fait aussi passer sous nos yeux une belle salière en étain, de forme un peu haute, à pans coupés, qui pouvait orner une table. Cette pièce signée « Jan Boc », du xviii^e siècle, appartient à M. Sudret, maire de St-Laurent-du-Manoire.

Notre érudit vice-président, M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à ajouter « quelques détails à la communication, faite par notre zélé confrère M. le comte de Saint-Saud, dans la séance du 29 mai 1912, de deux actes notariés, relatifs, le premier, à la fondation, en 1615, d'un couvent de Notre-Dame à Périgueux, et le second, à l'existence à La Roche-Chalais, au milieu du xvi^e siècle, d'une fabrique de tapisseries, appartenant à la famille Trigand.

« La donation consentie par Marguerite de Macanan, dame de Sallegourde, et son mari Gabriel de Raymond, sieur de Vignolles, de leur propriété du Chapeau-Rouge, sise dans la paroisse Saint-Martin de Périgueux, en vue d'un établissement des religieuses de l'ordre fondé par la bienheureuse Jeanne de Lestonnac, ne fut pas suivie d'effet. En conséquence, un de leurs fils, Christophe de Raymond, seigneur de Saint-Paul, curé de Varets en Bas-Limousin, retiré à l'abbaye de Chancelade, en fit lui-même donation, devant M^e Delagarde, notaire, le 23 juin 1663, aux pauvres de l'hôpital général de

manufacture pour servir à leur établissement. M. Dujarric a publié cet acte dans notre *Bulletin* (tome XLII, p. 99). C'est ainsi que le Chapeau-Rouge, primitivement destiné à l'installation d'un monastère et d'une maison d'éducation pour les jeunes filles, est devenu l'hôpital actuel de la ville de Périgueux.

« Quant aux Trigand, maîtres-tapisiers de La Roche-Chalais, ils n'exécutèrent pas seulement, à Bordeaux, la « garniture d'une salle de tapisserie à façon de feuillade de verdure entrelassée de fleurs », commandée par la demoiselle de Fouguerolles à Antoine Trigand et dont M. de St-Saud a produit le marché. Car, en 1538, Pierre Trigand, fils du précédent, exécuta, pour le compte d'Antoine de Lescure, procureur général au Parlement, neuf tentures à personnages, en conformité du contrat intervenu entre eux devant M^e de Lafont, notaire à Bordeaux. En voici les principales clauses :

« A Bourdeaulx, le VIII^e de jung mil cinq cens cinquante huict, par
» devant moy, Guillaume de la Font, notaire et tabellion royal, a
» esté personnellement estably Monseigneur Anthoyne de Lescure,
» conseiller du Roy et son procureur général en la Court de parlement
» de Bourdeaulx, d'une part, et sire Pierre Trigan, maistre tapisier,
» habitant du bourg de La Roche-Chalès en Périgort, d'autre, lequel
» dict seigneur a faict marché avec ledict maistre, faire la besoigne
» de tapisserie qui s'ensuit : premyèrement, doibt ledict maistre
» garnyr la salle de hault de la maison dudict seigneur, à luy monstrée à l'œilh, en neuf pièces de tapisserie de personaiges, hors et
» enrichissemens tielz que ledict seigneur luy bailhera par les patrons,
» suyvant lesquels ledict maistre sera tenu faire la dicte tapisserie.
» Moyennant ce que ledict seigneur doibt et sera tenu fournyr dix
» livres de filozelle, une livre et demye de soye de colleurs et de
» layne trois cens cinquante livres, blanche et non fillée, que confesse
» avoir receu le dict maistre ; employera la dicte layne torte destang,
» filozelle de tapisserie en neuf pièces de tapisserie, comme dit est
» dessus, tant que contient la grandeur et largeur de ladicte salle, et
» a promis avoir faict toute la dicte besoigne de la qualité susdite
» dans huyct moys prochains venans.

» Pour laquelle besoigne faire, de la qualité susdite, ledict seigneur
» a promis bailher cent escutz d'or, à quarante huict soltz tz pièce,
» ainsi qu'il fera la dicte besoigne.

» Item, a promis le dict Trigan faire ratifier le contenu au présent
» contrat à Anthoyne Trigan, son père, dans huyet jours prochains
» venans, faisant laquelle ratiffication s'obligera envers ledict sieur
» pour la dicte besoigne de la qualité susdicte en la meilheur forme.

• Et, sur ces présentes, a esté personnellement estably Philippe
» Robert, recepveur de La Roche-Chalès, lequel adverty, de son faict
» s'est constitué plege envers ledict seigneur en son privé nom et en
» faict son propre debte : obligeant l'ung pour l'autre et ung seul
» pour le tout envers ledict seigneur leur personne et biens meubles
» et immeubles qu'ils ont soubmis.....

• Présens : Johan JARREY, painctre, demeurant à Saint-Million... »

« Sans les archives notariales, fait observer notre vice-président, nous eussions ignoré les travaux de nos maîtres tapissiers périgourdiens, dans la capitale de la Guyenne, où leur talent était grandement apprécié. »

M. DE LAURIÈRE envoie au Président des notes provenant de M. Daniel de Lage et concernant l'hôpital de Montpon. Ces notes non rédigées, toutes de la main de M. Eugène Roux, contiennent les dates des dons et fondations faits au dit hôpital ; elles lui sont remises pour le cas où il voudrait se livrer à un petit travail sur ce sujet.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a vu ces jours-ci dans les *Poésies mêlées* de Voltaire un sixain qu'il lui paraît bon de rappeler et de conserver dans notre *Bulletin*.

Sur ce que l'auteur occupait à Sceaux la chambre de M. de Saint-Aulaire, que Madame la duchesse du Maine appelait son berger.

1747.

J'ai la chambre de Saint-Aulaire
Sans en avoir les agrémens ;
Peut-être à quatre-vingt-dix ans (1)
J'aurai le cœur de sa bergère :
Il faut tout attendre du temps,
Et surtout du désir de plaire.

De même qu'il serait utile de conserver dans nos annales un mot qu'on lit dans les *Anecdotes de Chamfort*.

(1) M. de Saint-Aulaire, comme on sait, avait fait à 95 ans de jolis vers pour Madame la duchesse du Maine. Voir *Le Siècle de Louis XIV*.

On demandait à notre auteur sarladais La Calprenède quelle était l'étoffe de ce bel habit qu'il portait ? C'est du *Sylvandre*, dit-il, du nom d'un de ses romans qui avait réussi.

Enfin notre érudit vice-président M. Joseph DURIEUX nous signale « un acte de dévouement qui est rapporté dans le n° 28 du *Bulletin décadaire* de la République Française (1^{re} décade de messidor an VII) et que le Ministre de la Justice notifia à chaque administration municipale, conformément à la loi du 13 fructidor an VI.

« Le 5 germinal précédent (25 mars 1799), le citoyen Pierre Pelin, maître de bateau, se précipita dans la Dordogne, à Bergerac, pour en retirer un vieillard qui venait d'y tomber. Le succès couronna ses efforts. A peine le vieillard eut-il repris ses sens qu'il s'empressa d'offrir à son sauveur tout l'argent qu'il avait sur lui ; mais Pelin fit paraître autant de désintéressement qu'il avait montré d'humanité, il ne voulut rien accepter :

« Je suis assez récompensé, dit-il, par le plaisir que je ressens » d'avoir sauvé la vie à un de mes semblables. »

« Ce trait de courage et de dévouement peut être rapproché de l'acte de sauvetage de deux enfants accompli, également à Bergerac, le 5 juin 1798, par un soldat de la 86^e demi-brigade qui ne voulut pas se faire connaître, et dont le *Bulletin* de notre Société a rappelé le souvenir en 1913. »

Il reste à procéder à l'élection de plusieurs candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après six votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{lle} Gabrielle DUVERNEUIL, institutrice publique à Ménestérol, par Montpon-sur-l'Isle, présentée par M. Dubut et M. Villepelet ;

M. Louis FOULCON DE LABORIE, publiciste, au château de Cap del Roc, commune de Manaurie, par Le Bugue, et place Royale, à Nantes, présenté par M. Dannery et le marquis de Bourdeille ;

M^{me} DE LAMENUZE, au château de la Côte, par St-Pierre-de-Chignac, présentée par M. le docteur Henri Verliac et le comte de Saint-Saud ;

M. le marquis DU LAU D'ALLEMANS (Ludovic-Emmanuel), rue de l'Université, 41, à Paris VII^e, et au château de Montfardy, commune du Grand-Brassac, par Montagrier, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Xavier de Monteil ;

M. le marquis DE VIGNET, au château de Longua par Musidan, présenté par M. Dannery et le marquis de Bourdeille ;

Membre associée :

M^{me} DE LARIGAUDIE, rue St-Dominique, 37, à Paris, VII^e, présentée par M^{lle} de Froidefond et le comte de Saint-Saud.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{lle} DE FAYOLLE.

LA TOUR DE VÉSONE

Il est admis universellement que la *Tour de Vésone* est un reste de la *cella* d'un temple établi sur l'emplacement et autour de l'emplacement qu'occupe cet antique vestige.

Quand ce temple avait-il été construit ?

Quelle est la divinité qu'on y honorait ?

Quand et comment fut-il démoli ?

Autant de questions sur lesquelles nos anciens ont beaucoup disputé, beaucoup disserté, sans arriver, ce semble, à faire la pleine lumière. Cependant à travers les opinions disparates, et quelquefois contradictoires, qu'ils ont émises, filèrent quelques lueurs de vérité, que je voudrais essayer de dégager.

I. Le Père Dupuy (1) et quelques autres auteurs supposent le monument antérieur à l'occupation romaine. Ils lui attribuent une origine gauloise.

(1) *L'Etat de l'Eglise du Périgord*, Périgueux, Pierre et Jean Dalvy, éditeurs, 1628.

Cette hypothèse doit être écartée par plusieurs raisons, et tout d'abord par une, qui paraît péremptoire.

Dans les Gaules, avant leur conquête par les Romains, la religion qu'on professait était le druidisme. Or, justement, les Druides n'élevaient pas de temples. Ils avaient, pour en tenir lieu, les forêts, particulièrement les bois de chênes, et quelquefois aussi les amas d'eau, les étangs, les lacs, les ruisseaux, les rivières

Chez les Germains, plus ou moins frères de race et frères de religion des Gaulois, c'était au bord d'un lac, tenu d'ailleurs rigoureusement secret, et pour cause, *lacu secreto*, que faisait son séjour habituel la déesse Herta dont il est parlé dans Tacite (1).

Tous les lieux où les Druides célébraient leurs mystères prenaient le nom de *lieux consacrés*. La Nature, qui constituait, dit-on, leur principale divinité, concourait seule à les leur fournir, comme on vient de le voir. Elle était seule à leur fournir de plus, si je puis ainsi dire, tout leur mobilier cultuel.

Autant que permette de l'affirmer l'état actuel de la science, qui n'a pas encore réussi, tant s'en faut, à percer l'ombre profonde dont les Druides prenaient soin d'envelopper leurs rites (2), de larges pierres plates, horizontalement posées sur quatre supports enfoncés dans la terre, leur servaient d'autels, sous le nom de *dolmens* ; et d'autres variétés de leurs *menhirs*, les *cromlechs*, les *tombelles*, les *pierres branlantes*, etc., avaient des affectations analogues (3).

Un docte bénédictin de la congrégation de St-Maur, dom Martin, a publié jadis un ouvrage en deux gros volumes, intitulé *La Religion des Gaulois* (4). Il y soutient que, non

(1) *De moribus Germanorum*.

(2) Selon César, entr'autres. Les Druides, dit-il, interdisaient la mise par écrit de leurs enseignements. Ils considéraient que c'eût été les profaner que d'en rendre la connaissance accessible au vulgaire : *neque fas esse existimant ea litteris mandare.... quod non in vulgus disciplinam efferri velint* (*Commentaires*, liv. VI).

(3) J. Mallet, *Cours élémentaire d'archéologie*, Poussielgue frères.

(4) Paris, chez Sougrain, 1717.

contents de prohiber les temples chez eux, les Gaulois allaient, à l'occasion, les détruire chez les autres. Il cite une expédition qu'ils auraient entreprise, sous la conduite de Brennus, vers l'an 278 avant J.-C., jusque sous les murs lointains de Delphes, dans le but d'anéantir le temple du fameux oracle. Cicéron fait allusion dans un de ses plaidoyers (1) à cette tentative, dont le succès paraît, au reste, avoir été médiocre. Il prétend que si les Gaulois démolissaient les temples, c'était pour les piller. Mais dom Martin les lave de cette accusation, contre laquelle protestent, dit-il, le peu de souci qu'ils avaient des richesses, et leur habitude connue de se dépouiller eux-mêmes de tout leur or et de tout leur argent au profit de leurs dieux. Il montre que ce qui les poussait à faire la guerre aux temples, ce n'était pas la cupidité, mais le zèle pour leur propre religion, qui réprouvait et proscrivait ces édifices.

Une objection pourrait être tirée de certains textes latins où se rencontrent les mots « oratoires et temples gaulois ». Dom Martin la réfute. Il explique qu'il ne faut pas prendre ces expressions au pied de la lettre ; que les auteurs qui les ont employées ne l'ont fait que pour se faire mieux comprendre des Romains, et que par elles on doit seulement entendre ce que les Gaulois appelaient eux-mêmes leurs lieux consacrés.

Enfin il argumente d'un passage du sixième livre des *Commentaires* de César. Après maints détails sur les Druides et les Gaulois, César relate l'usage qu'ils faisaient des dépouilles remportées sur l'ennemi. De toute antiquité les Romains et la généralité des peuples les déposaient dans leurs temples à titre d'offrandes faites aux dieux. Les Gaulois en faisaient pareillement hommage à la divinité, mais dans des conditions différentes. Ils lui vouaient, avant d'aller au combat, toutes les prises qu'ils pourraient réaliser. La victoire acquise, ils commençaient par immoler en l'honneur de cette divinité tous les animaux tombés vivants en leurs mains ; et, quant au reste du butin, ils le mettaient en tas dans un endroit quelconque, qui devenait, dès cet instant,

(1) *Oratio pro M. Fanteio.*

et par le fait même, un lieu consacré. On pouvait voir dans nombre de métropoles de semblables monceaux dressés en pleines places publiques ; et bien qu'ils y fussent à découvert, sans ombre de construction ou de palissade autour, ils s'y trouvaient, au regard des indigènes, mieux en sûreté contre toute rapine que sous la protection des plus hautes et plus solides murailles. Il est rare, dit César, qu'aucun Gaulois soit assez peu retenu par le sentiment religieux pour garder et cacher une parcelle de son butin, et non moins rare qu'après l'avoir mis à la masse, il ose aller le reprendre. Il est vrai qu'agir autrement, c'eût été se rendre passible des plus cruels supplices (1).

Ce que César ne dit pas, mais ce que l'on sait par Suétone, c'est qu'il ne se piqua point d'imiter les Gaulois dans leur respect pour les lieux consacrés. Il les viola sans vergogne afin de s'en approprier les trésors.

Ses constatations ne perdent pour cela rien de leur signification. Dom Martin en fait très rationnellement découler la preuve, au moins implicite, que, du temps de l'illustre conquérant de leur pays, les Gaulois n'avaient pas de temples ; car s'ils en avaient eu, c'est assurément là qu'ils auraient donné place aux *ex-voto* dont il vient d'être parlé.

Et de même qu'ils ne possédaient pas de temples, de même ils ne possédaient pas d'idoles, pas d'images et de statues des Dieux. Les Druides avaient une si haute idée de la divinité qu'ils n'imaginaient pas qu'aucune figuration pût en représenter la majesté, ni que la grandeur pût en être enfermée dans une enceinte de murs, si vastes qu'en fussent les dimensions.

Il va de soi que, puisque les Gaulois ne bâtissaient pas de temples, on ne saurait leur attribuer la construction de celui dont il est question ici.

(1) ... *Animalia capta immolant. Reliquas res in unum locum conferunt. Multis in civitatibus harum rerum exstructos cumulos locis consecratis conspicari licet ; neque serpe accidit ut neglecta quispiam religione, aut cepta apud se occultare, aut posita tollere auderet : gravissimumque ei rei supplicium cum cruciatu constitutum est.*

N'oublions pas, au reste, que nos aïeux gaulois locaux, ceux que César appelle *Petracorii*, et d'autres *Petrucorii*, étaient établis, non sur la rive droite de l'Isle, mais sur la rive gauche. Ils occupaient le plateau et les pentes d'Ecorneboëuf.

S'ils avaient été pris de la fantaisie — bien extraordinaire de leur part —, d'ériger un temple en l'honneur de leurs divinités, ils auraient tenu sans doute à le mettre à leur portée. Ils l'auraient placé soit dans le centre même qu'ils habitaient, soit tout à proximité. Ils ne seraient pas allés l'édifier de l'autre côté de la rivière, et pas même sur son bord, mais à une distance relativement grande, en la plaine qui devait alors être la rase campagne.

Mais si notre temple n'était pas un ouvrage gaulois, c'était nécessairement un ouvrage romain ; et tel est bien, en effet, le caractère que révèlent, par leur architecture, selon tous les hommes compétents, les pans de mur qui subsistent encore sous le sol, à ne parler, bien entendu, que de ceux faisant indéniablement partie de la substruction primitive.

Je ne m'appesantis pas davantage sur ce point, car je ne le crois plus controversé, ni même controversable, depuis les éclaircissements si complets et si nets fournis à son sujet par Vlgrin de Taillefer.

Le savant auteur des *Antiquités de Vésone* fait remonter la fondation du temple au commencement du règne d'Auguste. Je me range d'autant plus volontiers à cet avis que je lui trouve un point d'appui sérieux dans un détail consigné par tous les historiens latins.

Ils nous apprennent qu'en l'an 41 avant J.-C., les légions romaines furent employées à d'importants travaux de construction dans les Gaules. Elles y bâtirent notamment la ville de Lyon (1).

(1) Ou plutôt elles la rebâtirent, car elle avait été détruite par un incendie. Seulement elles en changèrent l'emplacement. Elles le transférèrent au confluent du Rhône et de la Saône, dite alors l'Arar. Le consul Lucius Munatius Plancus, gouverneur de la province, présida à cette reconstruction et donna son nom à la nouvelle cité. Elle fut appelée d'abord Lucii-dunum, puis par abréviation Luc-dunum, et enfin Lugdunum, d'où est venu Lyon. (*Dictionnaire général* de Charles Dezobry et Bachelet).

C'est, selon toute vraisemblance, à la même époque, qu'elles créèrent Vésone de toutes pièces, en parsemant de confortables et riantes habitations la rive gauche de l'Isle pour y attirer les Pétracores, peu commodément installés sur les hauteurs d'Ecorneboeuf.

Et sans doute, dans le moment où surgit ainsi de terre toute une nouvelle cité, l'on jugea bon de lui donner, à la fois comme ornement et comme complément religieux nécessaire, le temple dont nous nous occupons.

II. Quel est le nom de la divinité au culte de laquelle fut consacré ce temple ?

Là dessus les opinions ont été très partagées. On a cru longtemps, et l'on croyait encore il y a cent ans — je dirai tout à l'heure pourquoi — que cette divinité était Vénus.

Puis est venu Taillefer, qui a soutenu que c'était Isis. Audierne lui a emboîté le pas, et l'un et l'autre ont étayé leur manière de voir par des raisons qui sont très loin d'être concluantes.

Le docteur Galy s'est, à son tour, posé la question, et l'on peut dire qu'il l'a définitivement résolue. Argumentant, dans un écrit intitulé : *Vésone et ses monuments sous la domination romaine*, de diverses inscriptions conservées au Musée de Périgueux, il a démontré qu'il y avait à Vésone un temple dédié à la divinité tutélaire du lieu, et que cette divinité s'appelait *Vesunna*, ou *Vesuna*, du nom de la ville elle-même, ou, si l'on aime mieux, du nom emprunté par elle à une fontaine, ou un cours d'eau, dont les ondes arrosent et fertilisent trois vallons auprès de Campniac.

J'adopte entièrement, quant à moi, cette conclusion, et aux considérations, dont l'appuie le docteur Galy, je me permets d'en ajouter deux autres.

La première est tirée du texte d'une des inscriptions auxquelles il vient d'être fait allusion, et qui commence par ces mots : *Tutele Augustæ Vesunæ*.

Léon Dessalles les a traduits de la façon suivante : *à l'auguste Tutèle de Vésone*. Cette traduction est, selon moi, doublement fautive.

D'abord *tutela* n'est pas un nom propre. Non seulement c'est un substantif commun, mais c'est un substantif pris adjectivement en l'espèce. Il exprime la qualification de *tutelaire* donnée par les Romains à certaines divinités tout spécialement investies de la protection de telle ou telle localité.

La preuve en est dans les nombreuses inscriptions où sont formulées des dédicaces, tantôt *Deo tutela*, tantôt *Dea tutela*, c'est-à-dire au *Dieu tutelle*, à la *Déesse tutelle*, selon la traduction littérale qui doit être entendue dans ce sens : au *Dieu tutelaire*, à la *Déesse tutelaire*.

Cependant les mots *Deus* ou *Dea* ne sont pas toujours joints à *tutela*, mais alors ils sont sous-entendus, et le mot *tutela* se prend, à lui seul, en ce cas, pour divinité tutelaire. Cette acception métaphorique se trouve énoncée dans tous les glossaires franco-latins, au mot *tutela*. Voir, notamment, le *Grand dictionnaire de la langue latine*, du docteur G. Freund, traduit par N. Theil. Nombre de références en ce sens s'y trouvent indiquées.

Au dire de Macrobe qui, sans doute, entendait parler, non de tout l'empire romain, mais seulement de l'Italie, chaque ville avait sa tutelle (1), et chaque tutelle portait un nom distinct, qui seul constituait un nom propre. C'était souvent celui de divinités gréco-latines (Jupiter, Junon, Minerve, Vénus), mais ce pouvait être celui d'autres divinités instituées tout exprès.

La seconde erreur de la traduction de Dessalles est de faire rapporter *augustæ* à *tutelæ*. *Augustæ* se rapporte à *Vesunæ*, ne serait-ce qu'en vertu d'une règle d'inversion qui ne souffre presque pas d'exceptions dans la bonne latinité, et d'après laquelle l'adjectif doit précéder son substantif. *Augustæ* précède *Vesunæ* ; donc, c'est *Vesunæ* qu'il qualifie.

Evidemment, la règle d'inversion, dont je viens de me prévaloir, n'ayant rien d'absolu, l'argument que j'en tire serait insuffisamment probant, s'il n'était pas renforcé. Mais il l'est, et puissamment, par plusieurs inscriptions — deux, notamment, dont l'une est citée par Gruter (2), et l'autre par dom

(1) *Constat omnes urbes in alicujus Dei tutelâ esse.* Macrobe, 3, 9.

(2) P. 22, n° 2.

Bosquet (1) — où l'on retrouve accouplés les mots *augusta Vesuna*, non accompagnés de *tutela*. L'on est bien forcé, dans ce cas, de faire d'*augusta* le qualificatif de *Vesuna*. Et quel sens donner alors à ces deux mots, si ce n'est celui d'*auguste Vésone*?

Mais peut-être m'objectera-t-on que par *Vesuna*, précédé d'*augusta*, l'on peut entendre : la ville de Vésone. Je réponds : non. L'épithète *augusta* ne se discernait jamais qu'aux villes *augustales*, c'est-à-dire placées sous le patronage particulier d'Auguste, l'empereur divinisé. Or, on les connaît toutes, grâce à la fameuse carte de Peutinger, et Vésone ne figure pas dans le nombre (2). *Augusta Vesuna* signifie donc, non pas auguste Vésone-ville, mais auguste Vésone-divinité.

Selon le *Nouveau Larousse illustré*, qu'il y a plaisir à consulter parce qu'on y trouve tout, le mot *augustus* a l'acception de *saint, sacré*, et s'applique surtout aux divinités locales : ce qui, manifestement, est ici le cas.

L'inscription *tutela augustæ Vesunæ* doit donc se traduire ainsi : A la divinité tutélaire, l'auguste Vésone.

Si Larousse ne paraît pas en la matière une caution suffisante, je peux mettre mon interprétation sous une égide dont personne parmi nous ne discutera l'autorité, — sous l'égide de M. Emile Espérandieu. Traduisant, lui aussi, *tutela augustæ Vesunæ*, il a donné pour qualificatifs à Vésone, non seulement *auguste*, mais aussi *tutelle*, ou plutôt *tutèle* (3). car il orthographie le mot à la manière de Dessalles. Sa traduction (A tutèle auguste Vésone) résume donc et confirme dans ses deux branches le raisonnement auquel je viens de me livrer.

Que la ville de Vésone ait eu sa divinité tutélaire, ce n'est pas pour nous surprendre. Les Romains, je l'ai déjà prouvé par le témoignage de Macrobe, multipliaient ces divinités pour ainsi dire à l'infini.

Qui ne sait, d'ailleurs, combien était féconde leur imagination, quand il s'agissait de fabriquer n'importe quels dieux. Il divinisaient à peu près tout : les fontaines, les fleuves, les montagnes. Ils divinisaient, à plus forte raison,

(1) Recueil des Historiens des Gaules, t. 1^{er}, p. 130.

(2) Voir *Géographie de la Gaule*, d'Ern. Desjardins.

(3) Espérandieu, *Musée de Périgueux, Inscriptions antiques*, p. 17.

les cités. Moins même que les cités : des quartiers, des carrefours, jusqu'à des lieux plus ou moins déserts, jusqu'à de simples chemins.

Aux portes de Vésone, la source du Toulon, sous le nom de *Telonus*, avait peut-être son temple, en tout cas des autels, comme en font foi plusieurs inscriptions, également possédées par notre Musée.

Ces divinités, qu'on surnommait quelquefois *topiques*, étaient une variété de dieux lares. Par opposition aux lares domestiques, elles étaient dénommées lares publics. J'entends que telle était leur appellation générale. Mais elles recevaient une appellation particulière, suivant la catégorie dans laquelle elles étaient rangées : *compitales*, par exemple, les divinités des carrefours ; *viales*, celles des chemins ; et, quant aux divinités tutélaires d'une ville entière, elles étaient dites *præstites*, parce que leur office était de procurer, *præstare*, par leur vigilance, aux habitants la sûreté de toutes choses (1).

Ainsi, notre ville eut sa divinité tutélaire, et ce fut la déesse Vésone. Ce double fait est certain. Il ressort, on peut dire avec évidence, de l'interprétation que comporte l'inscription — ou plutôt les inscriptions, car il en existe plusieurs — contenant ces mots : *tutelæ augustæ Vesunæ*.

Telle est la première considération que je m'étais proposé de faire valoir. Et voici la seconde :

La ville de Vésone eut un temple dédié à sa divinité tutélaire. Lequel ?

Sur ce point tout le monde est d'accord : Dessalles comme Galy ; ce temple fut celui dont une partie de la *cella* reste encore debout sous le nom de la *Tour de Vésone*.

On appelait ce temple, tant qu'il exista, *temple de Vésone*. Et il continua d'être ainsi nommé même après sa destruction. Je veux dire que, toutes les fois que, postérieurement à cette destruction, on eut à parler de lui, c'est par ce vocable qu'on le désigna.

J'en puise un exemple bien remarquable dans un vieux

(1) Cette explication est d'Ovide. Il la donne, dans ses *Fastes*, en ce vers :
Quod præstant oculis omnia tuta suis.

manuscrit, un manuscrit de la fin du XIII^e siècle ou du commencement du XIV^e. C'est une vie de saint Front, composée par Bernard Guidonis (1).

A cette époque régnait la fausse croyance que le temple avait été voué au culte de Vénus : or, précisément dans une phrase où se trouve un reflet de cette erreur, Guidonis, ayant à mentionner le temple, le nomme, non le temple de Vénus, mais le temple de Vésone, *templum Vesunæ* (2).

Pourquoi ce nom lui avait-il été donné. C'est-il parce qu'il avait été bâti dans la ville de Vésone ? Cela pourrait se soutenir si la ville de Vésone n'avait possédé qu'un temple. Mais elle en possédait plusieurs.

D'une part, diverses inscriptions de notre Musée contiennent des dédicaces à Jupiter. Il a été trouvé, de plus, à Périgueux, un bas-relief de Mercure (3). Ces faits portent à croire que ces divinités étaient l'objet d'un culte dans Vésone et pouvaient y avoir leur temple respectif.

D'autre part, il y avait tout au moins, à une faible distance de la tour actuelle de Vésone, un temple qui est aujourd'hui converti en l'église de la Cité. Ce point a été contesté, je le sais. Mais Taillefer, qui avait fait sur les lieux des fouilles minutieuses et efficaces, le déclare incontestable.

« On ne peut, dit-il, révoquer en doute que l'église de St-Etienne n'ait été construite sur les ruines du temple de Mars » (4).

Eh bien ! de même que le temple aujourd'hui remplacé par l'église St-Etienne de la Cité s'appelait le temple de Mars parce qu'il était consacré au dieu Mars, de même le temple tout voisin s'appelait le temple de Vésone parce qu'il était consacré à la déesse Vésone.

(A suivre).

E. Roux.

(1) Ce manuscrit est conservé à la Bibliothèque nationale, sous le numéro 9731. L'auteur, longtemps religieux au couvent des Dominicains de Périgueux, fut fait évêque de Lodève en 1324. Il mourut en 1331.

(2) Quumque ad templum Vesunæ, in quo Veneris statua erat, et falsorum innumera portenta deorum, ad destruenda ea beatus Fronto prepararetur....

(3) Il a été signalé par M. Michel Hardy dans le *Bulletin historique et archéologique du Périgord*, t. XIV.

(4) *Antiquités de Vésone*, I, 325.

LA LIGUE ET L'EDIT DE NANTES EN PÉRIGORD,

(Suite).

§ 7. Pompadour vint le premier et s'établit à St-Astier, afin de préserver Périgueux contre une attaque des Royaux. Hector de Pontbriand (1) arriva le lendemain, avec l'avant-garde de Montpezat et se joignit à Pompadour; tous les principaux Ligueurs du Périgord et du Limousin se trouvèrent bientôt en présence de l'armée royale.

Matignon battit précipitamment en retraite, le 7 janvier 1591, sans pouvoir emmener ses deux couleuvrines (2); Montpezat reprit Mussidan sans coup férir et se servit des canons du Roi pour aller assiéger Villamblard, qui se rendit, le 12 janvier, malgré l'énergique défense de Jeanne de Cardail-lac, dame de Lur, et de ses deux fils.

§ 8. Tandis que le maréchal de Matignon, remontant le cours de la Garonne, cherchait à soumettre le marquis de Villars, les Ligueurs Sarladais avaient fait une audacieuse tentative contre la ville de Domme, que Vivant avait enlevée par surprise le 25 octobre 1588. Geoffroy de Vivant, allant après la victoire d'Arques, rejoindre Henri IV sous les murs de Paris, confia le gouvernement de la bastide à son gendre, François de Fumel (3), celui de la citadelle à son beau-frère, Jean de Besson (4) et le commandement de la garnison à son autre gendre, Jean de Blanchier (5).

Le 19 août 1590, une compagnie de Ligueurs, commandée par Jean de Baynac (6), Gaspard de Reilhac et son frère, alla mettre le siège devant St-Cyprien, où les Royaux utilisaient la manufacture d'armes, fondée par les Calvinistes. Prévenu de cette attaque, Besson envoya la garnison au secours des

(1) Fils de François et de Jeanne de Dampniat.

(2) Une de ces deux couleuvrines est au Musée de Périgueux.

(3) Fils de Guyon; avait épousé Suzanne de Vivant, fille de Geoffroy.

(4) Avait épousé Catherine de Vivant, sœur de Geoffroy.

(5) Avait épousé Simonne de Vivant, fille de Geoffroy.

(6) Fils de Gabriel et de Jeanne de Campnhac.

assiégés ; mais lorsque Blanchier fut aux prises avec Baynac, une autre compagnie de Ligueurs, commandée par Marc de Cugnac, Jean de Salis et l'archidiacre La Tourette, escalada l'enceinte du Château du Roi et s'en empara.

Surpris par cette invasion subite, Besson s'enferma dans la tour Brune et demanda secours à son neveu, Fumel, qui lui donna quelques hommes, des munitions et des vivres.

Le 27 août, Thémînes, sénéchal du Roi dans le Quercy, vint avec quelques braves Royaux, qu'il mit à Castelnaud, pour attendre l'appel qui leur serait fait en temps opportun. Le sénéchal de Montpezat arriva le lendemain, avec quelques Ligueurs du Périgord et du Limousin ; il menait une couleuvrine qu'il plaça sur le plateau de Mondomi ; mais il ne tarda pas à voir que les boulets ne parvenaient pas jusqu'à Domme.

Le 6 septembre, cent Ligueurs sortirent de la citadelle, sous la conduite de Cugnac, Rastignac et Jehan, pour aller à Sarlat chercher des munitions et des vivres ; ils traversaient la Dordogne, au gué de St-Donat, quand Thémînes fondit sur eux, avec les Royaux cachés à Castelnaud.

« Il chargea sur les bords de l'eau ceux qui avoient passé ; ceux-ci » se retirèrent dans le gué.... Une compagnie d'arquebusiers vint au » secours des Ligueurs. La Dordogne resta deux jours entiers, entre » Domme et Castelnaud empourprée du sang des hommes et des » chevaux qui avoient été tués ou blessés. Les uns et les autres » estoient catholiques ; mais charmés des noms de Ligueurs et de » Royaux, ils s'acharnoient et se tuoient comme cela » (1).

Jacques de Jehan périt dans cette bataille.

Le chanoine Tarde nous fait observer que tous ces combattants étaient catholiques ; en effet, tous les sénéchaux de la province, au service du Roi, comme au service de la Ligue, appartenaient à la foi traditionnelle ; cependant cette huitième et dernière guerre de religion fut la seule où l'intérêt religieux resta, dans la Guyenne, le principal moteur des hostilités, car nous n'avons pas découvert un seul document qui permette d'attribuer aux Ligueurs de cette région le projet

(1) La *Chronique* de J. Tarde, p. 112.

de soutenir les prétentions du roi d'Espagne ou des princes de Lorraine au trône de France.

Le 12 septembre, Charles de Monluc (1) arriva sous les murs de Domme, avec quinze cents hommes de guerre envoyés par Philippe II au secours de la Ligue ; Besson n'avait plus ni vivres ni munitions. Il prit alors une résolution héroïque : toute sa poudre fut placée sous la voûte inférieure de la tour Brune, et quand la mèche qui devait la faire éclater fut allumée, les derniers défenseurs se réfugièrent dans la ville ; la tour s'écroula sur les Ligueurs et beaucoup périrent (2).

Montpezat fit porter sa couleuvrine sur les décombres de la tour Brune, pour presser l'attaque de Domme ; Fumel envoya chercher à Baynac une moyenne que Jacques de Caumont mit en batterie devant le couvent des Augustins, face à la couleuvrine de Montpezat ; en ce moment, le maréchal de Matignon, qui désirait attaquer le marquis de Villars dans sa ville d'Agen, appela près de lui les deux sénéchaux Aubeterre et Thémynes ; Villars dut faire venir aussi Montpezat et Charles de Monluc. Monluc, exécutant cet ordre partit le 18 septembre. Montpezat remit le commandement de la citadelle à Cugnac, La Tourette et Puyferrat (3), il partit le 29 septembre pour l'Agenais ; tous les projets d'attaque étaient ajournés.

Monluc revint à Domme avec ses quinze-cents soldats ; Matignon, renonçant à prendre Agen, se dirigea vers le Périgord ; il adressa le 12 décembre, au roi d'Espagne, la lettre suivante écrite : *Au camp de Domme* :

« Sire, Il pleut à Vostre Majesté de me relever de la promesse que
» j'avois faicte à M. de Mayenne de lui mener pour le service de
» l'Eglise quatre régiments de gens à pied, lesquels m'ont demouré
» jusqu'à ceste heure sur les bras..... J'ay cependant occupé les
» gens de ma levée à divers services et maintenant je les tiens
» employés depuis deux mois au siège de Domme, qui est une des
» plus rebelles et importantes villes que les hérétiques tiennent en
» ceste contrée. Nous avons esté dès le commencement maistres du
» chasteau, lequel est séparé de deux cents pas du clos de la ville ; la

(1) Petit-fils du maréchal ; fils de Pierre et de Marguerite de Caupenne.

(2) *Chronique de Tarde et Faits d'armes de Vivant.*

(3) Bernard, fils de Bertrand et de Marguerite de Rousseau.

- situation est si mauvoise qu'il me faut disputer tout, pied à pied.
- L'impatience et les rigueurs de l'hiver ne m'en osteront pas .. » (1).

Monluc ne tint pas sa promesse ; ne recevant ni secours ni subsides, il licencia ses régiments à la fin du mois de janvier 1591 ; mais les Ligueurs continuèrent le siège, lançant sur les rues droites et parallèles de Domme les boulets de leur couleuvrine ; Montpezat allait de temps en temps réveiller leur courage, en organisant une tentative, qui ne tarda pas à faire entrer Sarlat dans la Ligue.

§ 9 Le 7 mars 1591, l'archidiacre de Pelvèzi (2) s'étant rendu maître d'une des tours de l'enceinte, ouvrit la porte de La Rigaudie devant Montpezat, qui parut aussitôt avec quarante gentilshommes et fit une entrée solennelle aux cris de Vive la Ligue ! Il nomma gouverneur de la ville M. de la Forest, très aimé des Sarladais, en souvenir du rôle important qu'il avait joué dans la défense héroïque de 1588 contre le vicomte de Turenne. Le marquis de Montpezat fit signer l'Union par les consuls

- « et ne permist qu'aucun tort fust faict à ceulx de la ville, si non
- qu'il en fist sortir quelques douzaines » (3).

Le Parlement transféra le siège du présidial à Belvès, resté fidèle au Roi, comme son seigneur, l'archevêque de Bordeaux (4) ; la Ligue répondit à cette mesure en prenant le bourg de Salles, qu'elle entoura de fortifications, et lui donna quelques garnisaires, chargés de tenir en respect les protestants et les Royaux d'alentour. Jacques de Caumont-La-Force essaya de les déloger et le 5 avril, après un rude combat, ils se rendirent à discrétion ; Caumont les fit tous pendre, pour venger la mort de son lieutenant François d'Abzac de Montastruc, tué pendant la bataille (5).

(1) Publié par le *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, t. xxviii, p. 87.

(2) N. de Reilhac, frère du capitaine Belcayre, fils d'Antoine et de François de Carbonnières.

(3) *Livre de raison* de Selve, reproduit par le *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, t. II, p. 151.

(4) Antoine Prévost de Sansac.

(5) *Chronique* de J. Tarde, p. 316.

§ 10 La guerre entre Royaux et Ligueurs n'était pas concentrée dans le pays sarladais ; les frères Rastignac s'emparèrent, dans le Haut-Périgord, des châtellenies de Courbefy, Firbeix et Frugie, sur lesquelles Henri IV avait des droits, comme vicomte du Limousin ; de ces trois places, les Ligueurs portaient leurs attaques jusque sur Piégut, Mialet et Jumilhac ; ils allèrent même jusqu'à St-Yrieix ravager les domaines de Pierre de Sédières et prirent possession de son château ; le comte de La Voulte, sénéchal du Limousin, rétablit Sédières dans ses droits et mit une garnison dans la ville. Louis de Pompadour et Montpezat entreprirent aussitôt le siège de la place, avec les frères Rastignac ; les Royaux perdirent trois cents hommes, dans une sortie faite le 20 mai ; cependant ils résistèrent avec un tel courage que les Ligueurs furent obligés de lever le siège ; ils allèrent chercher en Périgord des succès plus faciles. Ils s'emparèrent du château d'Excideuil, appartenant au comte des Cars, devenu l'un des plus fidèles amis d'Henri IV, après avoir été l'un des chefs de la Ligue, en 1576 ; reprenant les coutumes des premières guerres de religion, ils enlevèrent les tentures, la vaisselle d'or et d'argent, les chevaux et les armes, sans égard pour la noble châtelaine, Ysabeau de Beauville (1), veuve du maréchal de Monluc, qui avait épousé François des Cars, en 1579. Les Ligueurs allèrent ensuite ravager et détruire le château de Vaudre (2), propriété d'Antoine d'Hautefort (3), qui périt en défendant son bien ; son fils, Marc, abjura le catholicisme, en haine de la Ligue, et devenu veuf d'Anne de Roux, il épousa une ardente Huguenote, Henriette de Baynac (4).

Le sénéchal d'Aubeterre accusait l'évêque de Limoges, Henri de La Marthonie, d'encourager ces exploits audacieux et, par lettre du 10 décembre 1590, il pria le comte de La

(1) Isabeau mourut en 1608, ayant eu de François des Cars un fils mort sans postérité ; héritière de ce fils, elle donna le château d'Excideuil à sa fille du premier lit, Françoise de Monluc, épouse de Daniel de Taleyrand, prince de Chalais.

(2) Commune de Gabillou, canton de Thenon (Dordogne).

(3) Fils de Thomas et de Isabeau d'Andault.

(4) Fille de Geoffroy et de Catherine Guilhard.

Voulte d'exercer des représailles contre l'infatigable prélat ; le sénéchal du Limousin accomplit cette mission avec son habituelle rigueur ; il s'empara du château de Bruzac, propriété personnelle de l'évêque et le brûla.

§ 11 Pendant ce temps, Montpezat et les Ligueurs du Sarladais, maîtres du château de Domme, livraient d'incessants combats, pour investir la place et pour empêcher la garnison de se ravitailler ;

« c'estoit une continuelle guerre et une belle escole, pour apprendre » à pastir et à se battre. Tous les jours ilz estoient aux mains, non » seulement près de la ville, mais encore es villages, où ilz alloient » quérir des vivres » (1).

Geoffroy de Vivant, qui remplissait auprès d'Henri IV les fonctions de mestre de camp, suivait d'un regard inquiet les progrès de la Ligue, en Périgord ; il suppliait le Roi de l'envoyer délivrer de ces perpétuelles attaques Domme et sa citadelle, pour lesquels il avait si souvent exposé sa vie. Il obtint cette mission qu'il sollicitait avec tant d'insistance et reçut en même temps un ordre du Roi prescrivant à Matignon de donner main-forte à Vivant (2).

Le caractère lent et réfléchi du maréchal ne s'accommodait pas d'une expédition lointaine, dont le succès paraissait incertain ; il partit cependant de Bordeaux, le 12 juin 1591 (3), après avoir appelé le sénéchal du Périgord à Bergerac et celui du Quercy sous les murs de Domme. La rencontre avec Aubeterre eut lieu le 17 juin. L'armée royale, forte de quatre mille hommes, possédait six canons et deux couleuvrines.

« S'acheminant aud. Domme, elle nettoya son chemin des bicoques » occupées par les Ligueurs et délivra les prisonniers qui estoient à » Limeuil, sept ou huit ans devant, au nombre de plus de cent » (4).

Quelques mois plus tard, des assassins, demeurés inconnus, empoisonnèrent Galiot de La Tour, S^{er} de Limeuil et le soir du même jour, ils envahirent le château de son frère, le S^{er} de

(1) *Chronique* de J. Tarde, p. 314.

(2) Vivant : *Faits d'armes*, p. 68.

(3) Vivant : *Faits d'armes*, p. 68.

(4) Vivant : *Faits d'armes*, p. 68.

Fleurac, qu'ils étouffèrent dans son lit ; la vengeance des prisonniers expliquerait peut-être ce double crime.

Matignon traversa la Dordogne à Siorac, alla visiter le président séant à Belvès et fit son entrée dans Domme, le 10 juillet.

« On lui promettoit qu'on avoit pourveu à tout, mais il ne fut pas content de l'état où il avoit trouvé les choses » (1) ;

il donna l'ordre d'investir la citadelle, que la Ligue occupait depuis plus d'un an, et de dresser des plateformes, pour mettre les canons en batterie ; laissant à Vivant le soin de diriger ces travaux, il alla dans le Haut-Quercy chercher Villars, qui rassemblait une armée pour la conduire en Périgord. Arrêté sur sa route, en traversant les bois de Lavercantière, il pendit vingt quatre Ligueurs devant le château de Lauti (2) et fit raser le château de Rampoux (3) ; mais les compagnies du marquis de Villars étant en sûreté derrière les murailles de Cahors, il revint à Domme, le 21 juillet ; ses quatre canons commencèrent aussitôt à battre les murs crénelés de la citadelle et les boulets frappant à trois cents pas de distance eurent bientôt renversé de fond en comble le Château du Roi, qui n'a jamais été relevé.

Marc de Cognac, La Tourette et Puyferrat capitulèrent le 31 juillet, ils obtinrent les honneurs de la guerre et furent accompagnés jusqu'à Sarlat par les sénéchaux Aubeterre et Thémines (4).

Matignon revint alors dans le Haut-Quercy, pour y disperser les Ligueurs ; il prit Le Roc et Montfaucon ; mais apprenant que la Ligue venait d'enlever, dans le Bazadais, la place forte de Villandraut, il se dirigea rapidement vers Bordeaux ; passant devant Puy-l'Evêque (5) sans s'arrêter, il soumit Pestillac, ainsi que Villefranche-du-Périgord, où Jacques de Durfort (6) fut placé comme gouverneur. Castillonnés ayant

(1) *Mémoires du duc de La Force*, t. I, p. 238.

(2) Commune de Dégagnac canton de Salviac (Lot).

(3) Commune du canton de Salviac (Lot).

(4) Vivant : *Faits d'armes*, p. 69.

(5) *Livre de Main de du Pouget*.

(6) Fils de

refusé d'ouvrir ses portes, il continua sa route et chargea le sénéchal Aubeterre, Caumont-La-Force et François d'Escodéca de mener énergiquement le siège de cette ville ligueuse; au septième jour,

« la capitulation fut jurée et signée par tous les chefs, mais non observée, car la ville fut pillée, sauf deux maisons et les habitants rançonnés » (10 novembre).

§ 12 Le marquis de Villars, après avoir échappé deux fois à Matignon, résolut de mener en Périgord sa petite armée, forte de deux mille hommes de pied, quatre-cents chevaux et deux couleuvrines, amenées d'Agen; il s'empara de Puylaroque, où périt Antoine de Touchebœuf (1), frère du sénéchal du Quercy, reprit Montfaucon aux Royaux et tandis qu'il se dirigeait vers Souillac, son arrière-garde fut vivement attaquée près de Thégra par le comte de La Voulte, sénéchal du Limousin; il laissa ses deux couleuvrines à Rocamadour (2), parce que l'état des chemins ne permettait pas de les emmener, et le 25 novembre il descendit vers l'Ouïsse. Les trois sénéchaux du Roi, Thémines, Aubeterre et La Voulte, avaient rassemblé leurs forces à Payrac; ils s'avancèrent par Calès jusqu'à la Combe-des-Dames, où l'armée de la Ligue dut accepter, dans des conditions désastreuses, une terrible bataille; il y avait auprès des sénéchaux, dans l'armée du Roi, Raymond de Rastignac, Jacques de Caumont La Force, le vicomte de Gourdon, Henri de Noailles, Pierre de Sédières, le baron de St-Angel, Geoffroy et Jean de Vivant, Jacques de Durfort. Du côté des Ligueurs, on voyait avec les trois sénéchaux Pompadour, Montpezat et Touchebœuf, entourant le lieutenant-général de Villars, Charles d'Aubeterre, Raymond de St-Clar, Marc de Cugnac, Foucaud d'Aubusson de Beau-regard, La Tourette, etc., etc.

Le combat fut continué le 25 et le 26 novembre; les Ligueurs mis en complète déroute, abandonnèrent leurs bagages et leurs munitions; soixante gentilshommes furent

(1) Archives de Touchebœuf-Clermont.

(2) Ces deux couleuvrines étaient encore à Rocamadour en 1599; un arrêt du Parlement de Toulouse ordonna de les rendre à la ville d'Auch.

faits prisonniers, parmi lesquels Charles d'Aubeterre et La Forest ; le nombre des morts dépassa cinq cents (1), entre autres, le sénéchal de Pompadour et Meyras de Montmège ; le marquis de Montpezat, que rien ne décourageait, revint à Périgueux.

§ 13. Geoffroy de Vivant avait promis à Matignon d'aller le rejoindre à Bordeaux, quand l'armée du marquis de Villars serait dispersée : avant de réaliser sa promesse, il voulut conclure avec le sénéchal Pons de Thémynes une convention préparée pendant leurs fréquentes chevauchées, Henri IV, jugeant que les fortifications de Domme n'avaient plus aucune utilité pour la défense nationale, avait donné pleins pouvoirs à Vivant pour les aliéner ; il vendit pour 40.000 livres à Thémynes le Château du Roi, dont toutes les constructions étaient en ruines, avec les droits féodaux que le Roi possédait sur les habitants de Domme (2) ; les droits de justice et les remparts de la ville furent seuls réservés. L'acte fut passé le 12 février 1592, au château de Milhac (3) et Vivant partit (4) alors pour Villandraut, que Matignon assiégeait depuis le mois de novembre ; il prit aussitôt la direction du siège ; le 23 août, il donnait ses instructions pour l'assaut général qui devait être tenté le lendemain, quand il fut tué d'un coup d'arquebuse ; le maréchal vint en toute hâte reprendre le commandement et les Ligueurs firent leur soumission le 25 août.

Les trois grands succès obtenus par les Royaux à Domme, à la Combe des Dames et à Villandraut n'arrêtèrent pas les hostilités ; la guerre renaissait constamment sur quelque point de la province, sans que les partisans d'Henri IV aient reçu les ordres de Matignon et sans que les Ligueurs aient consulté Villars.

(A suivre).

R. DE BOYSSON.

(1) *Histoire de mon temps*, L. CII.

(2) Les héritiers de Thémynes jouissaient encore de ces droits à la fin du XVIII^e siècle.

(3) Commune du canton de Gourdon (Lot).

(4) Le culte catholique fut rétabli dans la ville de Domme aussitôt après le départ de Vivant. (*Faits d'armes* p. 73).

UN PRÉTENDU EX-LIBRIS DE BERTIN

On conçoit qu'un ministre intelligent et éclairé comme Bertin, qui avait été le promoteur, à Paris, d'un dépôt général des chartes, qui avait eu le souci de faire rechercher tous les documents inédits relatifs à l'histoire de France et auquel la protection qu'il avait accordée aux lettres avait mérité d'être admis dans la classe des membres honoraires de l'Académie des Sciences et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres, ait tenu à être un des premiers bibliophiles de son temps. La bibliothèque qu'il avait formée était importante. Les livres en étaient richement reliés, ainsi que permet de le supposer un de ces volumes, découvert par notre confrère M. Robert Villepelet chez un libraire parisien, qui en demandait un prix inabordable (850 francs) (1). Il s'agissait d'une élégante copie, faite en 1772, de l'ouvrage, imprimé depuis, du vicomte d'Aubusson de La Feuillade : *Modèle d'un nouveau ressort d'économie politique ou Banque rurale*. Ce manuscrit était recouvert d'une reliure en maroquin rouge, au dos orné et aux tranches dorées, aux plats bordés d'une large dentelle dorée à petits fers et portant au centre les armes en mosaïque de son premier possesseur : Ecartelé : au 1 d'azur, à une épée d'argent, garnie d'or, posée en pal, la pointe en haut ; au 2 et 3, d'argent, à une terrasse de sinople, accompagnée de 3 roses de gueules, plantées sur la terrasse et tigées de sinople ; au chef d'azur, chargé de 3 étoiles d'or ; au 4, d'azur, au lion d'or.

Le fer à dorer de Bertin figure dans l'*Armorial du bibliophile*. Guigard en fait suivre le dessin de cette remarque, flatteuse pour notre compatriote :

« C'est à ce savant et intrépide collectionneur que la Bibliothèque Impériale doit l'une de ses plus utiles créations, c'est-à-dire le Cabinet ou le Dépôt des Chartes ».

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome XXV, page 280.

De son côté, Georges Bussière n'a pas manqué de rappeler la passion du ministre pour les livres :

« Les goûts livresques de Bertin, dit-il, se sont traduits par de belles reliures à ses armes et des ex-libris, dont il n'est pas sans intérêt de reproduire un spécimen » (1).

Et notre regretté confrère, pour couronner la partie iconographique de son étude, donnait la reproduction d'un bel écusson, placé au-dessus de l'inscription suivante, d'une largeur hors de proportion avec celle de la vignette :

« Monseigneur de Bertin, comte et baron de Bourdeille, premier baron du Périgord, comte de Benon, premier baron de l'Aunis, ministre d'Etat, commandeur des ordres du Roi, 1786 ».

La rédaction pompeuse de cette inscription, relatant les titres honorifiques de l'ancien secrétaire d'Etat démontre suffisamment que celle-ci n'était pas destinée à une marque de bibliothèque, mais plutôt à une dédicace. L'ex-libris, qui ne sort pas de l'intimité, a une plus modeste allure.

C'est ce caractère de simplicité que l'on retrouve dans l'unique ex-libris connu de Bertin. Grâce à la parfaite obligeance de M. Raisin, avocat à Genève, M. le comte de Saint-Saud a pu nous faire connaître cette pièce, qu'il a accompagnée de judicieux commentaires (2). Ici, nulle inscription ; seules, les initiales du graveur, celles de Joseph Tubert, de Montpellier, apparaissent au bas de la vignette, qui est bien cette fois dans le format et dans la manière même d'un ex-libris.

Cette question des ex-libris de Bertin, qui a prêté matière à diverses discussions, n'a pu être résolue qu'au vu des pièces originales. Jusque là on ne pouvait qu'être trompé, — et j'ai été du nombre des trop crédules, — par les réclames des catalogues de ventes. Avant la communication de M. Raisin, je ne connaissais que le prétendu ex-libris, signalé en ces termes par les libraires Guillemin, de Paris, lors de la vente, en 1909, de la collection A. de Remacle :

« Bertin de Bourdeille (H. L. J. B.), lieutenant général de police de la ville de Paris. In-8° en largeur. Curieuse et très rare pièce ».

(1) *Ibid.* tome XXXVI, page 278.

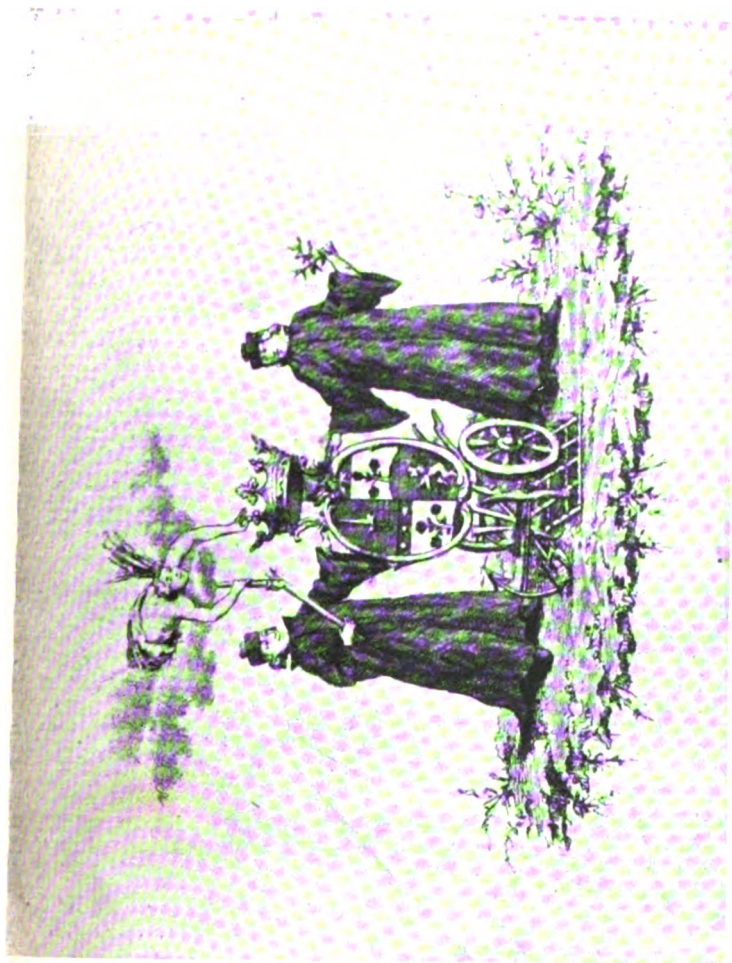
(2) *Ibid.*, tome XLIII, pages 234-8.

On est aujourd'hui fixé sur cette pièce, que personne ne peut se vanter d'avoir vue en place, c'est-à-dire soit sur un livre soit sur un imprimé du temps, ce qui lèverait tous les doutes. On ne peut qu'être très reconnaissant à M. le comte Lair, de Blou (Maine-et-Loire), d'avoir consenti à communiquer à notre Société historique l'exemplaire acquis par lui. La reproduction ci-jointe a été faite d'après une photographie de l'original, tirée par notre cher président. M. de Saint-Saud nous en a donné une description (1), qu'il voudra bien me permettre de compléter ici.

« Dans un paysage, très gentiment et largement traité », apparaît le génie de l'agriculture, descendant des nuées. Il porte sur la tête une gerbe de blé. De la main gauche il soutient la couronne qui timbre l'écu ; de la main droite, il allume, au moyen d'une torche, le flambeau de l'un des magistrats, que l'on voit debout près de l'écu. Ces deux personnages sont l'un et l'autre revêtus de leur robe et coiffés de leur bonnet de juges. Ils ne servent pas de supports à l'écu, sur lequel ils s'appuient. Celui de gauche tient le flambeau, qui doit répandre la lumière d'en haut sur la terre ; le second, « une branche d'arbre, dépouillée de feuilles », dans laquelle je n'hésite pas à reconnaître une branche de mûrier, dont les feuilles ont été dévorées par les vers à soie. On connaît l'impulsion donnée par Bertin au mouvement séricicole.

L'écu, que n'entoure plus le cordon de l'ordre du Saint-Esprit, apparaît au-dessus d'une charrue à roues, placée sur une herse aux dents à l'envers. Il repose, d'un côté, sur un des bras de la charrue, de l'autre sur deux tiges de fer finissant par se réunir pour n'en former qu'une seule, paraissant être le soc de la charrue, lequel est fiché en terre. Au-dessous, l'on distingue : un pic, muni d'un manche gros et court, et fixé dans le sol par une de ses pointes ; et une fourche à deux larges dents, avec un long manche, terminé par une tête. Devant ces deux instruments de travail, on remarque une

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome XLV, page 129.



UN PRÉTENDU EX-LIBRIS DE BERTIN

ancrer, avec son attache, dont une des pattes disparaît dans la terre, entre les deux dents de la fourche. Si les premiers instruments symbolisent l'agriculture, cette ancre est le symbole de la marine, de cette navigation qui, en ouvrant à Bertin les portes de l'Extrême-Orient, l'a mis en relations avec la Chine, devenue pour lui, selon l'expression de son historien, une colonie intellectuelle. Et, pour compléter cette représentation, si dépourvue de clarté et de précision, de l'œuvre agricole du ministre, chargé spécialement des affaires de la Guyenne, ne pourrait-on pas voir aussi dans les plantes garnissant le sol d'alentour des pommes de terre, dont la culture le préoccupait autant que celle du mûrier ?

Je ne serais point étonné qu'un des subordonnés de Bertin, pour flatter l'orgueil de son maître, ait fourni à l'auteur de cette curieuse vignette l'inspiration qui devait guider son crayon. Il ne faut point y chercher le caractère personnel qui se dégage d'ordinaire de la marque de possession d'un volume. Sa composition compliquée, sa forme et sa taille inaccoutumée ne sauraient constituer un ex-libris dans l'acception courante du terme. La dimension de la planche de cuivre originale était certainement plus grande que la gravure, imprimée sur une feuille de papier, dont on n'a pu juger la dimension, les marges ayant été rognées. Enfin, la réunion de tant d'attributs agricoles est bien étrange pour entrer dans le dessin d'un ex-libris, dont la largeur le rend tout au plus propre à servir à des in-folios. Tous les détails de la scène burinée par l'artiste correspondent beaucoup mieux à une vignette destinée à être placée en bandeau sur des pièces administratives, des circulaires, des placards et affiches.

Les deux juges en costume officiel, qui semblent y être comme préposés à la défense des innovations agricoles préconisées par le ministre, me font songer à leur collègue messire Louis de Meyjounissas, écuyer, conseiller trésorier du Roi, juge sénéchal, civil et criminel de la ville, comté et baronnie de Bourdeille, avec lequel Bertin entretenait une active correspondance. Je me le représente volontiers s'occupant de porter à la connaissance de ses justiciables les ordonnances et règlements pouvant les intéresser et, pour cela, faisant

apposer au portail des églises de chacune des paroisses de sa juridiction les placards surmontés des fameux emblèmes de l'agriculture.

Symboliser de la sorte les bienfaits rendus aux populations rurales par le grand ministre, qui fut le dernier baron de Bourdeille, n'était point farder la vérité. Car, dans un mémoire sur l'*Oeuvre agricole de Bertin*, M. Louis Passy a décerné cet éclatant hommage au ministre périgourdin :

« Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'administration de Bertin fit plus pour l'agriculture que le gouvernement pendant toute la période qui s'était écoulée depuis la mort de Colbert ».

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

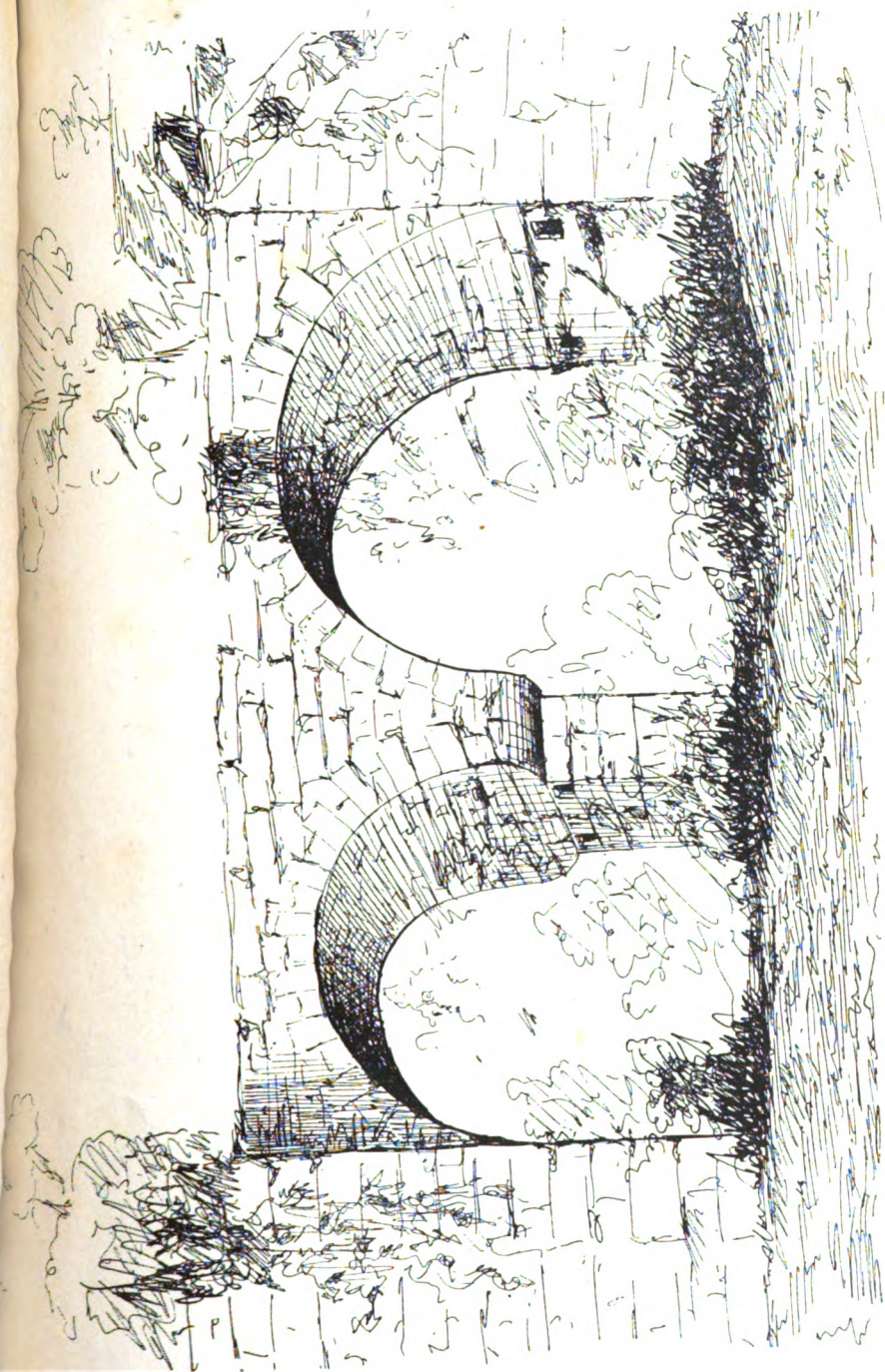
NOTE SUR LA DÉMOLITION DU CHATEAU DE BADEFOLS DE CADOUIN

Le château de Badefols — ou Badefou — de Cadouin, dont on voit les restes à environ quatre kilomètres à l'est de Lalinde, fut bâti sur l'extrême avancée, en forme d'éperon, d'une ligne de coteaux bordant au nord, sur sa rive gauche, la rivière de Dordogne qui, dans cette partie de son cours, coule sensiblement de l'est à l'ouest.

Une large coupure transversale isolait l'éperon précité du massif montagneux qui le prolongeait à l'est et sur ses autres côtés des pentes abruptes le rendaient de difficile accès. Au nord ces pentes avaient leur pied baigné par les eaux de la Dordogne, à l'ouest et au sud elles étaient longées par l'ancienne route de Bergerac à Sarlat qui, passant brusquement de la rive droite sur la rive gauche de la rivière, au droit du village de Badefols, franchissait, au moyen d'un bac, cette dernière en ce point (1).

Fortement établi sur cette base, le château de Badefols se dressait, dans un cadre grandiose, à environ cent cinquante pieds au-dessus de la Dordogne dont il commandait le cours

(1) Voir la carte de la Guyenne, n° 29, de : de Belleyrne.



PONT SUR LES FOSSES DU CHATEAU DE BADEFOLS DE CADOUIN

ainsi que sa traversée par la route de Sarlat qu'il tenait sous le feu de ses canons.

L'importance stratégique de ce château, situé aux confins de la forêt de la Bessède et à l'intersection de deux voies alors très fréquentées, non moins que sa forte organisation défensive, ne pouvaient échapper à l'œil vigilant du représentant du peuple Lakanal, alors en mission à Bergerac qui, pour les motifs qu'il fait connaître dans un arrêté, dont suit la teneur, daté de Badefols le 21 brumaire an II (11 novembre 1793) ordonna son immédiate et entière démolition.



ÉGALITÉ, LIBERTÉ OU LA MORT

« Lakanal, représentant du peuple, délégué par la Convention Nationale dans les départements de la Dordogne, Bec d'Ambez, Lot, Lot-et-Garonne.

» Considérant que les valets de Pitt (1) et de Cobourg (2) lèvent tous les jours les plans des divers châteaux forts disséminés sur la surface du département de la Dordogne.

» Considérant qu'il est démontré par les correspondances secrètes des ennemis de notre liberté que leurs intentions et leurs projets sont de transformer en une nouvelle Vendée le département de la Dordogne où ils espèrent être favorisés dans leurs projets liberticides par les bois et les châteaux qui le couvrent et surtout par les fonctionnaires prévaricateurs et par tous les scélérats qui redoutent notre félicité et que le bonheur général menacé,

(1) Pitt William, homme d'Etat anglais. Ennemi implacable de la Révolution, il souleva trois coalitions contre la France.

(2) De Cobourg, feld maréchal autrichien. Vainqueur de Dumouriez à Norwinde, fut battu par Moreau à Tourcoing et par Jourdan à Fleurus.

L'épithète « agents » ou « valets de Pitt et de Cobourg » était adressée sous la République et l'Empire à tous les adversaires des idées libérales et notamment aux royalistes.

» Arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

» Le château et les fortifications de Badefou seront entièrement démolis ;

ART. 2.

» L'administration du district de Belvès requerra de suite les ouvriers nécessaires pour raser sans délai les dits château et fortifications.

ART. 3.

» Chacun des membres de l'administration susdite demeure responsable sur sa tête de la prompte exécution du présent arrêté.

» Au nom de la Nation, le représentant du peuple Lakanal mande et ordonne à l'administration du district de Belvès que le présent arrêté elle fasse consigner sur ses registres, lire, publier et afficher. En foi de quoi j'ai apposé ma signature et le sceau du représentant du peuple à Badefou le 21^e jour de brumaire l'an II de la République Française une et indivisible et éternelle.

» Signé : LAKANAL (1).

Au reçu de cet arrêté le 22 brumaire et séance tenante :

» Le conseil d'administration du district de Belvès, ouï et requérant le procureur scindic, arrête que le citoyen Royneau, l'un des membres du directoire, se transportera sur le champ au lieu de Badefou pour faire démolir en sa présence les chateau et fortifications du dit Badefou et en conséquence le citoyen Royneau requerra tous les ouvriers, maçons, traceurs, journaliers et tous autres de l'accompagner au dit Badefou avec les instruments de leurs arts propres à la démolition, comme aussi il requerra tous les citoyens généralement quelconques et qu'il croira nécessaires pour opérer la dite démolition. En conséquence il est enjoint aux municipalités auxquelles le citoyen Royneau s'adressera, de lui fournir sur le champ les hommes et tous les objets nécessaires pour remplir l'objet de l'arrêté du représentant du peuple.

» Et attendu que cette démolition nécessite des dépenses et que le représentant du peuple n'a point indiqué dans son arrêté de quelle manière elles seraient acquittées, il lui en sera référé afin qu'il donne les ordres nécessaires pour que le receveur du district tienne à la disposition du dit commissaire telle somme qu'il appartiendra.

» Signé : CAUMON, Président ; LANDON, Vice-président ; SENS, LADEVÈZE, FAUVEL, GRANDBOS, ROYER, Secrétaire-général. »

(1) Archives départementales de la Dordogne, L 318, page 290.

Satisfaction fut donnée à la demande de l'administration du district.

D'autre part, sur l'observation du représentant du peuple, les journées d'ouvriers employés à la démolition par lui ordonnée furent, en raison de l'éloignement et du déplacement qui devait en résulter pour eux taxées ainsi qu'il suit :

La journée de maître ouvrier..... 45 sols.

Celle des autres journaliers..... 35 sols.



Les prescriptions de l'arrêté du 21 brumaire furent exactement observées et en peu de temps le château qu'elles visaient fut rasé. Partie des matériaux de démolition qui en provinrent furent employés à la construction de la manufacture d'armes établie « à deux pas de Bergerac » sous la surveillance du représentant Lakanal, en vertu d'un décret de la Convention en date du 23 brumaire (1). Le surplus, laissé sur place devint, par la suite, une carrière ouverte à tous les besoins du voisinage (2).

Aussi lorsque quatre vingts ans plus tard, nous visitâmes Badefols ne restait-il de l'ancien castel, au milieu de décombres épars, que quelques pans de murs et deux intéressants

(1) Cet établissement créé « au lieu de la Vedelle, près Bergerac » sous la dénomination de « manufacture de fusils » par arrêté du 10 septembre 1793 des représentants Pinet aîné et Tallien, fut installé dans des locaux autrefois à usage de « manufacture de cuivre. »

En décrétant sa transformation en une manufacture d'armes et en en confiant la surveillance au représentant Lakanal, la Convention voulut donner à cette usine de guerre toute l'importance dont elle était susceptible et que commandaient les nécessités impérieuses du moment. Ce projet qui comprenait des travaux importants fut, dans un bel effort patriotique, réalisé en deux mois.

(2) Badefols ne fut pas le seul château dont les matériaux de démolition servirent à construire la manufacture dont il s'agit.

Les châteaux de La Force (commune de ce nom), de Lanquais (commune de ce nom) et de Tiregand (commune de Creysse) en effet, de même qu'un vieux bâtiment national autrefois « église des Jésuites » existant à la suite du mur, alors en démolition, de la citadelle de Bergerac, furent aussi mis à contribution en messidor de l'an II et en brumaire de l'an III (juillet et novembre 1794) pour des agrandissements successifs qui portèrent de 15.000 à 25.000 fusils la production annuelle de cette manufacture.

petits ponts à deux arches — dessin ci-joint — qui, franchissant les fossés du château, donnaient accès à ce qui, jadis, fut son intérieur.

Partout, dans les interstices des pierres disjointes, poussaient des herbes folles et seule une culture de topinambours, alors en pleine floraison, décelait l'action de l'homme dans ce lieu triste et abandonné.

Combien, depuis plus de vingt siècles que peut être suivie notre histoire, histoire douloureuse d'une humanité barbare, de ruines semblables ont jonché le sol périgourdin !

Nul ne saurait le dire, mais l'heure approche ou dans une « Société des Nations » nous verrons peut-être enfin se lever l'aube de jours meilleurs.

Ch. D.

UNE RÉCLAMATION

A PROPOS DES RÉQUISITIONS DE GRAINS

DANS LA COMMUNE DE RIBÉRAc

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

En vertu des lois proclamées par l'état de guerre, les céréales ne peuvent aujourd'hui circuler sur le territoire de notre département sans une autorisation délivrée par le maire de la commune où elles ont été récoltées.

Il en fut ainsi pendant la période critique de la Révolution française, ce qui occasionna des réclamations plus ou moins justifiées. En voici un exemple que j'extraits des vieux registres de la mairie de Ribérac (1).

C'était en l'an II. Le citoyen Simon, habitant la commune de Saint-Germain, district de Mussidan, possédait une propriété dans la commune de Ribérac. De ce fait, il demanda au maire de cette ville le permis qui lui était nécessaire pour transporter sa récolte de blé, soit 74 boisseaux, à son domi-

(1) Reg. de correspondance de la municipalité de Ribérac, n° 19, série F, fol. 6 et 8. Archives de cette ville.

cile. Ne recevant aucune réponse, au bout de deux mois, il s'adressa aux administrateurs du district de Ribérac qui invitèrent les officiers municipaux du chef-lieu à présenter leurs observations. Ceux-ci, par une lettre en date du 27 pluviôse, tout en déclarant que la demande dudit Simon s'était égarée dans leur bureau, se permirent de faire remarquer que les grains dont il s'agissait pourraient bien recevoir une fausse destination.

« Quoique, disent-ils, la population de la maison du citoyen Simon s'élève, d'après sa déclaration, à 15 personnes, y compris 8 enfants, nous ne croyons pas que ces 74 boisseaux lui soient absolument nécessaires, d'autant que les habitants du district de Mussidan sont taxés depuis quelque temps à une ration modique et qu'il est infail-
lible qu'aussitôt que le grain dont il est question serait parvenu à sa destination, la plus grande partie serait distribuée promptement entre les habitants de ce district. » De sorte qu'il y aurait lieu « de déterminer s'ils doivent y obtempérer sans restriction. »

Plusieurs mois se passèrent encore et le district ne prit aucune décision. Alors, le 2 germinal, ledit Simon renouvela sa pétition à la municipalité de Ribérac, qui, cette fois, par l'organe de son représentant, le citoyen Darène, maire, lui fit, le lendemain même, une réponse catégorique, en ces termes :

« Citoyen, pour répondre à ta lettre du 2 courant qui contient de longs détails et quelques plaintes assez mal fondées, le tout relativement aux grains que tu possèdes dans notre commune, je te dirai qu'il est très vrai que ces grains viennent d'être compris dans le nouveau recensement et sont requis pour être portés au grenier public.

» Inutilement invoquerais-tu tes précédentes réquisitions, réclamations, pour les faire porter dans le district de Mussidan, non pour servir à la subsistance particulière de ta famille, mais pour être distribués dans la commune où ils seraient portés, ainsi qu'il résulte de ce que tu écris toi-même, puisque tu dis que la commune de Saint-Germain a mis tes grains en réquisition ; ceux qui te parviendraient auraient le même sort.

» Tu invoques l'égalité qui doit régner dans toute la République. Personne ne l'aime plus que moi. Mais il ne dépend ni de moi, ni de toi, d'égaliser les subsistances dans tous les points, et surtout dans

les deux districts de Ribérac et de Mussidan. Sans doute, les besoins de ce dernier sont grands ; mais les nôtres le sont de même, et on nous a adressé des réquisitions qui nous font présager la situation la plus douloureuse et la plus prochaine. Au reste, il n'a jamais pu dépendre d'une municipalité, dans l'état actuel des choses, de permettre l'exportation de son territoire d'une quantité de grains absolument nécessaire à sa subsistance, sans une autorisation, ou une réquisition du Directoire du district qui peut seul savoir de quelle conséquence peut être cette exportation. Ainsi, si l'Administration du district favorise ta demande, nous sommes prêts à obéir. Si ta famille vient habiter parmi nous, nous lui accorderons la même quantité de subsistances qui sont allouées aux autres citoyens, et elle trouvera chez nous, comme à Saint-Germain, protection, fraternité et égalité. Nous retarderons de quelques jours l'enlèvement de tes grains et le transport au dépôt public ; mais ce délai ne peut être long et il est instant que tu prennes un parti décisif pour que tes enfants soient portés sur notre état de population, parce qu'il ne nous est accordé de subsistances que sur cette base. Salut et fraternité. »

Conclusion : En raison de la pénurie des subsistances, et en conformité des décrets de la Convention, ledit Simon fut mis en demeure d'opter pour sa résidence entre la commune de Ribérac et celle de Saint-Germain, afin de conserver, dans l'une ou dans l'autre, les grains nécessaires à l'alimentation de sa famille.

A. DUBUT.

VARIA

AUGUSTE D'AYDIE COMTE DE RIONS

ET LA DUCHESSE DE BERRY

M. Huet et moi ayant étudié dernièrement ce qui concernait la famille d'Aydie au point de vue filiatif (les auteurs qui s'en étaient occupé nous ayant paru avoir commis quelques erreurs — ce qui est exact), notre confrère me signala une note tirée d'un dossier de la Bibliothèque Nationale, semblant indiquer une alliance directe entre cette famille et la Maison de France. N'ayant jamais étudié les

mémoires du XVIII^e siècle au point de vue particulier des questions délicates qu'ils peuvent présenter, et du reste n'ayant pas à ma portée une bibliothèque de ville, j'eus recours à l'érudition complaisante des collaborateurs de *l'Intermédiaire des Chercheurs*. Les réponses qui furent faites à ma question me paraissent de nature à intéresser mes confrères de la Société, et bien qu'il n'y ait rien d'inédit, néanmoins l'histoire — si tant est que ce soit une histoire — mérite d'être narrée, quand ce ne serait que pour qu'il y en ait trace dans notre *Bulletin*.

Auguste (Sicaire-Antonin-Armand) (1) d'Aydie de Ribérac, dit le comte de Rions, naquit en 1692 du mariage de Blaise, comte de Ribérac et de Benauges, baron de Rions et autres lieux, et de Diane de Bautru-Nogent (fille de Charlotte de Caumont-Lauzun). Il décéda le 26 mars 1742 et la *Gazette de France*, annonçant sa mort, se contente d'ajouter qu'il avait été premier écuyer de feu la duchesse de Berry, Marie-Louise-Elisabeth d'Orléans, fille du Régent. En décembre 1715, il avait été nommé lieutenant aux Gardes du Corps de cette princesse et, en 1718 en effet, son premier écuyer. J'ajoute que sa sœur, Marie-Angélique, mariée à son cousin, Antoine d'Aydie, mourut en 1717, dame d'honneur de cette duchesse.

Celle-ci, une fois veuve, en 1714, aurait eu quelques amants, M. de Lahaye entr'autres (expédié en Danemarck), avant de s'éprendre du comte de Rions devenu colonel du Dauphin-Dragons, qu'elle se décida à épouser en 1719, se sentant peut-être très malade, puisqu'elle décéda cette année-là, le 21 juillet. Si par une fiction Alexandre Dumas, dans le deuxième chapitre de sa *Fille du Régent*, nous donne des détails sur la célébration de ce mariage (nuit du 5-6 février) (2), il faut chercher ailleurs la certitude de cette union avec la Maison Royale de France. Or elle est affirmée dans une lettre de Madame (Mademoiselle de Blois, fille légitimée de Louis XIV), mère de la Duchesse, écrivant à la date du 8 septembre 1719 :

« Le mariage de la duchesse de Berri avec la tête de crapaud n'est
» malheureusement que trop vrai ; ce n'est pas d'ailleurs un mauvais
» gentilhomme. »

Tête de crapaud, me direz-vous, il n'était donc point joli garçon

(1) Ailleurs il est prénommé : Sicaire-Armand-Auguste-Nicolas. Né le 22 septembre 1692, il ne fut baptisé qu'en 1705. En 1716 il aurait été nommé sous-lieutenant de la compagnie des Gens d'armes de la Reine.

(2) A. Dumas indique le 8 et dit : « Le chevalier de Riom (*sic*) était un cadet d'Auvergne (Riom est plus connu que la bourgade bordelaise)..... introduit près de la princesse par Mme de Mouchy, dont il était l'amant. »

alors qu'il eut un cousin surnommé *Le Beau d'Aydie* ? Mon Dieu, non ; et cette mauvaise langue de Saint-Simon, en donnant sur cette union des détails piquants, semble dépeindre Auguste d'Aydie sous un jour assez exact.

« C'étoit un gros garçon court, joufflu, pâle qui, avec force bourgeons, ressembloit pas mal à un abcès. Il avoit de belles dents et n'avoit pas imaginé causer une passion qui, en moins de rien, devint effrénée.... Il n'avoit rien vaillant, mais force frères et sœurs qui n'en avoient guère davantage. (1)..... A peine fut-il arrivé (de province) que le goût se déclara et qu'il devint maître au Luxembourg. M. de Lauzun, dont il étoit petit neveu en rait sous cape ; il étoit ravi ; il se croyoit renaître en lui au Luxembourg du temps de Mademoiselle. Il lui donnoit des instructions. Rion étoit doux et naturellement poli et respectueux, bon et honnête garçon.... Il se fit aimer de tout le monde par ses manières, mais il traita M^{me} la Duchesse de Berry, comme M. de Lauzun avoit traité (la Grande) Mademoiselle..... »

Et alors, capricieux, fantasque à son égard, il la faisait pleurer, la faisant coiffer, décoiffer, changer de robe ou de parure sans raison « il la traitoit comme une servante » sans toutefois, je suppose, puisqu'il étoit doux et poli aller jusqu'à tenir le « bâton haut » suivant les mœurs de l'époque.

Une enfant, une fille, naquit de ces amours, et la Cour alors décida de se scandaliser. Mais — toujours mœurs de l'époque — elle se scandalisa ensuite beaucoup plus de la régularisation de cette situation, bizarre tout au moins, il faut le reconnaître, pour une princesse du sang, du rang de la jeune duchesse. Ah ! nos cadets périgourdins, car Lauzun nous appartient un peu, savaient regarder haut.

Le désir de la princesse de déclarer publique cette union clandestine gâta tout.

Voici ce qu'en dit Saint-Simon :

« M. le duc d'Orléans m'apprit le dessein arrêté de M^{me} la duchesse de Berri de déclarer le mariage secret qu'elle avoit fait avec Rion...

(1) Ce n'est pas exact, son père possédait de belles châtellenies et de bonnes terres. Ce n'est que plus tard que la fortune des d'Aydie fut fortement ébréchée. Auguste avait trois frères, dont un seul, le marquis de Ribérac, n'eut qu'une fille naturelle, Madeleine, appelée Mademoiselle de Montcheuil, mariée en 1733 à Henri de Gentil de Lavallade, capitaine au régiment de Ribérac, dont la postérité existe en Allemagne. Sur ses cinq sœurs, l'une devint la marquise de Rastignac de Laxion et l'autre, la comtesse d'Aydie de Vaugoubert.

» Les instances les plus vives de M. le duc d'Orléans ne purent qu'à
» grand-peine pousser en délais le temps..... Je fus étonné de cette
» fureur de le déclarer dans une personne si superbement orgueil-
» leuse..... Si on en avoit cru Madame, l'affaire auroit été finie, car
» M. le duc d'Orléans auroit fait jeter Rion par les fenêtres du
» Luxembourg. »

Le Régent trouva plus simple d'envoyer d'Aydie à l'armée rejoindre son régiment. Celui-ci ne regimba pas. Dumas trouve plus amusant de raconter que, l'ordre ayant été donné à Rions d'aller occuper à Cognac le gouvernement (lieutenant de Roi ?) qu'il avait de cette ville, il avait expédié ostensiblement ses équipages, mais était revenu clandestinement, le 8 février, faire célébrer son mariage, auquel le duc assista *in fine*, caché derrière une colonne.

C'est à l'armée du duc de Berwick que le comte de Rions apprit la mort de la princesse, sa femme, dont il attendait un autre enfant. Il en fut atterré et l'on craignit qu'il n'attentât à ses jours.

» Quel affreux dénouement, ajoute Saint-Simon, d'une aventure
» plus que romanesque au point qu'elle touchoit à tout ce que
» l'ambition peut procurer même de plus imaginaire. »

Au début de 1719 la duchesse de Berry, qui n'avait pas encore épousé Rions « par assemblage de passion et peur du diable », accoucha, comme je l'ai dit, d'une fille. Cette d'Aydie, puisque le mariage de son père la légitimait, n'aurait été connue que sous le nom de Mademoiselle Vaugeois. Après avoir été élevée au couvent des Bénédictines de Moreaucourt, installé à Amiens, elle fut pensionnaire, puis religieuse à Valenciennes ou à Pontoise, avec une modeste pension de 300 livres. Je dois ces derniers détails inédits à une note manuscrite d'un érudit Abbevillois, Delignières de Bommy, transmise par mon ami, le baron de Bonnault.

Et voilà la triste fin, bien de l'époque, d'un petit roman d'amour, qui cadre assez bien avec tout ce que l'on sait des d'Aydie de Ribérac au XVIII^e siècle.

SAINT-SAUD.

NÉCROLOGIE

M. ALCIDE DUVERNEUIL

Ancien instituteur public.

C'est au privilège très apprécié d'être le deuxième successeur de M. le chanoine Duverneuil, aumônier du Lycée de Périgueux de 1857

à 1881, que nous devons aujourd'hui l'avantage de retracer, au nom de la Société historique et archéologique, la vie de notre regretté confrère, M. Alcide Duverneuil, son neveu.

Il vit le jour à Brantôme, au sein d'une famille très honorablement connue dans la région. Il fit ses premières études au Petit Séminaire de Bergerac, jusqu'à la rhétorique inclusivement. Il avait puisé dans cet enseignement secondaire, où il avait eu comme professeurs de fins littérateurs comme M. le chanoine Lalande, un goût prononcé pour les études classiques et une grande finesse d'expression et d'élocution. De là, il allait à l'Ecole primaire supérieure de Nontron, puis à l'Ecole normale de Périgueux.

Nommé successivement à Montagrier, à Saint-Martial-d'Artenset et à Saint-Michel-Montaigne, il se fit remarquer par sa loyauté, sa grande facilité de travail intellectuel et son assiduité dans l'accomplissement consciencieux de sa tâche scolaire.

Studieux, ordonné, d'une érudition vaste et claire, il savait utiliser ses loisirs en s'occupant des choses de l'esprit. Son passage se signale dans toutes les mairies où il a opéré comme secrétaire. Il a classé et étiqueté, avec un soin minutieux et parfait, les archives de ces diverses communes. Il en a même tiré parti, en publiant plusieurs mémoires documentés, soit dans les *Annales de la Société d'agriculture de la Dordogne*, des années 1875 et 1876, soit dans le *Bulletin* de notre Société, de 1875, 1876, 1880 et 1901.

Comme M. le Conservateur du Musée du Périgord a bien voulu nous le rappeler, dans la séance de mars, il a fait des dons à cet établissement, notamment celui d'une série de cachets de cire, accompagnés d'intéressantes explications, et de points de vue très instructifs.

Il atteignait l'âge de la retraite, il y a quelques années. Il se retira près de sa fille, institutrice communale à Ménéstérol, et la fit l'heureux et attentionné témoin des charmes de sa vie privée. Là, il devint encore secrétaire de la mairie, et le demeura jusqu'à ses derniers moments. Dans ce poste de confiance, il demeura toujours attaché à nos investigations archéologiques, et y suivit de très près nos travaux, jusqu'à sa fin, survenue l'an dernier. Au reste, il était si cultivé, que, la veille de sa mort, une grande partie de l'après-midi, il lisait et savourait l'œuvre de celui qu'Auguste appelait à juste titre le plus grand représentant de la pensée latine de son époque, son plus merveilleux styliste, le chantre incomparable des magnificences de la nature, le plus subtil psychologue et le plus brillant metteur en scène des sentiments délicats et tendres, Virgile.

Dieu ait son âme, et puisse l'expression de nos regrets apporter à

sa famille, et particulièrement à M^{lle} Duverneuil, en qui revivent les précieux dons de cet homme excellent et respecté, un peu de consolation dans leur douleur. Ce fut un grand cœur, un artiste nuancé, un caractère d'élite.

A. JARRY,
Aumônier du Lycée.

M. MARIE-NICOLAS-LÉON DESCHAMPS

Le 2 mai 1919 est décédé après une courte maladie notre confrère, M. Marie-Nicolas-Léon Deschamps, notaire à Périgueux.

C'était un homme aimable, accueillant et doux.

Il savait s'intéresser avec utilité et bienveillance aux arts, aux sciences, aux belles-lettres, à l'administration de la commune de Razac-sur-l'Isle dont il était maire : les bonnes œuvres, nos malheureux soldats blessés, les pauvres, ne le laissaient nulle part indifférent.

Né à Paris, le 8 mai 1864, il obtint le diplôme de licence en droit, après de bonnes études classiques faites au collège Stanislas.

Le 15 novembre 1886, il était admis au stage dans l'importante étude de M^e de Ridder, notaire à Paris, dont il devint le premier clerc le 1^{er} mai 1893.

Deux ans après, le 1^{er} mai 1895, il quittait l'étude, emportant de grandes connaissances professionnelles utiles pour l'exercice du ministère de notaire, ministère si délicat, si pénible, si difficile qu'il voulait embrasser.

Il se fixait de suite en Périgord, à Périgueux, d'où sa famille paternelle était originaire. Il se rapprochait ainsi des importants intérêts laissés par ses parents et par son oncle M. Romain Deschamps, un des fondateurs de notre Société, ancien maire de Razac dont le souvenir parmi les grands agriculteurs de la région n'est pas encore éteint.

Enfin, au comble de ses vœux, il était nommé notaire à Périgueux par décret du 13 mars 1896 et aussitôt il prenait possession des importants et très intéressants papiers des notaires Jean Dupuis, Antoine Rapnouil, de Soye, Debregeas, de Montaigut, de Beleymes, Lavergne père et fils, Brugière, Chinour père et fils, Valette, Sarlande, Fournier, Robert de Monfumat, Labruhe, Despèrin, Dumoulin, Tempoure, Grandrieux, Chartroule, Maigne, Magot, Bonneau et autres, remontant au XVI^e siècle.

M. Deschamps était trop absorbé par ses occupations professionnelles et par les œuvres multiples auxquelles il donnait sa peine,

pour pouvoir se rendre à nos séances. Il en était privé : car en adressant ses remerciements à notre Société lorsqu'il fut admis membre titulaire le 6 mai 1897 il écrivait : « qu'il lui était doux de penser qu'il allait pouvoir remplacer, M. Romain Deschamps, son oncle regretté, et s'intéresser à nos travaux ».

Mais si notre défunt confrère ne venait pas à nos réunions, les chercheurs de vieux papiers trouvaient chez lui un accueil toujours empressé à les faciliter. Mieux encore, il voulut bien, à l'exemple du reste de ses prédécesseurs immédiats, donner aux Archives une certaine quantité de documents intéressant notre cher Périgord.

Notre confrère est mort à la peine, trop jeune, trop vite, trop tôt, trop attristé et aussi trop malheureux par suite du décès prématuré d'une compagne aimée.

Il devait et pouvait espérer jouir plus longtemps des fruits d'un labeur assidu dans cette jolie propriété de Papussou où il recevait si largement, si aimablement à une table, à la manière périgourdine de jadis, les hommes aux opinions et aux goûts les plus divers.

Il est mort en chrétien, en catholique fervent, plein de zèle pour l'Eglise dont il fut le conseiller laïque, et qui toujours reconnaissante, lui a donné par son vicaire général du diocèse, le jour de ses obsèques solennellement célébrées dans notre grande cathédrale de St-Front, aux murs si pauvres, si nus, si froids, ses prières si belles, si douces, si sublimes, devant une assistance nombreuse, inondée d'harmonies attristées, au milieu des fleurs, des lumières étincelantes de l'électricité moderne et des larmes d'or des pauvres cierges antiques, tenus en mains par les malheureux qu'il avait toujours généreusement secourus.

Jean DUPUIS.

Deux planches accompagnent cette livraison ; la 1^{re} représente un Prétendu en-libris de Bertin ; la 2^e un Pont sur les fossés du château de Badefols de Cadouin.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du mardi 27 mai 1919

Présidence de M. FÉAUX, Trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Chataignon, Délugin, Jean Dupuis, Féaux, Pasquier, Eugène Roux, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : M. Elie de Biran, très indisposé, qui devait venir nous présider en l'absence du marquis de Fayolle, M. le marquis de Cumond, MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Mallat, le marquis de Bourdeille, M. Vigie, et le marquis de Fayolle, qui nous écrit de Paris avant de commencer son triste pèlerinage en Belgique d'où il ne reviendra que dans le courant de juin.

« Le congrès de la Société Française d'Archéologie, nous mande-t-il, auquel je suis venu assister a été très important, intéressant et nombreux. Nous étions 300 environ aujourd'hui à la visite de Reims et de ses églises. Rien n'est comparable à la tristesse qui vous étreint en parcourant cette ville qui semble un corps sans âme ! Toutes les maisons, sauf une douzaine, sont ou détruites ou si endommagées qu'elles ne peuvent qu'être démolies. Les façades que l'on voit sur quelques rues sont des paravents prêts à s'écrouler.

« St-Remy est aux trois quarts démoli et ne peut être reconstruit ; la cathédrale intérieurement est réparable, mais l'extérieur est bien endommagé et à mon avis les admirables sculptures qui la recouvraient sont destinées à périr avec les intempéries. C'est un spectacle d'une tristesse navrante et qui serre le cœur ».

Le procès-verbal de la séance du 7 mai est lu et adopté.

Les membres élus dans cette séance adressent leurs remerciements à la Société, MM. le marquis DU LAU, le marquis DE VIGNET et Louis FOULCON DE LA BORIE.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de ce mois :

De M. Amédée Grenier, sa brochure sur *Une collection de silex*, à la mémoire d'Armand Lassaque, in-12, Bergerac, imprimerie Nogué, 1919 ;

Et de M. Gabriel Lafon, sa brochure sur *La Préhistoire et les Eyzies de Tayac*, in-16, Sarlat, Michelet, imprimeur, 1919.

Dans cette plaquette d'une trentaine de pages, dit M. LE PRÉSIDENT, M. Lafon passe en revue les principales fouilles, anciennes et récentes, exécutées dans la région des Eyzies qu'il connaît bien ; il effleure ensuite quelques-uns des grands problèmes que soulève l'étude de la préhistoire et termine par ces mots : « Qui pourra jamais dire la date du premier brasier allumé par nos premiers ancêtres ? Là encore se dresse, comme pour l'origine de l'homme, un mystérieux point d'interrogation ».

Peut-être est-il permis de supposer que ces points d'interrogation se dresseront encore longtemps devant les préhistoriens présents et à venir.

Des remerciements sont votés aux deux donateurs.

Notre érudit vice-président, M. Charles DURAND, nous adresse les observations suivantes : « Par une note insérée dans le *Bulletin* de mars-avril dernier, notre très apprécié confrère M. Peyrony, des Eyzies-de-Tayac, signale à la Société une découverte nouvelle qu'il vient de faire au lieu dit : Peyrelevade, commune de Manaurie.

« Cette découverte, qui intéresse à la fois la géologie et la préhistoire, consiste en une longue file de blocs de grès d'origine inconnue, disposés en chapelet et portant de nombreuses stries en tout semblables à celles creusées dans les granits par les glaciers » de même que de « curieux et bizarres reliefs dont les uns sont sûrement naturels et les autres sont des manifestations artistiques de peuplades primitives ».

» Veuillez bien, Monsieur le Président, tout au moins en ce qui a trait à la géologie, me permettre d'ajouter un mot à cette communication.

» Les blocs de grès que M. Peyrony a reconnus à Peyrelevade, n'y sont pas seuls. On en trouve en effet, de même nature, isolés ou en amas d'importance plus ou moins grande, non seulement aux environs des Eyzies (1), mais encore dans toute la région du Sud-Ouest où notamment, entre les vallées de la Vézère et de la Dordogne, dans la forêt de Liorac, ils sont depuis longtemps exploités et débités en pavés pour le service de la ville de Bordeaux.

» Ces blocs surmontent, partout où on les rencontre, les sables à argiles kaoliniques (2) dits « sables du Périgord » de l'Eocène, ce qui leur a valu d'être rattachés au sidérolithique.

» La découverte de M. Peyrony jalonne ainsi, en un point de plus, une formation géologique que constitue une roche mystérieuse dont la venue sur notre sol, bien qu'apparemment erratique n'a pu être encore exactement précisée.

» Si notre confrère pouvait établir l'authenticité des stries attribuées à une action glaciaire — qu'il a observées sur les blocs dont il s'agit et, de plus, différencier les reliefs naturels — dus aux intempéries d'un nombre inconnu de siècles, — de ceux qui lui paraissent provenir d'une main-d'œuvre humaine, la question serait bien près d'être résolue au double profit de la géologie et de la préhistoire.

» Mais le problème est plutôt délicat à trancher. Je ne doute cependant pas qu'avec sa claire vision des choses, M. Peyrony ne parvienne à en dégager les inconnues ».

M. Eugène Roux avait apporté à la petite exhibition annoncée pour aujourd'hui d'anciennes mesures féodales,

(1) Je signale tout particulièrement le puissant amas chaotique qui, surmontant les carrières à sables, à argiles kaoliniques de Pagenal, couronne les hauteurs situées à l'est de ces carrières.

(2) Ces argiles employées dans l'industrie de la porcelaine, à Limoges, ont été et sont exploitées en un certain nombre de lieux de notre département. L'exploitation de Pagenal, près les Eyzies, est le type du genre de l'Oligocène (partie supérieure de l'Eocène).

balances, trébuchets, etc., deux mesures à l'huile en fer blanc. Comme il tient à avoir l'appréciation de notre savant président, il propose que la petite exhibition projetée soit ajournée au premier jeudi de novembre.

Ce qui est accepté.

M. DE DAINVILLE nous envoie trois nouvelles fiches d'analyse de procès périgourdens du xvii^e siècle, tirées du fonds du Parlement de Bordeaux et nous tient au courant de son travail de dépouillement de ce fonds qui est considérable. Ces trois fiches seront jointes à celles qui ont été précédemment reçues.

En s'excusant de ne pas assister à la réunion, M. DE CUMOND nous envoie un travail important auquel il s'était consacré depuis plusieurs années et qui lui avait demandé de nombreuses recherches sur *La commanderie générale d'Aubeterre de l'ordre de Saint-Antoine en Périgord, 1098-1838*. Cette maison de l'aumône était située dans l'ancienne paroisse de Mirand, du diocèse de Périgueux et de l'archiprêtré de Pillac. Au cours de son récit, notre érudit confrère nous fait connaître les liens qui rattachaient cette maison au chef d'ordre, son origine et les phases diverses qui ont marqué son existence.

Quelques passages ainsi que l'excellente table des matières qui accompagne le mémoire sont lus à l'assemblée qui en vote la publication.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL citait à la dernière réunion un sixain de Voltaire tiré de ses *Poésies mêlées*. Il trouve dans les mêmes poésies, tome 17, 2^e édition, Baudouin frères, 1827, p. 464, un quatrain qui nous intéresse :

CCXI.

A M. le président de Fleurieu qui reprochait à Voltaire de n'avoir pas répondu à l'une de ses lettres, et d'avoir écrit à son fils, M. de la Tourette.

Egalement à tous je m'intéresse ;

Je vois partout les vertus, les talens.

Que l'on écrive au père, à la mère, aux enfans,

C'est au mérite qu'est l'adresse.

M. Robert VILLEPELET nous adresse sous ce titre *Quelques notes sur le dernier seigneur de Laxion*, quelques renseignements biographiques, extraits d'un dossier de la série F^r (Police générale, Emigrés) des Archives nationales, sur Jacques-Louis-Charles-Gabriel Chapt de Rastignac, né à Cognac en 1726, mort à Laxion le 24 août 1796, qui devait être le dernier marquis de Laxion.

Le marquis de Chapt, présumé, à tort, émigré, aurait vu ses biens mis sous séquestre, en exécution des lois révolutionnaires. Le dossier utilisé retrace les démarches entreprises par lui, et continuées, après sa mort, par sa veuve et donataire universelle, Gabrielle-Marguerite-Cécile-Françoise de Chabans-Richemont, pour obtenir la radiation du nom du marquis de la liste des émigrés et la mainlevée du séquestre qui était la conséquence de son inscription sur cette liste. Des précisions sont fournies, à ce propos, sur les biens fonciers possédés à la fin de l'ancien régime par cette famille qui était une des plus puissantes et des plus justement considérées du Nontronnais. Notre confrère a pensé que ces notes pourraient prendre utilement place dans le *Bulletin*, en raison de l'importance historique de la famille de Chapt de Rastignac en Périgord.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui ne nous oublie pas, nous envoie quelques indications, destinées à compléter l'article consacré, dans la *Bibliographie générale du Périgord* (tome IV, p. 59), à Emile Fontaine.

• Cet écrivain, né, vers 1814, dans les environs de Bergerac, après avoir terminé ses études au collège de Périgueux, vint à Paris, en 1834, pour suivre les cours de la Faculté de droit. Mais il les délaissa bientôt pour le théâtre.

• Il débuta par des pièces représentées sur les scènes du quartier latin et du boulevard. De 1838 à 1846, il écrivit, soit seul, soit en collaboration, plusieurs vaudevilles et drames, dont quelques-uns obtinrent du succès, et à la fin du règne de Louis-Philippe, il devint un des collaborateurs les plus assidus des *Nouvelles à la main*.

• En même temps, il s'était adonné au journalisme.

Partisan de la monarchie, il défendit les opinions légitimistes successivement au *Globe*, à l'*Europe monarchique*, à la *France*, à la *Gazette de France*, enfin à l'*Union*, dont il était encore, en 1872, un des principaux rédacteurs.

» On ignore la date et le lieu de sa mort, qui arriva peut-être en Espagne, où il s'établit ».

Notre autre vice-président M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas davantage, nous adresse également une communication bibliographique. Il nous rappelle que « l'érudit Jouannet, qui, pendant plus de vingt ans, collabora au *Calendrier de la Dordogne*, s'appelait réellement Vatar de Jouannet. Il était fils de « noble maître François-Pierre Vatar sieur de Jouannet, avocat en la Cour, imprimeur du Roi et du Parlement, ancien trésorier de la paroisse Saint-Germain de la ville de Rennes, et de dame Renée-Jeanne Le Saulnier de Vauhello ». Né à Rennes, le 31 décembre 1765, il fut baptisé le 1^{er} janvier 1766 sous les prénoms de François-René-Bénit. Vatar est donc un nom ; ce n'est pas un prénom comme permettrait de le croire la *Bibliographie générale du Périgord*.

» Venu à Périgueux comme prote de la maison Dupont, François Jouannet, qui avait été reçu licencié en droit à Rennes dès 1785, professa au pensionnat Loqueyssie et fut institué provisoirement, le 28 août 1812, principal du collège de Périgueux. Professeur à Sarlat en 1815, il se fixa en 1817 à Bordeaux par son mariage, y devint bibliothécaire municipal en 1830 et fut nommé correspondant de l'Institut en 1833, puis chevalier de la Légion d'honneur en 1834. Il mourut dans cette ville le 18 avril (et non août) 1845.

» M. Lapouyade qui a consacré une brochure à la vie et aux travaux de ce savant estimable, lui donne ces mots pour épigraphe : *Non lucri cupidus, non ambitiosus honorum*. C'était la devise d'un sage.

» Le 4 mai 1919 est décédé à Paris, âgé de 55 ans, un publiciste, M. Julien de Narfon, dont la mort ne saurait passer inaperçue de notre Société périgourdine. Jean-Julien Noël de Narfon était né à Thiviers, le 24 août 1863 et avait été élève du grand séminaire de Périgueux. En 1891, il avait

fondé au *Figaro* la rubrique du monde religieux et ne cessa de consacrer à l'Eglise son talent de penseur, d'écrivain et de conférencier. Il collabora à la *Revue des Deux-Mondes*, à la *Grande Revue*, à la *Revue*, à la *Petite Revue*, à la *Revue des Français*, à la *France catholique*, à *Athéna*, au *Parthénon*, au *Courrier d'Orient*, à la *Revue d'Italie*, au *Journal de Genève*, etc.

« Il publia divers ouvrages sur *Léon XIII intime* (Juven), *Pie X* (Delagrave), *Montalembert et Louis Veuillot* (G. Crès), *Vers l'Eglise libre* (Librairie mutuelle), *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat* (Alcan). Il fit des causeries à l'Ecole des hautes études sociales, notamment sur les droits et les devoirs du journaliste catholique, le bilan de la Séparation, Montalembert et l'*Avenir*, Protestants et catholiques — par l'union vers l'unité. En 1913, il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur. Son véritable nom patronymique était Noël de Narfon. Il appartenait à une famille de Thiviers, les Noël, anciennement sieurs de Narfon, de la Tour ou Latour, du Peyrat, de Lagrange, de Rivoger, du Meyzarceau, de Lamo-roussie, des Piles, de Mauplat, du Puy.

» La conclusion à dégager de cette communication bibliographique, c'est la fréquence de la substitution d'un nom de terre au véritable nom. Ce fut le cas pour Vatar de Jouannet et pour Noël de Narfon. On n'aurait que l'embarras du choix pour en citer d'autres exemples ».

M. LE PRÉSIDENT nous informe ensuite que plusieurs de nos confrères ont exprimé le désir que la Société reprenne le jour de ses séances mensuelles d'avant la guerre, le premier jeudi du mois, les moyens de circulation étant rétablis.

La proposition mise aux voix est adoptée.

Enfin M. LE PRÉSIDENT nous rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous avons à procéder aujourd'hui à l'élection du Bureau rééligible chaque année et engage les membres présents, fâcheusement peu nombreux, à venir voter immédiatement.

Il procède sur-le-champ au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants.

Sont élus pour l'année 1919-1920 :

Président : M. le M^{re} de Fayolle ;

Vice-Président : Pour l'arr^t de Périgueux, M. Charles Durand ;

— Pour l'arr^t de Bergerac, M. Gontier de Biran ;

— Pour l'arr^t de Nontron, M. Joseph Durieux ;

— Pour l'arr^t de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;

— Pour l'arr^t de Sarlat, M. le vicomte de Gérard ;

Secrétaire général : M. F. Villepelet ;

Secrétaire adjoint : M. Charles Aublant.

Trésorier : M. Féaux.

M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée de la nouvelle marque d'estime et de sympathie qu'elle donne à son Bureau. Comme par le passé, il fera tout son possible pour la mériter.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.



Séance du jeudi 3 juillet 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Chataignon, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Lavergne, Pasquet, le chanoine Roux, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Mallat.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté,

Depuis deux mois, notre bibliothèque a reçu un assez grand nombre de volumes et brochures :

De la Smithsonian Institution, *Report on the progress and condition of the United States National Museum for the year ending june 30, 1918*, un volume relié en toile, in-8° avec deux planches, Washington, Government printing office, 1919 ;

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, 4^e série, tome VIII, un volume broché in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellior, 1916 ;

Catalogue des Manuscrits de la bibliothèque de cette Société, par M. Clovis Brunel, archiviste de la Vienne, in-8°, Amiens, 1917, et Paris, typographie Plon-Nourrit et C^{ie} ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1917, 3^e et 4^e trimestres, un fascicule in-8°, avec portrait et illustrations, Amiens, imprimerie Yvert et Tellior, 1918 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1918 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de septembre-octobre, in-8° avec illustrations et un plan, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1918 ;

Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, 8^e série, tome V, 1915-1918, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Klincksieck, libraire, 1918 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXXVIII, année 1917, un gros volume broché in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1918 ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, année 1916, tome 58, in 8° avec planches, Nantes, Imprimerie Armoricaïne ; contenant un mémoire de M. Léon Maître sur *Le logement et le traitement des fous dans les églises*, et, p. 178, sur *Les loges de la basilique de Saint-Front à Périgueux*. M. Robert VILLEPELET a déjà signalé dans notre *Bulletin* (tome 26, p. 490) les miracles journellement obtenus dans l'église collégiale Saint-Front de Périgueux, au commencement du xv^e siècle, par l'intercession de saint Front et de saint Mémoire *maximé super furiosis et mente captis*.

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts,

25^e volume, 5^e fascicule, in-8°, avec planches, à Nevers, chez Gremion, libraire, 1919 ;

Bulletin du 3^e trimestre de 1918 de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, in-8°, Poitiers, au siège de la Société, rue des Grandes Ecoles ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 38^e volume, 4^e livraison, avril 1919, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant la suite à l'*Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis* ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 17^e-18^e livraisons, mai-juin 1919, in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Aublant ; *Per las mais et lou Rhen allemand* de M. Roubert Benoît ; *Pages historiques : Alcide Dusolier*, par Emile Peyromaure ; et *Les Loisirs du Périgord*, idylles par M. Géraud Lavergne ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, 11^e année, n^{os} 1 et 2, janvier-avril 1919, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, Mounastre-Picamilli, où, p. 4, nos procès-verbaux de séances du 7 août 1918 au 8 janvier 1919 sont soigneusement analysés par M. Paul Courteault ;

Archives historiques du département de la Gironde, tome II, un volume broché in-4°, Bordeaux, Feret et fils, 1918 ; contenant, p. 136, une Requête des étrangers protestants de Bordeaux à M^{sr} Bertin, ministre d'Etat, afin d'obtenir la permission d'avoir des chapelains et un lieu pour la célébration du culte en commun ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 46^e année, janvier-février, mars-avril 1919, deux fascicules in-8° avec deux portraits, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XLVI, année 1918, un volume broché in-8° avec portrait, Montauban, imprimerie Forestié, 1919 ; contenant un intéressant mémoire de M. Paul Pécharman sur *Les faïences montalbanaises au xviii^e siècle* ;

Annales du Midi, 29^e année, n^{os} 115 et 116, juillet-octobre

1917, n° 117 et 118, janvier-avril 1918, deux fascicules in-8°, Toulouse, imprimerie Edouard Privat ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume, n° 4, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1919 ;

Annales de la Faculté des lettres d'Aix, tome VI, n° 3-4, juillet-décembre 1912, tome VII, n° 1-2, janvier-juin 1913, tome VII, n° 3-4, juillet-décembre 1913, trois fascicules in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, tome VII, années 1916 et 1917, in-8°, Lyon, imprimerie Jeannin à Trévoux ; contenant un intéressant article de M. Georges Tricou sur *Les Frères tailleurs et frères cordonniers à Lyon* ;

De M. le marquis de Fayolle, le tiré à part de la *Revue des Etudes anciennes*, tome XXI, avril-juin 1919, sa lettre sur *L'oppidum central des Petrocores*, in-8°, avec un plan, Bordeaux, Feret et fils, éditeurs ;

Et de M. le marquis de Bourdeille, le savant ouvrage de M. le docteur Polian, chanoine théologal de l'Eglise de Tours, sur *Le saint cardinal Hélié de Bourdeille, des Frères Mineurs, évêque de Périgueux, archevêque de Tours*. -- Mémoire historique, tome I^{er}, gros volume broché, grand in-8°, Neuville-sous-Montreuil, imprimerie Notre-Dame-des-Prés ; contenant un grand nombre de documents, concernant l'Eglise de Périgord.

Des remerciements sont votés aux donateurs, et particulièrement à M. de Bourdeille.

M^{lle} Gabrielle Charavay veut bien reprendre ses habitudes d'avant la guerre et nous adresse sa *Revue des Autographes* de juillet 1919, dans laquelle deux noms nous touchent.

1^o Une lettre de l'abbé Chapt de Rastignac, député du clergé d'Orléans aux Etats Généraux de 1789, massacré à l'Abbaye le 3 septembre 1792. Datée du 28 juillet 1781, elle est adressée avec un mémoire à Saint-Mesmin qu'il prie de « concourir à lui rendre une prompte justice ».

2^e Une pièce signée de Louis XV et de Bertin, à Versailles, le 22 novembre 1771. Ce sont des lettres de don de prélation pour le sieur du Bouzen, comte de Pondenas

« à cause de la vente faite au sieur Garré par le sieur curé de Saint-Georges, de terres appelées prez de Langourgon sur le ruisseau de Lauvignon, situées en Guyenne, relevant de nous par notre bien aimé Louis d'Astorg, marquis de Roquepine ».

M. LE PRÉSIDENT nous informe qu'en sa qualité de délégué à l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest à Bordeaux, il a reçu une circulaire d'un Comité d'initiative de l'Institut de France, signée de M. Boutroux et de M. Imbart de Latour et transmise par M. le Recteur de l'Académie de Bordeaux, pour que nous nous occupions de l'*Œuvre internationale de Louvain*, que nous puissions obtenir des dons, des souscriptions, que nous envoyions nos publications pour aider à la reconstitution de la Bibliothèque universitaire de Louvain.

Des Comités départementaux vont être organisés qui seront composés de membres de l'Université et des représentants des Sociétés savantes.

Dores et déjà l'assemblée désigne M. de Fayolle pour la représenter dans ce Comité.

Une visite que M. LE PRÉSIDENT a faite récemment avec M. Féaux à la pierre de saint Augùtre au Saut du Chevalier, lui a fait constater dans l'article que M. le chanoine Brugièrre a consacré à cette pierre (*Bulletin*, tome IX, année 1882), une erreur qu'il demande à rectifier.

« Comme l'établit M. Brugièrre, cette pierre est une des bornes placées aux limites de la juridiction des évêques à la suite d'un accord conclu entre l'hôtel de ville et l'évêché de Périgueux le 20 octobre 1491 pour terminer un procès commencé entre eux à ce sujet en 1382.

» Une seconde borne nommée la Pierre Panlaire existe non loin de là, près du château du Manou.

» M. Brugièrre reproduit dans son article les armoiries sculptées sur deux des faces de la pierre de saint Augùtre.

Les unes sont celles de la ville de Périgueux ; il attribue les autres, qui se composent d'une fasce, accompagnée de trois besants, deux en chef et un en pointe, sommés d'une crosse et d'une mitre, à l'évêque Pierre Tison.

» C'est une erreur. Les armes de l'évêque Tison, qui mourut à Château-l'Evêque en 1384, sont blasonnées par M. de Froidefond :

« D'or à deux lions de gueules passants l'un sur l'autre, à un lambel de trois pendants de même. »

» C'est sous son épiscopat que fut commencé, en 1382, le procès dont il a été question plus haut ; mais il ne fut terminé que cent ans plus tard en 1491 par l'évêque Gabriel du Mas qui occupa le siège de Périgueux de 1486 à 1497. Les armoiries placées sur les bornes ne peuvent donc être celles de Pierre Tison qui fit engager le procès, mais celles de Gabriel du Mas qui le termina et dont l'écusson « d'azur à une fasce d'or accompagnée de trois besants de même placés 2 et 1 » est bien celui qu'a décrit le P. Dupuy et qui se voit encore quoique bien détérioré sur les deux bornes encore subsistantes. L'évêque Gabriel du Mas étant mort en 1497, on peut placer la date de la pierre de saint Augùtre, d'une façon certaine, entre les années 1491 et 1497 avec laquelle correspondent les armoiries et leur style ».

M. PASQUET nous communique la copie d'un hommage intéressant du 6 janvier 1676, rendu dans le château de Limeuil, par David de Narbonne sieur de Larmandie, habitant de sa maison noble de Larmandie, dans la ville dudit Limeuil, entre les mains de M. M^e Jean de Sanailhac, conseiller et secrétaire-intendant des affaires de très haut et très puissant prince Frédéric-Maurice de La Tour d'Auvergne, baron de Limeuil, vicomte de Lanquais, marquis de Bergh-op-Zoom et autres places, gouverneur pour le Roi du Haut et Bas-Limousin, colonel général de la cavalerie légère de France.

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. MALLAT nous envoie une notice avec une planche de spécimens curieux de ferronnerie, de balcons, de rampes d'escaliers, de

serrures de meubles, des vieilles maisons de Périgueux, du xvii^e et du xviii^e siècle.

Après lecture, il est décidé que la notice et la planche seront publiées.

M. BONFILS-LASCAMINADE nous envoie trois pièces qu'il a trouvées dans une caisse de vieux papiers de son étude et qui sont remises à M. l'Archiviste départemental : un certificat du directeur des Eaux minérales de Miers, de l'année 1779, où sont indiqués les prix, 3 liards par bouteille simple, 1 liard pour le cachet, 15 sous par dame-jeanne, 1 sou le certificat et 1 sou pour le domestique ; les buveurs 24 sous. La seconde pièce est une réclamation faite par la famille d'un matelot tué le 14 avril 1783 sur la frégate la *Naiade* prise par les Anglais ; et la troisième contient les avantages accordés à un marchand de papier timbré à Belvès.

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous écrit que deux poètes du Bournat ont, dans de pieux hommages à l'ancien régiment de Périgord, célébré les épisodes où le drapeau du régiment brilla de son plus vif éclat.

« A propos de la fatale journée du 16 juin 1746, qui vit la presque totale destruction du régiment de Périgord, à Plaisance, en Italie, il tient à rappeler les noms de deux officiers, glorieusement tombés dans la mêlée : un héros de seize ans, l'enseigne Bernard d'Issert, et le lieutenant-colonel François de Foucauld de Pontbriand, le neuvième fils de Gaston de Foucauld et de Françoise de Durfort.

» Deux ans après, un capitaine de Périgord, Jean-Nicolas Courtin, chevalier de Saint-Louis, fils de François et de feu Marie-Catherine Collim, vient, à Huisseau-sur-Cosson (Loir-et-Cher), se marier, dans la chapelle du château de Saumery, en présence du marquis de Saumery, gouverneur de Blois, avec Jeanne de Burgeat, fille de Jérémie, conseiller au Parlement de Metz, et de Marie-Jeanne de Cromelin (7 février 1748).

» M. Dujarric ajoute que, le siècle précédent, un autre capitaine de Périgord, maniant la plume aussi bien que l'épée,

avait composé des mémoires, où l'on devrait trouver d'utiles renseignements sur la participation du régiment aux campagnes de Louis XIV. Le manuscrit (de 58 pages) en est conservé à la Bibliothèque de Nîmes, sous ce titre : « *Mémoires du sieur de Serre-Liotaud, capitaine d'infanterie au régiment de Périgord, sur les guerres faites à l'étranger, particulièrement en Piémont, de 1639 à 1652* ».

» C'est ce même capitaine que le P. Lelong appelle inexactement Serre-Lirtauld. Il le fait figurer, dans sa *Bibliothèque historique* (tome III, n° 31667), comme auteur de « *Mémoires des campagnes du maréchal de La Motte-Houdancourt en Catalogne, depuis 1639 jusqu'à la prise de Barcelone* », dont le manuscrit original appartenait, en 1719, à l'abbé de Vertot. »

M. Robert VILLEPELET, continuant de relever, au cours de son dépouillement des dossiers de la Révolution aux Archives Nationales, les renseignements qui, pour les familles auxquelles ils s'appliquent, semblent le plus intéressants pour nous, nous adresse, groupées sous le titre *Histoires de ci-devant*, plusieurs notices extraites des actes du Parquet du Tribunal Révolutionnaire (série W) et des dossiers d'Emigrés (série F⁷). Ces notices concernent : 1° l'affaire de Louis d'Abzac de Ladouze, Jean-Louis de Sanzillon-Mensignac, Pierre Bouchier-Vignéras et sa femme, Lascaud, Langlade et Antoine de Bonis-Bonal, traduits, après le 9 thermidor, devant le Tribunal révolutionnaire de Paris, a paru avoir favorisé l'émigration et entretenu des correspondances contre-révolutionnaires, affaire qui n'alla pas jusqu'au tribunal et qui finit par ce qu'on appelle aujourd'hui un non-lieu ; 2° Pierre-Bertrand de Crémoux, ex-premier médecin de la comtesse d'Artois, Debets-Lacrousille fils, homme de loi, et Joseph-Marie de Gourgues, prévenus d'émigration. Notre confrère a pensé que les notes ainsi recueillies, indépendamment de l'intérêt particulier qu'elles peuvent offrir pour les familles de ceux qui en sont l'objet, en ont un autre, d'ordre social, pour ainsi dire, qui n'est pas négligeable. Cette aimable société provinciale de la fin de l'Ancien Régime, qui sut traverser avec tant de courage

les heures les plus sombres de la Révolution, se peint elle-même dans les documents qu'elle nous a laissés.

Il y a là comme un témoignage d'une époque disparue qui vaut d'être relevé.

A l'occasion du récent décret qui a conféré à la ville de Bitche enfin désannexée la croix de la Légion d'honneur, notre zélé vice-président M. Joseph DURIEUX nous signale « le rôle qu'un officier périgourdin joua dans la défense de cette place contre les Allemands en 1870-1871.

« Le capitaine Leymarie, commandait un détachement de cent quarante-six hommes du 27^e de ligne, chargé de défendre les chemins couverts de la citadelle, depuis le 7 août 1870 jusqu'au 27 mars 1871, date à laquelle la ville fut remise à l'Allemagne, non par capitulation ou prise d'assaut, mais en exécution du traité de paix, de telle sorte que, comme le reconnaît l'historique officiel allemand, ce fut un insuccès pour les assiégeants et que la garnison put se flatter de n'avoir pas été vaincue.

» Jean Leymarie, né à Excideuil le 12 mars 1831, chevalier de la Légion d'honneur en 1880, retraité en 1884, chef de bataillon de l'armée territoriale, mourut à Levallois-Perret le 15 février 1905. Son portrait se trouve dans l'ouvrage de M. Eugène Guesquin sur *Bitche et ses défenseurs*. »

A ce sujet, M. Gabriel PASQUET nous fait savoir qu'un autre de nos compatriotes, l'adjudant Villate-Lafontaine, de Ribérac, se trouvait à Bitche pendant le siège de 1870-71. Lorsque, le 23 mars, deux mois après l'armistice, Bitche, la seule place française tenant encore, ouvrit ses portes sur l'ordre formel du gouvernement français, notre compatriote emporta le drapeau qui flottait sur le fortin dont il avait la garde ; ce drapeau fut remis, en 1914, par M. Villate-Fontaine, avec une lettre de l'héroïque défenseur de la place, le colonel Teissier, l'identifiant.

Notre honoré confrère M. BINGER, gouverneur général honoraire des colonies, qui va se fixer définitivement à Strasbourg, sa ville natale, adresse ses adieux au Président et à

tous ceux de nos confrères qu'il a connus. Il espère bien rester en relation avec la Société quand l'occasion s'en présentera.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Enfin M. le Président nous informe qu'il a reçu de notre imprimeur M. RIBES une nouvelle demande d'augmentation en raison de la cherté des salaires des ouvriers, de la diminution des heures de travail et de la persistance des cours élevés du papier.

Il ne peut nous livrer la feuille tirée à 350 exemplaires, pas à moins de 120 francs pour un minimum de trois feuilles par *Bulletin*, soit une augmentation de 36 francs par feuille.

La proposition de M. Ribes mise aux voix est adoptée, mais à condition que nous profiterons d'une diminution dès que les temps seront meilleurs.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le marquis DE ROQUEMAUREL (Henri-François-Marie), au château de la Rigale, commune de Villeteureix, par Ribérac (Dordogne), présenté par M. de Monteil et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.



LA TOUR DE VÉSONE

(Suite).

III. Quand et comment le temple de Vésone fut-il démoli ?

A vrai dire, il eut à subir, non pas une démolition, mais deux, et la première de très bonne heure, à peine cent ans après sa construction.

On ne s'étonnera pas que j'insiste un peu longuement sur cette première démolition : d'abord elle est la seule sur laquelle nous ayons une donnée quelque peu positive ; puis elle est la seule aussi qui puisse, avec cette donnée pour point de départ, nous conduire à des déductions susceptibles d'éclairer plusieurs points jusqu'ici contestés, mais importants, de notre histoire locale primitive.

La donnée que je vise nous est fournie par une inscription, trouvée à Périgueux, et ainsi libellée dans la partie qui nous intéresse :

M. POMPEVS C. POMP.
SANCTI SACERDOT.
ARENSIS FIL. QVR. LIB.
SACERDOS ARENSIS
QVI TEMPLVM DEA.
TVTELAE ET THERMAS
PVBLIC. UTRAQVE OI
VETVSTATE COLLAB.
SVA PECUNIA REST.
V. S. L. M.

Cette inscription fut quelque temps un casse-tête pour nos érudits locaux. Les deux principales difficultés auxquelles ils se heurtaient étaient l'abréviation *Lib.*, et le mot *arensis* dont le sens leur échappait complètement.

L'un d'eux, Dessalles, eut l'idée d'en référer à l'une des sommités de la science épigraphique du dernier siècle, Auguste Bernard (1), de la Société des Antiquaires de France.

(1) Il est connu surtout par un ouvrage fort remarquable qu'il a publié sous ce titre : *Le temple d'Auguste et la nationalité gauloise*, Lyon, 1863.

Ce savant expliqua que *Lib.* devait se lire Libo, que c'était un surnom porté par Marc Pompée ; et que, quant aux mots *sacerdos arensis*, ils signifiaient *prêtre de l'autel d'Auguste*.

Voici, au surplus, la traduction épigraphique de l'inscription, d'après Auguste Bernard :

Marcus Pompeius, C. Pompeii Sancti, sacerdotis arensis, filius, Quirina, Libo, sacerdos arensis, qui templum deæ tutelæ et thermas publicas, utraque omnino vetustate collabsa, suâ pecuniâ restituit. Votum solvit libens meritò.

Ce qui peut ainsi se rendre en français :

Marc Pompée Libo, prêtre de l'autel d'Auguste, de la tribu Quirina, fils de C. Pompée Sanctus, prêtre aussi de l'autel d'Auguste, rétablit de son argent le temple de la déesse tutélaire et les thermes publics, tous les deux entièrement tombés de vétusté. Il acquitta son vœu de bon cœur et avec raison.

Auguste Bernard avait pu fournir la clef de l'énigme grâce à deux inscriptions dont il possédait le texte (1), et qui, trouvées à Lyon, portaient nettement gravés les prénom, nom patronymique et surnom de Marc Pompée Libo, avec ses qualités de prêtre de l'autel d'Auguste, de fils de C. Pompée Sanctus, et de membre de la tribu Quirina.

Les constatations d'Auguste Bernard levèrent tous les doutes sur le sens de l'inscription. Il fut acquis qu'à un moment donné le temple de la divinité tutélaire était tombé en ruines et qu'il avait été restauré par les soins et aux frais d'un personnage, dont la mention était assortie d'indications précises qui sont toutes à retenir, car elles vont être pour nous un précieux fil conducteur.

Où nous mène ce fil conducteur, c'est tout d'abord à la vérification d'une version d'après laquelle les troubles civils

(1) Voici le texte d'une de ces inscriptions, selon la traduction qu'Auguste Bernard en a donnée, et la reproduction qu'en a faite Léon Dessalles, en son *Histoire du Périgord*, t. 1^{er}, p. 36.

« C. Pompeio, M. Pompei Libonis sacerdotis filio, C. Pompei sacerdotis nepoti, Quirina, Sancto. (A. C. Pompée Sanctus, de la tribu Quirina, fils de Marc Pompée Libo, prêtre, petit-fils de C. Pompée Sanctus, aussi prêtre.)

On trouvera citée plus loin l'autre inscription, relative à la petite-fille de Marc Pompée Libo.

qui, au dernier siècle de l'ère ancienne, désolèrent Rome et firent sombrer sa République, auraient eu pour conséquence, à terme plus ou moins éloigné, l'établissement à Vésone d'une colonie de Pompéiens.

Cette version, non seulement les données générales de l'histoire ne la démentent pas, mais elles la confirment. Résumons-les brièvement.

César venait de donner à Munda, le 17 mars de l'an 45 avant J.-C., un pendant à sa victoire de Pharsale, remportée trois ans auparavant. C'était, après l'écrasement du grand Pompée, l'écrasement de son fils aîné, Cnéus Pompée. Et tous les deux, au lendemain de leur défaite respective, étaient morts assassinés.

Restait le fils cadet, Sextus Pompée (1). Il se trouvait à Cordoue (2), quand il apprit le désastre subi par son frère à Munda. Il prit aussitôt le parti de s'enfuir. Résolution prudente, et l'on peut dire forcée, d'abord parce que César manifestait l'intention de marcher sur Cordoue, puis parce qu'il venait de prononcer la mise de tous les Pompéiens hors la loi. Il avait décrété que quiconque tenait à son ancien rival par les liens du sang, ou avait servi dans ses troupes comme officier, ou avait pris parti pour lui dans le Sénat, aurait ses biens confisqués et serait déchu de la qualité de citoyen romain et banni à perpétuité du sol italien (3). La fuite, au demeurant, apparaissait à Sextus comme un moyen d'éviter le sort fatal de son père et de son frère aîné. Emmenant donc sa famille et celle de Cnéus (4), avec leurs principaux affranchis, il passa de l'Espagne méridionale dans l'Espagne septen-

(1) Restait, en plus, une fille, Pompéia, mariée à Faustus Sylla. Ces trois enfants étaient provenus au grand Pompée de sa femme Mucia. Il avait convolé deux autres fois : avec Julia, fille unique de César, et avec Cornélia, fille de Q. Metellus Scipion, Mais aucune d'elles ne lui donna de postérité.

(2) Cordoue est, comme Munda, une ville du sud de l'Espagne.

(3) *Histoire romaine* de Théodore Mommsen, traduite par Alexandre, liv. XV, chap. XI.

(4) L'histoire ne nous a pas conservé les noms des enfants de Cnéus, fils aîné du grand Pompée. Nous savons seulement que sa veuve était Claudia, fille d'Appius Claudius.

trionale, que les Romains appelaient citérieure, et qui était occupée par les Celtibères.

Il demeura là plusieurs années, réduit pour vivre et faire vivre les siens, aux pires expédients, le brigandage compris, dit-on (1).

A la mort de César, il fut rappelé de son exil par le Sénat, sur la proposition de Marc-Antoine ; et, mû par l'ambition de jouer un rôle digne du nom qu'il portait, il revint à Rome. Il y brigua le pouvoir, et cette brigue le mit aux prises avec Octave et Marc-Antoine. Il engagea contre eux une lutte armée, dont les résultats lui furent quelque temps favorables. Cependant il fut battu finalement et obligé de se sauver de nouveau.

Cette fois, il tourna ses pas du côté de l'Orient. Il gagna la Phrygie. Titius, lieutenant de Marc-Antoine, l'y poursuivit, et, l'ayant atteint, le fit conduire prisonnier à Milet, où, par son ordre, sinon par l'ordre de Marc-Antoine lui-même, on le mit à mort (an 35 av. J.-C.).

Sextus avait alors quarante ans (2). Il était marié à la fille de Lucius Scribonius Libo (3). Il en avait eu plusieurs enfants, au moins trois, deux fils et une fille dont il sera parlé tout à l'heure.

On a supposé — c'est Audierne, je crois, dans son *Périgord illustré*, — que, quand il quitta le nord de l'Espagne pour aller courir les aventures qui devaient lui coûter la vie, Sextus ne voulut pas faire partager à sa femme et à ses enfants les

(1) *Histoire romaine* de Rollin, continuée par Crevier, t. XV.

(2) Ce point est ainsi précisé par Appien : (Sextum) Pompeium anno ætatis ejus quadragesimo Titius intercidit. (De Bellis civilibus, lib. 1.)

(3) Lucius Scribonius Libo, chef d'une puissante famille plébéienne, à laquelle s'allia de son côté, par un second mariage, Octave, futur fondateur de l'Empire, se montra, de la première à la dernière heure, un partisan fidèle du grand Pompée. Il exerça quelque temps pour lui le commandement en Etrurie ; puis il servit sur sa flotte et devint amiral. Il fut investi de diverses dignités publiques. On le trouve tribun du peuple en l'an 56 av. J.-C., et consul avec Marc-Antoine, vingt-deux ans plus tard. C'est sa sœur, Scribonie Libo, qu'Octave prit pour femme, bien qu'elle fût beaucoup plus âgée que lui, et qu'elle eût des enfants d'un précédent mari. Il la répudia par la suite. Il avait eu d'elle une fille, Julie, célèbre par ses débordements.

périls qu'il avait résolu d'affronter. Il aurait donc laissé toute sa maisonnée dans la Celtibérie, et c'est de là que, sur cette entrefaite, ou plus tard, elle aurait passé dans les Gaules.

Cette hypothèse semble contredite par le vieil historien Dion Cassius (1). Cet auteur fait entendre que, quelque hâte qu'eût Sextus, à la suite de sa débâcle, de se rendre en Asie pour se chercher un refuge, il se donna le temps d'aller faire ses adieux à sa femme et ses enfants, et Dion Cassius précise même qu'à son départ Sextus emmena sa fille (2) avec lui. Cette visite n'aurait pas été possible dans un pareil moment, si la famille du fugitif eût été reléguée dans les lointaines montagnes celtibériennes, et encore moins si elle avait émigré déjà dans les Gaules.

La probabilité donc est qu'il s'était fait suivre d'elle en Italie dès la première heure, et qu'ensuite il l'avait mise en temps voulu dans un lieu sûr, à une distance suffisante du théâtre des opérations qui furent presque exclusivement d'ailleurs des opérations navales.

Et une fois consommée sa défaite irrémédiable, et peut-être dès avant même que fût connue sa fin tragique, sa veuve, sous la menace des représailles qu'avaient à redouter les vaincus de la part des vainqueurs, jugea prudent pour elle, pour ses enfants, pour ses neveux, de s'éloigner au plus vite de l'Italie. Tous ensemble passèrent les Alpes et pénétrèrent dans les Gaules, suivis par le reste de leur parenté et de ce qu'on appelait alors leur clientèle.

La fin lamentable de l'odyssée de Sextus ne fut pas pour les encourager par la suite à repasser les Alpes, même après que l'empereur Auguste, dans une vue pacificatrice dont se plut à s'inspirer sa politique, leur eût rouvert les portes de l'Italie. La plupart se trouvaient bien en Gaule. Ils y restèrent.

J'ai parlé déjà de la fondation de Lyon, prescrite en l'an 41 avant J.-C. par le Sénat romain, en vue d'offrir un asile à la population de Vienne-Narbonnaise, chassée par les Allobro-

(1) *Histoire romaine* de Dion Cassius, Liv. 49, c. II.

(2) Cette fille de Sextus se maria plus tard à Marcellus, fils d'une sœur d'Octave, et neveu également d'Antoine,

ges (1). Ce centre était devenu rapidement très important. C'est vers lui que s'achemina la petite colonie pompéienne. Elle fit là, semble-t-il, un séjour assez prolongé. Puis, sinon tous ceux qui la composaient, au moins quelques-uns, gagnèrent l'Aquitaine et vinrent débarquer à Vésone.

Sans doute ils trouvèrent à leur convenance notre site et notre climat. Ils se fixèrent en notre ville et y firent abondamment souche, ainsi qu'en témoigne la multitude des Pompées dont l'existence à Vésone est attestée par notre collection d'inscriptions.

Eh ! je sais bien que Léon Dessalles prétend que les Pompées de Vésone n'avaient rien de commun avec les Pompées de Rome. Mais sa négation, à l'appui de laquelle, d'ailleurs, il a négligé de donner aucune raison, ne saurait suffire à supprimer le trait de vive lumière projetée, comme je vais le montrer, par l'inscription ci-dessus reproduite.

Le prénom de Cnéus est déjà très caractéristique. C'est celui dont était doté le grand Pompée. Il échut ensuite à son fils aîné, comme on l'a vu. Nous pouvons croire que, rendu glorieux par l'aïeul, il fut encore transmis, pendant plusieurs générations, de père en fils ou petit-fils.

En tout cas, nous en retrouvons la trace dans notre inscription, sous la forme de l'initiale C, devant le nom patronymique du père de Marc Pompée Libo. Dessalles, il est vrai, traduit cette initiale par Caius (2), mais sans essayer de justifier sa version le moins du monde. Je tiens pour Cnéus, parce que c'était comme la marque de famille chez les Pompées.

(1) Augustin Thierry.

(2) Là où Auguste Bernard et autres avaient lu distinctement des C comme initiales de prénoms de Pompées divers, M. Espérandieu a voulu voir des G, et il les a traduits uniformément par Gaius. Pas plus que Dessalles, du reste, il n'a dit pourquoi. (Ouvrage précité, pages 20, 47, 68, 69, 92). Sans doute C et G sont deux lettres entre lesquelles la confusion est quelquefois facile. Mais s'il y a des inscriptions qui puissent fournir matière à des hésitations, il en est une au moins dont ce n'est pas le cas. M. Espérandieu lui-même a publié dans son ouvrage en appendice le fac-simile de l'inscription Marc Pompée Libo. Or, ce fac-simile fait éclater à tous les yeux, exercés ou non, l'évidence que l'initiale placée devant Pompée Sanctus est bien la lettre C, et nullement la lettre G.

Toutefois, il faut se garder de confondre Cnéus Pompée Sanctus, père de Marc Pompée Libo, avec Cnéus Pompée, fils aîné du grand Pompée. Ce dernier Cnéus ne pouvait pas, en effet, être prêtre de l'autel d'Auguste, car il était mort près de trente ans avant la création de cette dignité sacerdotale.

Mais si Cnéus Pompée Sanctus n'était pas le fils du grand Pompée, il en était le petit-fils. Nous en avons, j'ose le dire, plus qu'une présomption, nous en avons la preuve dans le surnom de Libo porté par Marc Pompée.

Les Romains, du moins les Romains de qualité (1), prenaient généralement trois noms : prénom, nom propre, surnom. Et le surnom se tirait le plus souvent d'une particularité distinctive de leur personne ou de leur famille (2). Quelquefois il servait à distinguer deux branches de la même maison. Tel était le cas de la maison Scribonia, où l'on sait qu'était entré Sextus Pompée par son mariage avec la fille de Lucius Scribonius Libo. Les Scribonii formaient deux branches. Elles se distinguaient par leur surnom, celui de Curio pour l'une, et celui de Libo pour l'autre (3).

Il n'est pas douteux que, chez Marc Pompée, l'addition à son nom de celui de Libo ne fût le signe de la filiation qui le rattachait à Sextus et à sa femme. C'était l'affirmation qu'il était leur descendant. Non pas, il est vrai, leur descendant immédiat, puisque nous le savons fils de Cnéus Pompée Sanctus, mais leur descendant médiateur.

Il n'est pas douteux, non plus, que l'évocation de cette parenté entre les Pompées et les Libo n'aurait guère eu de

(1) C'est ce que fait entendre Juvénal dans sa Satire V. Le poète conseille au parasite Trébius de ne souffler mot à la table de l'opulent Virron. Ne t'avise pas, lui dit-il, de te mêler à la conversation, comme si tu étais un personnage à triple nom : sans quoi, tu auras le sort fait à Cacus par Hercule, tu seras pris par les pieds et mis ignominieusement à la porte.

Duceris plantâ, velut ictus ab Hercule Cacus,
Et ponère foris, si quid tentaveris unquam
Hiscere, tanquam habeas tria nomina...

(2) *Explication des coutumes et cérémonies observées chez les Romains*, par Nieuport, ouvrage traduit de l'allemand par l'abbé des Fontaines,

(3) *Dictionnaire de Larousse, verbo Scribonia.*

sens ni de raison d'être, s'il s'était agi d'une parenté de formation lointaine. C'était, évidemment, une parenté récente, une parenté dont on ne saurait reculer l'origine au-delà de la pénultième génération. Le mot « pénultième » est ici d'autant plus de mise que, d'après un usage à peu près constant, quand on voulait prendre le surnom d'un ascendant, on choisissait celui de son grand-père ou de sa grand'mère, même préféralement à celui de son père ou de sa mère (1). Nous en avons un exemple fourni précisément par le fils de Marc Pompée Libo.

Je tiens donc pour certain que Cnéus Pompée Sanctus était fils, et Marc Pompée Libo petit-fils, de Sextus Pompée et de la fille de Lucius Scribonius Libo ; et que, par conséquent, Cnéus Pompée Sanctus était petit-fils, et Marc Pompée Libo arrière-petit-fils du grand Pompée.

A quel moment doit-on croire que Marc Pompée reçut le surnom de Libo ? Apparemment dans le moment où se formaient à Lyon deux lignées de Pompées, celle de Cnéus, fils aîné, et celle de Sextus, fils cadet du grand Pompée. Les descendants des deux frères vivaient là côte à côte. Ce rapprochement était né de leur proscription commune. Il répondait au besoin qu'ils avaient de se sentir les coudes, dans les difficultés ou les épreuves de l'exil. Mais, tout en voulant s'appuyer les uns sur les autres, tout en se voulant entr'aider, ils ne voulaient pas se confondre. Et c'est pourquoi le surnom de Libo, après avoir été pris à Rome pour servir de démarcation entre les deux branches de la famille Scribonia, fut pris à Lyon pour remplir le même office entre les deux branches de la famille Pompée. C'était toujours une application de la coutume romaine.

Mais cette adjonction par Marc-Pompée du surnom de sa grand'mère au nom patronymique de ses ancêtres pater-

(1) Cet usage avait sa raison d'être. Le surnom se prenait le plus souvent quand se revêtait la robe civile. Or, à ce moment, entre un fils et ses parents directs, il y avait encore des chances d'une longue co-existence, où l'identité du prénom pouvait être une source incessante de confusions, au moins très incommodes. Le même inconvénient n'existait pas, ou paraissait devoir être d'une durée bien moindre, quand il s'agissait des grands-parents.

nels peut s'expliquer par une autre raison, celle-ci d'ordre tout sentimental. Cette aïeule était sans doute tenue par Marc Pompée en spéciale vénération comme ayant veillé sur ses jeunes années.

On a vu plus haut qu'en l'an 35 avant J.-C. Sextus avait 40 ans. Il est permis de présumer que sa femme était à peu près du même âge. Peut-être même, comme il arrive le plus fréquemment, était-elle plus jeune. Dès lors, rien d'étonnant qu'elle ait survécu à son mari d'assez longues années pour avoir pu, après avoir élevé leur fils Cnéus Pompée Sanctus, en élever aussi les enfants, Marc Libo compris.

Il semble que Marc avait un frère. Et même ce frère était son aîné: c'est du moins ce que donne à croire le prénom de Cnéus qu'il portait. Or, de même que Marc se donna pour surnom celui de leur grand'mère commune, de même Cnéus adopta, comme surnom aussi, le prénom de leur grand-père.

Nous possédons une inscription qui nous révèle, avec sa présence à Vésone, une consécration qu'il y fit à *Jupiter, protecteur et pacificateur, et à l'auguste Vésone, divinité topique*.

Audierne a bien senti toute la portée du surnom de Sextus. Il l'a sentie même, pourrait-on dire, au point de l'avoir exagérée, car en son *Epigraphie de l'antique Vésone*, il a fait de Pompée Sextus, non le petit-fils, mais un des fils de Sextus Pompée et de Scribonie Libo. D'autre part, voulant attribuer à ce personnage une grosse part dans les embellissements de Vésone, il est allé jusqu'à lui faire, très arbitrairement, application de trois inscriptions qui ne le concernent nullement. Elles intéressent un autre Pompée, du prénom d'Aulus et du surnom d'Antiquus. Et c'est sur cette confusion, malaisément explicable, qu'il a bâti ce qu'il appelle sa « *généalogie des Pompées* » !

Le seul étai solide dans ce branlant échafaudage est le surnom de Sextus. Cependant quelque significatif que soit ce surnom, il l'est bien moins que celui de Libo. Sextus était, après tout, un nom très répandu chez les Romains tant comme prénom que comme surnom, et son adoption par l'auteur de la dédicace à *Jupiter protecteur et pacificateur* perd, de ce fait, une partie de sa valeur, probante dans le

sens que j'envisage ici, Libo, par contre, n'était rien moins qu'une appellation commune. Elle était attachée à une famille unique, celle de Sextus Pompée. Plus ce surnom est rare, et plus il est distinctif ; moins, par conséquent, il laisse place au doute sur la filiation que j'en déduis.

On a pu remarquer que dans notre inscription locale ci-devant reproduite la qualité de membre de la tribu Quirina ne figure pas à côté du nom de C. Pompée Sanctus, et que, par contre, elle figure à côté du nom de son fils M. Pompée Libo. C'est une anomalie dont il y aurait lieu de s'étonner, si l'on ne savait que les citoyens romains de *naissance* s'abstenaient habituellement de faire inscrire dans les actes publics le nom de la tribu dans laquelle ils étaient rangés. Au contraire, les citoyens *naturalisés* romains n'y manquaient jamais. C'était comme un titre de noblesse dont ils se paraient. La différence qui se remarque en notre inscription peut donc être regardée comme un indice que Cnéus Pompée Sanctus était né citoyen romain. Autrement dit, il était venu au monde en Italie. Mais autant qu'on en puisse juger par l'âge auquel était mort son père, il ne faisait guère qu'entrer dans son adolescence au moment du débarquement de sa famille à Lyon. C'est dans cette ville qu'il grandit. Puis il y prit femme. Puis encore il y devint père de Cnéus, Marc et Pompéia. Enfin il s'y fit recevoir prêtre du temple d'Auguste.

Tout cela dut se passer pendant que s'achevait l'ère ancienne (1). Et, quand la nouvelle s'ouvrit, Marc Pompée Libo pouvait atteindre l'âge d'homme, ou tout au moins l'approcher. Or, cet âge était requis pour être investi du sacerdoce.

Chez les Romains, les prêtres ne formaient point un ordre à part. L'exercice du sacerdoce se superposait à celui de toutes autres fonctions civiles ou militaires. Même les prêtres des dieux inférieurs, écrit Nieuport (2), étaient choisis parmi les citoyens que distinguaient le plus leurs emplois et leurs

(1) Cnéus Pompée Sanctus fut prêtre du temple d'Auguste, au plus tôt en l'an XII avant J.-C., puisque c'est de cette année que date l'érection à Lyon de ce monument fameux.

(2) Ouvrage précité.

dignités. C'est dire qu'ils n'étaient guère pris parmi les tout jeunes gens. Cependant quelques éphèbes d'illustres familles pouvaient se voir conférer cet honneur, mais jamais avant d'avoir ceint la robe virile. C'est encore Nieuport qui le constate (1).

Pour le dire en passant, Cnéus Pompée Sanctus n'était pas le premier de sa maison auquel on avait accordé la dignité sacerdotale. Son père Sextus en avait également été revêtu. Mais Dion Cassius nous apprend que les triumvirs l'en dépouillèrent pour le punir d'avoir pris les armes contre eux. Ils le dépouillèrent en même temps du consulat dont il était aussi titulaire.

Marc Pompée voulut être prêtre comme l'était son père et comme l'avait été son grand-père. Mais on vient de voir qu'il ne fut en âge de se faire agréer pour le service des autels que vers le commencement du premier siècle de l'ère chrétienne. C'est donc alors, sinon même un peu plus tard, qu'il fut, à son tour, institué prêtre du temple d'Auguste, *sacerdos arenensis* : ce qui impliquait qu'il avait encore son domicile à Lyon.

Il est vrai qu'une fois en possession du titre de *sacerdos arenensis*, on ne le perdait pas, bien qu'on se déplaçât. Mais ce titre ne s'acquerrait pas dans un voyage occasionnel et tout temporaire, comme l'eût été celui qu'aurait accompli, par exemple, un prêtre délégué par Vésone pour présider aux cérémonies solennelles qui se célébraient tous les ans, aux calendes d'août, dans le temple d'Auguste, à Lyon. Nous savons, en effet, que l'envoi d'un député dans cette circonstance était un privilège dont jouissaient, chacune à son tour, les soixante métropoles municipales au nombre desquelles figurait Vésone.

Mais le prêtre chargé de cette mission était dit *sacerdos ad aram*, c'est-à-dire prêtre commis pour le service de l'autel, ce qui s'entendait de l'autel par excellence, de l'autel unique en tant que commun aux trois Gaules, de l'autel pour ainsi dire national (2).

(1) Ouvrage précité.

(2) Rentré dans ses foyers, le prêtre, honoré de la délégation *ad aram*, prenait rang désormais parmi les *flamines augustaux*.

Or, il ne faut pas confondre *sacerdos ad aram* avec *sacerdos arenensis*. Il existait entre ces deux expressions une différence analogue à celle que nous établissons entre les mots *honoraire* et *titulaire*. *Sacerdos arenensis* signifiait prêtre *habitué* du temple d'Auguste ; par conséquent, prêtre demeurant à Lyon.

Non seulement Marc Pompée Libo faisait de la capitale gauloise sa résidence, au moment de son accession au sacerdoce ; mais, cette résidence, il la conserva dans la suite plus ou moins longtemps ; car, d'une des inscriptions trouvées dans cette ville, et communiquées par Auguste Bernard, il est permis d'induire que c'est à Lyon que Marc Pompée Libo se maria, et qu'il lui naquit des enfants, un fils entre autres nommé Cnéus Pompée Sanctus, comme son grand-père.

Ce second Cnéus Pompée Sanctus eut lui-même une fille mentionnée dans une inscription lyonnaise, traduisible de la façon suivante : *A Pompeia Sabina, fille de Pompée Sanctus, et petite-fille de Pompée Libo.*

Auguste Bernard signale comme terminant cette inscription la lettre majuscule P qu'il traduit par *publicé*. Etant donné que l'inscription décorait un socle trouvé, il y a une soixantaine d'années, dans un emplacement du quartier des Terreaux, à Lyon, et que ce socle avait servi visiblement de piédestal à une statue, *publicé* signifierait, d'après Auguste Bernard, que la statue *Pompeia Sabina* avait été érigée au moyen de deniers publics.

Mais Allmer, dont M. Espérandieu consigne favorablement l'avis (1), va plus loin. Il estime, au vu de la longueur du socle, que ce n'était pas seulement une statue, mais quatre, qui le surmontaient : savoir, outre la statue de *Pompeia Sabina*, celle de son père, de son grand-père et de son arrière-grand-père ; qu'à chaque statue correspondait une inscription ; qu'au-dessous des quatre inscriptions couraient deux mots sur toute la longueur du socle ; que *publicé* en était un ; et que l'autre, qui le précédait, et qui a disparu sous l'action du temps, devait être *Petrucorū*.

En sorte que ce seraient les *Petrucorēs*, autrement dit les

(1) Ouvrage précité.

Vésuniens, qui auraient fait les frais, et de l'érection des quatre statues, et des quatre inscriptions.

Si cette version est exacte, combien elle est significative, et à deux points de vue !

D'une part, elle montre que Vésone tenait pour ses insignes bienfaiteurs Marc Pompée Libo ; Cnéus Pompée Sanctus, son père ; autre Cnéus Pompée Sanctus, son fils, et Pompéia Sabina, sa petite-fille. Et pour qu'ils eussent eu l'occasion de s'acquérir de si grands titres à sa gratitude, ne fallait-il pas qu'ils eussent vécu tous à son contact, c'est-à-dire qu'ils eussent habité dans son sein ?

Et, d'autre part, si les Pétrucores avaient, au lieu de Vésone, choisi la capitale gauloise, malgré la très grande distance qui les en séparait, pour s'acquitter de la dette de cœur contractée par eux vis-à-vis de Pompéia Sabina et de ses trois ascendants, n'est-ce point parce qu'ils attribuaient à ces quatre personnages des attaches exceptionnelles avec la ville de Lyon, et qu'ils jugeaient que ces attaches y donneraient plus de prix aux honneurs qu'ils se proposaient de leur rendre ?

On peut croire aussi que Pompéia Sabina serait allée mourir dans le lieu qui l'avait vue naître, et que, naturellement, c'est là que lui aurait été érigé un monument funéraire, où se serait plu à se manifester, au moyen des quatre statues et des quatre inscriptions, la pieuse reconnaissance des Pétrucores.

Voilà, dans tous les cas, en l'inscription *Pompeia Sabina* telle qu'elle est expliquée par Allmer, la trace de quatre générations de Pompées dont la succession, ou plutôt même la coexistence, à Lyon, embrasse une durée qui ne saurait être de moins de soixante ou quatre-vingts ans.

Mais faisons, si l'on veut, abstraction de l'interprétation d'Allmer, quelque autorisée qu'elle soit par le nom de son savant auteur. Que reste-t-il ? Il reste que Marc Pompée Libo, le principal des Pompées dont nos inscriptions constatent la présence à Vésone, était encore, ce semble, à Lyon, quand il devint grand-père. Cet avantage — j'estime que c'en est un — ne s'obtient guère avant l'âge de cinquante ans. D'où je conclus que Marc Pompée Libo n'a dû s'installer chez nous

que vers la fin du règne de Tibère, si ce n'est même dans le cours de celui de Claude. Il pouvait continuer d'y vivre, déjà quelque peu vieux à la vérité, sous Néron dont le règne s'étend de l'an 54 à l'an 68 après J.-C.

Et je n'ai nul besoin de l'interprétation d'Allmer pour être persuadé que quand Marc Pompée Libo vint à Vésone, il n'y vint pas seul. Il y amena tout au moins sa famille personnelle, son père encore d'âge — mais tout juste — à n'être point défunt, sa femme, ses enfants, voire ses petits-enfants ; et enfin son frère, C. Pompée Sextus. Peut-être même y amena-t-il aussi ses cousins ou ses neveux, les descendants de son grand-oncle Cnéus.

Ainsi l'établissement à Vésone d'une colonie de Pompéiens — et de très authentiques Pompéiens, n'en déplaise à Des-salles — n'est pas une légende. C'est un fait historique absolument certain.

Taillefer et Audierne ont donc eu raison de se faire les échos de la tradition qui, le long de deux milliers d'années, n'avait pas cessé d'attester ce fait. Où seulement ils se sont trompés, c'est quand ils ont cru que la colonie dont il s'agit était venue tout droit à Vésone, au lendemain de l'affaire de Munda. Elle n'y est venue qu'environ un siècle après.

Mais l'auteur des *Antiquités de Vésone* et celui du *Périgord illustré* sont bien excusables d'avoir commis cette erreur, car les textes qui la démontrent, et permettent aujourd'hui de la redresser (1), n'avaient pas encore été découverts, au moment de la publication de leurs ouvrages.

(A suivre).

E. Roux.

(1) Je veux parler des inscriptions lyonnaises. Quant à nos inscriptions locales, elles étaient, dès ce temps là, connues presque toutes, ainsi que le prouve l'*Epigraphie* précitée d'Audierne. Il est fait, notamment, en cet ouvrage une place à l'inscription Marc Pompée Libo ; seulement cette inscription y est assortie d'une interprétation aujourd'hui démontrée fautive.

LA LIGUE ET L'ÉDIT DE NANTES EN PÉRIGORD

(Suite). *133*

§ 14. En février 1592, Geoffroy de Baynac (1)

« fit de nuit pétarder la maison de Belcayre-sur-Vézère, où il princt le
» S^r maistre de la maison et le mena prisonnier à Baynac ; peu de
» temps après (6 mars) le s^r de Pelvési (2) avec ses frères, enfants du
» prisonnier, prirent le chateau de Campagnac-del-Bos, espérant
» prendre le maistre de la maison pour, par droit de représailles,
» tirer leur père de prison ; mais il arriva que le s^r de Campagnac (1),
» se mettant en deffense, fust tué, sa maison pillée, où les prenans
» mirent garnison et la gardèrent quelque temps » (2).

Geoffroy de Baynac, proche parent du s^r de Campagnac, voulut se venger sur la Ligue ; le 31 mars, il arriva devant Sarlat avant le jour ; quelques habitants, amis des Royaux, devaient ouvrir devant lui la porte de La Rigaudie ; le gouverneur La Forest, qui venait de recouvrer sa liberté, connaissait le complot ; il facilita l'entrée des premiers assaillants, qui furent pris et désarmés ; les autres essayèrent de fuir et plusieurs furent tués ; Baynac dut son salut à la vitesse de son cheval (3) et chercha d'autres moyens pour exercer ses représailles contre les Ligueurs Sarladais ; il établit au château de Commarque, dans l'église de Tamniès et au fort de la Boyne (4) des garnisaires chargés de piller les maisons, les jardins et les domaines de ses ennemis ; cette fonction, imitée sur les reistres allemands, fut remplie avec autant de rapacité que d'audace. Le Ligueur Foucaud d'Aubusson

« vint avec des forces et quelques pièces de canon, il assiégea et
» prit Belcayre et de là vint au fort de la Boyne, qui fut prins d'as-

(1) Fils d'autre Geoffroy et de Gasparde de Lur-Longa.

(2) Antoine de Reilhac était sgr de Pelvési, par son mariage avec Francoise de Carbonnières, dame de Pelvési.

(1) Jean de Roux, sgr de Campagnac et catholique, avait épousé Esther de Larmandie-Longa, tante de Geoffroy de Baynac.

(2) *Chronique* de J. Tarde, p. 319.

(3) *Livre de raison* de Léonard Selve.

(4) Commune de Meyral, canton de Saint-Cyprien (Dordogne).

» saut le 21 septembre, après avoir fait tirer quelques coups de
» canon. Tous ceux qui estoient dedans furent pendus aux arbres
» les plus proches et le fort abattu » (1).

§ 15. Henri IV et le duc de Mayenne déploraient cet odieux retour vers le régime des guerres privées et les Ligueurs comprenaient que l'ordre ne pouvait pas être rétabli dans le royaume aussi longtemps que l'autorité royale serait contestée par un grand nombre de Français. Charles X était mort depuis deux ans et n'avait pas été remplacé, parce que tous les princes de Bourbon, quoique catholiques, avaient reconnu le Béarnais pour leur Roi. Philippe II avait soulevé quelques objections sur la loi Salique pour faire attribuer la couronne de France à sa fille Isabelle; mais toute la Ligue avait fait entendre à ce sujet des protestations indignées. D'autre part, le duc de Guise s'était échappé, le 15 août 1591, du château de Tours, où il était retenu prisonnier depuis l'assassinat de son père, et tous les principaux Ligueurs savaient qu'il était en désaccord avec son oncle sur plusieurs questions essentielles (2).

Pour résoudre ces graves difficultés, le duc de Mayenne convoqua les Etats-Généraux de la Ligue pour le mois de janvier 1593, au palais du Louvre.

Henri IV éprouvait aussi de sérieuses contestations; les Calvinistes, jaloux des faveurs accordées aux Catholiques, réclamaient sans cesse l'entière liberté de leur culte; ils obtinrent, en juillet 1591, l'édit de Mantes, qui faisait revivre les principales clauses du traité de Bergerac; cette concession ne les rendit pas plus dociles. Persuadé que le meilleur moyen de les apaiser était de rallier les Ligueurs, le Roi chargea du Plessis-Mornay d'ouvrir à ce sujet des négociations avec les chefs de la Ligue. A la première audience, Mayenne demanda l'abjuration solennelle d'Henri IV et l'attribution des plus hautes fonctions du royaume aux principaux Ligueurs, tels que les ducs de Mercœur, de Nemours et de Joyeuse. Toutes ces conditions furent acceptées et le dé-

(1) *Chronique* de J. Tarde.

(2) Comte de l'Espinoy : *La Ligue et les Papes*, p. 502 et s.

s'accord ne porta plus que sur un seul point : les Ligueurs voulaient que l'abjuration précédât leur soumission ; le Roi ne voulait abjurer qu'après avoir été reconnu (1).

Pendant que ces conférences étaient tenues à Suresnes, les élections des Etats-Généraux avaient été faites ; les Royaux opposèrent partout les plus grandes difficultés au recensement des suffrages et à la réunion des élus ; parmi les cinq députés du Périgord, un seul, Arnaud de Labatut put arriver à Paris, en surmontant mille difficultés pendant tout son voyage. La première assemblée eut lieu le 26 janvier 1593. Presque tous les députés désiraient donner la paix au royaume, et, dans ce but, ils demandèrent à prendre part aux conférences de Suresnes.

§ 16. Pendant ces négociations, la guerre fut plus ardente que jamais en Guyenne ; Villandraut avait capitulé depuis quinze jours, lorsque Paul d'Esparbès de Lussan obligea Matignon à rassembler une flotte de guerre et une armée. Lussan gouvernait Blaye pour la Ligue, et quand il avait besoin d'argent il augmentait les droits de péage exigés des navires qui passaient sous le feu de ses canons. Le commerce bordelais fit à cet égard de nombreuses réclamations au maréchal de Matignon (2) ; mais le fier Ligueur ne reconnaissait pas l'autorité d'Henri IV et de ses lieutenants. Il devint bientôt nécessaire d'agir avec énergie contre lui : le 28 décembre 1592, le siège fut mis devant Blaye, pendant que neuf vaisseaux anglais ou flamands investissaient le port. Lussan pria le marquis de Villars de lui venir en aide, et Montpezat, sénéchal du Périgord, reçut l'ordre de lever une armée dans l'Agenais et le Quercy pour la conduire au gouverneur du Poitou, Charles de Cossé-Brissac, chargé de porter secours au gouverneur de Blaye (3).

Au commencement de mars 1593, Montpezat partit d'Agen avec deux mille hommes et un canon ; il s'empara de Villefranche-du-Périgord et donna le gouvernement de la ville à

(1) Comte de l'Espinois : *La Ligue et les Papes*, p. 521 et s.

(2) Arch. hist. de la Gironde, t. X, p. 565.

(3) Arch. de Périgueux, F.F. 174.

Jean de La Sudrie, sgr de Calvayrac, qui s'empara bientôt après de Fontenilles, tandis que Montpezat se dirigeait vers Cahors, pour aller ensuite prendre ses deux couleuvrines à Rocamadour et passer la Dordogne à Carennac.

§ 17. Dès que Matignon connut les projets de Villars, il chargea Aubeterre et Thémines d'arrêter les Ligueurs au passage ; Jacques de Caumont-La-Force et François de Bourzoles arrivèrent à Montpezat, quand l'armée de la Ligue était déjà partie pour le Haut-Quercy ; ils s'emparèrent facilement de Fontenilles et quand les deux sénéchaux les eurent rejoints, ils allèrent ensemble dans la vicomté de Turenne, pour surprendre les Ligueurs au gué de Carennac.

Montpezat avait précipité sa marche, sans aller chercher son artillerie de Rocamadour ; arrivé sur la rive droite de la Dordogne, il connut les dispositions de l'armée royale. Continuant sa route vers l'est, jusqu'à Cornil (1), il établit son camp entre les deux châteaux, et du Mas de La Morelie, commandant l'arrière-garde, gardait les approches du camp.

Le 16 avril, Aubeterre et Thémines attaquèrent tout à coup les Ligueurs ; du Mas remplit sa mission avec un courage admirable, qui permit à Montpezat de se sauver avec l'avant-garde et la cavalerie ; mais la plus grande partie de son armée prit la fuite dans toutes les directions, abandonnant ses armes, ses munitions et la cassette du sénéchal (2).

§ 18. Quelques intrépides Ligueurs, ralliés par La Tourette et le capitaine de Pascal, s'établirent dans les ruines du château de Carlux (3), pour arrêter l'armée royale, revenant de Cornil en Périgord. Aubeterre et Thémines, passant, le 20 avril, sous ces tours démantelées, furent salués par une violente arquebusade ; ils essayèrent sans aucun succès de continuer leur route et furent obligés d'entreprendre un siège régulier de la place. Les Ligueurs opposèrent une résis-

(1) Commune du canton de Tulle (Corrèze).

(2) De Thou : *Histoire de mon temps*, L. CVII.

(3) Détruit pendant la guerre de Cent Ans ; il appartenait à Odet d'Aydie vicomte de Carlux.

tañce héroïque (1) ; La Tourette périt en exécutant une sortie furieuse ; mais sur la demande du capitaine de Pascal, la Ligue de Sarlat envoya l'archidiacre de Pelvési (2), Salis et Chassain, avec un important secours. Jacques de Caumont-La Force, qui commandait l'artillerie royale, fit une large brèche aux remparts et les Royaux lancèrent un assaut qui fut repoussé. Les assiégeants se décidèrent alors à faire l'investissement rigoureux de Carlux et de réduire les défenseurs par la famine.

Pascal envoya plusieurs messagers à Montpezat, le conjurant de venir au plus tôt, afin de réparer par une victoire certaine la malheureuse surprise de Cornil... Il attendit jusqu'au 10 mai. Ce jour-là, n'ayant plus ni vivres ni munitions, les Ligueurs

« capitulèrent et sortirent tambours battants et l'enseigne déployée ;
» ils se retirèrent à Sarlat, conduits par M. de Thémynes. En ce siège,
» fut tué quatre cents hommes des assiégeants et des assiégés
» vingt » (3).

En arrivant à Périgueux après sa déroute de Cornil, Montpezat avait appris que l'entreprise du gouverneur du Poitou sur Blaye était contremandée ; Cossé-Brissac venait d'être nommé gouverneur de Paris ; d'ailleurs, Lussan tenait toujours l'armée royale en échec, grâce aux secours envoyés par le roi d'Espagne.

§ 19. Cependant Montpezat voulut relever le prestige de la Ligue et conduisit les débris de son armée sur la ville close de Lisle, dont il s'empara, malgré la résistance énergique des Royaux ; il y mit une garnison de cinq cents hommes, sous le commandement de Puyferrat (4) et revint à Périgueux, où Mayenne le tenait au courant des laborieuses conférences de Suresnes.

Le sénéchal d'Aubeterre, maître de Carlux, précipita sa

(1) *Chronique* de J. Tarde, p. 322.

(2) Antoine de Reilhac.

(3) *Chronique* de J. Tarde, p. 323.

(4) Charles de Laporte, fils de Bertrand et de Marguerite de Rouxseau, frère puiné de Bernard.

marche, afin de reprendre Lisle, avec le concours de Baynac, Chamberet et Lavauguyon ; sur sa route il dévasta les domaines de Saint-Quentin, de Pelvézi et de Sergeac, appartenant à des Ligueurs et se présenta, le 10 juillet, devant Lisle, à la tête d'une véritable armée ; six cents volées de canon, lancées sur les remparts, firent une brèche insuffisante ; mais Aubeterre apprit, le 28 juillet, que Montpezat venait au secours de la ville avec la milice urbaine de Périgueux, sous les ordres du consul Chaignon, et quatre compagnies d'arquebusiers, commandées par du Bouzet ; il s'empressa de tenter un premier assaut, qui fut repoussé ; pendant qu'il donnait le signal d'une seconde attaque, un coup d'arquebuse l'étendit sur le sol, mortellement blessé ; ses lieutenants prirent la fuite, poursuivis par Montpezat et Chaignon, qui les taillèrent en pièces.

Peu de jours après, les Ligueurs de Sarlat reprirent le château de Carlux (1) et Lussan obligea le maréchal de Matignon à lever le siège de Blaye (2).

§ 20. Après ces trois glorieux succès, la Ligue du Périgord devint arrogante : Jean de Boussier fit arrêter, le 1^{er} août, un officier de l'armée royale, appelé Aymar Viaul de Champlong ; M. de Massès, lieutenant général d'Henri IV en Angoumois, somma par trompette Montpezat de le remettre en liberté ; le sénéchal Ligueur répondit qu'il voulait respecter la suspension d'armes, mais que la sommation devait être portée au gouverneur de Montignac ; mis en demeure de libérer son prisonnier,

« M. de Boussier a fait réponse qu'il avoit livré le s^r de Champlong » à quatre soldatz de sa compagnie. pour l'aller garder à deux lieues » de là, dans une roche, et n'a voulu le délivrer » (3).

Si quelques ardents Ligueurs continuaient ainsi leurs guerres privées, les agriculteurs soupiraient vers la paix ; interprètes de ces sentiments énergiques, plusieurs chefs des

(1) *Chronique* de J. Tarde, p. 323.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XIV, p. 261.

(3) *Arch. dép. de la Charente*. Cité par le *Bulletin* de la Société arch. du Périgord, t. VII, p. 384.

Royaux et de la Ligue, se réunirent au château de Lacaux (1), chez Jean de Montardit, pour régler les conditions d'une trêve et les délégués signèrent, le 1^{er} juillet 1594, une suspension d'armes, pendant laquelle le produit de la taille serait partagé par portions égales entre le trésor royal et celui des Ligueurs ; mais le sénéchal d'Aubeterre, qui venait de remporter ses deux victoires de Cornil et de Carlux, refusa d'approuver ces conventions, persuadé qu'il ne tarderait à disperser pour toujours la Ligue du Périgord.

(A suivre). 1231

R. DE BOYSSON.

MONOGRAPHIE DE L'OUVRIER PÉRIGOURDIN

AVANT 1789.

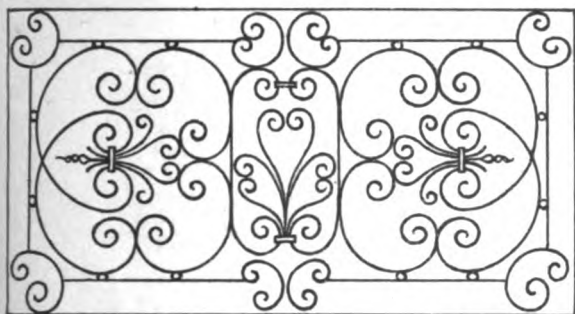
Les quelques modestes travaux en fer forgé ou découpé dont je donne le dessin dans la planche ci-contre permettent de se faire une idée moyenne des capacités professionnelles de l'ouvrier du fer aux xvii^e et xviii^e siècles.

Ce sont d'abord trois rampes de balcon en fer forgé du xviii^e siècle.

Le n° 1, moins stylisé que les deux autres, est cependant digne d'attention par l'emploi de liens profilés placés au bon endroit. C'est au premier étage de la maison portant le n° 34 de la rue Limogeanne qu'existe ce gracieux travail du commencement du xviii^e siècle.

Le n° 2 est emprunté à la façade de la maison où naquit Daumesnil, sur la place de ce nom. Tous les travaux en fer forgé, balconnets ou appuis de fenêtre qui ornent cette maison, portent la marque de leur époque, ils sont du commencement du xviii^e siècle. Cette rampe est galbée, c'est-à-dire qu'elle embrasse tous les retours d'angles et les courbes de la pierre du balconnet sur laquelle elle est scellée. Cela aug-

(1) Commune de Celles, canton de Montagnier (Dordogne).



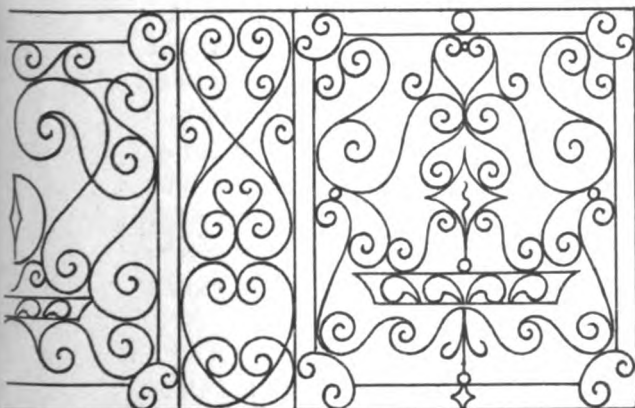
Rampe de balcon, rue Limogeanne, N° 34

N° 1



Balconnet de la Maison Daumesnil

N° 2



Rampe de balcon-motif central, Place de la Clautre, N° 5

N° 3



XVIII^e S. - Garniture ordinaire de serrure de meuble.

N° 5



Imposte de porte
6, Rue Tranquille



N° 6



XVIII^e S. - Garniture pour serrure de meuble, 1 m. de hauteur, 0,05 largeur.

N° 4

J. Mallat del. 1871

mente considérablement la difficulté du travail puisque toutes les parties doivent suivre le mouvement général de l'œuvre.

Le n° 3, de très bon style, de la fin du xvii^e, est une partie seulement du balcon du 1^{er} étage de la maison portant le n° 5 de la place de la Clautre. Son cachet tout particulier le recommande à l'attention.

J'ai choisi ces trois pièces, entre un très grand nombre d'autres, simplement parce qu'il me fallait faire un choix restreint et qu'elles suffissent pour illustrer les lignes qui vont suivre.

La figure n° 4 de la planche représente une garniture pour serrure de meuble du xviii^e siècle. C'est un joli travail de découpe dans une bande de fer plat de deux millimètres et demi d'épaisseur. Il s'agissait d'atténuer la nudité d'une plate bande au bord d'un panneau de grande armoire. L'ouvrier s'en tira fort bien au moyen de cette garniture de un mètre de long sur cinq centimètres de largeur. Bien fourbie, bien polie, cette plaque est encore d'un très bon effet décoratif. Ce travail est d'un ouvrier de Piégut. La clef et la serrure sont également d'un très beau travail.

Le n° 5 représente une entrée ordinaire de serrure de meuble. C'est également un petit travail de fer découpé et poli, œuvre d'un ouvrier nontron nais. J'ai de fortes raisons de l'attribuer à l'époque révolutionnaire.

Le n° 6 est une clef ramenée par la drague du fond de l'Isle, devant le Pont Cassé, il y a une dizaine d'années. Par comparaison avec d'autres objets de même genre, elle me paraît être du xvi^e siècle ou peut-être du xv^e, mais elle gardera le secret de son âge comme celui de l'événement qui la coucha pour plusieurs siècles sous le sable de l'Isle.

Le n° 7 est une imposte de porte de la maison portant le n° 6 de la rue Tranquille. On peut classer ce petit travail parmi les bons produits de la fin du xviii^e siècle.

Le fer étant, avec le zinc, le métal qui paie la plus lourde contribution à l'oxydation dissolvante, il semble que les témoins de son emploi à travers les siècles devraient avoir assez rapidement perdu leurs formes pour qu'il soit difficile

d'en étudier le travail. Il n'en est cependant rien et les innombrables crampons dont est encore hérissée la maçonnerie de la Tour de Vésone sur laquelle ils fixaient le revêtement de marbre blanc qui lui faisait une somptueuse enveloppe, démontrent que malgré son terrible ennemi, la rouille, le fer à l'air libre est encore susceptible d'une fort longue vie.

Les produits du travail du fer, les spécimens de fer ouvragé dus à l'enclume des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles sont encore assez nombreux pour nous permettre une exacte appréciation de la générale habileté professionnelle des mains qui les façonnèrent.

Il suffit de regarder autour de soi pour en découvrir quelques jolis morceaux.

Ces morceaux, ces spécimens ont cela de particulièrement intéressant qu'ils sont l'œuvre d'ouvriers du crû et que, la plupart du temps, la matière première, elle-même, en a été fournie par les « forges » ou hauts fourneaux de la contrée traitant le minerai extrait du sous-sol local.

C'est à ce titre que sont, disons-nous, intéressantes ces pièces dont beaucoup ne seraient point jugées dignes de prendre place dans un musée, mais qui, pour la plupart, peuvent être considérées comme des chefs-d'œuvre par nos ouvriers d'aujourd'hui.

Au hasard d'une simple promenade à travers le vieux Périgueux, nos regards rencontrent en grand nombre les rampes de balcons, les impostes, les garnitures de fenêtres intéressantes. Place du Coderc, place de la Mairie, rue de la Clarté (Maison Daumesnil), rue Eguillerie, rue Limogeanne, rue Lammery, rue de la Constitution, des maisons qui furent simplement des habitations bourgeoises en offrent à l'œil de gracieux morceaux ; mais autrement nombreux et mieux conservés sont les spécimens (rampes d'escaliers et ferrures de portes) que recèlent encore les vieilles habitations nobles du Puy-St-Front et il n'est de visite qu'on y puisse faire sans en rapporter une appréciation flatteuse pour l'habileté de l'ouvrier qui les produisit. Il aimait sûrement son métier et l'exerçait en artiste.

Avec la modestie du mérite qui s'ignore, ce travailleur

obscur se délassait de ses rudes labeurs en cherchant la difficulté pour le plaisir de la vaincre. Pour lui, la journée n'était point finie à l'heure où les règlements de police imposaient le silence à son marteau et, la pointe et le compas en mains, il passait de longues veilles à faire de savantes combinaisons de lignes.

Le livre a pris dans l'atelier moderne une place que ne pouvaient lui donner nos pères. La presse vulgarisatrice n'existait pas pour eux et les planches de modèles gravés et les albums de dessins étaient trop coûteux pour leur bourse d'artisan. Mais ils y suppléaient en rapportant de leur « Tour de France » une valise bourrée d'esquisses sommaires qu'ils conservaient précieusement, non pour les copier, mais pour y puiser des idées. Travailleurs, ils aimaient le travail et partant ils exerçaient leur métier avec goût.



Il est hors de doute que la valeur professionnelle du travailleur du fer a, depuis un siècle, considérablement diminué. Le machinisme ou l'emploi de la machine-outil, la fabrication en séries par de grandes usines de tout ce que comporte l'achalandage de la quincaillerie actuelle, enfin le perfectionnement du travail de la fonte moulée ont réduit à un modeste minimum les connaissances nécessaires au serrurier de ville pour exercer les diverses branches de sa profession.

Je dis le serrurier de ville, parce que celui-ci n'est guère sollicité que par les travaux du bâtiment (1), serrurerie, ferrement d'ouvertures, grilles de clôtures, etc., tous travaux assez fréquents dans les grandes agglomérations pour lui fournir de l'occupation en toutes saisons de l'année. Aussi n'a-t-il plus guère le loisir d'exercer son adresse dans la confection d'une serrure savante, dans la combinaison habile des fermoirs d'un coffre ou d'un bahut, dans le dessin d'une penture ni sur les ornements métalliques d'un meuble de luxe. On ne lui demande plus de rampes de balcons, la fonderie les donne à si bon marché.

(1) De même que le maréchal ne sort plus du ferrage et de la tonte des chevaux et autres bêtes de trait ou de selle.

De rares ateliers, qu'il ne sont que de grandes usines, monopolisent aujourd'hui la spécialité de la ferronnerie d'art ; encore la division du travail en exclut-elle à peu près toute initiative, réservant celle-ci à des ingénieurs-dessinateurs formés en des écoles spéciales.

Il ne faudrait pas inférer de ce que je viens d'écrire que l'enclume et le marteau périgourdins ne soient pas capables de produire de très bons et même de très beaux travaux ; certaines portes de maisons du boulevard de Vésone, de la rue Chanzy et de la rue Bodin donneraient à cette assertion un démenti formel et, d'autre part, j'eus le plaisir de présenter en 1908, à l'Exposition industrielle internationale de la ville de Toulouse, quelques spécimens sortis des mains de nos jeunes élèves ouvriers de Périgueux qui ne furent pas d'un léger poids dans la décision du jury attribuant à la Société Philomathique de la Dordogne un Grand Prix, la plus haute récompense affectée à la section dans laquelle elle exposait.

Mais l'exception, hélas ! ici comme partout, confirme la règle et nos ouvriers d'aujourd'hui ont généralement besoin des lumières que leur porte l'architecte pour faire œuvre de vrais artisans.

•••

Dans les bourgades, dans les paroisses rurales, l'ouvrier du fer s'appelait forgeron ou maréchal. Malgré cette appellation restrictive, il sortait des mains de cet artisan de l'enclume et du marteau des travaux constituant de véritables chefs-d'œuvre. Mais on n'a pas tous les jours à forger une grille en fer ouvragé ou une porte monumentale pour clore le parc d'un château ni une table de communion pour l'église du canton ; on n'a pas davantage tous les jours la commande d'une paire de landiers, d'un heurtoir ou d'une ferrure de « coffre de mariage » (1). Tout cela sont travaux d'occasion, tandis que les charrues, les haches, les bèches, les fourches

(1) Il était autrefois d'usage que la famille de la mariée lui offrit un coffre de travail soigné pour serrer son linge de corps et ses effets les plus précieux.

pour les travailleurs de terre, les clous pour les charpentiers, le ferrage des sabots fournissent le pain quotidien au forgeron et à sa famille.

Il forge des fers pour les bœufs de travail et pour les chevaux, il forge aussi les « pointes » des carriers et des tailleurs de pierre et ne néglige pas le clou dont on ferre le nez du compagnon de saint Antoine pour l'empêcher de fourir. C'est également lui qui passe sur la meule le coutelas du boucher, le couteau de chasse ou de poche du châtelain ou du villageois et les ciseaux qui serviront aux femmes pour tondre les brebis (1).

Quel était l'outillage que cet ouvrier employait à d'aussi multiples usages ?

Celui que lui-même se faisait.

A l'exception de l'enclume, du soufflet et des limes qu'il achetait, il fabriquait lui-même tout son outillage comme il confectionnait aussi celui de la plupart des autres travailleurs.

Le Périgord est un pays de traditions. Celle-ci s'est perpétuée et, à part la perceuse, introduite un peu partout et l'étau, les forgerons de village, les maréchaux n'emploient guère encore que l'outillage qu'ils se font eux-mêmes.

La rampe de terrasse de l'hôtel de Gamanson en bordure de la rue de la Constitution, joli travail de ferronnerie du XVIII^e siècle, n'est pas d'une extrême richesse ; mais combien la profusion de feuilles estampées qui l'ornent a-t-elle coûté de patient labeur à l'ouvrier qui les découpa à la tranche et les frappa à chaud avec l'estampe rudimentaire que lui-même avait faite.

C'est bien ici le cas d'appliquer cette appréciation de l'éru-
dit bibliographe Hippolyte Blanc :

« Le travail à la main comporte un je ne sais quoi qui révèle le passage de l'âme humaine sur l'œuvre et lui imprime ce genre de

(1) Le forgeron de village faisait, en outre, de temps en temps, des étriers pour les cavaliers ou des mors ou freins pour les chevaux.

beauté particulier impossible à rendre par la machine, à cause de sa sécheresse et de sa régularité (1) ».

Et, en effet, quel est le travail en fonte moulée qui soutiendrait la comparaison avec cette simple rampe en fer forgé de la rue de la Constitution ?

..

Le principal mérite de ces simples notes sur quelques spécimens du travail du fer par l'ouvrier périgourdin devrait résider dans la constitution d'un état civil au moins pour certains des petits monuments qui en font l'objet. Je n'ai pas eu l'heureuse fortune de mettre la main sur un seul de ces marchés entre le propriétaire, noble, bourgeois ou marchand, qui commanda et le maître qui exécuta l'œuvre.

Ces actes, ces documents établissant une paternité, authentiquant un âge déterminé ont, en outre, le mérite de nous faire connaître certaines conditions économiques de la vie des travailleurs à une époque éloignée de nous.

Donc, les auteurs des petits travaux qui viennent de nous intéresser nous sont inconnus. Modestes, ils vécurent dans l'ombre sous la bannière de saint Eloi et les registres paroissiaux sur lesquels figure leur décès portent simplement une de ces mentions : maître ou compagnon maréchal ou forgeron ou serrurier fourbisseur.

On ne devenait pas riche dans ces métiers, surtout depuis que les gantelets, les casques, les armures n'étaient plus d'usage courant ou ne se portaient que d'acier fin niellé et ciselé et étaient ouvrage réservé aux armuriers.

Mais parce que nous ne pouvons établir l'état civil de ces œuvres, il ne faut pas croire que nous ignorons la famille d'où elles descendent. Nous connaissons, au contraire, parfaitement l'auteur auquel elles sont génériquement dues. Cet auteur c'est la Corporation.

La corporation, la communauté d'artisans, hiérarchisée avec ses apprentis, ses compagnons, ses maîtres, avec ses lettres royales, ses statuts, ses réglemens si décriés par ceux

(1) *Les anciennes corporations ouvrières*. Librairie de la Société Bibliographique. 1887.

qui ne les connaissent pas ou ne les ont étudiés que de parti-pris ; la corporation, sauvegarde des intérêts du travailleur et de ceux de son client, moralisatrice, amie du progrès, formait des ouvriers habiles qui, par amour-propre, autant que par besoin, conservaient au travail les traditions d'honnêteté, de solidité et de bon goût qui l'accompagnèrent à travers les siècles et particulièrement depuis saint Louis jusqu'à la Révolution.

La corporation était une famille de haute lignée. Elle avait ses parchemins, son blason, sa bannière, ses archives. Les parlements, les bailliages accordaient certaines immunités ou reconnaissaient certains droits, certaines préséances à ses dignitaires.

Qu'est devenu tout cela après le vote de la loi du 17 mars 1791 qui supprima la corporation et devint la charte, base de la lutte des classes (1) ?

Parchemins, bannières, archives restèrent aux mains des derniers syndics ou bien furent détruits par ordre ; en tous cas, ils ne furent point versés dans les dépôts publics et il n'en reste aucune trace ni dans les Archives départementales ni dans les Archives communales. La corporation n'a laissé, en témoignage de sa valeur, que des œuvres qui nous font regretter sa disparition.

Joseph MALLAT.

Périgueux, le 11 mai 1919.

(1) Le régime corporatif fut dès lors remplacé par le principe de la liberté du travail qui a présidé en France à l'organisation de l'industrie moderne et créé l'antagonisme du travail et du capital. (*Dictionnaire des Dictionnaires*, vol. 3, p. 222, col. 2).

RÉPRESSION DES JEUX DE HASARD

DANS LA VILLE DE RIBÉRAc

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La municipalité de Ribérac essaya plusieurs fois, au cours de la période révolutionnaire, de réprimer les jeux de hasard.

Deux délibérations transcrites sur ses registres en font foi. Une, en date du 21 février 1790, est ainsi libellée :

« Ce jour, le procureur-syndic de la commune est entré [à la séance] et a dit que, quoique toutes sortes de jeux de hasard ayant été très sévèrement défendues, tant par les anciennes et les nouvelles ordonnances que par les arrêts et règlements de la Cour du Parlement de Bordeaux, cependant, il demeure instruit qu'il y a certaines personnes qui donnent à jouer à des jeux de hasard appelés la dupe et aux roulettes, auxquels jeux plusieurs personnes perdent des sommes considérables dans un temps où ils peuvent à peine fournir aux besoins de leurs familles. Ces sortes de jeux sont presque toujours suivies de querelles et de violences, même domestiques, qui troublent la tranquillité des familles et la sûreté publique, auxquelles on ne saurait remédier plus promptement qu'en retranchant la cause d'un mal qui est la source d'une infinité de maux encore plus grands ; à ces causes, requiert qu'il soit fait défense à toute personne de quelque état, qualité et condition que ce soit, de donner à jouer dans la présente ville et faubourgs d'icelle, aux susdits jeux de dupe et de roulette, et à tous autres jeux de hasard, généralement quelconques, à peine de 60 livres d'amende contre chaque contrevenant, et du double, en cas de récidive, et que l'ordonnance qui interviendra sera lue, publiée et affichée dans les lieux accoutumés de la présente ville, et a signé :

VALADE, *procureur-syndic*.

« Nous, officiers municipaux, vu le réquisitoire du procureur-syndic de la commune, et y faisant droit, faisons défendre à toutes personnes de donner à jouer, dans la présente ville et faubourgs d'icelle, aux jeux de dupe et de roulette, à tous autres jeux de hasard, sous peine de 60 livres d'amende contre chaque contrevenant, et du double d'icelle en cas de récidive, et, afin que personne n'en ignore, la

présente ordonnance sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera. »

Signé des officiers municipaux :

DESVERNINES, DOCHE, DUMONTEIL, LACROZE, SOUBIRAN
et PLUCHART, *maire* (1).

A cette ordonnance succèdent des réglemens de police portant l'amende d'abord à 300 livres, puis à 1.000 livres.

L'application de ces réglemens n'est guère efficace, car le citoyen Texier, procureur de la commune, successeur de Valade, à la séance du 28 septembre 1793, prononce à ce sujet un réquisitoire très suggestif où il met en cause des fonctionnaires dont il blâme la conduite.

« C'est dans ces jeux de hasard, dit-il, que se fondent les fortunes particulières ; le citoyen oublie ses devoirs civiques et les besoins de sa famille, pour satisfaire une passion qu'entretient l'espoir du gain ; il semble que ces joueurs avides craignent la lumière ; c'est la nuit qu'ils se livrent à leurs combinaisons ruineuses. Nous avons, malheureusement, dans cette ville, à sévir contre de pareils désordres ; en vain l'indignation publique poursuit depuis longtemps ceux qui souffrent des tripots dans leurs maisons ; les lois prohibitives sont toujours violées ; la passion du jeu appelle ici, du bout du district et de plus loin encore, des citoyens qui, abandonnant leurs affaires domestiques, viennent, la plupart, sacrifier au hasard un argent qu'ils dérobent à la propre subsistance de leurs enfants, ou à l'acquit des contributions qu'ils doivent à la République ; et, ce qui est le comble de la subversion de l'ordre, on voit des hommes publics, peu soucieux des devoirs de leur place, qui ne craignent pas de se montrer dans ces rassemblements et d'en devenir les principaux auteurs. La rigueur des lois municipales doit enfin frapper ces joueurs effrénés que la clameur publique n'a pu contenir. »

En conséquence, le procureur Texier propose un règlement en deux articles d'après lesquels « tout joueur et toute personne qui tolérera chez elle des jeux de hasard seront punis de 300 livres d'amende à la première contravention, et jusqu'à 10.000 livres d'amende et deux ans de détention en cas de récidive (2) ».

Signé : TEXIER.

(1) Registre de la municipalité de Ribérac, du 5 septembre 1789 au 19 octobre 1791 ; fol. 10. Archives de la mairie de Ribérac.

(2) *Ibid.* n° 12, du 28 mai 1793 au 16 frimaire an III ; fol. 20. Archives de la mairie de Ribérac.

La municipalité approuve cette proposition et ordonne l'affichage de l'arrêté.

Je ne sais ce qu'il en advint. Dans tous les cas, il faut savoir gré à cette municipalité de ses bonnes résolutions tendant à la sauvegarde des intérêts privés et des intérêts publics.

A. DUBUT.

Deux planches accompagnent cette livraison ; la 1^{re} représente Le travail du fer à Périgueux aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles ; la 2^e est le Portrait de Jean de La Chapelle de Béarnès (1654-1742), gouverneur de Pontarlier et du Fort de Joux, qui aurait dû être joint à notre livraison de janvier-février 1919.

Le gérant responsable, H. ETourneau.



JEAN DE LA CHAPELLE DE BÉARNÈS (1654 + 1742)
GOUVERNEUR DE PONTARLIER ET DU FORT DE JOUX

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 août 1919.

Présidence de M. FÉAUX, trésorier

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Bayle, Dubut, Féaux, l'abbé Jarry, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Durand de Ramelfort, le comte de Saint-Saud et le docteur Moreaud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. BAYLE que l'assemblée est heureuse de revoir après une aussi longue absence.

Conformément à nos usages, M. le Président fait voter des félicitations à nos confrères M. le docteur DE BROU DE LAURIÈRE, promu officier de la Légion d'honneur, M. le docteur CROZET, nommé chevalier, et M. l'abbé SIGALA, ancien aumônier militaire, nommé aussi chevalier.

L'assemblée applaudit à ces récompenses.

Notre bibliothèque a reçu de M. Charles Durand un exemplaire du tiré à part de sa *Note sur la démolition du château de Badefols de Cadouin*, plaquette in-8° avec une planche, Périgueux, imprimerie Ribes, 1919.

Comme à son habitude, l'habile artiste M. Georges MARGAT veut bien nous offrir deux jolies photographies peintes par lui, représentant les vieux quartiers de Périgueux, au bas de

chacune desquelles il inscrit deux de ses vers latins qui ne manquent pas de saveur. L'une de ces photographies représente la rue de l'Abreuvoir, et l'autre l'impasse des Anges. Au bas de cette dernière, il écrit, en malicieux humaniste, les deux vers suivants :

Quæ veteres habitant ædes (ô flebile dictu !)

Angelicæ non sunt omnes castæque puellæ.

La Société vote des remerciements aux deux donateurs.

Notre laborieux vice-président M. Charles DURAND, qui porte avec raison le plus grand intérêt à tous nos anciens monuments, nous envoie, sous le titre de « Fâcheuse indifférence », la note suivante :

» Il existait à Périgueux, avant la guerre maudite, un coin des plus charmants alors très fréquenté : le square du Château-Barrière aux vertes pelouses et aux frais ombrages, encadrant délicieusement les ruines pittoresques de monuments historiques qui sont une des gloires de notre cité.

» Aujourd'hui cet ensemble est abandonné aux enfants apaches des alentours qui saccagent, brisent tout ce qui se trouve à portée de leurs mains et couvrent d'immondices les salles et escaliers accessibles au public.

» D'autre part, la volaille du quartier prend chaque jour ses ébats sur les pelouses, picore et souille de ses déjections les allées jadis sablées du square. Tout, dans ce lieu respire la malpropreté, le désordre et l'abandon.

» Aussi faisons-nous un pressant appel à M. Qui-de-Droit et le prions-nous de remédier au plus tôt à ce révoltant état de choses.

» Un nettoyage bien entendu, une consigne exactement observée par un gardien stylé et sévère, cela suffira. »

M. le docteur TESTUT nous envoie un mémoire sur *La bastide du Pic dans le canton de Beaumont (Puoch de Pico)*, qui aurait dû être fondée au XIII^e siècle, comme les autres bastides ses voisines de Beaumont, de Montpazier et de Molières, sur les frontières nord des possessions du roi d'Angleterre en Guyenne, mais qui ne l'a jamais été, et quoique le terrain eût

été donné en 1273 au Roi par les frères Pierre et Amanieu de Machinon. Peut-être n'était-il pas bien choisi ?

Le Pic, qui fut longtemps une paroisse, n'est plus aujourd'hui qu'un village de la commune de Naussanes dans le canton de Beaumont.

Ce mémoire, qui contient l'acte de donation publié par M. Bémont dans les *Recognitiones feodorum in Aquitania* et qui est lu en partie sera publié dans notre *Bulletin*.

M. Eugène Roux nous informe que depuis plusieurs années, il travaille à une étude de l'*Histoire de la Fronde en Périgord*, appuyée sur de nombreux documents. Mais il craint, en raison de sa longueur, qu'elle ne puisse actuellement être publiée dans le *Bulletin*. Il désirerait pour le moment nous fournir tout simplement une table des matières qui instruirait nos lecteurs en leur donnant un aperçu de son immense travail jusqu'à l'époque où notre recueil, reprenant ses dimensions d'avant la guerre, pourra publier ces intéressants épisodes de notre histoire provinciale.

La Société, personne n'en doute, les lira avec grand intérêt.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES appelle ensuite notre attention sur le grand bénitier de l'église de Celles, qu'on a faussement regardé comme provenant de Vauclaire.

« A la suite d'une visite, faite, il y a 36 ans, à l'église de Celles, M. Hardy signala, au bas de la nef, le « très beau bénitier en marbre blanc, du xvii^e siècle, qui provient de l'abbaye de Vauclaire. La vasque, de forme circulaire, a 0,80^e de diamètre et est supportée par un gracieux piédestal de un mètre de hauteur » (*Bulletin*, tome X, p. 273). M. de Lamothe, dans ses *Voyages agricoles en Périgord*, a répété que l'église de Celles possédait « un bénitier en marbre blanc, provenant de Vauclaire ». Telle était, en effet, la tradition, dont un ancien maire de la commune s'était fait l'écho.

» Or, il est certain que le bénitier en question ne provenait pas de la Chartreuse de Vauclaire, mais de l'abbaye de Ligeux.

Lorsque la Révolution eut dispersé les religieuses et fait vendre leurs biens, les dépouilles de leur chapelle, dès que la religion put relever ses autels, servirent à orner quelques églises de la Dordogne. Ainsi a-t-il été donné d'admirer le maître-autel et la chaire dans l'église du Vieux-Mareuil, de belles statues en bois sculpté et divers autres objets au couvent de Sainte-Ursule de Périgueux, enfin « un bénitier en marbre blanc dans l'église de Celles ».

» En 1854, M. le comte d'Escars rappela ces faits dans sa *Notice sur l'abbaye de Ligeux en Périgord*, publiée par le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin* (tome II, p. 100).

» M. le marquis de Fayolle avait raison de n'accepter que sous réserve l'assertion de M. de Lamothe, lorsque sa plume autorisée consignait, dans notre *Bulletin* (tome XLII, p. 257), le souvenir des épaves artistiques de la chapelle de Vau-claire. »

Notre autre vice-président M. Joseph DURIEX, qui, chaque mois ne nous oublie pas, nous adresse un article intéressant « sur le comte de Rions d'après les mémoires du temps. Ces notes contribueront à faire connaître un personnage de la Régence dont M. de Saint-Saud avait esquissé tout récemment l'étonnante carrière et la curieuse physionomie. L'existence de ce cadet périgourdin, qui tient à la fois du roman et de l'histoire, valait d'être reconstituée. »

Notre vice-président s'est efforcé de la préciser.

Après lecture d'une partie du mémoire, l'assemblée en vote la publication.

En s'excusant, M. DE SAINT-SAUD nous envoie une « simple petite mise au point sur un prélat, parce qu'il nous appartient un peu et par son nom et parce qu'il fut vicaire-général de notre diocèse, sous M^{sr} de Prémieux. Il s'agit de Henri-Joseph-Claude de Bourdeille.

» Dans la généalogie de Bourdeille par le feu marquis de Bourdeille, il est dit

« né au Tren en Saintonge, le 7 décembre 1720... nommé évêque de Soissons et sacré à Paris le 12 décembre 1762. »

• Il y a là double erreur. Il naquit en *septembre* au château de Saveilles, en Angoumois, d'où était sa mère, dans la commune actuelle de Payzay-Naudouin, château qui appartient de nos jours à une descendante de la branche parfaitement authentique des Bourdeille de Montanceix-La-Salle, qui n'est pas dans la généalogie susdite. Ce qu'il y a de piquant c'est de voir que le scrupuleux Chérin fit pour le futur évêque de Tulle un mémoire relatif à cette branche, que celui-ci hésitait à reconnaître, et que justement le Saveilles où naquit le prélat advint, un siècle plus tard, aux descendants de cette branche. »

Notre confrère M. Robert VILLEPELET nous écrit qu'il a vérifié aux Archives nationales, à la cote indiquée à la séance du 2 avril dernier par notre vice-président M. Joseph Durieux d'après le recueil d'A. Brette, les lettres de provision de l'office de procureur du Roi en la sénéchaussée de Périgueux en faveur de Nicolas-Joseph Lidonne (12 février 1772), pour s'assurer si ce document ne contiendrait pas quelque détail biographique intéressant sur le personnage. Les lettres en question mentionnent simplement que l'office fut exercé pendant trente ans par Nicolas-Lidonne, père de Nicolas-Joseph, qui s'en démit en faveur de son fils, avocat en Parlement ; que celui-ci produisit, en effet, son extrait baptistaire du 10 août 1744 (non joint), et des lettres royales de dispense, en raison du degré d'alliance existant entre Nicolas-Joseph Lidonne et son beau-frère Villereynier de Pouzateau, conseiller honoraire au même siège, « à condition que, venant aux opinions, et leurs voix se trouvant uniformes, les deux ne seront comptées que pour une ».

On trouve, en effet, aux Archives municipales de Périgueux, (GG 132), à la date du 26 février 1771, l'acte du mariage de Guillaume-Alain de Villereynier, sieur de La Gâtine et de Pouzateau, « pourvu de la charge de conseiller honoraire au Présidial et Sénéchal de la ville de Périgueux », avec Marguerite-Thérèse de Lidonne (*Inventaire*, p. 372). Le registre GG 129 (*Inventaire*, p. 371), contient, à la date du 17 août 1749, l'acte de baptême de Jacques-François, fils de Nicolas de Lidonne, procureur du Roi au présidial.

Notre confrère s'est demandé un moment s'il n'y aurait pas identité entre ce Jacques-François et Nicolas-Joseph ; mais cette supposition doit être écartée d'abord en raison de la différence des prénoms, ensuite, et surtout, parce que les lettres royales de provision spécifient nettement que Nicolas-Joseph avait 25 ans accomplis en 1772. Etant donné le soin avec lequel notre regretté président M. Hardy a relevé dans son inventaire tous les extraits concernant la famille de Lidonne, et le défaut dans ce catalogue de toute mention de l'acte baptistaire de Nicolas-Joseph, il est permis de supposer que ce dernier est bien né le 10 août 1744, mais hors de Périgueux.

M. le docteur MOREAUD nous communique deux lettres du conventionnel Lamarque, de 1787 et de 1788, relatives à une procédure que suivait à Paris l'avocat La Servole dans l'intérêt de son bisaïeul le docteur Pierre-Paul de Villesuzanne-Lapeyrière, juge de la châtellenie royale de Montpon. Lamarque harcèle l'avocat, comme il dit, pour qu'il agisse plus promptement, et il résulte de ces lettres que Lamarque avait un frère, comme l'avait présumé le regretté Georges Bussière.

A ces lettres, le docteur Moreaud joint une petite pièce intéressante, du 2 octobre 1757, qui est un marché fait à Saint-Méard, entre le sieur Scubiran, m^e ès arts, et Simon de Villesuzanne, qui met en pension son fils Jean, « pour y être » éduqué et rendu capable de la philosophie, sous examen » des connoisseurs, pour le prix et somme de 480 livres. »

En s'excusant de ne pas assister à la réunion, notre confrère M. DURAND DE RAMEFORT nous envoie un procès-verbal tiré des registres de la commune de Lisle qui a conservé le souvenir de la *Célébration de la fête de la souveraineté du peuple à Lisle sous le Directoire* le 30 ventôse de l'an VI de la République.

Le compte-rendu de cette fête patriotique dont il est donné lecture sera publié dans le *Bulletin*.

Il reste à procéder à l'élection de deux membres qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le général MAZEL, commandeur de la Légion d'honneur, au château de Sibeauumont, par Cénac, présenté par M. Dannery et le marquis de Bourdeille ;

Et M. Adolphe BOURDEILLETTE, conseiller à la Cour d'appel de Nancy, boulevard Charles V, n° 18, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. Dannery.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M. FÉAUX.

Séance du jeudi 4 septembre 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Bayle, Châtaignon, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, le comte de Saint-Saud, Bonfils-Lascaminade et Vigie.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et approuvé.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les publications suivantes :

Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, 1914, I et II, deux fascicules in-8° avec illustrations, Anvers, imprimerie Van Hille et Marien, 1914 et 1915 ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1918, 1^{er} et seul trimestre, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1919 ;

Dictionnaire historique et archéologique de la Picardie, III, arrondissement d'Amiens, cantons d'Oisemont, Picquigny, Poix et Villers-Bocage, un gros volume broché in-8° avec

cartes, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1919 ; où il est dit page 15 que le village d'Andainville est la patrie de saint Vaast, évêque d'Arras en 500 et de Cambrai en 510, qui instruisit Clovis dans la foi et mourut en 540. On se rappelle en Périgord que le lieu d'origine de saint Vaast a été le sujet d'une longue polémique entre M. l'abbé Pergot et M. l'abbé Arbellot ;

Comptes-rendus des séances de l'année 1918 de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de novembre-décembre, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Revue des Etudes grecques, tome XXX, n° 140, octobre-décembre 1917 et tome XXXI, n° 141, janvier-mars 1918, deux fascicules in-8° avec illustrations, Paris, maison Ernest Leroux, éditeur ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXIX, première-troisième livraisons, janvier-juin 1918, un fascicule in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome xviii, n° 215, 3° et 4° trimestres de 1918, in-8° avec une planche, Orléans, librairie Marron, 1919 ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1918, huitième série, tome IX, un fascicule in-8° avec illustrations, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1919 ; où p. XXV, M. Dujarric-Descombes signale, dans la région Ribéracoise, trois plaques de cheminée, du xviii^e siècle, provenant de la fonderie de Ruelle ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 19^e-20^e livraisons, juillet août 1919, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Ch. Aublant ; une notice de M. Dujarric-Descombes sur *Nos maîtres en gai savoir*, M. Jan Guichard et M. Rémi Desplanches ; une poésie patoise adressée par le félibre majoral Robert Benoit au médecin-major Félix Gadaud, nommé chevalier de la Légion d'honneur ; *Les Loisirs du Périgord*, idylles par M. Géraud Lavergne ; et une notice nécrologique sur *Emile Joussein* par M. Dujarric-Descombes ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze,

3^e livraison, 1914 et 1919 juillet-août-septembre, un fascicule in-8°, Tulle, imprimerie du *Corrèzien républicain* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 46^e année, mai-juin 1919, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; où p. 205, dans un mémoire du commandant Labouche, au chapitre V, *Grenadiers royaux de Guyenne (1778-1790)* figurent dans le 2^e bataillon la « compagnie de grenadiers du bataillon de Bergerac, bataillon de garnison de Brèze, et la compagnie de grenadiers du bataillon de Périgueux, bataillon de garnison de Forèz » ;

Bulletin N° 6 de la Société Bayonnaise d'Etudes Régionales, année 1919, 1^{er} semestre, in-8° avec une planche, Bayonne. imprimerie Foltzer ;

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, 2^e série, tomes VI et VII, deux gros volumes brochés in-8°, avec trois planches et un plan, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1918 ; le premier volume contenant *Les origines et l'établissement du protestantisme, les guerres de religion et la réforme catholique*, et le second, des chroniques et des documents : *l'Histoire des troubles de Languedoc*, par Jean Philippi, la *Chronique du Petit Thalamus (1560-1600)*, *l'Histoire de l'Eglise de Montpellier (1560-1563)*, *Journal du siège de 1562*, *l'Histoire de l'Europe*, par Jacques de Montaigne (1562-1568) ;

Bulletin de la Société d'Archeologie et de Statistique de la Drôme, année 1919 (juillet), 205^e livraison, in-8°, avec une planche, Valence, imprimerie de Jules Cèas et fils ;

De M. le vicomte de Gérard, un exemplaire de son tiré à part, *Jean de La Chapelle de Béarnes*, in-8° de 32 pages avec portrait ;

De M. René Fage, sa brochure des *Lettres inédites de M^{sr} Berteaud au cardinal Pitra*, in-8°, Brive, imprimerie de « La République », 1919 ;

Et de M. le marquis de Marcillac, quatre numéros du journal *L'Agriculteur du Périgord et du Limousin*, revue mensuelle, qui s'imprime à Périgueux, chez MM. Cassard frères.

M. Georges MARGAT veut bien nous offrir encore deux de ses belles photographies coloriées ; l'une représente la *Porte*

Normande à Périgueux, près de la salle de nos séances, telle qu'elle était en 1880, et l'autre, le *Presbytère de Chancelade*, au bas duquel il place ces deux jolis vers :

Invideo saltem tibi, fortunate sacerdos,
Qui colis hanc veterem, gramineamque domum,

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le général MAZEL et M. BOURDEILLETTE, conseiller à la Cour d'appel de Nancy, élus membres titulaires dans la précédente réunion, adressent leurs remerciements à la Société.

M. PEYRONY nous envoie la réponse, aussi courte que possible, à l'article de M. Tarel sur les lampes et galets à cupule de l'époque magdalénienne. Il y joint une nouvelle réponse de M. Tarel qui paraîtra en même temps que la sienne.

En s'excusant de ne pouvoir assister à notre séance, M. DE SAINT-SAUD nous propose, si on croit que cela peut intéresser nos confrères, de nous donner pour nos *Varia* quelques extraits du cartulaire de Baigne, publié, il y a une cinquantaine d'années, concernant le Périgord. On y verra que Raymond, évêque de Périgueux, donna à cette abbaye, vers 1090 l'église de Ménestérol. Puymangou lui fut donné vers la même époque. Renaud, évêque de Périgueux, donna celles de Gardedeuil et d'Eygurande quelques années plus tard. On y trouve la consécration de l'église de Chenaud et celle d'un Saint-Jean de Casanias, que M. de Saint Saud n'a pu encore identifier. Celle de St-Barthélemy-de-Bellegarde fut donnée en 1153, etc.

L'assemblée accepte la proposition.

Notre zélé vice-président, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous rappelle la discussion que provoqua l'interprétation des mots *præmiùm strictæ orationis*, employés par les Jésuites dans le certificat d'un prix décerné, en 1732, à Guillaume de Biran, de Bergerac, élève de rhétorique au collège de Guyenne (*Bulletin*, tomes XXIII, p. 332; XLII, p. 299, et XLIII, p. 36).

On jugea que ces mots devaient signifier : *prix de vers latins*, par opposition à *solutæ orationis*, de *discours latin*.

M. Dujarrie fait observer qu'en effet, dans l'ancienne latinité, la prose était désignée par les mots : *oratio soluta*, langage libre des entraves du mètre, auxquels sont assujettis les vers. Il cite, à ce propos, un autre prix de *strictæ orationis*. Le certificat en est placé en tête des *Histoires d'Hérodien*. Ce volume, conservé à la Bibliothèque nationale, fut accordé au grand Corneille, élève de troisième au collège des Jésuites de Rouen, pour avoir mérité le second prix de *versification latine*.

Ainsi a été traduite, par l'*Intermédiaire des chercheurs et curieux* (numéro du 10 décembre dernier, p. 373), la locution *strictæ orationis*, dont le sens n'offrira plus aucun doute désormais.

M. Robert VILLEPELET nous écrit que, au cours d'un dépouillement qu'il a entrepris du catalogue des manuscrits du Fonds Français de la Bibliothèque nationale, il a pu noter la description de nombreux documents intéressants pour l'histoire du Périgord. Ce relevé, que notre confrère se propose de poursuivre, complètera les indications fournies par le précieux *Inventaire sommaire de la Collection Périgord* publié dans le *Bulletin* par notre regretté vice-président M. Philippe de Bosredon. Il pourra être reproduit dans nos *Varia* où, sans tenir beaucoup de place, il sera susceptible de rendre quelques services aux personnes, curieuses de l'histoire de notre province, qui seront à même d'utiliser les ressources du grand dépôt parisien.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique ensuite l'extrait d'un petit livre de comptabilité, faisant partie du fonds des Saint-Astier aux Archives de la Dordogne et contenant les dépenses de route du marquis de Ladouze avec sa suite de Verng à Nérac où il va porter son procès, en février 1608, en passant par Bordeaux, Langon, Castel-Jaloux, avec retour par Miramont et Bergerac.

Le régisseur-comptable tient note des dépenses de tous les jours qui sont fort intéressantes à connaître, les aumônes aux pauvres, aux ordres mendiants, les cadeaux de harengs,

d'huitres, envoyés à la marquise de Ladouze, les réparations de harnais, etc.

Le Secrétaire général a pu identifier les noms de lieux et les passages d'eau.

M. l'abbé JARRY nous rappelle qu'à la dernière séance, il a été question de l'existence à Lyon, au xvii^e siècle, d'une société de frères cordonniers et tailleurs.

« Cette association pieuse, fondée le 2 février 1645, nous dit-il, vit le jour à Paris. Elle doit son origine au maître cordonnier Michel Buch et au baron de Renty, de la famille de Croy, sur la paroisse de St-Paul. Ils eurent les faveurs de M^r de Gondi, l'archevêque, qui leur donna pour aumônier l'abbé de Mesme, président à mortier au Parlement.

» Ils essaimèrent à Soissons et dans le Midi, notamment à Toulouse.

» Leur règlement comprenait surtout des exercices à faire ensemble. Lever à cinq heures, prière en commun, travail, messe. Pendant qu'ils vquaient à leurs occupations, ils avaient des périodes de prière, de silence, de lecture, de récitation du chapelet, de chant de cantiques. Chaque heure, au son de l'horloge, le supérieur disait, tout haut, une oraison appropriée, en langue ordinaire. Avant le dîner, oraison mentale. Pendant le repas, lecture spirituelle. A neuf heures, coucher général, après la prière.

» Souvent, ils avaient des conférences religieuses entre eux. Les dimanches et fêtes, ils étaient assidus aux offices, visitaient les hôpitaux, les prisons et les malades à domicile. Tous les ans, ils se recueillaient dans une retraite de quelques jours.

» Leur costume était une sorte de justaucorps ou soutanelle à boutons rapprochés, fermée et sans ceinture, recouverte d'un manteau brun à collet descendant aux genoux, le tout terminé au cou par un large rabat ecclésiastique, noir, bordé de blanc. Ils portaient les cheveux longs et bouclés, ou la perruque de l'époque, avec un chapeau à larges bords. Ils avaient la culotte courte, de grands bas et des brodequins sans œillets ni cordons, à languette carrée débordante » (1).

(1) *Histoire des Ordres monastiques*, par le R. P. Hélyot, t. 6, p. 444.

M. Eugène Roux nous donne ensuite connaissance de la table des matières détaillée de son Histoire de la Fronde en Périgord dont il nous avait parlé dans la dernière séance et qui nous permet d'apprécier son immense travail. Il serait fâcheux qu'une histoire aussi documentée, aussi impartialement racontée, restât inédite.

L'assemblée exprime le désir qu'elle soit publiée.

Notre vice-président M. Joseph Durieux nous transmet la lettre suivante qu'il a reçue de notre confrère M. MALLAT :

Monsieur et honoré Vice-Président,

Je lis dans le procès-verbal de l'assemblée du 27 mai votre intéressante communication relative à Vatar de Jouannet, fils de....., imprimeur..... de la ville de Rennes (excusez, je vous prie ces abréviations).

Voulez-vous me permettre de vous dire que l'Imprimerie Vatar, de Rennes, qui imprimait encore en 1893 les antiphonaires, offices paroissiaux et autres livres liturgiques en plain chant romain, était l'une des plus vieilles maisons de province. Ses impressions étaient très estimées du clergé français et le sont peut-être encore, ce que j'ignore; je n'ai plus eu l'occasion de le savoir depuis que mon regretté père laissa le magasin de librairie ecclésiastique qu'il tint à Angoulême jusque vers 1894.

M. DURIEUX ajoute que l'érudit Jouannet appartenait en effet à cette famille Vatar qui s'est fait une place honorable dans le monde des imprimeurs. Lui-même avait débuté comme typographe en suivant la tradition paternelle.

Avant de clore la séance, sur la proposition du Président, des remerciements sont votés à notre confrère M. DANNERY pour le soin qu'il a apporté à la confection de notre parterre et à l'établissement d'une haute palissade pour entourer les vieux débris romains du square.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^r DE FAYOLLE.

LA TOUR DE VÉSONE

(Suite et fin).

Puisque Marc Pompée Libo vécut à Vésone, vers le milieu du premier siècle de notre ère, et que, selon la teneur de l'inscription que je suis en train de commenter, il y releva le temple de la déesse tutélaire — *templum deæ tutelæ... restituit* — il est clair (La Palice le reconnaîtrait) qu'à ce moment l'édifice était à terre.

L'écroulement n'avait pas été partiel, comme c'est l'ordinaire quand se produisent sur une vaste bâtisse les morsures du temps. C'était un écroulement total. L'inscription le dit très expressément : *omnino collabsa*.

Mais elle ajoute un mot : celui de *vetustate*. Dans quel sens faut-il l'entendre ?

Nous savons tous combien étaient solidement faites les constructions romaines. Il est donc tout à fait inadmissible qu'un monument, de l'importance du temple de Vésone, fût, au bout de cent ans, tombé de vétusté.

Aussi bien, telle n'est pas la signification que revêt ici l'expression « *vetustate collabsa* ». Le savant docteur Galy le constate dans son écrit précité. Cette expression, y déclarait-il, était une simple formule, une clause de style servant à motiver, dans les actes publics, toutes réparations, quelle que fût la cause qui les nécessitait.

S'il en est ainsi, l'on conçoit sans peine que le prêtre d'Auguste, rédacteur probable de l'inscription, ne se fût pas fait faute d'utiliser ce moyen commode de déguiser une vérité particulièrement cuisante — on verra pourquoi tout à l'heure — à l'amour-propre de sa secte.

Les mots « *vetustate collabsa* » ne prouvent donc nullement que la chute du temple de Vésone au premier siècle de l'ère chrétienne eût été l'effet de l'usure. Je répète qu'elle ne l'était pas, qu'elle ne pouvait pas l'être. Mais qu'était-elle alors, sinon l'effet d'une violence volontaire ? Et, cette violence, qui avait pu la commettre ? Qui, si ce n'est les chrétiens qui

déjà se faisaient un devoir et un titre de gloire de renverser les temples des idoles, et qui bientôt mettront à la poursuite de ce but un zèle qui ne fléchira point devant les persécutions les plus cruelles, devant les pires souffrances, devant la mort la plus affreuse ?

Sans doute il fallait qu'ils fussent en nombre pour oser s'attaquer au temple de Vésone. Mais s'il est vrai que, comme je l'ai lu dans un vieux manuscrit conservé à la Bibliothèque municipale de Périgueux, l'arrivée de saint Front en notre contrée aurait eu lieu dix ans après l'Ascension de J.-C. (1), on est fondé à supposer que sa prédication porta des fruits rapides et put arriver à constituer, une dizaine d'années plus tard, autour de lui, un noyau considérable d'adeptes.

Le moment va venir de déduire des preuves. Quant à présent, je raisonne sur de simples présomptions, et déjà cependant il apparaît que rien n'empêche d'admettre, et qu'au contraire tout donne lieu de croire, que la première démolition du temple fut l'œuvre des chrétiens.

Rien n'empêche d'admettre que, comme le rapporte la tradition catholique, saint Front y participa personnellement.

Rien n'empêche d'admettre que son intervention s'opéra dans les conditions générales que relatent ses historiens.

Rien, enfin, n'empêche d'admettre que son plus gros effort fut dirigé contre la *cella*. N'était-ce pas la partie principale du temple, sa partie la plus centrale, sa partie la plus élevée, si élevée même qu'elle est désignée, dans tous les vieux auteurs, par le mot *celsitudo* ? N'était-elle pas, en outre, et surtout, le lieu dans lequel étaient enfermées les images des faux dieux ?

Si nous nous en rapportons à la tradition catholique, que je n'envisage qu'en son ensemble, négligeant les détails dont

(1) Comme l'ère chrétienne a pour point de départ l'année de la naissance de J.-C., et comme J.-C. a vécu 33 ans, l'an X après l'Ascension du Sauveur correspond à l'an 43, troisième année du règne de Claude. Saint Front passe pour être mort en l'an 42 après la Passion de J.-C. Par la même raison, cet an 42 correspond à l'an 75 de notre ère, sixième année de Vespasien. Ainsi l'apostolat de saint Front en Périgord aurait duré 32 ans.

quelques-uns peuvent n'être que des allégories, les prêtres du temple ne se déroberent pas à leur devoir. A la tête des plus fanatiques de leurs adhérents, ils défendirent courageusement leurs idoles. La mêlée fut des plus chaudes, et jusque dans la gorge de Campniac put se répercuter l'écho des épithètes malsonnantes jetées par les païens à la tête de l'apôtre.

— A bas le sorcier ! proférait-on, en un chœur formidable, du côté des assaillis (1).

Cependant, en fin de compte, à la prière de saint Front, Dieu donna la victoire aux assaillants. Soudain — toujours selon la tradition (2) — la *cella* s'entr'ouvrit par l'écroulement de sa façade tournée vers l'Orient.

Et que ceux qui ne croient pas aux miracles ne se récrient pas ! Il leur est loisible de supposer que l'intercession du saint fut efficacement appuyée de puissants coups de béliers, ou autres engins semblables. Si l'on ne connaissait pas alors la dynamite, ni la vulgaire poudre à canon, on ne manquait pas pour cela de moyens d'ébranler et de renverser les murailles. Sans parler de la mine dont on savait fort bien se servir, c'est par douzaine (3) qu'on comptait les machines de sièges susceptibles de détruire les bastions ou les remparts les plus solides.

Quoi qu'il en soit, la brèche pratiquée dans la *cella* livra passage aux chrétiens. Ils envahirent le sanctuaire, abattirent les images ou statues des idoles, et les réduisirent toutes en pièces, y compris une statue, de taille plus haute et plus imposante

(1) Reliquii paganorum ex obstinatis tunc restiterunt armati contra eum (beatum Frontonem) pro defensione deorum suorum, ipsum maleficum acclamantes. (Bernard Guidonis, ouvrage précité.)

(2) Cette tradition a été popularisée par l'image. On trouve encore de vieilles gravures, même de vieux tableaux sur toiles (un entr'autres dans la sacristie de la cathédrale de Périgueux) où saint Front est dépeint armé, tantôt d'un gros bâton, tantôt de sa crosse, qui, par son milieu, écrase un dragon, et par son bout atteint et sape la base de la *cella* du temple de Vésone.

(3) Ces machines sont énumérées et minutieusement décrites dans un ouvrage que j'ai cité déjà plusieurs fois, celui de Nieupoort. Voir aussi *Mœurs et usages des Romains*, par Lefèvre de Morsant.

que les autres, *eminentior cæteris* (1) qui, indubitablement, représentait la divinité du lieu, c'est-à-dire la déesse Vésone.

Cette dévastation, doublée, aux yeux des autorités païennes, d'une profanation, d'un attentat sacrilège, explique peut-être la décollation ultérieure de quatre disciples de saint Front, Séverin, Séverian, Frontaise et Silain, et l'obligation où se trouva l'apôtre lui-même de se cacher et s'exiler pendant des années.

Deux autres disciples de saint Front ont retracé le rôle joué, dans cette mémorable mise à sac du temple de Vésone, par nos premiers chrétiens et par leur chef. Ce sont Anian et Chronope, successeurs immédiats de l'apôtre du Périgord dans sa charge pontificale. Ils ont laissé des *Mémoires* relatant l'événement dans ses moindres détails.

J'écarte — je le dis encore une fois — ceux de ces détails qui affectent un caractère miraculeux. Les miracles sont du domaine de la foi. C'est un terrain sur lequel je n'ai garde de m'aventurer ici. Je veux me tenir exclusivement sur celui de l'histoire. Or, il ne me semble pas que, dégagé des circonstances que la trop courte raison humaine ne peut approfondir, le fait de l'agression victorieuse exécutée par les chrétiens contre le temple de Vésone, au premier siècle de notre ère, ait rien à redouter du plus rigoureux contrôle de cette science. Je viens de montrer toute la vraisemblance qu'il puise dans l'inscription Marc Pompée Libo. Mais je me crois en droit maintenant d'aller plus loin, et de prétendre que ce fait n'est pas seulement probable, qu'il est certain, qu'il est dûment prouvé par le double témoignage, si digne de confiance, d'Anian et de Chronope.

A la vérité les *Mémoires* de ces deux éminents compagnons de notre grand apôtre ne sont point parvenus jusqu'à nous dans leur lettre même, mais simplement dans des résumés qu'en ont faits de vieux auteurs, et qu'ils nous ont transmis. Toute la question est de savoir si la fidélité de ces analyses

(1) C'est ainsi que la définit l'évêque de Périgueux Sébalde dans sa *Vie* manuscrite de saint Front possédée par la Bibliothèque royale de Bruxelles, sous le numéro 8921. Toutefois, partageant l'erreur commune de son époque (x^e siècle), cet auteur considère cette statue comme figurant Vénus et non la déesse Vésone.

est sujette à contestation ou suspicion. J'estime, quant à moi, que la négative s'impose.

Je passe sur le dernier en date des ouvrages où se trouve contenue l'une de ces analyses. Il a paru à Bordeaux au commencement du ^{xvii}^e siècle. C'est une *Vie de saint Front extraite*, selon la mention textuelle inscrite à son frontispice, *des Mémoires d'Anian et de Chronope* (1).

Malheureusement — pourquoi le ferais-je ? — cet écrit ne porte pas de nom d'auteur, et je conviens que, sans être essentielle, la garantie dont il est ainsi dépourvu ne laisse pas d'être appréciable.

Mais il a, tout à l'heure, été parlé d'un autre hagiographe d'une autorité moins discutable — et moins discutable pour plusieurs raisons : d'abord il ne s'est caché sous aucun anonymat ; puis, étant du ^x^e siècle, il est assez ancien pour que soit autorisée la supposition que, de son temps, les *Mémoires* dont il s'agit n'étaient pas perdus encore ; et enfin le caractère sacré dont il fut revêtu commande toute confiance. C'est Sébalde, évêque de Périgueux (2).

Or, que déclare Sébalde ? Il mentionne, comme les ayant en mains, les récits de la vie de saint Front composés par Anian et Chronope. Il explique qu'après y avoir bien réfléchi, il a trouvé que ces récits, et ceux d'autres évêques, successeurs du même saint personnage, abondaient en renseignements précieux, mais qu'ils étaient trop longs. Et il ajoute qu'il a dès lors entrepris (prenant, dit-il, grand plaisir à le faire) de les écourter dans toute la mesure possible, de manière à mieux sauvegarder et perpétuer ce qu'ils enfermaient d'essentiel (3).

(1) *Vie de saint Front, premier apôtre et évêque de Périgueux, avec le glorieux martyre de ses quatre disciples... le tout extrait des Mémoires que nous en ont laissés Anian et Chronope, successeurs immédiats de saint Front* (Bordeaux, S. Millanges, 1612).

(2) Il occupait ce siège en 892, suivant le Père Dupuy. « Il est certain, dit Dessalles de son côté, qu'il était encore évêque en 900. » Il vivait même, ajouterai-je, plusieurs années après, puisque lui-même nous apprend, dans sa *Vie de saint Front*, que c'est en 904 qu'il en a commencé la composition.

(3) Cum... multa mecum revolverem de vitâ sancti patris nostri Frontonis, Christi discipuli, edita à beatissimo Aniano, Chronopio et episcopis ejusdem

Donc, que les *Mémoires* d'Anian et de Chronope aient existé, cela ne fait point doute, et ce que nous possédons, dans le manuscrit que nous a laissé Sébalde, c'en sont les grandes lignes. Nous les possédons aussi dans la publication anonyme du *xvii^e* siècle, comme nous pouvons nous en rendre compte par le rapprochement des deux ouvrages, et par la constatation de leurs points de ressemblance aussi multiples que frappants.

Vainement, pour essayer d'infirmer l'authenticité de ces abrégés, arguerait-on d'un des emprunts que leurs auteurs ont faits à la source commune dont ils ont disposé, c'est-à-dire de l'attribution à Vénus, au lieu de la déesse Vésone, de la statue gigantesque érigée dans la *cella* du temple au-dessus des autres divinités.

Evidemment, on a peine à comprendre, à première vue, que des contemporains du monument aient pu tomber dans une pareille erreur. Cependant, pour si extraordinaire que cela soit, c'est parfaitement explicable, étant donné que, comme l'assure le Père Dupuy, les chefs du paganisme à Vésone se donnaient le plus grand soin de céler aux profanes le nom de la divinité tutélaire du lieu. Ils voulaient éviter que ce nom n'arrivât à la connaissance de leurs ennemis, et qu'il ne fût loisible à ceux-ci d'invoquer eux-mêmes cette divinité et de réussir ainsi peut-être à la tourner contre les habitants de la ville.

Cette précaution est d'autant plus croyable que, selon Macrobe, les chefs du paganisme à Rome faisaient, pour une raison semblable, un mystère identique, non seulement au vulgaire, mais même aux gens les plus instruits, *etiam doctissimis* (1).

Anian et Chronope ont donc pu prendre la statue de Vésone

sancti viri successoribus, inveni plurima sed nimium prolixa, quæ, ut non traderentur oblivioni, ego, arridens valde in hoc negotio, quantum potui abbreviavi. (Sébalde. Ouvrage précité.)

(1) Ipsius urbis (tutelæ) nomen etiam doctissimis ignotum est, caventibus Romanis ne, quod sæpè adversus urbes hostium fecisse se noverant, idem ipsi hostili evocatione paterentur, si tutelæ suæ nomen divulgaretur (Macrobe, III, 9).

pour celle de Vénus, et c'est peut-être leur méprise qui aura donné le premier essor à la fausse légende de la consécration du temple à la seconde de ces divinités (1).

Cependant d'autres pensent que la confusion qui leur est imputable ne tira pas à tant de conséquence ; que, malgré les cachotteries païennes, nos chrétiens primitifs ne furent pas tenus longtemps dans l'ignorance de l'identité véritable de la divinité tutélaire ; que c'est par la suite, et à la longue, en raison d'une graduelle et comme insensible altération produite dans le langage courant, que de *Vesuna* l'on aurait fait *Venus*.

Et je ne jurerais pas qu'il ne se rencontra point alors des chrétiens qualifiés pour favoriser cette déformation de la vérité ! Leur but aurait sans nul doute été louable. Il se serait agi de fournir, après coup, une justification, ou plutôt une glorification de plus, au geste de saint Front, au regard de leurs coréligionnaires qui, rompus par les enseignements de l'Eglise à la pratique de toutes les pénitences et de toutes les mortifications, tenaient en un mépris tout particulier la déesse des plaisirs.

(1) Il n'est pas impossible qu'il y ait eu dans Vésone, mais sur un autre point de la ville, un temple de Vénus. La découverte qui fut faite, vers le milieu du XVIII^e siècle, dans un terrain joignant l'église du couvent d'alors des dames de la Visitation, d'une magnifique et très grande statue de femme en marbre de Paros, semblerait autoriser cette conjecture, s'il est vrai, comme quelques-uns le crurent, que cette statue représentait Vénus.

Taillefer raconte que « sa nudité et l'affluence des curieux qui venaient admirer ses belles formes » scandalisèrent l'aumônier des Visitandines, et que ce prêtre, aidé de toutes les religieuses, brisa la statue, la mit en mille morceaux. Un antiquaire du temps, petit-fils de l'historien Joseph Chevalier de Cablano, put en sauver un débris. C'était une main. Encore était-elle mutilée, puisqu'il lui manquait les doigts. Notre Musée la possède.

Ce fragment, si l'on en croit le docteur Galy, ne proviendrait pas d'une statue de Vénus. La raison qu'il en donne est que l'artiste qui a façonné cette main, si fruste qu'on suppose son talent, n'aurait pas manqué, s'agissant de Vénus, de mettre de l'élégance dans l'exécution de cette partie du corps de la déesse. Or, il n'en avait rien fait, au dire de l'ancien conservateur de notre Musée, qui, comme on sait, était un connaisseur. Ce n'était pas là, conclut il, la main délicate de la divinité des amours.

Cependant, M. Emile Espérandieu, non moins compétent, fait des réserves sur ce jugement, dont la base lui paraît discutable. (Espérandieu, *Recueil général des Bas-reliefs de la Gaule romaine*, t. II.)

Ce mobile serait une explication. Ce ne serait pas une excuse. Il n'y a pas de prétexte qui puisse autoriser personne à tremper dans une falsification historique.

Mais Anian et Chronope n'encourent aucun reproche de ce genre. Ils ont pu, sur un point de détail, être induits en erreur par l'effet d'une tactique de leurs adversaires, mais leur bonne foi demeure entièrement hors de cause, et nous trouvons en elle une garantie, l'on peut dire incomparable, de leur véracité dans le surplus de leurs récits, spécialement de leur récit de l'attaque menée par saint Front contre le temple de Vésone.

A coup sûr, il est regrettable que leurs *Mémoires* ne nous soient connus que dans leur substance, mais en cette substance réside suffisante, et plus que suffisante, la preuve : 1° qu'il y eut, vers le milieu du premier siècle de notre ère, un assaut terrible dirigé contre le temple de Vésone ; que l'édifice fut pris, abattu tout au moins pour partie, et saccagé, et 2° que ce fut l'œuvre de saint Front et de ses adeptes.

Telle est, réduite à son expression la plus simple, la version d'Anian et de Chronope, fondement principal de la tradition catholique à ce sujet.

Faut-il redire ici le puissant appui que prête à cette tradition l'inscription dont j'ai tant argumenté déjà, — les termes dans lesquels cette inscription est conçue, et les données complémentaires que j'en ai dégagées, établissant qu'en effet, au temps dont il s'agit, le temple se trouva mis en ruines, et que Marc Pompée Libo s'occupa de le restaurer ? Et la constatation de cet effondrement du temple est encore corroborée par d'autres inscriptions dont je vais avoir à parler !

Il y a donc concordance entre la tradition catholique et les inscriptions. Cette concordance, je me plais à la souligner, car elle n'est pas seulement valable pour la fixation de la date à laquelle fut démoli pour la première fois le temple de Vésone. Elle est valable également pour la solution d'un plus gros et plus ardu problème, autour duquel se sont élevées depuis des siècles, chez nous, et même ailleurs, de passionnées controverses : j'entends le problème relatif à l'époque de l'apostolat de saint Front en Périgord.

La tradition catholique est muette sur les ravages qui furent exercés par les chrétiens sur les parties du temple autres que la *cella*, soit le jour du renversement des idoles, soit les jours suivants. Ce silence s'explique. Il y faut voir, non la négation du rasement total du temple, mais peut-être son indirect désaveu. L'anéantissement des idoles était entré seul sans doute dans le programme de saint Front, et il arriva à l'apôtre ce qui arrive presque toujours aux organisateurs de mouvements populaires ; ses intentions furent dépassées. Tant il est malaisé de limiter l'action des foules, une fois qu'on les a déchaînées !

Quoi qu'il en soit, à défaut de la tradition catholique, l'inscription Marc Pompée Libo parle. Elle nous apprend, comme on l'a vu plus haut, que tout fut radicalement détruit : *omnino collapsa*.

Et tout, par conséquent, fut à rebâtir. C'est cette entreprise qu'assuma Marc Pompée Libo. Il ne suffit point à la tâche, car elle était considérable. Les données qu'ont fournies les fouilles commencées en 1820 par Taillefer et Mourcin, et si heureusement continuées depuis 1906 par M. Charles Durand, permettent de s'en rendre compte.

Avec ses portiques tout longés de terrasses ; avec sa colonnade circulaire ; avec ses préaux réservés au public ; avec son perron monumental, par lequel on accédait à l'entrée principale, et peut-être, en suivant des galeries, aux trois autres entrées ; avec tous les bâtiments à l'usage des divers services du culte ; enfin, avec le mur d'enceinte, dont les dimensions dépassaient, sur plusieurs points, les limites du square actuel, le temple de Vésone constituait un très vaste ensemble de constructions (1).

La preuve que la restauration exécutée par Marc Pompée Libo ne fut que partielle réside dans plusieurs inscriptions.

Il est dit dans une que Pompée Solus, fils d'Aulus Pompée

(1) Voir dans l'*Echo de Vésone*, numéros des 9 et 12 février 1839, une étude consacrée aux antiquités de notre ville par l'éminent architecte Marcelin, de Bordeaux, constructeur de la chapelle du couvent actuel de la Visitation à Périgueux, et de l'église de la Madeleine à Bergerac. Il y parle, naturellement, du temple de Vésone, et l'on trouve exprimée là magistralement l'idée qu'il convient de se faire de l'amplitude et de la magnificence que ce temple devait avoir

l'Ancien, construisit tout le péristyle entrepris autour du temple et fit les frais de l'ornementation et des murs de clôture (1).

L'inscription ne donne pas, il est vrai, le nom du temple, mais comme aucun autre temple à Vésone n'avait, que l'on sache, de péristyle ni de mur d'enceinte, il n'est pas douteux (c'est le sentiment de Dessalles, aussi bien que de Galy) que cette inscription s'applique au temple de Vésone.

Une autre inscription nous apprend qu'Abellon, fils de Primian, s'occupa de la construction et de l'ornementation à ses frais du portique de la divinité tutélaire de Vésone (2).

La réparation, inaugurée par Marc Pompée Libo, poursuivie par Pompée Solus, puis par Abellon, fut, apparemment, assez importante, et leur coûta des sacrifices assez onéreux pour qu'on ait cru devoir immortaliser leur générosité. Cependant avaient-ils parachevé leur œuvre ? D'autres, après eux, n'eurent-ils pas à la continuer ? Se compléta-t-elle jamais ? Ce sont des questions auxquelles, dans le silence des inscriptions, et en l'absence de tous autres renseignements, il est difficile de faire une réponse bien catégorique.

En tout cas, rien ne prouve — qu'on veuille bien le remarquer — que Marc Pompée Libo, Pompée Solus et Abellon, aient vécu à la même époque. De grands intervalles ont pu les séparer. Ici le champ est ouvert aux conjectures, et la plus vraisemblable est que les travaux de restauration du temple s'opérèrent par étapes et par étapes plus ou moins distantes les unes des autres.

Il serait, à coup sûr, exagéré, même quelque peu malséant, de comparer le temple de Vésone à l'église Saint-Front. Qu'il me soit cependant permis de rappeler que la réfection au dernier siècle de notre vieille basilique exigea plus de cinquante ans. Encore s'exécutait-elle au moyen des subventions

(1) Pompeio Solo, Auli Antiqui (filio) perystilum conceptum omne circa templum cum cæteris ornamentis ac munimentis (ædificavit).

(2) D'après le docteur Galy, voici comment doit être lue cette inscription, : Abello, Primiani filius, tutelæ Vesunæ porticum ex pecuniâ suâ faciendum et ornandum curavit. Mais M. Espérandieu (*Musée de Périgueux, Inscriptions antiques*, pages 22 et 23), se prononce pour la variante suivante : Bellus et Bello, Primiani filii...

de l'Etat. Si l'on n'avait dû compter que sur les dons des fidèles, ce n'est pas seulement cinquante ans, ni même cent ans qu'il aurait fallu ; c'est plusieurs centaines d'années.

Or, la générosité privée eut seule à pourvoir à la restauration du temple de Vésone. Dès lors, ne nous étonnons pas que l'œuvre ait été de longue haleine.

La fermeture de la brèche fut réservée pour en être le couronnement. C'était comme un honneur qui lui revenait. Et puis, pour tout dire, ce travail n'était pas de première urgence. La brèche ne mettait pas nécessairement obstacle à l'accomplissement des cérémonies et des sacrifices. Il y avait abondance d'autels à l'intérieur de l'édifice. Il y en avait même, ce semble, à l'extérieur, car il était loisible à des particuliers d'en élever tout autour de l'enceinte sur des emplacements acquis par eux, comme ordonna de le faire le testament de Secundus Soter, suivant une constatation tirée d'une autre inscription que possède notre Musée (1).

La fermeture de la brèche pouvait donc attendre. Elle attendit, et si bien que finalement elle ne s'effectua pas. Ou si elle s'effectua, l'on doit croire que le rajustement se serait opéré dans des conditions défectueuses, d'où serait ultérieurement résulté le craquement de la soudure et par suite un nouvel écroulement. En définitive, de deux choses l'une : ou la brèche resta béante, ou elle le redevint, puisqu'elle l'est encore, — cependant que les murs de son contour continuent à braver les injures du temps, démentant ainsi de la façon la plus pertinente et la plus éclatante la prétendue vétusté qui aurait, il y a deux mille ans, déterminé la chute générale de l'édifice.

Pour essayer de reculer de deux siècles la restauration entreprise par Marc Pompée Libo, Dessalles rapproche les inscriptions qui la concernent d'une autre inscription, à laquelle, d'ailleurs, aucun lien ne les rattache ni peu ni prou, mais qui a trait à une amenée d'eaux et à une création de fontaines, le tout dû à la munificence de Lucius Marullius Oeternus, duumvir. Dessalles prétend que Vésone ne fut une

(1) *Tutelæ augustæ Vesunæ Secundus Soter testamento jussit (aram consecrare), loco de suo dato.*

ville municipale qu'à partir de l'avènement de Caracalla, c'est-à-dire de l'an 211 après J.-C., et que, par conséquent, elle ne put pas avoir de duumvirs avant cette époque.

Sur ce point encore, Dessalles est dans l'erreur. Pline et Ptolémée, dont l'autorité dans l'espèce ne saurait être récusée, puisqu'ils vécurent, l'un au premier, et l'autre au second siècle de notre ère, où l'organisation qu'ils décrivent était dans son plein fonctionnement, Pline, dis-je, et Ptolémée rapportent (1) que quand Auguste divisa la Gaule en trois grandes provinces, subdivisées elles-mêmes en *cités*, dont le nombre au total s'élevait à soixante, Vésone fut la capitale d'une de ces soixante circonscriptions. Son territoire s'étendait jusqu'au Tarn.

Les chefs-lieux de ces circonscriptions furent certainement, parmi les villes de la Gaule, les premiers à recevoir le droit de cité et le titre de municipale; et c'est sans doute par gratitude pour cette faveur insigne, qui conférait aux habitants le droit de bourgeoisie romaine joint à une complète autonomie municipale (2), que les soixante cités élevèrent, à frais communs, le temple d'Auguste à Lyon. Une statue gigantesque de la Ville Eternelle y fut dressée, et tout autour furent rangées, comme une garde d'honneur, les statues plus petites des soixante métropoles gauloises. Naturellement, la statue de Vésone était du nombre, ainsi que le constatent Albert Renouf et G. Carré, tous les deux anciens professeurs fort distingués de notre lycée, et auteurs, le premier, d'une plaquette intitulée *Périgueux, ville noble et libre* (3), et le second, d'une étude plus ample parue sous ce titre : *Le régime municipal de Périgueux aux deux premiers siècles de l'ère chrétienne* (4).

Nous sommes donc fondé à penser et dire que, dès avant l'érection du temple d'Auguste à Lyon, par conséquent dès avant notre ère, Vésone était en possession du titre de municipale.

Veut-on cependant que sa jouissance des privilèges attachés à ce titre ait été quelque peu postérieure? Il est impossi-

(1) Pline, IV, 9. — Ptolémée, II, VII.

(2) Aulu-Gela, XVI, 13. 6.

(3) Périgueux, imprimerie Rastouil.

(4) Périgueux, imprimerie Dupont.

ble en tout cas de reculer cette jouissance au-delà du règne de Galba, c'est-à-dire au-delà de l'an 68 ou 69 après J.-C.

Nous savons, en effet, par un passage de Tacite, que cet empereur, continuant et accentuant la politique suivie par Tibère et par Claude, qui avaient multiplié les concessions du droit de cité, les étendit à toute la Gaule sous quelques exceptions qui ne s'appliquaient point à Vésone, et s'appliquaient seulement à des villes comprises, comme nous dirions aujourd'hui, dans la zone des armées de la Germanie (1).

Vésone fut donc une ville municipale au plus tard sous Galba. Elle fut inscrite dans la tribu Quirina (2), conformément à la règle suivant laquelle on rangeait dans une des trente-cinq tribus romaines toute ville qui recevait le droit de cité. Vésone, par conséquent, n'eut pas à attendre le règne de Caracalla pour avoir des duumvirs et son sénat des décurions.

Ainsi l'argument que Dessalles s'est efforcé de tirer de de l'inscription Lucius Marullius Oeternus lui échappe complètement ; et non seulement cette inscription ne peut être d'aucun appui pour sa thèse, mais elle se retourne contre elle, car G. Carré, qui était un bon juge en matière de style lapidaire, faisant allusion à ladite inscription et à quelques autres où se trouve constatée l'existence de magistrats municipaux à Vésone, déclare qu'elles « attestent le faire des lapidaires du premier siècle ».

Qu'importe, d'ailleurs, l'époque de laquelle date le duumvir Lucius Marullius Oeternus ? Parce qu'il appartiendrait au III^e siècle, s'ensuivrait-il que Marc Pompée Libo n'aurait pas pu vivre au premier ? Evidemment non ! De sorte que, fût-elle

(1) Vindex avait soulevé les trois Gaules contre Néron, dans le but d'élever Galba sur le trône. Ce souvenir créait un lien entre les Gaules et Galba. Mais un lien plus fort, dit Tacite, était le don récent que ce prince leur avait fait du droit de cité et d'un allègement d'impôts pour l'avenir. Cependant ne participèrent pas à ces faveurs les villes des Gaules voisines des armées de la Germanie.

Gallie, super memoriam Vindicis, obligatæ recentî dono romanæ civitatæ, et in posterum tributî levamento. Proximæ tamen Germanicis exercitibus Galliarum civitates non eodem honore habitæ. (Tacite, *Historiarum*, I, 8.)

(2) Cette incorporation de Vésone dans la tribu Quirina résulte de plusieurs inscriptions du Musée.

exacte autant qu'elle est démontrée fausse, l'argumentation de Dessalles ne saurait faire aucun échec à la nôtre. Il reste donc établi que le temple de Vésone fut entièrement détruit au premier siècle de l'ère chrétienne ; et c'est au premier siècle aussi que s'exécutèrent ou plutôt que commencèrent à s'exécuter les travaux entrepris pour sa restauration.

Deux cents ans s'écoulèrent ensuite. Le christianisme, après mille vicissitudes, qui avaient témoigné de son endurance et de sa vitalité, prit alors possession du trône des Césars dans la personne de Constantin, et cet empereur rendit un édit célèbre prescrivant l'abolition de tous les temples des idoles. Il est très vraisemblable que c'est en exécution de cette ordonnance que le temple de Vésone fut de nouveau et définitivement rasé.

Pourtant une autre version impute le fait aux Barbares. On sait qu'au commencement du v^e siècle les Goths devinrent maîtres de l'Aquitaine. Une partie d'entre eux s'installa dans Vésone. Ce furent pour nos pères des hôtes exécrables. En dignes frères qu'ils étaient des Vandales, ils n'épargnèrent pas nos monuments. Il n'y aurait donc rien d'étonnant que le temple de Vésone fût tombé sous leurs coups.

En définitive, nous sommes en présence de deux hypothèses. L'une et l'autre sont plausibles. J'opterais toutefois plus volontiers pour la première ; car si les Barbares voulurent raser le temple, pour quelle raison auraient-ils laissé subsister une partie de la *cella* ?

Par contre, pour les Gallo-Romains chrétiens, exécuteurs tout désignés de l'édit de Constantin, cette ruine était éminemment respectable par le glorieux souvenir qu'elle évoquait de la victoire remportée par saint Front sur les idolâtres vésuniens.

Ce qu'on peut, en tout cas, dire de certain, c'est que le temple, s'il ne disparut pas au iv^e siècle, disparut au v^e.

Je n'ai pas à décrire les profonds bouleversements qui se produisirent dans les premiers siècles subséquents. Ce fut un effroyable cataclysme, où sombra Vésone, comme sombrèrent presque toutes les villes de l'Aquitaine et de la Novempopulanie.

Le joug des Barbares fut bien loin d'être aussi léger que

celui des Romains à nos aïeux. Cependant ceux-ci trouvèrent bon de célébrer leur changement de maîtres par un nouveau changement de nom, et par la reprise de celui qu'ils portaient avant la perte de leur indépendance. Ils redevinrent les Pétrucorcs, ou les Pétracoriciens, et renonçant à reconstituer leurs foyers, ruinés par la torche ou le fer des Barbares, ils se retirèrent sur une colline toute proche, et par leur groupement, formé d'abord autour d'un modeste ermitage, plus tard autour d'un puissant monastère, créèrent le Puy-Saint-Front, berceau de Périgueux.

IV. Et maintenant résumons et concluons.

En une matière que suffirait à rendre obscure le recul des âges, et que voilent, en plus, tant de ténèbres amassés durant la période trop prolongée des invasions des Barbares, il ne faut pas viser à des certitudes mathématiques. Mais de fortes vraisemblances, tirées d'ailleurs pour la plupart de faits et documents bien authentiques, permettent de tenir pour avérés les points suivants :

Au commencement du règne d'Auguste, les Romains fondèrent sur la rive droite de l'Isle une nouvelle ville. Ils l'appelèrent Vésone, du nom d'un cours d'eau voisin, qu'ils déifièrent, et dont ils firent la divinité tutélaire du lieu.

Ils érigèrent en l'honneur de cette divinité un temple vaste et somptueux. Ce monument fut détruit au premier siècle de notre ère par un soulèvement de chrétiens conduits par saint Front en personne. On le reconstruisit plus ou moins complètement. Mais il fut à nouveau démoli, et définitivement cette fois, soit au iv^e siècle, par ordre de Constantin, soit au v^e, à la suite d'une ruée de Barbares, qui ravagèrent tout le pays et anéantirent la ville de Vésone elle-même.

Il ne resta pour perpétuer ce poétique nom de Vésone parmi les générations futures qu'un débris du temple de la divinité tutélaire. Ce débris était la *cella*, ou pour mieux dire la portion de ce sanctuaire qui était restée et qui reste encore debout.

Tout change autour de cette ruine imposante. Que de transformations opérées, rien que durant les cent dernières années, dans tous les lieux qui l'environnent !

A quelques pas d'elle, du côté nord, roulent des trains de chemin de fer qui, par leur fracas incessant, animent sa solitude.

A l'est, sur un talus élevé qui lui fait face, s'entrecroisent des fils électriques, télégraphiques ou téléphoniques, qui courent ensuite à sa droite et à sa gauche en rangs multipliés et denses comme pour l'enlacer.

Et ne puis-je pas, sans paraître me livrer à un vain jeu d'imagination, ajouter que parfois des avions viennent survoler sa haute cime ?

Or, pendant que toutes ces nouveautés, inventées par la science moderne, et comptées, à tort ou à raison, au nombre des progrès et des bienfaits de la civilisation actuelle, se donnent libre carrière dans son voisinage, elle seule demeure immuable en sa survivance vénérable d'une antique civilisation éteinte.

Ne nous attardons pas aux réflexions que peut inspirer la juxtaposition, j'allais dire le heurt, en un val tout étroit, de deux grandes civilisations, les plus grandes de l'histoire. Laissons pour l'instant notre pensée se fixer dans la contemplation exclusive du vieux vestige romain. Les siècles succèdent aux siècles, et toujours, sous nos yeux émerveillés de sa longévité déjà bi-millénaire, sa silhouette mutilée se dresse majestueuse et fière. Longtemps elle se dressa dans un paysage sévère, quasi-désert. Elle se dresse à présent au milieu de la verdure et des fleurs que, par un pieux hommage public de date relativement récente, on a jetées profusément à ses pieds.

J'ai dit que tant qu'avait existé le temple, on l'avait appelé le temple de Vésone. Mais du jour où il fut démoli, et où l'on n'en vit plus debout qu'une portion affectant la forme d'une tour, le mot « La Tour de Vésone » entra dans le langage courant des Pétrucos. Il s'y est maintenu depuis, redisant d'âge en âge les cinq siècles de splendeur et de prospérité procurées à notre cité par ses premiers conquérants.

Et, dans le même temps, la Tour de Vésone, par la large blessure qu'elle porte à son flanc, et que lui a faite le Christianisme, commémore et symbolise à jamais la puissance de cette religion, selon la parole prophétique prononcée par

saint Front, au dire de ses légendaires, dans le moment même où cette déchirure se produisit : *Corruat pars hujus fani cum idolis, et reliqua pars celsitudinis sit futuris generationibus in memoriam et recordationem* (1).

Dans ces quelques pages que j'aurais voulu faire plus courtes, j'ai eu à contredire beaucoup Léon Dessalles. Pas de malentendu cependant ! Autant que personne, je rends toute justice au laborieux, à l'infatigable chercheur qu'il fut. Je sais combien est ordinairement sûre son érudition, combien elle est sûre toutes les fois qu'il ne traite pas un sujet touchant, de près ou de loin, aux origines du christianisme en Périgord. Certes, bien loin de moi la pensée de faire entendre que, dans cet ordre d'idées, il se trompe volontairement. Je suis persuadé du contraire. Mais sous l'empire d'un certain parti-pris, on peut, de la meilleure foi du monde, commettre des erreurs. Si je viens d'en relever quelques-unes, je l'ai fait, je ne le cache pas, presque à regret, car la mémoire de Dessalles m'est chère doublement : d'abord parce que je le considère comme un des pionniers les plus méritants de notre histoire locale ; puis parce que d'étroits liens de famille me rattachent à lui. Aussi c'est le cas pour moi d'invoquer la vieille maxime : *Amicus Plato, sed magis amica veritas*.

E. Roux.

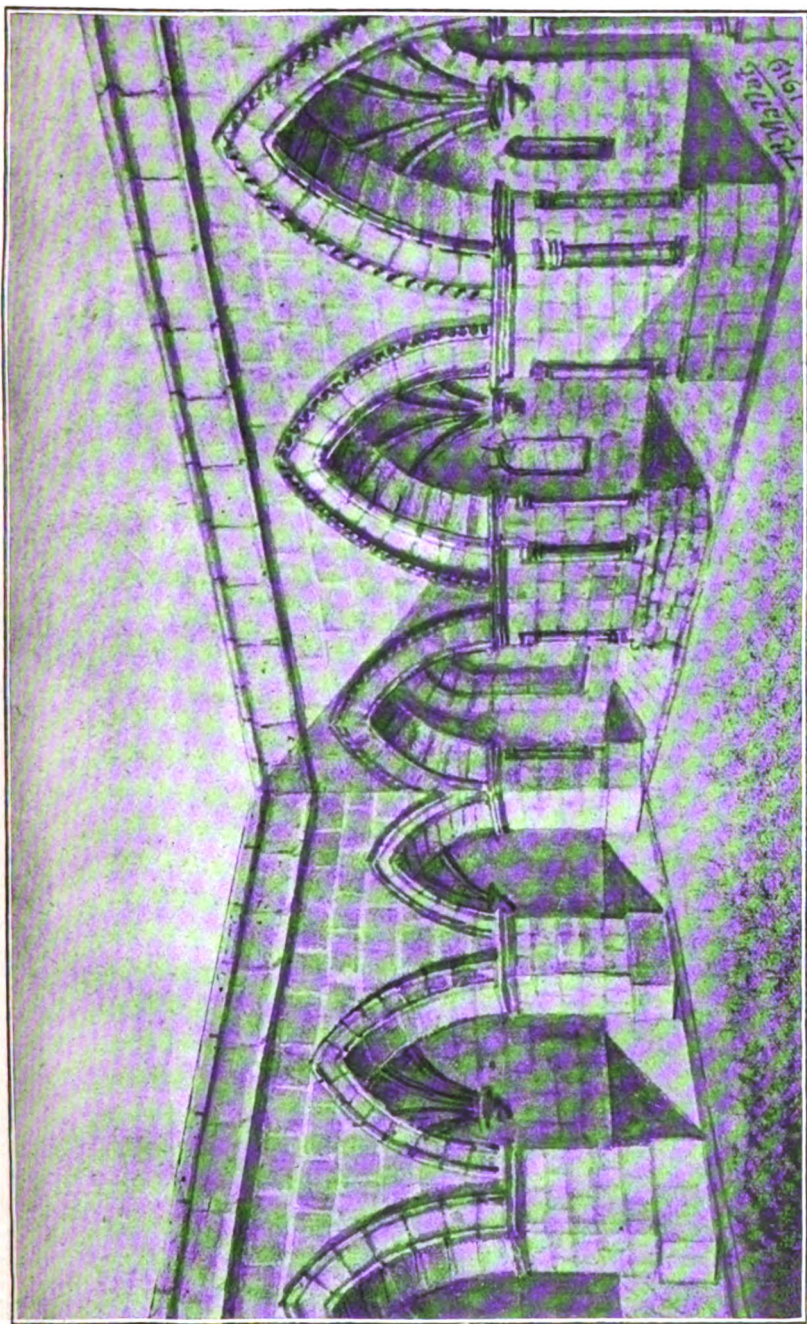
LES CLOITRES DE SAINT-FRONT

Notre *Bulletin* n'est pas un magazine qui reçoit les histoires sans paroles. C'est cependant à son intention que je viens de dessiner la planche que je communique ci-contre. Tout le commentaire que je saurais lui donner serait celui-ci :

« C'est le bizarre raccordement des deux faces à arcades ogives des cloîtres de Saint-Front. On se demande pourquoi l'architecte de la dernière de ces façades n'a pas opéré un raccord de lignes moins désagréable à l'œil. »

Quant au nom de cet *operarii redemptor*, je ne l'ai pas cherché. M. l'abbé Roux nous l'apprendra le jour où il nous

(1) Sébaste, ouvrage précité.



LES CLOITRES DE SAINT-FRONT

donnera la magistrale étude qu'il nous a promise sur notre belle abbatale.

J. MALLAT

LA LIGUE ET L'ÉDIT DE NANTES EN PÉRIGORD

(Suite et fin).

§ 21. Les conférences de Suresnes amenèrent, le 23 juillet, une trêve générale de trois mois, commençant le 1^{er} août ; ce même jour, Henri IV écrivit à Gabrielle d'Estrées :

« Je commence, ce matin, à parler aux évêques.... Ce sera dimanche que je ferai le saut périlleux » (1).

L'abjuration solennelle eut en effet lieu, le dimanche suivant 25 juillet, à Saint-Denis, après quelques conversations avec l'archevêque de Bourges et les évêques de Nantes, du Mans et d'Evreux, qui levèrent les derniers scrupules du Roi. Henri IV fit aussitôt connaître cette grave nouvelle à tout son royaume par des lettres circulaires, qui furent rédigées sous quatre formules différentes : l'une (2) était destinée aux villes déjà ralliées à la couronne, comme Bordeaux, Tulle, Brive ; la seconde (3), aux villes ligueuses, comme Périgueux, Sarlat, Villefranche-du-Périgord ; la troisième (4) aux villes protestantes, Bergerac, Montauban, La Rochelle ; la quatrième (5) à quelques gentilshommes calvinistes, tels que le vicomte de Turenne, Jacques de Caumont-La-Force, Jean de Gontaut-Salignac, etc.

Ces lettres écrites avec une habileté merveilleuse, avaient pour but de disperser la Ligue, sans irriter les Ligueurs et de faire accepter l'abjuration par les protestants, sans les révolter. Les villes déjà ralliées manifestèrent une joie délirante, croyant qu'une paix définitive suivrait l'abjuration du Roi ; plusieurs villes ligueuses, comme Agen et Cahors, firent leur

(1) B. de Xivrey : *Lettres missives d'Henri IV*, t. 3, p. 321.

(2) *Id.* *id.* p. 522.

(3) *Id.* *id.* p. 524.

(4) *Id.* *id.* p. 523.

(5) *Id.* *id.* p. 525.

soumission ; Périgueux et Sarlat restèrent sous l'obéissance du duc de Mayenne.

Les églises protestantes se montrèrent en général très irritées de la conversion du Roi et manifestèrent la résolution de ne plus se contenter à l'avenir des conditions insérées dans le traité de Bergerac ou dans l'Edit de Mantes. Il y eut cependant de nombreuses abjurations dans la noblesse, notamment celles de Daniel de Taillefer et de Jean de Saint-Astier ; le baron de Salignac suivit aussi l'exemple d'Henri IV ; mais ses deux frères, Jacques et Pierre, restèrent fidèles à l'hérésie ; beaucoup de Ligueurs se soumirent, entr'autres Jean de Montardit.

La trêve générale, qui devait finir le 1^{er} novembre, fut prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1594 et le Roi continua ses négociations avec la Ligue et les Eglises réformées.

§ 22. Les soumissions qui suivirent l'abjuration d'Henri IV avaient diminué considérablement les revenus de la Ligue ; le duc de Mayenne envoya le marquis de Montpezat en ambassade auprès du roi d'Espagne, afin d'obtenir du Roi très catholique des subsides en or, en soldats et en armes ; cette mission devant avoir une longue durée, Montpezat fut remplacé dans ses fonctions de sénéchal du Périgord par Antoine de Saint-Aulaire (1), sgr de Coutures ; en même temps le Roi choisit Henri de Bourdeille (2) comme successeur de Bouchard d'Aubeterre, mort bientôt après le siège de Lisle.

Le nouveau sénéchal du Roi s'empressa d'écrire aux consuls des villes closes, pour leur annoncer sa récente nomination ; il insista près des villes Ligueuses pour qu'elles veuillent bien le reconnaître ; Périgueux lui fit aussitôt parvenir ses résolutions dans la délibération suivante :

« Le 4 décembre 1593, le maire et les consuls reçurent de M. de
» Bourdeille une lettre aux fins de le recognoistre comme sénéchal
» et gouverneur de Périgord ; il lui fut répondu qu'on ne pourroit
» recognoistre le roy de Navarre en lui tenant son party, que ledit
» roy de Navarre ne fust approuvé par le Sainct Père et par l'Eglise

(1) Fils de Pierre et de Catherine de Laurière, épousa Jeanne de Bourdeille.

(2) Fils d'André et de Jacquette de Montbron.

» catholique, apostolique et romaine. ensemble reconnu des États,
» oingt et sacré. »

L'attitude énergique des consuls irrita les Royaux du Périgord et surtout les nouveaux ralliés, qui voyaient dans la délibération du 4 décembre la critique de leur soumission. Jean de Montardit essaya, par un audacieux coup de main, d'arracher Périgueux à la Ligue ; il séduisit quelques miliciens chargés du guet, qui promirent d'ouvrir une porte devant ses complices et lui ; mais le consul de Jéhan découvrit ce complot et fit pendre les traîtres.

Bourdeille et Saint-Aulaire, plus tolérants que les consuls, consacraient tous leurs efforts à rétablir la paix dans la province ; ils ouvrirent même des conférences à Saint-Crépin, le 12 février 1594, tendant à conclure une trêve locale, englobant tout le Périgord ; les délégués se mirent bientôt d'accord « et résolurent la cessation d'armes et toutes aultres voies d'hostilités, pour deux ans » (1).

Henri IV fut peu satisfait de cette convention, signée sans son agrément, car il écrivit, le 1^{er} avril, à Bourdeille, relativement à la trêve de Saint-Crépin :

« A la vérité, je n'avois pas trouvé bon qu'elle eust esté accordée
» premièrement sans me l'avoir fait entendre, et de plus sans en
» avoir sceu ma volonté.... » (2).

Le Roi consentait à négocier avec les protestants ; mais il voulait imposer sa volonté aux Ligueurs, sans discuter avec eux.

§ 23. Cependant il se fit sacrer et couronner, le 27 février, dans la cathédrale de Chartres, Reims étant au pouvoir de Mayenne ; aussitôt après le sacre, il chargea l'un de ses officiers, Epinay-Saint-Luc, de pressentir le gouverneur de Paris, Charles de Cossé-Brissac, qui était son beau-frère (3), et de lui proposer, au nom du Roi, le bâton de maréchal de France, avec deux cent mille écus, s'il consentait à livrer la capitale, sans effusion de sang.

(1) Cité par le *Bulletin* de la Société arch. du Périgord, t. 3, p. 488.

(2) B. de Xivrey : *Lettres missives d'Henri IV*, t. IV p. 132.

(3) Saint-Luc avait épousé Jeanne de Cossé-Brissac, sœur de Charles.

Cossé-Brissac accepta l'offre et, le 29 mars, Henri IV entra dans Paris, par la Porte-Neuve (1),

- il alla droit à Nostre-Dame, entendre la messe et faire chanter le
- » *Te Deum* ; puis de là revint au Louvre, où il trouva ses officiers et
- » son disner, comme s'il y eust toujours demouré » (2).

L'entrée d'Henri IV dans sa capitale provoqua de nombreuses soumissions ; les plus retentissantes furent celles de la duchesse de Montpensier et de la duchesse de Nemours, sa mère ; toutefois la bourgeoisie parisienne restait inébranlable sur la question religieuse ; lorsque, le 14 avril, Catherine de Bourbon, venant rejoindre son frère au Louvre, fit son entrée solennelle dans la ville, le peuple accueillit la princesse Huguenote avec le témoignage très apparent d'une vive antipathie.

§ 24. Le 7 avril, Girard de Langlade (3), maire de Périgueux et les consuls appelèrent au palais de l'évêque les représentants des trois ordres ; ils dirent à l'assemblée que la guerre civile entretenait dans tout le royaume la misère et l'anarchie ; que la Ligue ne pouvait pas signaler un prince plus apte à porter la couronne que le roi de Navarre, et que par suite la ville de Périgueux ferait bien de reconnaître Henri IV ; le lendemain, 8 avril, la même proposition fut soumise au Conseil général de la ville et le Roi fut acclamé dans les deux réunions (4).

Sarlat se soumit le 9 avril (5) ; Nontron, Lisle, Villefranche-du-Périgord suivirent ces exemples ; les députés de Périgueux et de Sarlat firent leur adhésion solennelle devant le Parlement de Bordeaux, le 15 avril ; ils assistèrent, le 19, au *Te Deum* chanté dans la cathédrale pour remercier Dieu d'avoir enfin rétabli l'union et la paix dans la province. Ces mêmes députés rédigèrent, le 28 avril, à Poitiers, la déclaration suivante, qui porte les signatures de : Martin, pour le

(1) Près de la Seine, à la hauteur de la rue de Beaune.

(2) Péréfixe : *Histoire de Henri le Grand*.

(3) Langlade était *seigneur* d'Eylac.

(4) *B. N. Périgord*, t. XIII, n° 34.

(5) *Id.* t. 2, p. 246.

clergé, Chillaud, pour la noblesse et Jonjay pour le Tiers-Etat, avec celle de Elie de Jehan, premier consul et Labrousse, syndic des trois Etats :

« Nous, soubsignés, députés et syndic du pays de Périgord, villes
» closes et communautés de Périgueux, Sarlat, Villefranche et aultres,
» avons prié M. des Combes de faire entendre à S. M. le bon debvoir
» auquel led. pays et habitants desd. communautés se sont mis de la
» recognoistre, luy obéir et demeurer fideles serviteurs. La nomina-
» tion qu'ils ont faicte desd. députés pour aller faire leur soumission
» à S. M. leur achemine l'occasion de leur retard, provenant du dan-
» gier des chemins » (1).

§ 25. Le sénéchal de la Ligue, Antoine de Saint-Aulaire, se soumit, le 16 avril, dans les termes suivants :

« Syre, Dieu me faict ceste grâce de voir ce que j'ai tousjours désiré :
» c'est vostre Majesté catholique, apostolique, romaine. J'espère ne
» mourir point que je ne vous fasse quelque bon service. Sans
» doubte, Syre, j'en ai très bonne volonté.... Je vous envoie par le
» s^r des Combes tout ce qui s'est passé en vostre province de Péri-
» gord ; il playra à vostre Majesté de le croyre. Les députés de vos
» villes de Périgueux et Sarlat s'en vont faire leur debvoir.... Puy
» votre conversion, je les ay recogneu en fort bonne volonté. Pour
» moy, Syre, si je vous ay faict quelque servyce en cest achemine-
» ment, c'est de mon debvoir ; je ne demande rien à vostre Majesté, si
» non qu'il vous playse me tenir au rang de vos bons servyteurs
» repentants » (2).

Presque tous les Ligueurs du Périgord se soumirent avec leur sénéchal ; les principaux récalcitrants furent Marc de Cugnac, Jean de Baynac, Charles de Carbonnières. Jean de Boussier, gouverneur de Montignac, refusa d'arborer le drapeau du Roi ; sommé par le sénéchal de Bourdeille de présenter les clefs de la citadelle, il répondit qu'il ne pouvait les rendre qu'au duc de Mayenne, de qui il les avait reçues. Henri IV chargea François d'Hautefort (3) et Jacques des Cars (4) d'aller négocier avec ce fier Ligueur ; ils obtinrent, le

(1) Reproduit par le *Bulletin* de la Société arch. du Périgord.

(2) Reproduit par le *Bulletin* de la Société arch. du Périgord.

(3) Fils de Gilbert et de Louise de Bonneval, épousa Louise des Cars, sœur de Jacques.

(4) Fils de François et de Claude de Beaufremont.

6 mai 1594, une capitulation dans laquelle figure l'article suivant :

« Art. V : Le capitaine Boussier avoit fait réparer la bresche et
» les ravins du canon... fait construire une belle et grosse tour
» voutée.... fait revestir des fossés, et plusieurs aultres réparations
» à ses dépens, où il a employé plus de trois mille écus du sien pro-
» pre. Le s^r d'Hautefort supplie S. M. qu'il lui plaise commander que
» led. capitaine soit remboursé de cette somme. »

Henri IV fit donner à Boussier les trois mille écus réclamés ; il lui laissa le gouvernement de Montignac et lui adressa, le 22 mai, la lettre suivante :

« M. de Rochépine, sur les assurances que nous ont données les
» s^{rs} des Cars et d'Hautefort de vostre bonne affection à me faire ser-
» vice, j'ai pris la résolution de vous retirer près de ma personne et
» vous employer aux occasions qui s'y présenteront, comme je fais
» aux aultres bons subjects. Par tant, je vous prie ne faillir, inconti-
» nent la présente receue, vous préparer à y acheminer.....
» Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 22 du mois de mai 1594.

» HENRY ».

Esparbès de Lussan, gouverneur de Blaye, fut traité avec la même largesse que Boussier ; le Béarnais préférait faire quelques sacrifices d'argent que priver le royaume des forces vives qui pouvaient contribuer à relever sa gloire ou sa prospérité. D'ailleurs

« il est juste de reconnaître que certains chefs de la Ligue sortaient
» de la lutte ruinés, endettés et que les indemnités énormes les cou-
» vraient à peine de leurs dépenses » (1).

La résistance opposée par les consuls de Périgueux, Sarlat et Villefranche aux démarches du sénéchal de Bourdeille, prouve que la bourgeoisie Ligueuse du Périgord fut souvent plus difficile à ramener sous l'obéissance du Roi que la noblesse ; nous en trouvons un curieux témoignage dans le procès-verbal d'une séance tenue le 31 mars 1601, au présidial de Périgueux ; trois membres de la municipalité de 1594 figurent à cette audience : Pierre de Marqueyssac, ancien maire, est devenu juge-mage ; Elie de Jehan, premier consul,

(1) E. Lavisse : *Histoire de France*, t. VI, p. 392.

est procureur du Roi; Chaignon, qui commandait la milice urbaine à Lisle, est resté marchand.

Marqueyssac présida la séance du 31 mars 1601, dont le procès-verbal représente Chaignon comme déposant avec une violence exagérée.

« Le procureur du Roy lui dit ces mots : M. Chaignon, vous avez tort ; ces affaires se mènent d'autre façon que vous n'avez faict durant la Ligue. — Ledit Chaignon lui a répondu : Oh ! Teste Dieu ! ne me reprochez pas la Ligue ; vous en avez esté aussi bien que moy ; mais je m'y suis comporté autrement que vous ! — Sur ce, le président dit qu'il ne falloit plus parler de la Ligue, qu'elle estoit morte et assopie. » (1).

Il est vrai que dès 1594 la Ligue n'existait plus comme parti politique ; mais le duc de Mayenne croyait toujours qu'il représentait l'Eglise catholique de France et pour ce motif il refusait de se soumettre, avant que le pape ait absous Henri IV du crime d'hérésie. Le 27 septembre 1595, Clément VIII prononça solennellement la sentence d'absolution « d'Henri, roy très chrétien de France et de Navarre ».

§ 26. Le président Jeannin fut aussitôt chargé de rédiger les clauses d'une réconciliation définitive entre le roi de France, le duc de Mayenne et les principaux chefs de la Ligue ; ces conférences amenèrent les traités de Folembray, dont le préambule reconnaît le zèle de la Ligue,

« pour maintenir la religion catholique en France et pour conserver le royaume en son entier, duquel elle n'a souffert le démembrement, lorsque la prospérité de ses affaires semblait lui en donner le moyen. »

Par un article spécial, le marquis de Villars et le marquis de Montpeyzat, son frère (2), obtinrent une amnistie générale et complète. Après la signature de ces traités, Henri IV embrassa le duc de Mayenne et lui donna les plus sincères témoignages de son amitié ; l'ambassadeur de Venise, racontant cette réconciliation à son gouvernement, résume son

(1) Arch. de Marqueyssac, cité par le *Bulletin* de la Société arch. du Périgord.

(2) Les marquis de Villars et de Montpezat moururent sans enfants ; avec eux s'éteignit la famille de Lettes des Prés.

récit en disant : « Ce grand Roi se bat comme le Diable et pardonne comme Dieu ».

R. DE BOYSSON.

LES CLOCHES DE LÉGUILLAC-DE-CERCLES

Cejourd'huy deuxième du mois d'octobre mil sept cent. cinquante deux, après-midi, au bourg de Léguilhac en Périgord et audevant de la grande et principale porte de l'esglize paroissiale dud. p^{nt} bourg et paroisse, pardevant le no^{re} royal soussigné et p^{nts} les tesmoins bas-nommés, a comparu pardevant nous demoiselle Marie Sibille de Fayard, habitante dud. p^{nt} bourg de Leguilhac, laquelle, adressant ses paroles comme si elle parloit à la personne de François Mathieu s^r du Bancherau, comme scindic de la fabrique de lad^e esglize paroissiale dud. p^{nt} bourg de Leguilhac, luy a dit et remontré qu'elle demeure avertie que tant luy que le s^r curé de lad^e paroisse ont entrepris de faire refaire une cloche qui est au clocher de lad. esglize et qu'on dit être fondue, et que même ils ont commencé à amasser de l'argent pour payer le fondeur qui fondra lad. cloche et cela sans ordre de la cour ny de monseigneur l'Intendant. Ce n'est pas que lad. demoiselle de Fayard prétend empescher la fonte de cette même cloche ni qui lèvent d'argent pour payer la faction de lad. cloche ; mais, comme elle a été aussy avertie qu'il voulait graver sur lad. cloche les noms des seig^r et dame de Bertein en les regardant comme seig^r et dame de la terre et juridiction de Léguilhac, par conséquent seigneur de l'esglize et clocher de lad. paroisse ; et, comme c'est un droit qui de tous temps a été attaché à la maison et personne des seig^{rs} ses auteurs et dont elle est héritière et qu'elle possède la maison qui leur apartenoit comme héritière pour une moitié de tous les biens et droits delessés par defunt messire Alexis de Fayard, seigneur des Combes et de Léguilhac (1), qui est mort ab intestat, auxquels droits il ne peut rien être fait à son préjudice ni personne ne peut

(1) Le 27 octobre 1735, le curé, François Grand, assisté de son vicaire, avait béni la grosse cloche de Léguillac, refondue depuis trois mois, sous le nom de Saint-Maurice, patron de la paroisse. Elle avait été présentée par les époux Jean Duverneuil dit Sarqueton et Marie Mérigot, messire Alexis de Fayard, seigneur du bourg, « ayant publiquement refusé cet honneur, après avoir fait inscrire son nom et celui de Madame sa belle-fille sur ladite cloche ».

C'est cette cloche dont la refonte dût être jugée nécessaire après seize ans de service.

anticiper sur iceux sans son exprès consentement, ce qui fait qu'elle déclare s'opposer comme elle s'oppose en ce que refasant lad. cloche ils puissent graver ni imprimer les noms de personne autres que des habitans de lad. paroisse, ni reconnoistre d'autre seigneur de lad. esglise et clocher que lad. demoiselle de Fayard ; et, où il voudroit passer outre, elle proteste de se pourvoir contre ceux qui auront fait graver ou imprimer, gravé ou imprimé sur lad. cloche les noms de personne quelle quelle soit, que des habitans de lad. terre et juridiction de Léguilhac, et qui n'ont droit de reconnoistre d'autre seig^r pour le marquer sur lad. cloche que lad. demoiselle, et de s'en pourvoir contre led. s^r scindic fabritien et autres qui auroient manœuvré avec luy et les prendre à partie et les appeler en justice pour les faire condamner à bifer de dessus lad. cloche les marques d'autre seig^r que de lad. demoiselle, et les noms qu'il y auroit gravé d'autre personne que des habitans de lad. terre et juridiction de Léguilhac, et de leur faire refaire lad. cloche à leurs propres fraix et despans, et à toutes autres protestations qu'elle peut et doit protester. Dont et de tout ce que dessus lad. dem^{lle} requérante nous a requis le p^{nt} acte que luy avons concédé sous le scel royal par moy dit n^{ro}, pour luy valoir et servir, lequel elle nous a requis de le notifier aud. s^r Mathieu syndic fabritien, et enjoint de le faire savoir au s^r curé et paroissiens de lad. paroisse. Et à l'instant j'ay notifié par coppie led. p^{nt} acte aud. s^r Mathieu, scindic fabritien, habitant du lieu du Banchereau, p^{nt} paroisse, lequel a pris coppie. Le tout fait en p^{se} de Jacques Poitevin, m^{re} perruquier, habitant du village de La Confourche, paroisse du Vieux-Mareuil aud. Périgord, et de Jean Mathieu, clert, habitant du p^{nt} bourg, tesmoins connus, qui ont signé avec lad. dem^{lle} de Fayard requérante tant à l'original que coppie. (Signé) : Marie de Fayard, Jacques Potevins, Mathieu et Deladoyre, n^{ro} royal.

Controlé à Lisle le 24 octobre 1752. Reçu : douze sols. (Signé) : Tomas-son.

Cette protestation n'eut pas le succès qu'en attendait M^{lle} de Fayard (1). Car, le 22 novembre suivant, le curé de Léguillac procéda à la bénédiction de la nouvelle cloche, dédiée à saint Maurice, avec M. et M^{me} de Bertin (2).

(1) M^{lle} de Fayard mourut, âgée de 75 ans, en 1776, et fut enterrée dans l'église de Léguillac.

(2) Jean de Bertin, baron de Bourdeille et seigneur de Léguillac, et Lucrece de Saint-Chamans, père et mère du ministre de Louis XV. Comme parrain et marraine, tinrent à leur place : Jean Chabrier, s^r de Fayole, et d^{lle} Magdeleine Forien, épouse de Pierre Conte, avocat,

Le 6 novembre 1786, fut bénite, à Léguillac, une seconde cloche dédiée à saint Jean. Elle eut pour parrain Jean-Baptiste de Bertin, ministre, seigneur du lieu, et pour marraine M^{lle} de Creyssac, sœur de ce dernier. Tinrent à leur place : Antoine Rastouil, consul et bourgeois de Périgueux, et d^{lle} Lagrange, son épouse.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

HISTOIRES DE *CI-DEVANT*

Les documents d'archives, à la réserve toutefois des correspondances privées, ne livrent pas souvent le secret, nous ne dirons pas de l'âme, car l'âme est impénétrable, mais de la vie des personnes dont ils retracent tel ou tel acte. Presque toujours impersonnel et froid, le document d'archives est le contraire de ce que le jargon littéraire nomme, un peu prétentieusement peut-être, le document humain.

Nous devons cependant excepter de cette règle certaines catégories, et non les moins nombreuses, des papiers que la Révolution nous a légués. Nous voulons parler des dossiers judiciaires et de police. A cette époque, où la vie était si intense que nous devons, aujourd'hui, faire effort pour comprendre que tant d'événements, et quels événements, aient pu tenir dans une dizaine d'années, il n'était personne, ou peu s'en faut, de l'ancienne bourgeoisie, pour ne rien dire de la noblesse, qui n'eût affaire à la police. La justice, de son côté, ne chômait guère, et elle avait, d'habitude, la main lourde.

Bien du papier a été noirci de ce chef, et, comme l'enjeu était sérieux, les personnalités, entendons les circonstances biographiques, les traits de caractère, apparaissent assez nettement au travers des grimoires.

Tel fut pour nous le cas des quelques *ci-devant* dont on trouvera plus loin les noms et les aventures. Leurs dossiers dormaient aux Archives nationales un sommeil plus que séculaire. Ils auraient pu le continuer sans aucun dommage pour l'histoire, car nos héros ne sont pas des personnages de

premier plan, ni même du second. Un ancien officier devenu agriculteur, un médecin, un homme de loi, tous gens paisibles, nullement mêlés à la politique active. Mais il nous a paru que perdus, comme ils l'étaient, dans la foule, ils représentent mieux leur époque que tel ou tel premier rôle. Avec eux, nous ne sortons pas de la commune mesure. De la sorte, nous risquons moins de nous écarter de cette vérité historique, si difficile à saisir que de bons juges la prétendent inaccessible.

I

LOUIS D'ABZAC DE LADOUZE, SANZILLON-MENSIgnac
ET QUELQUES AUTRES (1).

Le 4 fructidor an II (21 août 1794), le maréchal-des-logis de gendarmerie Paignon, à la résidence de Périgueux, reçut de son capitaine ordre

« de partir le lendemain pour traduire de brigade en brigade et sous sa responsabilité, en vertu d'un arrêté du Comité de Sûreté générale du 6 thermidor (24 juillet), de la maison d'arrêt de la commune de Périgueux au Tribunal Révolutionnaire de Paris, les nommés Ladouze, ex-noble, ci-devant officier de carabiniers et vicomte, Sanzillon-Mensignac, ex-noble, Vignéras et sa femme, ledit Vignéras, ex-trésorier de France, Lascaud, ci-devant garde du tyran, Langlade-Minaud, se prétendant noble, et Bonis-Bonal, ex-noble ».

Tous étaient prévenus « d'avoir favorisé l'émigration et de correspondances contre-révolutionnaires ».

Le convoi partit, en effet, de Périgueux le 5 fructidor (22 août) et, après les étapes ordinaires, parvint à Paris le 19 (5 septembre). Ce même jour, les prévenus, placés sous mandats d'arrêt, furent écroués à la Conciergerie du Palais.

Ces prévenus, qui étaient-ils ? quelles charges avaient été relevées contre eux ? C'est ce que nous voudrions dire brièvement.

Le plus en vue de la malheureuse équipe, et aussi le plus

(1) Arch. nat., W 66, dossier 3743 (et pour d'Abzac, F⁷ 5036, dossier d'Abzac-Ladouze, Louis).

menacé, était Louis d'Abzac de Ladouze. Natif de Périgueux et âgé alors de 48 ans, il habitait avec sa femme, originaire de Bordeaux et qui lui avait apporté une fortune estimée 15.000 livres de rente, une partie du temps Périgueux, l'autre partie, sa propriété de Goudeau, commune de Bassillac. Le ménage avait un enfant, un garçon, d'entre trois et quatre ans.

Louis d'Abzac avait servi dans le corps des carabiniers jusqu'au grade de capitaine. Malade de la vue, il obtint un congé dans le courant de décembre 1788, quitta, au commencement de janvier 1791, Lunéville, sa garnison, pour se rendre à Bordeaux, où il se maria et séjourna jusqu'en juillet 1791. Il avait renoncé dès lors à la carrière militaire.

A ce moment il revint à Périgueux. Le 7 janvier 1792, nous le trouvons à Paris, seul, et il y demeura huit mois. Qu'alla-t-il y faire ? Le dossier ne le dit pas. Il passa donc dans la capitale la journée du 10 août, circonstance qui devait devenir pour lui la source de graves ennuis. A cette époque, il ne faisait guère bon à Paris pour les ci-devant officiers de l'armée royale. D'Abzac dut le sentir, et il se dépêcha de rentrer en Périgord. Le 23 août, un passeport lui était délivré pour Périgueux. Le 7 septembre, il se terrait à Goudeau, où on le laissa tranquille jusqu'au 17 octobre 1793. Ce jour-là, il fut appréhendé sur l'ordre du Comité de surveillance de Périgueux et incarcéré dans la maison de réclusion de cette commune (ancienne maison de Saint-Benoît), dont il ne devait sortir que pour être transféré à Paris.

Nous sommes moins complètement documentés sur ses co-prévenus.

Jean-Louis de Sanzillon, dit de Mensignac, qui avait été déjà incarcéré précédemment, fut écroué dans cette même maison de Saint-Benoît, par ordre du même Comité, qui décida également les autres incarcérations, le 14 novembre 1793. Ci devant seigneur de Mensignac, il avait alors 66 ans. Né et domicilié à Périgueux, il était marié et père de neuf enfants, trois garçons et six filles. L'aîné des garçons, 27 ans, avait émigré ; le deuxième avait 12 ans, le troisième 9. La fille aînée, 28 ans, était mariée ; les cinq autres avaient respecti-

vément 20, 19, 18, 16 et 14 ans. Toute la famille habitait Périgueux.

Pierre Bouchier-Vignéras, 45 ans, et sa femme Marie-Anne-Marguerite Authefand, native de Marennes (Charente-Inférieure), 33 ans, étaient tous deux domiciliés à Périgueux avant leur détention à Saint-Benoît, remontant, pour le mari, au 13 septembre, pour la femme, au 10 octobre 1793. Le ménage avait quatre enfants : deux garçons, 14 et 12 ans ; deux filles, 10 et 9 ans. Le fils aîné (14 ans) avait émigré. Bouchier-Vignéras était, avant la Révolution, trésorier de France ; depuis la suppression de sa charge, il s'occupait d'agriculture.

De Lascaud, nous ne savons rien, sinon qu'il avait servi dans les gardes du corps du Roi et qu'il avait deux fils émigrés.

Langlade, dit Minaud, détenu à Saint-Benoît depuis octobre 1793, 62 ans, né à Périgueux, résidait soit dans cette ville, soit dans sa propriété de La Hardie (?), commune de Mensignac. Marié et père de trois garçons : l'aîné, 25 ans, émigré ; le deuxième, 22 ans, habitait à Périgueux avec sa mère divorcée ; le troisième, 16 ans, engagé dans un bataillon de volontaires de la Dordogne qui combattait en Vendée, avait été tué à la bataille de Fontenay.

Le dernier des prévenus était un vieillard. Antoine de Bonis-Bonal, né à Montignac-le-Comte, domicilié à Périgueux, avait 75 ans quand il fut incarcéré à Saint-Benoît le 13 septembre 1793. Ancien lieutenant dans les compagnies franches de la Marine, il s'occupait d'agriculture depuis sa retraite. Il avait deux enfants, un fils âgé de 23 ans, émigré, une fille de 21 ans, recluse comme femme d'émigré.

Quelles inculpations pesaient sur tous ces prévenus ?

Pendant l'époque dite de la Terreur, les deux principaux rouages du gouvernement étaient, à Périgueux comme dans toutes les villes, la Société populaire et le Comité de surveillance. Des deux parts, il y avait entente parfaite pour désigner les prisonniers à la vindicte des lois révolutionnaires. Dans sa séance du 29 ventôse an II (19 mars 1794), la Société populaire, où dominait le farouche Villefumade, plus connu sous

le sobriquet de Fuma, décidait à l'unanimité qu'ils seraient maintenus en réclusion. Quant au Comité de surveillance, chargé par un arrêté du Comité de Sûreté Générale du 16 ventôse an II (6 mars 1794) de « donner des renseignements audit Comité sur les personnes domiciliées dans leur ressort avant la détention de celles-ci », il ne se fit pas faute de dresser à l'encontre de chacun des reclus un réquisitoire soigné, destiné à le présenter sous le jour le plus opportun.

Nous avons dit que Louis d'Abzac était le plus menacé. Déjà à la Sûreté populaire, Villefumade l'avait accusé d'avoir intrigué pour être nommé capitaine des grenadiers de la garde nationale de Périgueux. Il le croyait, d'ailleurs, « capable de se mettre à la tête de nos ennemis ». Le Comité de surveillance apporta un faisceau de griefs, d'autant plus dangereux qu'ils étaient plus précis, ce qui ne veut dire exacts :

Louis d'Abzac n'a jamais donné une preuve de civisme : n'ayant point prêté le serment de la Liberté et de l'Egalité prescrit par le décret du 10 août 1792 ; ayant été aperçu le 9 août 1792 dans le Palais de l'Egalité (1) en habit de garde national, et, le soir du même jour, à onze heures, dans un groupe formé dans le même lieu ; aperçu, en outre, le 10 août au matin, à quatre heures, parlant à un garde suisse dans le château des Tuileries, étant alors en compagnie du ci-devant marquis de Saint-Astier, son neveu, émigré rentré, réémigré depuis ; ce garde suisse prétendu fut reconnu pour être ledit Saint-Astier. Les faits passés le 9 sont attestés par Mourgoin, membre du Comité, témoin oculaire ; les faits passés le 10 ont été attestés par Duroc, comme les tenant de Couderc, volontaire dans la compagnie franche du Marais. Le caractère du prévenu est très violent. C'est un homme très dangereux et capable par la supériorité de ses talents d'être chef de parti. Les opinions politiques qu'il a parfois manifestées ont toujours été très inciviques. Il a notamment dit au citoyen Lambertie, ci-devant vicaire épiscopal (2), qui le rencontra à son retour de Paris,

(1) Le Palais Royal.

(2) Condamné à mort avec Moulin et Pipaud par le Tribunal Révolutionnaire de Paris, le 8 brumaire an III (29 octobre 1794) comme convaincu d'avoir pratiqué des manœuvres fédéralistes et contre-révolutionnaires dans la Dordogne. Sirey, le futur jurisconsulte, impliqué dans la même accusation, fut acquitté. (Arch. nat., W 475, doss. 321.)

après le 10 août 1792, et qui lui témoigna son étonnement de ce qu'il n'était pas émigré : « Si je n'ai pas émigré, je ne dis pas que je ne le fasse bien. » Lors de la fuite du tyran, il se présenta, il est vrai, à la Société populaire, où il fut reçu, mais, bientôt après, rayé pour avoir voté contre une adresse par laquelle on demandait le jugement de Capet. Retiré ensuite à sa campagne, le Comité ne connaît point les opinions qu'il a manifestées à la punition du tyran, à la révolution du 31 mai, ni sur les crises de la guerre. On n'a pu découvrir s'il a signé de pétition ou acte liberticide, mais on est assuré qu'il avait une carte d'entrée pour le Château des Tuileries ; et Gilles Duroc a soutenu que d'Abzac avait dit que la suppression de la noblesse était une injustice, qu'on ne pouvait pas plus supprimer la noblesse qu'arrêter la circulation du sang ; il a, de plus, attesté avoir vu la liste des ci-devant nobles qui avaient protesté contre ladite suppression, et que le nom de d'Abzac y était inséré.

Nous avons tenu à reproduire ce long couplet, parce qu'il donne le ton des informations fournies par le Comité de surveillance de Périgueux sur le compte des prévenus dont il était chargé d'instruire le cas. Il serait fastidieux de transcrire celles qu'il communiqua au sujet du reste de l'équipe. Quelques extraits suffiront :

De Jean-Louis de Sanzillon, traduit comme père d'émigré, le Comité assure

qu'il maudissait à chaque instant la Révolution... laissait tenir dans sa maison des conciliabules nocturnes pour faire égorger les patriotes... Le Comité assure qu'il est convaincu que Sanzillon est capable de tout tenter pour opérer la contre-révolution.

Pierre Bouchier-Vignéras et sa femme, qui ont un fils émigré (14 ans) voient incriminer leurs relations, car

si leurs liaisons n'ont pas été constantes avec la ci-devant noblesse, elles ont été plus habituelles avec les prêtres réfractaires et les ci-devant bourgeois se prétendant nobles.

Pour Lascaud, autre père d'émigré, rien ; la feuille de renseignements manque.

Langlade, dit Minaud, qui est l'objet de la même accusation,

a un caractère bourrasque ; il est d'une insigne mauvaise foi, et, à toutes les époques, il a manifesté les opinions les plus contre-révolutionnaires.

Quant à Antoine de Bonis-Bonal, père et, par surcroît, beau-père d'émigré, le Comité lui reprochait son caractère dur, insolent et orgueilleux », lui faisant, en outre, grief d'avoir constamment montré la plus grande aversion pour la Révolution, favorisant les prêtres réfractaires et s'étant constamment refusé à toute contribution civique et volontaire.

Deux délibérations, l'une de la municipalité de Foulleix, enregistraient la déclaration d'un ci-devant métayer du prévenu qui avait eu avec lui une discussion dans son « ci-devant château de Beauregard », l'autre de la municipalité de Péreyrol-la-Montagne (Saint-Mayme-de-Péreyrol), relatant des propos contre-révolutionnaires de l'accusé, faisaient écho au réquisitoire du Comité et en aggravaient la tendance.

Ces explications données, un peu longues, mais cependant nécessaires pour l'intelligence de notre récit, revenons à nos accusés que nous avons laissés le 19 fructidor an II (5 septembre 1794), à la Conciergerie du Palais.

La Conciergerie était un lieu de passage. On n'y faisait jamais un long séjour. On en sortait au bout de peu de temps, soit pour aller dans une autre prison, soit pour comparaître devant le Tribunal Révolutionnaire, soit, après cette comparution, pour subir sa peine ou être rendu à la liberté.

L'équipe fut bientôt disjointe. Sanzillon-Mensignac, Lascaud et les époux Vignéras furent envoyés à la prison du Plessis. Louis d'Abzac, reconnu malade, fut dirigé le 12 vendémiaire an III (3 octobre) sur l'Hospice National du ci-devant Evêché, où l'on transféra également Bonis-Bonal et Langlade, sans doute en raison de leur état de santé.

Les prévenus furent interrogés par Abrial, juge du Tribunal Révolutionnaire, d'Abzac, Langlade et Bonis-Bonal le 17 brumaire (7 novembre), les époux Vignéras et Sanzillon-Mensignac le 19 (9 novembre). Le dossier continue à demeurer muet au sujet du septième inculpé, Lascaud.

Au cours des interrogatoires, les prévenus qui, durant leur détention à Périgueux, n'avaient pas été entendus, purent connaître pour la première fois et discuter les charges qui pesaient sur eux. Mieux instruits à l'égard de ces charges

qu'ils ne l'étaient eux-mêmes, il nous suffira cette fois, d'indiquer le sens des réfutations qui y furent opposées.

D'Abzac fit valoir :

qu'il avait prêté le serment de la Liberté et de l'Egalité devant les officiers municipaux de sa commune, dont il a obtenu une attestation ; qu'il a passé au Palais de l'Egalité le matin du 9 août 1792 ; le soir, il est sorti de Paris dans un fiacre à 9 heures et demie et il s'est rendu dans son logement de Passy, chez la veuve Aumont, rue Basse (1) ; qu'il ne s'est pas trouvé le 10 août au matin, à 4 heures dans le château des Tuileries, étant toujours resté à Passy depuis le 9 août jusqu'au 13 ; qu'il n'a pris à Paris son habit de garde national, qu'il fit venir de Périgueux, que lorsqu'il voulut partir de Paris pour se rendre chez lui ; qu'il a des parents éloignés, qui ont émigré, et un fils de sa sœur, appelé le ci-devant marquis de Saint-Astier, mais il n'a point de correspondance avec les émigrés ; il n'a jamais revu ce dernier depuis le 11 ou le 12 juillet 1791 ; il n'a jamais tenu les propos à lui prêtés au sujet de l'émigration et de la ci-devant noblesse ; il est vrai qu'il a signé la protestation contre la suppression de la noblesse, mais, revenant bientôt de ses erreurs, il s'est rétracté environ deux mois après devant le Département et la municipalité de Périgueux ; c'est à cette époque qu'il fut admis dans la garde nationale et dans la Société populaire ; il n'a pas été rayé du nombre des membres de la Société populaire pour avoir voté contre une adresse de la Société portant son vœu pour le jugement de Capet, mais il s'en est exclu lui-même pour des raisons qu'il serait trop long de détailler ; et il n'y a plus paru depuis le mois de décembre 1792.

Sanzillon-Mensignac protesta énergiquement contre les sentiments et les propos qu'on lui prêtait, donnant en témoignage qu'il avait, au mois d'août 1789, renoncé volontairement à la noblesse. Il n'a aucune nouvelle de son fils aîné, parti de chez lui en 1791 pour rejoindre son régiment ci-devant de Piémont-Cavalerie. Il présume qu'il a été tué ou qu'il a émigré. Il est exact qu'il a été déjà mis en arrestation

(1) Notons à ce propos que Louis d'Abzac produisit à l'appui de sa demande de radiation de la liste des émigrés un certificat de sa résidence à Paris du 7 janvier au 25 août 1792 attestant qu'il demeurait rue de Grenelle dans une maison appartenant à un sieur Chansard. Il y a là une petite contradiction avec sa déclaration, contradiction que nous ne nous chargeons pas d'expliquer.

pendant environ deux mois et demi à Périgueux, à la fin du carême (*sic*) de l'année 1793 par arrêté du Département; mais il a été remis en liberté par un autre arrêté du même Département.

Les époux Vignéras firent entendre de semblables protestations. L'émigration de leur fils aîné, âgé de 14 ans, se réduit à ceci : ils avaient confié cet enfant au nommé Montozon, officier de dragons, partant pour rejoindre son corps, afin de le placer dans un des collèges de Paris, mais ces collèges étant désorganisés, Montozon conduisit leur fils à Amiens ; en fin de compte, n'ayant pas trouvé le collège d'Amiens convenable à leurs intentions, il amena l'enfant à Louvain.

Langlade-Minaud, dont le fils aîné avait émigré, assura qu'il n'avait pas dépendu de lui que ce fils n'eût une autre conduite. Il ignorait, d'ailleurs, ce qu'il en était advenu. Son civisme était attesté par la mort d'un autre de ses fils, engagé à 16 ans pour la défense de la République et qui avait été tué à la bataille de Fontenay, livrée contre les Vendéens.

A Bonis-Bonal il était surtout fait grief de ses relations avec les prêtres réfractaires, de l'émigration de son fils et de son gendre. Sur le premier point, le prévenu répondit

qu'il n'avait accordé d'autre faveur à des prêtres réfractaires que d'avoir donné à manger à trois curés, ses parents, avant leur réclusion, et leur avoir fait passer des lits lorsqu'ils furent reclus, étant trop éloignés pour en faire venir de chez eux.

Sur le second,

il avait un fils dans le bataillon des Chasseurs des Ardennes, en garnison à Antibes, et un gendre dans le ci-devant régiment de Provence n° 4-Infanterie ; il n'a point reçu de leurs nouvelles, en sorte qu'il ignore s'ils sont encore au service de la République ou s'ils ont émigré.

Le procès finit mieux qu'il n'avait commencé. Engagé quelques mois plus tôt, l'issue, selon toute apparence, en eût été tragique et la Terreur eût compté sept victimes de plus. Depuis la chute de l'Incorruptible, la justice révolutionnaire se montrait plus clémente. L'échafaud n'était pas renversé, mais il était moins avide.

Deux arrêtés du Comité de Sûreté générale du 6 frimaire an III (26 novembre 1794) ordonnèrent l'élargissement immédiat de d'Abzac et des époux Vignéras (1). Bien que nous n'en ayons pas la preuve formelle, des mesures analogues durent être prises à l'égard des autres prévenus, car nous ne trouvons dans les dossiers des décisions du Tribunal Révolutionnaire autre trace de jugements rendus contre eux. Ce fut donc l'absolution générale, mais qui ne dut pas faire oublier aux bénéficiaires les transes passées. Louis d'Abzac, accusé, par surcroît, d'avoir émigré (ce qui était un comble !) et inscrit, comme tel, sur les listes du département de la Dordogne, n'eut pas de peine à purger cette incrimination subsidiaire et fallacieuse. Il ne pouvait être à la fois à Coblenz et dans les cachots de la République ! Un arrêté du Comité de Législation de la Convention Nationale, du 22 germinal an III (11 avril 1795), prononça sa radiation.

R. VILLEPELET.

(A suivre).

NÉCROLOGIE

LE COMTE CHARLES DE LA BONNINIÈRE DE BEAUMONT

C'est un pieux devoir pour la Société de reproduire ici le discours ému que son président M. le marquis de Fayolle a prononcé sur la tombe de notre regretté confrère dans le cimetière de Saint-Estèphe.

Messieurs,

C'est avec une profonde émotion, partagée par la nombreuse assistance qui a voulu accompagner à sa dernière demeure le comte Charles de Beaumont, unir ses prières à celles de l'Eglise et mêler ses regrets aux larmes d'une famille si cruellement frappée, que je prends la parole devant cette sépulture une fois de plus prématurément ouverte, à la suite de la plus déplorable des catastrophes.

(1) Ces arrêtés sont signés, pour d'Abzac : Barras, Bourdon (de l'Oise), Garnier (de l'Aube), Lesage-Senault, Levasseur (de la Meurthe), Reverchon ; pour les époux Vignéras : Barras, Bourdon (de l'Oise), Garnier (de l'Aube), Harmand, Monmayou, Reverchon.

Tous ici nous avons connu et apprécié comme il méritait de l'être ce gentilhomme charmant qu'était le comte Charles de Beaumont, et je n'ai pas à craindre que les liens d'une amitié, devenue bien chère par la conformité de nos goûts, m'illusionne sur la bonté de son cœur et la valeur de son esprit, ni sur son dévouement à toutes les nobles causes, auxquelles il n'hésita jamais à sacrifier ses goûts ou ses intérêts, lorsqu'il y voyait un devoir à remplir ou un service à rendre.

Depuis qu'une alliance qui assurait le bonheur de sa vie l'attirait, chaque année, pendant plusieurs semaines, en Périgord, il s'y était fait estimer et aimer de tous ceux qui l'ont approché, par sa nature franche et ouverte autant que par le charme de ses relations et l'amabilité de son caractère. Mais c'est surtout dans son pays de Touraine qu'il put affirmer ce besoin de se rendre utile, qui était le fond de son caractère et lui faisait toujours craindre de n'en pas faire assez.

Il ne m'appartient ni de rappeler comment il crut devoir, dans certaine lutte électorale, prêter l'appui de son nom et de son influence à la défense de ses convictions politiques et religieuses, ni de mentionner la confiance que lui témoignaient les électeurs de la commune de Fondette, en lui renouvelant les fonctions de conseiller municipal qu'il remplissait avec une exactitude exemplaire, ni de mentionner que, depuis bien des années, les membres de sa famille composant la Société du cru célèbre de Château La Tour l'avaient placé à la tête de son administration, dans laquelle il fit preuve d'un tact et d'une habileté qui ne tardèrent pas à lui créer une situation prépondérante dans le milieu viticole bordelais. Mais il m'e sera permis d'insister sur ce qui fut l'œuvre de ses dernières années et, pendant la durée de la guerre, le but de son activité et de son dévouement, l'administration bénévole de l'Infirmierie de la gare de St-Pierre-des-Corps, à laquelle il se donna corps et âme avec une compétence et un zèle inlassable.

Cette brève esquisse de la vie du comte Charles de Beaumont serait bien incomplète et laisserait dans l'ombre le côté le plus personnel de ses goûts et de ses aptitudes, celui qui, malgré sa modestie, lui a créé une place à part parmi les hommes de sa génération, si elle ne mentionnait son érudition et la variété de ses connaissances en art et en archéologie. Un grand nombre de Sociétés savantes à Paris et en province s'honoraient de le compter dans leurs rangs, et il figurait parmi les dignitaires de sa région. Dès qu'il fut devenu presque Périgourdin par son mariage, Charles de Beaumont entra dans la Société historique et archéologique du Périgord et collabora à ses

Bulletins par de très intéressants travaux sur le Nontronnais. La Société Française d'Archéologie, dont il était un des membres les plus fidèles et les plus zélés, lui avait confié les fonctions d'Inspecteur du département du Loir-et-Cher, auxquelles il apportait le plus complet dévouement.

C'est au nom de ces deux Sociétés, parmi lesquelles il ne comptait que des amis, que je viens rendre un particulier hommage et adresser un dernier adieu à ce modèle des confrères. Le vide qu'il laisse dans nos rangs sera vivement ressenti par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du passé ; son œuvre considérable témoigne de l'étendue de ses connaissances qui lui a permis de toucher avec un égal succès à toutes les branches de l'archéologie.

Elevé dans ce joli château de Chatigny dont les tourelles, du milieu d'un fouillis de verdure dominant la vallée de la Loire, et dont les fondations reposent sur les vieux murs d'une villa romaine, c'est là, sans doute, en fouillant dans le parc même du château les tombes d'une nécropole antique, qu'il prit le goût des études archéologiques.

Elève de l'Ecole du Louvre, il y apprit, sous la direction de maîtres éminents, à bien travailler et à bien voir. Aussi tous ses travaux sont remarquables par la netteté du style, la sûreté de l'observation et l'abondance de la documentation. Membre correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, bien peu de ses Congrès ont eu lieu sans qu'il y fît quelque lecture sur des artistes peu connus ou des œuvres artistiques inédites et intéressantes qui lui valurent les palmes académiques. Mais c'est surtout dans les Congrès de la Société Française d'Archéologie qu'il suivait régulièrement, dans ceux de l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest, ou dans ceux de la Sorbonne, que la culture de son esprit, son aimable caractère et son obligeance proverbiale lui assuraient une place à part et particulièrement sympathique.

Ce n'est pas le lieu d'énumérer même un petit nombre de ses travaux. L'un des plus importants est la généalogie de la maison de la Bonninière de Beaumont, œuvre remarquable d'érudition et d'impartialité qu'il a publiée à l'aide des riches archives de famille. Nombreuses et des plus suggestives sont ses monographies de personnages ou d'événements historiques peu ou mal connus. La numismatique l'attirait, ses travaux sur des trouvailles de trésors comme celui de la Francherie et surtout sur les jetons tourangeaux ont nécessité de longues et patientes recherches. Mais il a prouvé par de nombreuses études sur l'archéologie monumentale, en particulier sur la région nontronnaise que celle-ci avait ses préférences, et il ne se contenta pas d'en décrire les monuments, il fut aussi le guide et l'inspirateur

du dégagement de ce vieux donjon de Piégut, à l'ombre duquel il vient dormir son dernier sommeil.

A tant de qualités du cœur et de l'esprit, le comte Charles de Beaumont joignait toutes celles de l'intérieur, alliant à l'amour du foyer l'observation de tous les devoirs de la société, donnant un exemple précieux du rôle que peut remplir dans le monde un caractère loyal et bon, un esprit cultivé. Sa perte prématurée laisse un vide d'autant plus grand qu'au moment présent les bons Français sont plus nécessaires que jamais.

A ceux qu'il laisse derrière lui dans la douleur, à M^{me} la comtesse de Beaumont, à ses enfants, à sa mère, nous apportons l'hommage de nos respectueuses sympathies ; à vous, cher ami, qui aux sentiments les plus religieux en ajoutiez la pratique, nous disons un adieu plein d'espérance.

Une planche accompagne cette livraison : elle représente le Raccordement des deux faces à arcades ogives des Cloîtres de Saint-Front.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 octobre 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Bayle, le marquis de Bourdeille, Châtaignon, le marquis de Fayolle, Féaux, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Binger, Lavergne, Mallat et Vigie.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort tragique de notre érudit et sympathique confrère M. le comte Charles DE LA BONNINIÈRE DE BEAUMONT, gendre du marquis de Malet, tué dans un accident de voiture au bourg de Piégut. Il revenait avec sa belle-sœur, la comtesse Raymond de Sèze, d'une promenade quand, en traversant le village, le cheval, effrayé par l'orgue d'un manège, s'emballa et s'abattit. La voiture fut retournée sur les voyageurs. Notre regretté confrère fut tué sur le coup d'une fracture du crâne, la comtesse de Sèze, grièvement blessée.

C'était un travailleur qui aimait les vieilles choses et particulièrement la numismatique. Il publia dans notre *Bulletin* un mémoire sur la Découverte du trésor de la Francherie près Nontron, une étude sur les seigneurs de Puycharnaud du nom de la Ramière, et ailleurs un mémoire sur les jetons

fourangeaux, etc. Il était correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique, 1919, I, un fascicule in-8°, avec un portrait, Anvers, imprimerie Secelle ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin du 4^e trimestre de 1918, et bulletin du 1^{er} trimestre de 1919, 1^{er} fascicule, séance publique du 13 janvier 1919, deux fascicules in-8°, avec deux planches, Poitiers, Société française d'imprimerie, où, p. 468, dans le premier, M. Pouliot rectifie un passage de M. Richard de Boysson (*Bulletin de la Société historique du Périgord*, tome XLV, p. 187) qui disait :

Des villes presque aussi doctes que Périgueux ont affiché sur les plaques de leurs rues des erreurs comparables à celle de Caumont-de-Piles, car on voit à Bergerac la rue de Cyrano, à Poitiers la rue Diane de Poitiers, etc.

M. Pouliot répond « qu'il y a là une exactitude certaine... Diane de Poitiers n'est sans doute jamais venue dans notre ville dont elle n'était nullement originaire. Mais le nom de cette Dauphinoise n'a été donné à aucune de nos voies : il est inutile de charger d'une erreur de plus nos municipalités, qui méritent moins de reproches pour les noms qu'elles ont imposés que pour ceux qu'elles ont fait disparaître » ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, 38^e volume, 5^e livraison, août 1919, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant la suite de l'*Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, par M. Depoin ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XLI, 2^e livraison, avril-juin 1919, in-8°, Brive, Roche, imprimeur, contenant la suite de l'*Invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy*, par M. Richard de Boysson ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres

et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 15^e volume, n° 5, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1919 ;

Volume VIII de *Documents* publiés par l'*Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*, in-8°, Chambéry, Imprimerie générale Savoisiennne, 1918 ;

De M. Dujarric-Descombes, sa brochure intéressante *Le comte d'Aydie, écrivain*, mémoire présenté au Congrès historique et archéologique de Tarbes (15-19 juillet 1914), in-8°, Tarbes, imprimerie Croharé, 1919 ;

Et de M. Gabriel Lafon, le journal *Le Périgourdin de Paris*, du 31 août 1919, contenant l'*Histoire d'un livre périgourdin* (les poésies du poète-aveugle Lafon-Labatut, du Bugue).

Comme à sa coutume, l'habile artiste M. Georges MARGAT veut bien nous offrir deux photographies coloriées, représentant la façade et le côté sud de la vieille chapelle romane de Chancelade, au bas de laquelle il a placé deux vers latins de sa composition.

Deseritur templum : nunc vernant gramina muris,
Atque ruinosas fani occulit herba columnas.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DE BOURDEILLE nous signale la découverte qui aurait été faite dans le voisinage de Bourdeille, à l'est, au village de Mongré, de dix à onze tombeaux anciens en pierre, rangés sur une seule ligne et un tombeau d'enfant, aussi en pierre, avec son couvercle. Il ne sait rien sur cette petite nécropole dont les laboureurs eux-mêmes ignoraient l'existence.

M. le Président pense qu'une commission de la Société pourrait y faire pratiquer des fouilles, après s'être concerté sur le jour de la visite.

Notre zélé confrère fait passer sous nos yeux une série de cinq petits pots de pommade qu'il a découverts dans la cour du château de Bourdeille, à trois mètres cinquante sous terre, en dégagant des murs, au seuil de la forteresse. Il a découvert également au même niveau, entre le château Renaissance et la porte de l'enceinte, un *chaley* avec pied en terre vernis-

sée. Il se fait un plaisir d'offrir au Musée ces divers objets du xvii^e siècle.

M. le Conservateur le remercie.

En s'excusant de ne pas assister à la séance, M. LAVERGNE nous envoie une note philologique fort intéressante, dont lecture est donnée, pour répondre à un article de notre confrère M. Binger sur l'origine des noms de Taillefer et de Talleyrand portés, comme on le sait, dans la famille comtale de Périgord. M. Binger pense qu'ils sont la transformation des noms de Waïfre et de Wlgrin, célèbres en Aquitaine : les transformations qu'il suppose sont impossibles phonétiquement.

La note de M. Lavergne sera insérée au *Bulletin*.

Notre érudit confrère nous envoie en même temps des notes archéologiques qui seront publiées sur des *Travaux à la cathédrale de Sarlat au xvi^e siècle*. Il en est donné connaissance à l'assemblée.

En s'excusant, notre savant confrère M. VIGIÉ nous adresse un mémoire sur *Les bastides du Périgord et les Rôles gascons*. On se rappelle que notre confrère s'est occupé à plusieurs reprises de nos bastides qu'il connaît bien et il relève quelques erreurs dans les identifications fournies par l'éditeur des *Rôles gascons*.

Ce mémoire intéressant sera publié dans le *Bulletin*.

Notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande « qu'ayant lu récemment l'« étude » très documentée de M. Pierre de Vaissière « sur la condition, l'état social et les mœurs de la noblesse de province du xvi^e au xviii^e siècle » : *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, il y a relevé, à notre intention, en dehors des emprunts faits aux chroniques de Brantôme, les divers passages pouvant intéresser notre province.

« Il est fait une première allusion au Périgord à propos des continuelles prises d'armes qui, dans certains pays, comme la Guyenne, et cela jusqu'à la fin du xvi^e siècle avec la Ligue, avaient tiré « hors de leurs maisons » les gentilshommes

« casaniers », les détournant du soin de leur « mesnage », les dégoûtant de l'existence paisible, qu'ils menaient autrefois sur leurs terres. « Henri IV, proclamé roi de France, a son royaume à conquérir. C'est en grande partie à l'aide de la fidèle noblesse de ses pays qu'il y réussit. Aux *principaux de la noblesse de Périgord*, il écrit de s'assembler et de partir de leurs maisons pour le venir trouver et servir aux occasions qui se présentent par deçà ».

» Tout autre apparaît, au XVIII^e siècle, la vie des gentilshommes rentrés chez eux du service. M. de Vaissière les montre appauvris, besogneux, préoccupés de l'avenir de leurs enfants.

« Aux fils l'épée ou la tonsure, aux filles le mariage ou le couvent, tels sont les seuls partis qu'un gentilhomme juge digne de ses descendants. Mais, pour assurer à chacun d'eux le sort qui lui convient, que de peines, que de dépenses ! »

» S'ils tiennent à mettre leurs fils à même de suivre la carrière des armes, les nobles campagnards ne peuvent songer à leur acheter un grade à beaux deniers comptants. Il faut lire, sur ce point, la lettre écrite, à la fin de 1742, par un Périgourdin, le marquis de Jumilhac, au marquis de Franc-lieu, qui voulait lever une compagnie pour son fils aîné. Quant aux filles, il était parfois aussi difficile de les faire admettre dans un couvent que de leur découvrir un mari. M. de Vaissière cite à cet égard ce fragment d'une lettre écrite par un autre Périgourdin, M. de Chauveron de Lavergne, découverte par lui aux Archives nationales :

« Depuis bien du temps, ma seconde fille me demande à se faire religieuse ; mais je suis hors d'état de pouvoir jamais payer sa dot. Que je serois heureux pourtant de voir une de mes filles placée pour toute sa vie dans un couvent ! »

» Il en coûte cher, en effet, à nos gentilshommes, conclut leur historiographe, pour assurer même de cette manière l'avenir de leurs enfants. C'est qu'aux champs, ils se trouvent soumis à tous les hauts et à tous les bas de l'existence de l'agriculteur.

» Malgré leur supériorité sociale incontestable, ils n'abu-

saient pas, comme on l'a prétendu, de l'autorité et du pouvoir qu'ils devaient à leur qualité. A cette accusation, trop volontiers soutenue et généralisée, M. de Vaissière oppose de nombreux témoignages, en particulier celui de Talleyrand. Ce prince, rappelant le souvenir de ses premières années passées en Périgord, disait dans ses *Mémoires* :

« Dans les provinces éloignées de la capitale, une sorte de soin que l'on donnait à la dignité réglait les rapports des anciens seigneurs qui habitaient encore leurs châteaux avec la noblesse d'un ordre inférieur et avec les autres habitants de leurs terres. La première personne d'une province aurait cru s'avilir si elle n'avait pas été polie et bienfaisante; ses voisins distingués auraient cru se manquer à eux-mêmes, s'ils n'avaient pas eu pour les anciens noms une considération, un respect, qui, exprimés avec une liberté décente, paraissaient n'être qu'un hommage du cœur. Les paysans ne voyaient leur seigneur que pour en recevoir des secours et quelques paroles encourageantes et consolatrices, dont l'influence se faisait sentir dans les environs, parce que les gentilshommes cherchaient à se modeler sur les grands de leur province. »

» Les gentilshommes de chez nous n'étaient donc point pour leurs inférieurs d'impitoyables tyranneaux. »

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX nous envoie des renseignements sur deux militaires de Périgueux qui servirent avec honneur pendant la guerre de l'Indépendance américaine et les campagnes de la Révolution.

» Elie *Belin*, né à Périgueux, engagé à seize ans dans le régiment de Poitou, appartint 42 années au même corps de troupe. Il prit part aux expéditions de Hanovre (1758 à 1763) et à la guerre d'Amérique de 1779 à 1783, bien que son nom ne figure pas sur la longue liste, publiée à Washington en 1905, des Combattants français de la Guerre Américaine. Il prit sa retraite avec le grade de capitaine (51^e demi-brigade, ensuite 63^e régiment) et se fixa à Périgueux. Le général de brigade P. Prévost attestait, en vendémiaire an XIII, qu'il n'avait que du bien à dire de ce vétéran, dont les droits à la Légion d'honneur étaient acquis par de bons et longs services dans le même corps.

» Le lieutenant-colonel Philippe-Henry *de Roche*, inscrit sous

le nom de Des Roches dans la liste des Combattants périgour-
dins de la Guerre d'Amérique, parue en 1907 dans notre
Bulletin, était né à Périgueux le 8 novembre 1742. Lieutenant
en 1760, il servit à la Guyane, à la Martinique et à la Guade-
loupe. Capitaine en 1778, il cantonnait l'année suivante à
Becherel (Ille-et-Vilaine) et faisait ses équipages pour s'em-
barquer à Saint-Malo. Sous Rochambeau il fit campagne de
1780 à 1782 et assista au siège d'York. Détaché sur le vaisseau
l'*Eveillè*, puis sur le *Conquérant*, lors de la jonction avec
l'escadre de l'amiral de Grasse dans la baie de Chesapeake, il
se trouva à la prise des deux frégates anglaises l'*Iris* et le
Richemont. Il s'embarqua à Boston avec le régiment de Sain-
tonge sur l'escadre de Vaudreuil le 5 décembre 1782. Prison-
nier le 23 janvier 1783, il fut conduit à la Jamaïque, détenu
jusqu'à la paix, et revint en France au mois d'août. Il obtint
sa promotion de lieutenant-colonel au 82^e régiment d'infante-
rie le 6 novembre 1791, dans sa 33^e année de service. Sa
mauvaise santé le mettant hors d'état de continuer à servir,
ce bon et brave officier dut partir en congé à Verdun par
ordre du général Kellermann. Son compatriote, le maréchal
de camp Dupuch, certifia son civisme et ses longs services.
De Roche vint alors à Périgueux.

» Ces souvenirs ne doivent pas être perdus, car les militai-
res de Louis XVI ont été la cause efficiente de l'intervention
américaine, à partir du mois de mars 1777, dans la guerre
avec l'Allemagne. Qu'on se rappelle le mot simple et grand
du général Pershing au cimetière de Picpus : « La Fayette,
nous voici ! » Ils redeviennent d'actualité au moment où l'on
inaugure au Palais de Versailles une salle spéciale de l'Indé-
pendance, après qu'on a posé à la pointe de Grave, à l'embou-
chure de la Gironde, d'où La Fayette partit le 24 mars 1777
pour rejoindre G. Washington, la première pierre du monu-
ment commémoratif qui servira de pendant à la statue du
port de New-York « La Liberté éclairant le Monde ».

M. Robert VILLEPELET nous envoie quelques notes tirées du
dossier administratif de Delfau aux Archives nationales, qu'il
lui a paru utile de relever pour la connaissance de la carrière

de ce Périgourdin éminent qui fut le premier secrétaire général de la préfecture de la Dordogne et l'auteur de deux *Annuaire statistiques* pour l'an XI et l'an XII, justement estimés. Ces notes compléteront la courte notice que consacre à ce personnage la *Bibliographie générale du Périgord*. Elles répondent en même temps à une question posée à la séance du 6 janvier 1910 (*Bulletin*, t. XXXVII, p. 51-52) par notre vice-président M. de Gérard, qui manifestait à ce moment sa curiosité d'être renseigné sur la personnalité de Delfau.

M. Robert VILLEPELET nous envoie également la copie d'un rapport adressé de Périgueux le 21 mars 1814 au Ministre de la Police générale Savary par le sénateur comte de Lapparent, alors chargé d'une mission politique extraordinaire dans l'étendue de la 20^e division militaire, comprenant les territoires des départements de la Charente, Corrèze, Dordogne, Lot et Lot-et-Garonne. Ce rapport n'est pas inédit, ayant été publié en 1890 par M. E. Welvert, d'après les dossiers de police des Archives nationales, dans les *Archives historiques, artistiques et littéraires* sous ce titre : *Le sud-ouest de la France en 1814* (tome I, 1889-1890, p. 512-515). Mais, cette revue, dont la publication ne dura, d'ailleurs, que deux ans, étant devenue presque introuvable, notre confrère a pensé que l'intérêt historique, non seulement départemental, mais vraiment régional, du document en question mériterait bien une réédition. Aussi proposera-t-il de le reproduire dans nos *Varia* sous ce titre : *Un témoignage de l'esprit public dans la Dordogne en mars 1814 ?*

Au moment de clore la séance, l'on signale au Président l'état d'abandon où se trouve le square du Château-Barrière dans lequel pâturent présentement des vaches et autres animaux et que détériorent fréquemment des bandes d'enfants non surveillés. L'assemblée émue de cette situation exprime le vœu suivant qu'elle prie le Président et le Secrétaire général de porter à M. le maire de Périgueux.

La Société historique et archéologique du Périgord émet le vœu, sur la proposition de son vice-président M. Ch. Durand, que le square du Château-Barrière soit respecté, et qu'en par-

ticulier il ne soit pas fréquenté par des bandes d'enfants qui détériorent les ruines gallo-romaines, et qu'il ne soit pas livré en pâture aux vaches et autres animaux qui peuvent compromettre la conservation d'un monument archéologique précieux, monument classé, une des principales curiosités de la ville.

Il reste à procéder à l'élection de deux membres qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé BOUYNE, curé de Vanxains, présenté par M. Dallery et le marquis de Bourdeille ;

Et M. Charles-Emile PEYNAUD, licencié ès lettres et en droit, secrétaire général de l'Ecole Universelle, rue de la Glacière, 4, à Paris, XIII^e, présenté par M. Roudeau et M. Féaux.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 6 novembre 1919.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le marquis de Bourdeille, le marquis de Fayolle, l'abbé Jarry, Lavergne, M^{me} Moulinié, Pouplet la Gauterie, MM. Eugène Roux, le chanoine Joseph Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Féaux et le comte de Saint-Saud.

M. BINGER envoie de Strasbourg son souvenir au Président et à nos confrères qui en sont touchés.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous apprend avec satisfaction que notre vice-président pour l'arrondissement de Nontron, l'un de nos zélés et meilleurs collaborateurs, M. Joseph DURIEUX, secrétaire adjoint du Conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, est nommé chevalier de la Légion d'honneur par décret du 24 octobre. La nomination est ainsi libellée au *Journal Officiel* : 28 ans de services civils et militaires, campagnes comprises. Une blessure reçue en service commandé. Services particulièrement distingués rendus dans l'organisation des archives de la Légion d'honneur et dans l'intérim des fonctions de chef du bureau du secrétariat général de la grande chancellerie et du secrétaire du Conseil de l'ordre.

L'assemblée applaudit unanimement à cette juste récompense.

M. LE PRÉSIDENT nous informe qu'aussitôt après la dernière séance, il s'est rendu en compagnie du Secrétaire général, comme il en avait été chargé, auprès de M. le Maire de Périgueux, pour présenter les réclamations de la Société au sujet du square du Château-Barrière.

Dès le lendemain, l'adjoint M. Rougier, chargé des travaux publics, qui nous a reçus très aimablement, a envoyé des cantonniers qui ont nettoyé le square et les abords des monuments gallo-romains, et il a donné des ordres pour que les vaches ne soient plus admises à paître le gazon, ce dont nous lui sommes reconnaissants.

M. l'abbé BOUYNE, curé de Vanxains, élu dans la réunion précédente, adresse ses remerciements à la Société :

« C'est pour moi un grand honneur et une grande joie d'être admis au nombre de nos compatriotes éminents, qui s'occupent avec tant de zèle et de science de retrouver, de conserver et de mettre en relief tout ce qui, dans le passé, porte l'empreinte du beau, tout ce qui contribue à nous faire admirer et aimer le patrimoine artistique de notre pays.

» C'est avec grand intérêt et profit que je lirai votre *Bulletin* et que je m'édifierai de vos intéressantes relations, me rappelant le vers du poète :

« On ne peut que gagner en bonne compagnie ».

De son côté, M. Charles PEYNAUD, notre nouveau confrère, nous écrit également :

« Je suis heureux de me sentir en communion plus étroite avec tous ceux qu'anime l'amour de notre vieille province. Je regrette seulement que des occupations fort absorbantes ne me laissent pas le loisir de participer personnellement à vos savantes recherches dont j'espère trouver l'écho dans le *Bulletin* de la Société.

• Je vous prie de vouloir bien présenter mes remerciements à M. le Président et aux membres de la Société qui m'ont accueilli parmi eux •.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

De l'Académie Royale de Belgique, sa brochure sur les *Fondations Académiques*, in-8°, Bruxelles, Hayez, imprimeur, 1919 ;

Rapport succinct sur l'état du Palais des Académies après le départ des Allemands, par Louis Le Nain, secrétaire de la Commission administrative, in-8°, avec planches, Bruxelles, 1919 ;

Programme des Concours annuels de l'Académie Royale de Belgique ;

Annales de la Société Royale d'Archéologie de Bruxelles, mémoires, rapports et documents, tome xxvii, livraisons III-IV, 1913, un volume broché, grand in-8° avec illustrations, Vromant et C^{ie}, imprimeurs éditeurs, Bruxelles ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1919, 1^{er} et 2^e trimestres, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des sciences économiques et sociales, années 1916-1917, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur 1918 ; où p. 43 est un compte-rendu par M. Blondel du livre de M. de Grailly sur *La Vérité territoriale et la rive gauche du Rhin* ;

Bibliographie générale des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, tome vi, 4^e livraison, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1918 ;

Revue des Etudes grecques, tome xxxi, n° 142, avril-juin 1918, in-8° avec illustrations, Paris, éditions Ernest Leroux ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1917, un volume broché in-8°, avec illustrations, Paris, Klincksieck, libraire ;

Mettensia, collections Emnery et Clouët-Buvignier sur l'Histoire de Metz et de la Lorraine, conservées à la Bibliothèque nationale, inventaire publié par Henri Omont, un vol. in-8° broché, Paris, Klincksieck, libraire, 1919 ;

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1917-1918, 38^e vol. in-8° broché, avec illustrations, Bourges, typographie veuve Tardy-Pigelet, 1919 ;

Société des Antiquaires de l'Ouest, bulletin du 1^{er} trimestre de 1919, 2^e fascicule, in-8°, Poitiers, au siège de la Société ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VII, 21^e-22^e, livraisons, septembre-octobre 1919, in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat*, par M. Ch. Aublant ; des idylles de M. Géraud Lavergne, *Les Loisirs de Périgord* ; *Lou mounument de Nalha*, par Roubert Benoit ; *La Chanson de Biron et Jules Clédat*, par M. D. D. ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 46^e année, juillet-août 1919, in-8°, Imprimerie Moderne, 1919 ;

Bulletin mensuel de *Biarritz-Association*, 24^e année, n° 1, septembre 1919, in-8°, Biarritz, typographie Soulé, 1919 ;

De M. Jean Clédat, deux brochures : *Notes sur l'isthme de Suez*, in-4° avec illustrations et *Pour la conquête de l'Egypte*, in-4°, Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale, extrait du *Bulletin*, tome XVI, 1919 ;

Et de M. Géraud Lavergne, trois tirés à part de ses communications au Comité des Travaux historiques : 1^o *Un diplôme inédit de Philippe-Auguste concernant l'abbaye d'Ivry, diocèse d'Evreux* (1195) ; 2^o *Un acte inédit de François I^{er} relatif aux impôts*, et 3^o *Les cas réservés du diocèse de Périgueux au xv^e siècle*, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1914-1915.

Des remerciements sont votés aux donateurs,

M. le Président nous apprend que notre confrère M. SAINT-MARTIN a bien voulu donner ces jours-ci à la bibliothèque de notre Société une collection de 150 à 200 volumes d'ouvrages de numismatique, provenant de la bibliothèque de notre regretté vice-président, M. Lespinas, qui les avait légués à son neveu et filleul, le fils aîné de M. Saint-Martin, officier de cavalerie, mort au champ d'honneur pendant la dernière guerre. En souvenir de l'un et de l'autre, M. Saint-Martin tient à les offrir à notre Société qui s'empresse de les accepter.

D'unanimes remerciements sont votés par l'assemblée qui charge son Président de les transmettre au donateur.

Comme il avait été décidé à l'assemblée générale du 27 mai dernier, M. Eugène Roux fait passer sous nos yeux deux mesures à l'huile qui se composent d'un cylindre en fer blanc, avec une cloison intérieure horizontale, placée au tiers de la hauteur : l'une de ces mesures paraît avoir une capacité quadruple de l'autre. L'une pouvait contenir la part du propriétaire des noix, l'autre, celle du maître du pressoir.

M. Roux suppose qu'elles étaient en usage dans les pressoirs à huile d'où elles proviennent.

M. le chanoine Roux met également sous nos yeux une médaille de confrérie de voyageurs, en cuivre, du XVIII^e siècle, trouvée dans le jardin du curé d'Agonac.

D'un côté :

Exergue : In tempestate securitas.

Sujet : Notre Seigneur dormant dans la barque pendant la tempête. Les voiles ont rompu leurs attaches ; un apôtre est en prière les bras étendus, un autre touche N. S. pour le réveiller.

De l'autre :

Exergue : S. Georgius equitum patronus.

Sujet : Saint Georges à cheval terrassant le dragon. Les pieds du cheval foulent le dragon.

A propos de la publication du mémoire sur *La Tour de Vésone* par M. Eugène Roux, M. le commandant ESPÉRANDIEU, de l'Institut, écrit au Président :

Je viens de lire, dans le *Bulletin* de juillet-août 1919 de votre

Société, la suite de l'intéressant article de M. Eugène Roux sur *La Tour de Vésone*.

Le prénom *Gnaeus* s'abrégeait toujours par les lettres *Cn* ; la règle était absolue. Par conséquent le *C* de l'inscription que cite M. Roux ne peut être lu que *Gaius*. Notre confrère me reproche de ne pas avoir dit pourquoi je lisais ce prénom, lorsque la pierre de toute évidence porte un *C*.

Mais, simplement, parce qu'il ne faut pas lire d'autre manière. Si M. Eugène Roux en doutait, je vous saurais gré de bien vouloir lui dire de se reporter à Quintilien, *Instit. orat.* I, 7, 28. Il y trouverait ceci : « *Quid ? quæ scribuntur aliter quam enuntiantur ? Nam et Gaius C littera notatur.* »

Le grammairien Terentianus a dit du reste la même chose : « *Gaius prænomen inde C notatur, G sonat.* » (De metr. V, 890).

La raison de cette anomalie est bien connue. On avait conservé, pour abréger le prénom *Gaius*, l'ancien *C* de l'alphabet Chalcidique, qui avait le son du *F* grec.

De même, pour le prénom *Gnaeus* que l'on abrégeait *Cn*.

Par conséquent encore toutes les déductions que tire M. E. Roux d'une lecture qui est fautive sont à reviser.

M. Eugène Roux répond qu'il est le premier à s'incliner devant la haute compétence de M. Espérandieu, en matière d'épigraphie ; et, quand une opinion de cet éminent confrère est appuyée, par surcroît, d'autorités aussi considérables que celle de Quintilien et celle du grammairien Terentianus, M. Roux serait par trop téméraire d'essayer de la contredire.

Il admet donc sans discussion — ce que, d'ailleurs, il n'a jamais contesté — qu'il y a dans la langue latine, des noms s'écrivant autrement qu'ils ne se pronocent, *scribuntur aliter quàm enuntiantur* ; que *Caïus* est du nombre, *Cnéus* aussi, et que tous les deux doivent se prononcer *Gaius* et *Gnéus*.

M. Roux, déclare, d'autre part, n'avoir pas de parti pris contre une école toute moderne, laquelle professe que les mots doivent être orthographiés comme ils se pronocent. M. Espérandieu est, évidemment, un adepte de cette théorie. Il tient pour l'orthographe phonique, puisque dans son remarquable ouvrage sur le Musée du Périgord, au lieu d'écrire *Caïus*, ainsi que Quintilien et Terentianus proclament

eux-mêmes qu'il faut le faire, il écrit Caius, et cela non pas une fois, mais à sept au huit reprises.

Et, aujourd'hui, voici qu'il va plus loin encore ! Sans doute il se borne à dire que sa manière est la seule dont il faut lire Caius et Cneus, mais il entend par là — le fait relevé ci-dessus l'atteste — que c'est la seule manière aussi dont il faut les écrire. Je le veux bien, quant à moi, dit M. Roux ; mais alors que M. Espérandieu cesse de se targuer de son accord avec Quintilien et Terentianus !

Au surplus, poursuit M. Roux, « ne déplaçons pas le débat. M. Espérandieu parle d'un « reproche » que je lui aurais fait. Or, mon reproche, si reproche il y a, visait, non sa manière générale de traduire la lettre C, mais un errement particulier dans lequel, du reste, il persévère, comme en témoigne la communication dont lecture vient de nous être donnée.

» Que nous y dit-il, en effet ? Que l'initiale C, placée devant le nom de Pompée Sanctus, dans l'inscription Marc Pompée Libo, ne doit pas, à défaut du contrefort d'un n, être prise pour Cnéus, et que, PAR CONSÉQUENT, elle ne peut être lue que Caius.

» Eh bien ! ce qui m'échappe totalement, c'est la raison de ce « par conséquent ». Pourquoi Caius, plutôt que Claudius, Cecilius, Cornélius, Camillus, ou tout autre des centaines, peut-être des milliers, de prénoms latins, commençant par un C ? Pourquoi, quand se rencontre l'initiale C, figurant un prénom, et précédant un nom patronymique romain, pourquoi faut-il la traduire uniformément, invariablement, par Caius ? Est-ce en vertu d'un principe d'épigraphie ?

» Si ce principe existait, je n'hésiterais pas à le réprouver hautement. Rien n'oblige à traduire une abréviation, quand on n'en connaît pas le sens, ou du moins quand on n'a pas quelque motif, bon ou mauvais, pour lui en attribuer un, qu'on croit véritable.

» Y a-t-il, dans notre espèce, un motif semblable, et quel est-il ? Voilà tout ce que je m'étais permis de demander, d'ailleurs sous une forme indirecte, et sans nulle pensée d'incrimination vis-à-vis de personne.

» Or, je constate à regret que, même après la lettre de

tout à l'heure de M. Espérandieu, ma question. que je n'ose supposer indiscrete, demeure sans réponse ».

Quant à Cnéus, M. Roux ne méconnaît pas la règle d'après laquelle la forme abrégative de ce nom est C N. Mais fait-il observer où sont les règles auxquelles, si *absolues* qu'on les suppose, il ne soit jamais dérogé ?

Des exceptions à la règle invoquée par M. Espérandieu sont surtout présumables de la part des lapicides qui, vu leur besoin d'économiser la place sur leur bloc de marbre ou de pierre, avaient pour habitude de tout abrégé, tout, jusqu'aux *abréviations elles-mêmes*.

L'obligation d'employer plusieurs lettres pour exprimer abrégativement certains prénoms étant de nature à les gêner, ils ont dû céder souvent à la tentation de s'en affranchir. Ils ont pu, par exemple, tenir pour suffisante l'initiale C. toute seule, quand ils ont eu le prénom Cnéus à abrévier.

Incorrection ? Soit ! Mais les graveurs latins n'en étaient pas à une incorrection près. Ils ne se piquaient point, en général, d'être de rigides observateurs des règles. Ils l'étaient si peu que dans le *Grand Dictionnaire* de Larousse, on a pu dire du style lapidaire, nom pompeux sous lequel leur faire est désigné, que c'est un composé d'infractions à la syntaxe et de constructions vicieuses de toutes sortes.

Le style lapidaire a ses lois, des lois censément fixes, c'est entendu ! Mais les lapicides ne se faisaient pas, à l'occasion, plus scrupule de les violer que de violer les règles de la grammaire.

Aussi ne tenir aucun compte dans la lecture des inscriptions, des vicissitudes que les règles ont subies, dans leur application, du fait des lapicides, c'est, estime M. Roux, risquer de faire plus d'une fois fausse route.

Il n'est pas, bien loin de là, contempteur systématique des règles, mais il ne saurait voir en elles, dans l'occurrence, un criterium infaillible.

Un guide qui lui paraît plus sûr, c'est le bon sens. Or, ici, le bon sens lui dit que Cnéus, qui fut déjà le prénom du père du grand Pompée, celui du grand Pompée lui-même, celui de son fils aîné, est aussi celui que désigne l'initiale C., mise

devant les noms de plusieurs de leurs descendants immédiats.

M. Roux maintient donc son appréciation sur la signification à donner à cette initiale dans le cas qui nous occupe.

Et au demeurant, conclut-il, « qu'importe ? L'argument que j'ai tiré du prénom Cnéus est, dans ma démonstration, tout à fait secondaire. Cette démonstration est principalement appuyée sur le surnom de Libo, et tant qu'on ne l'aura pas ébranlée par de meilleures raisons, je ne me laisserai pas convaincre qu'elle est « à réviser ».

M. LE PRÉSIDENT intervient. Il constate que M. Roux traduit par *omnino* l'o qui précède *collapsa* dans l'inscription Marc Pompée Libo, conservée au Musée de Périgueux, et il lui fait observer que le docteur Galy et M. Espérandieu traduisent cette lettre différemment.

M. Roux en convient, mais il rappelle que son interprétation est celle de M. Auguste Bernard, l'éminent ancien Président de la Société des Antiquaires de France. Il n'en connaît pas de plus autorisée.

M. le docteur TESTUT nous adresse les *Coutumes de Beaumont en Périgord*, avec traduction française, qui pourront utilement être jointes à son histoire de la bastide de Beaumont. Il ne croit pas que ces coutumes aient été jamais publiées ni que la traduction en ait été faite. Chacun des trente-cinq articles qui les composent comportent de nombreux commentaires qui se trouveront dans l'histoire de la bastide maintenant terminée.

M. DE SAINT-SAUD rappelle au Secrétaire général que c'est lui qui a proposé que de nos séances soient consacrées à l'examen de certains objets archéologiques et « voilà deux fois que je fais faux bond ! En m'excusant de ne pouvoir assister à la séance de novembre (je serai en Poitou) je vous serais obligé de dire à mes confrères que ce qui m'a privé d'être présent à celle de septembre, c'est que je parlais ce jour-là pour un petit voyage pendant lequel je devais visiter des ruines du plus haut comme du plus triste intérêt : Arras, Dixmude, Ypres, ces deux dernières villes en Belgique.

» De la célèbre abbaye de Saint-Waast, à Arras, rien que

des murs et de son église abbatiale, du xviii^e siècle, devenue cathédrale après la démolition de celle gothique ordonnée en 1793, plus rien. Les Boches ont parachevé l'œuvre des Terroristes. Que dire de l'Hôtel de Ville et de son beffroi, édifices de la fin du xv^e et de la jolie Renaissance ? d'impressionnants pans de murailles et six fenêtres ! Un tiers des maisons de la Grande et de la Petite Places d'un style septentrional si original sont détruites. Lens, que je n'ai fait que traverser, m'a paru la désolation de la Désolation.

» Mais c'est à Ypres que j'ai éprouvé une impression comme rarement en ma vie. Pas une maison n'y a sa toiture et ses quatre murs. Quant aux ruines de la célèbre halle dont Baudouin, comte de Flandre, empereur de Constantinople, avait posé la première pierre en 1200, des églises, spécialement de la cathédrale Saint-Martin, remarquable édifice du xiii^e siècle dont le porche inachevé fut terminé au siècle dernier et frappe le regard dans son triste isolement, elles se dressent comme des sortes de fantômes fantastiques d'une blancheur impeccable avec leurs fragments de colonnades, de portails gothiques, de clochers ajourés.... je le dis sans honte les larmes me sont venues aux yeux pendant que, muet, les bras croisés, j'étais absolument *empoigné* par ce triste spectacle, et ma haine du Boche en a monté de plusieurs crans. »

A la fin de sa lettre, M. DE SAINT-SAUD nous signale dans le récent *Bulletin de la Société Le Vieux Papier* (1919, n^o 67) une note des plus intéressantes sur l'*ex-libris* (avec sa reproduction : écu aux armes de France dans un cartouche, posé sur le sceptre et la main de justice, encadré de lauriers et les mots RÉGIMENT DE PÉRIGORD) du régiment du Périgord. En réalité c'est un *super-libris*, puisqu'il s'agit « d'une inscription en lettres d'or sur la reliure de La Milice des Grecs. » Suit un court historique du régiment portant le nom de notre province, créé en 1684 et transformé en Marche-Prince en 1775. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à réparer une erreur qui s'est glissée dans la description de la *pieta* du château de Montardy (procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre 1887).

« Ce ne sont pas, nous écrit-il, les armoiries des *du Puy*, qui constituent le second quartier de l'écusson placé, à droite, sur cette statue de Notre-Dame de Pitié.

» L'écusson est écartelé aux armes des familles : d'Abzac, de Flamenc, de Jaubert et de Narbonne. Il est d'autant plus intéressant qu'il fixe la date de la sculpture, en confirmant l'usage pieux, en honneur chez les dames nobles de la fin du xv^e siècle, d'élever des *ex-voto* de ce genre (*pieta* avec armoiries) à la mémoire de leur mari.

» Ce fut une veuve de Jaubert qui fit exécuter la *pieta*, que notre nouveau confrère M. le marquis du Lau possède dans la chapelle de son château de Montardy. Dans le bas de la sculpture, on remarque des attributs mortuaires. Le blason est au-dessus des pieds du Christ. Il commémore le mariage célébré, en février 1489, d'Anne d'Abzac, fille de Jean, seigneur de La Douze, et de Jeanne de Narbonne, avec Jean de Jaubert, seigneur de Montardy et en partie d'Allemands et de Montagrier, fils de Hélié, et de Philippe de Flamenc de Bruzac. Les armes figurées sont celles des deux époux et celles de leurs mères. »

Notre laborieux vice-président M. Joseph DURIEUX veut bien nous donner d'intéressantes indications biographiques sur deux marins, « issus de l'ancienne famille du Périgord à laquelle appartient le Bienheureux Alain, évêque de Cahors au xvii^e siècle, les frères Louis et Etienne de Solminihac, nés à Lorient (Morbihan), étaient fils de messire Pierre-Paul de Solminihac, officier des vaisseaux de la Compagnie des Indes, et de Jeanne Debraud de Lafond.

» Né le 3 août 1768, Louis de Solminihac eut dans la marine une très honorable carrière. Aspirant le 13 février 1783, enseigne de vaisseau en 1794, lieutenant de vaisseau en 1796, capitaine de frégate en 1803, il passa capitaine de vaisseau le 18 mars 1809 et chef d'état-major de l'escadre de l'Escaut, colonel du 11^e régiment de marins à Lorient le 11 mai 1815, major général du port de Toulon le 1^{er} août 1815 et du port de Lorient l'année suivante. Membre de la Légion d'honneur le 14 juin 1804, il fut promu officier le 23 juin 1810. Il reçut la

croix de l'Ordre de Saint-Louis le 18 août 1814 et mourut le 12 février 1820.

» Le chevalier Etienne-Anne de Solminihac, né le 25 avril 1773, fut colonel d'artillerie de marine. Volontaire au bataillon auxiliaire des Colonies le 1^{er} mars 1788, il fut nommé sous-lieutenant au 41^e régiment le 3 juillet 1792, lieutenant le 28 novembre 1793, capitaine commandant à l'île de Groix le 29 janvier 1795, capitaine-adjoint aux adjudants généraux le 20 novembre 1796, et fut réformé le 15 avril 1798 par suite de la destitution de son adjudant général. Rentré en 1799 dans l'artillerie de marine, chef de bataillon en 1805, il fut promu major en 1813 et fit la campagne de Saxe pendant laquelle il reçut la croix de chevalier de la Légion d'honneur le 28 avril et celle d'officier le 27 septembre de la même année. A la bataille de Lutzen (2 mai), il eut un cheval tué sous lui par un boulet au dessus du poitrail. Il assista aux batailles de Bautzen, Wurschen, Dresde, Leipzig et reçut une grave blessure le 18 octobre, au village de Scheinfel, par balle au sein gauche. Chevalier de Saint-Louis le 12 août 1814, il devint colonel le 11 septembre 1816. Il décéda à Bordeaux le 29 août 1830, laissant pour héritiers sa sœur, M^{me} Emilie Leclerc de Fresne, de Quimperlé, et deux neveux Florent-Emile et Pierre-Charles-Auguste de Solminihac, lieutenants de vaisseau. » .

De son côté, M. Robert VILLEPELET nous signale « la publication dans le n^o de juillet-août-septembre 1919 de la revue *La Révolution Française* (p. 289-313), d'un intéressant article de M. Ch. Chevreux, qui était, avant la guerre, sous-préfet de Ribérac, sur *Les papiers du conventionnel François Lamarque*. M. Chevreux a eu la bonne fortune d'obtenir de M^{me} veuve Léonardon, arrière-petite-nièce de Lamarque et possesseur actuel de la maison où il est mort, à Montpon, et de tous les papiers laissés par lui, l'autorisation de consulter cette importante collection documentaire, dont notre regretté confrère Georges Bussière n'avait pu prendre naguère qu'une connaissance rapide. M. Chevreux expose qu'il a classé sommairement ces papiers avec l'aide de M. Lacroze, ancien notaire à Montpon.

Les renseignements qu'il donne sur leur nature sont instructifs.

» D'après lui ces papiers se répartissent en trois groupes :

1° « Un très grand nombre de lettres, postérieures à 1790 : lettres reçues et brouillons de lettres envoyées. « Lamarque était très ordonné, très méticuleux et conservait la copie de tout ce qu'il écrivait. Nous avons donc sa correspondance en entier. »

2° « Un contingent important de minutes de travaux et rédactions personnelles dont certaines offrent le caractère de mémoires (écrits politiques ou juridiques, travaux personnels ayant trait à la philosophie et à l'histoire) ».

3° « Quantité d'imprimés de toute nature, tels qu'on en trouve dans les archives des hommes politiques : livres de droit public et privé, études économiques, annuaires, almanachs, tirages à part de discours ou de rapports, feuillets et procès-verbaux d'assemblées parlementaires. »

» Dans la suite de son article, M. Chevreux donne quelques extraits des documents qu'il a classés. Ces extraits témoignent de l'intérêt réel qu'offre la collection en question pour la biographie de Lamarque, qui reste encore à faire. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ajoute qu'à la suite d'une vente mobilière toute récente, il est à craindre que tous ces documents aient été dispersés.

A propos de l'étude de M. Robert Villepelet, commencée dans le dernier fascicule de notre *Bulletin* sous ce titre *Histoires de ci-devant*, M. Eugène Roux souligne le vif intérêt « que présentent les détails fournis par l'auteur sur les poursuites exercées devant le tribunal révolutionnaire en 1794 contre sept notables Périgourdins : Louis d'Abzac de Ladouze ; Jean-Louis de Sanzillon de Mensignac ; Pierre Bouchier de Vignéras, et sa femme, Marie-Anne-Marguerite Authefaud ; de Langlade-Minaud, c'est-à-dire Pascal de Langlade de La Rampinsolle ; Antoine de Bonis de Bonal, et de Lascaud.

« M. Robert Villepelet constate que Louis d'Abzac et les époux de Vignéras furent relâchés en novembre 1794, et il

suppose que les autres bénéficièrent d'une mesure analogue, bien que, dit-il, il n'en ait pas la preuve formelle.

» La supposition de M. Robert Villepelet est parfaitement fondée, et M. Roux croit lui être agréable en lui signalant l'existence de la preuve documentaire qui lui manque. Cette preuve est contenue dans une lettre reçue par l'abbé Lespine et conservée à la Bibliothèque nationale (*Fonds Lespine*, vol. 103, lettre 118).

» Il est dit dans cette pièce datée du 12 novembre 1793 :

M. et Mme de Vignéras, M. de Mensignac, M. de Bonal et M. de Langlade ont été transférés à Paris dans les prisons, d'où ils ne sont sortis qu'après la mort de Robespierre. Le dernier est mort à Limoges en revenant,

» Ce qui confirme de plus belle la supposition de M. Robert Villepelet, tout au moins en ce qui concerne la plupart des personnages dont il s'agit, c'est la connaissance que l'on a des lieux et dates de leur décès. A part M. Lascaud, sur lequel font défaut tous renseignements, et à l'exception de Pascal de Langlade, mort à Limoges, comme on vient de le voir, en cours de route dans le trajet de retour de Paris à Périgueux, tous s'éteignirent chez nous plusieurs années après la Révolution : Jean-Louis de Sanzillon, par exemple, le 30 octobre 1806, au château du Lieu-Dieu, commune de Boulazac, à l'âge de 78 ans, et Antoine de Bonis de Bonal le 11 janvier 1805, à l'âge de 86 ans, dans une maison qu'il possédait rue du Plantier, à Périgueux.

» M. Roux ne peut pas préciser d'une façon absolue les dates de décès des époux Vignéras, mais il sait qu'ils vivaient encore en 1797, puisque c'est cette année-là qu'ils furent remis en possession de leurs biens qui leur avaient été confisqués, toujours sous le prétexte de l'envoi à l'étranger d'un de leurs jeunes garçons pour faire ses études, d'abord à l'Université de Louvain, puis à celle de Péterborourg. L'administration centrale de la Dordogne daigna finir par reconnaître que ce jeune homme, eu égard à l'âge où il était sorti de France (14 ans) ne pouvait pas être présumé avoir eu l'intention d'émigrer.

» **M. Roux**, par quelques autres précisions, montre combien ces divers « ci-devant » étaient d'intéressantes physionomies périgourdines, et combien **M. Villepelet** a raison d'exhumer les souvenirs qui se rattachent à leur trop long séjour dans les géoles de la Révolution. »

Enfin **M. LAVERGNE** nous donne communication des mémoires de Hauser, en ce qui concerne ses fouilles préhistoriques en Périgord, qu'il a traduits pendant sa captivité en Allemagne. Il prend soin de nous faire remarquer la mentalité de ce Suisse, naturalisé Allemand, qui s'était implanté chez nous.

Avant que la séance soit levée, **M. DE BOURDEILLE** expose que les moyens de communication de Brantôme à Périgueux sont aussi difficiles que pendant la guerre ; il demande, en conséquence, que nos séances du mercredi soient reprises.

Après en avoir délibéré, l'assemblée accepte la proposition et décide qu'à partir de février, nos réunions se tiendront le premier mercredi.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à main levée, **M. le Président** déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le docteur Maurice DUSOMER, médecin en chef du Centre réformiste de Sainte-Ursule, villa des Coteaux, rue Combedes-Dames, à Périgueux, présenté par **M. le docteur Pouyaud** et **M. Delpech** ;

Et **M^{me} Gaston CORDIER**, rue du Tribunal, 23, à Fougères (Ille-et-Vilaine), présentée par **M^{me} Moulinié** et le marquis de Bourdeille.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

DÉPENSE DE ROUTE D'UN NOBLE PLAIDEUR

DE « VERNG » A NÉRAC PAR BORDEAUX ET RETOUR

En février 1608.

Nous avons trouvé dans le fonds des Saint-Astier aux Archives de la Dordogne, dans un livre de comptes de la seigneurie de La Douze, 1608-1609, un chapitre qu'il nous paraît intéressant de publier. Il nous révèle de piquants détails sur la façon de voyager à l'époque, par petites journées. Un grand seigneur, le marquis de La Douze, va porter son procès contre un de Saint-Astier, l'un de ses parents (1), à Nérac, devant la Chambre de l'Edit (2). Il part de Vern, le jeudi 31 janvier 1608, avec six chevaux dont les harnais ont souvent besoin de réparations, quatre laquais et un régisseur trésorier Desmaisons, auquel il remet au départ pour la dépense 200 livres en monnaie et 30 pistoles valant 7 livres pièce, en tout 410 livres. La somme fut insuffisante, il fallut y ajouter à la fin du voyage 266 livres 6 sols.

Il faut, avant de partir, commencer par accouttrer les vêtements du personnel domestique, mettre en état les malles, les sangles, les courroies, et préparer les bêtes de somme.

La première journée, la caravane chevauche jusqu'à Bergerac où elle va souper et coucher. Le lendemain, vendredi 1^{er} février, elle passe l'eau à Lartigue, à Sainte-Foy et à Castillon où elle dîne; le samedi, elle va de Castillon à Libourne où elle loge aux « Trois-Pommes »; le dimanche 3 février, des gabarriers portent les chevaux à Arveyres; le lundi, on passe l'eau à la Bastide; le mardi matin, Monsieur alla loger au Chapeau Rouge. La caravane reste à Bordeaux où elle fait provision de linge et de vêtements, les mardi, mercredi,

(1) Probablement Henri, né en 1575, mort en 1608.

(2) Ainsi appelée parce qu'elle fut créée par l'Edit de Nantes (13 avril 1598). Cette Chambre connaissait des procès entre catholiques et protestants et se composait de conseillers catholiques et de conseillers protestants. (R. Proust, *Quelques notes sur la magistrature à Nérac depuis le x^e siècle* dans la *Revue de l'Agenais* de janvier-février 1918, p. 13-30.)

jeudi et jusqu'à la « disnée » du vendredi ; elle part le vendredi pour Langon où elle va souper et dîner le samedi avant de partir pour Castel-Jaloux ; on soupe dans cette dernière localité et l'on arrive le jour même à Nérac. Monsieur, avant d'aller voir les hommes d'affaires, va visiter le jardin et le château.

La caravane reste à Nérac du samedi 9 février jusqu'au mercredi 13 après la « disnée », va passer l'eau à Tousvens (Tonneins ?) et se fait montrer le chemin pour aller à Bergerac par un garçon de Tousvens, en passant par Miramont, où elle dîne le jeudi, et enfin l'on arrive à Bergerac où l'on soupe et dîne, et de là, l'on gagne sans doute Verng après un voyage de quinze jours qui a dû être assez fatigant.

Chemin faisant, les pauvres, les ordres mendiants ne sont point oubliés. Des cadeaux de harengs, d'huîtres, de raisins de Damas et de raisins violets et d'eau-de-vie sont envoyés à M^{me} de La Douze ; les chevaux lourdement chargés, surtout le « mallier » ou porteur de malles, et fatigués par un long trajet, reçoivent souvent de l'avoine en surcroît, etc.

Nous laissons d'ailleurs la plume au comptable pour nous narrer les péripéties du voyage.

F. V.

COMPTE de dépenses d'un voyage du seigneur de La Douze.

« Memoire de la despance et comptes que Desmaisons (1) m'a randu au voyage que j'ay faict Bourdeaux et à Nérac.

Je partis de Verng aveques six chevaux et quatre laquais, et dounys audict Desmaisons deux cens livres en monnoye et trante pistolles pour sept livres la pièce, pour faire la despance qui est cy dessoubz escripte. Et partis le dernier de janvier 1608 qui est un jeudy.

Le mesme jour, Monsieur m'a commandé donner à mestre André qu'il envoyoit à Nérac trois livres quatre solz.

Le mesme jour, en trois paires solliers que j'ay achapté à Bregeyrat, pour les laquais quatre livres trois solz.

En trois paires de bas de toille, pour lesdictz laquais trante solz.

Pour avoir faict accoustrer garamaches (2) de M^r cinq solz.

En douze arans pour envoyer à Madame..... VI s.

(1) Le régisseur-trésorier.

(2) Housseaux, guêtres (Mistral).

Au laquay de Dugrand qui a aporté lesd. arans à Madame à Verng.....	X s.
En un paire sangles et un surfais (1) pour le petit courtau (2).....	XVI s.
Au sellier pour avoir coullé la selle du mallier (3), mis deux bandes de fert, doublé les coroyes de la malle, pour deux porte senglons, un porte-manteau, rembourer la selle du roussin, des porte-senglons, le tout a cousté trois livres.....	III "
Pour la souppée et disnée à Bregeyrat, douze livres à quarante solz homme à cheval.....	XII "
En avoine de surcrestz, pour seze mesures trante deux solz, par ce.....	XXXII s.
Pour la soupée et disnée des quatre laquais de M ^e André et du laquay de Dugrand qui a disné cinquante solz.	L s.
Pour les valletz et chambrières, dix solz.....	X s.
Le vandredy premier de febvrier, pour passer l'eau à Lartigue (4), quatorze solz.....	XIII s.
Pour passer l'eau à Sainte-Foy (5), huict solz.....	VIII s.
Pour la collation à Sainte-Foy, sept solz.....	VII s.
Pour passer l'eau à Castillion (6) huict solz.....	VIII s.
Le sabmedy second [février], aux pauvres à l'esglize de Castillion.....	III s.
A Castillion, pour la disnée et souppée à quarante cinq solz pour homme à cheval, treze livres dix solz.....	XIII " X s.
Pour les quatre laquais et pour Mouytinat que trouvaient à Castillion, pour leur despance cinquante solz..	L s.
Pour dix-huict mesures d'avoyne de surcrestz. . . .	XXXVI s.
Au cuisinier, servantes et valletz d'estable	X s.
Le dimanche 3 [février] à Lybourne, je dounis au Fiddle pour aller à Bourdeaux pourter une lettre à M ^r Ripotté huict solz.....	VIII s.
Aux pauvres, aux religieux cinq solz.....	V s.

(1) La dessière du harnais.

(2) Un cheval dont la queue était coupée.

(3) Le « mallier » était le cheval porteur de malles.

(4) Lartigue, près de Saint-Pierre-d'Eyraud sur la Dordogne.

(5) Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

(6) Castillon, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Libourne.

A lotellerie, pour la despance des chevaux pour la souppée et disnée ou pour l'avoyne de surcrestz et despance des laquais et palafreniers, ou pour la chambre et bois et chandelle, j'ai payé unze livres dix solz.....	XI " x s.
Monsieur m'a faict donner aux deux servantes de Desmaisons et à son valet quatre livres dix solz.....	III " x s.
Au sergent de Lybourne qui a porté les clefs de la porte pour faire sortir les chevaux cinq solz.....	v s.
Aux gabariers qui ont porté les chevaux à Avayres (1) cinquante six solz.....	LVI s.
Pour la collation des laquais pour les chemins.....	v s.
Le lundy pour passer l'eau à la Bastide (2), dix-huict solz.....	XVIII s.
Le lundy en deux aulnes riban noir, pour les galloches de Monsieur, dix solz.....	x s.
En un quard raisins de damas et un quard raisins violetz huict solz.....	VIII s.
Dépenses d'un voyage du seigneur de Ladouze.	
Aux Troys Poumes (3), pour la souppée du dimanche au soir pour sept hommes à cheval, d'auttant que M ^r a prins Desmaisons à Lybourne, pour luy faire compaignie en son voyage, ay payé douze livres.....	XII n.
Pour quatorze mesures d'avoyne de surcret.....	XXVIII s.
Pour la despance des quatre laquais, du laquay de Desmaisons et de Moytinat quarante cinq solz.....	II n v s.
En un paire sollier pour le grand laquay.....	XXXV s.
Aux pouvres trois solz.....	III s.
Aux serviteurs des Troys Poumes.....	VIII s.
Le mardy matin, Monsieur allast loger au Chapeau Rouge (4). Je dounis aux tanbours de Monsieur le mareschal quatre quardz d'escu.....	III " III s.
Aux suysses de Monsieur le mareschal deux quardz d'escu.....	XXII s.
En raizins cinq solz et demy.....	v s. v d.

(1) Arveyres, commune du canton de Libourne, sur la rive gauche de la Dordogne.

(2) La Bastide, faubourg de Bordeaux, sur la rive droite de la rivière.

(3) Les Trois Poumes, nom de l'auberge de Libourne.

(4) Le Chapeau Rouge, nom de l'auberge de Bordeaux.

En quatre aulnes et demye de burre pour habillier Périgord et faire des chemizes au Fidelle à cinquante cinq solz l'aulne, monte douze livres huict solz.....	XII ⁷ VIII s.
En trois aulnes trois quardz toille quarante solz.....	XL s.
En un chapeau, pour le laquay, quarante-deux solz et demy.....	IIII s. vd.
En huistres pour envoyer à Madame ou pour le sac vingt et quatre solz.....	XXIII s.
A Mamarteau, prisonnier, pour aumosne.....	XVI s.
Pour avoir fait accoustrer un sourfais, une testière de licou, une croupière des chevaux, neuf solz	IX s.
En huistres deux solz.....	II s.
En vin blanc seze solz.....	XVI s.
A un pauvre garçon qui chantoit, en trois fois luy ay bailhé treze solz.....	XIII s.
En un livre la Rodamontade (1) deux solz.....	II s.
Aux pauvres deux solz.....	II s.
En eau-de-vye six livres.....	VI s.
En huistres deux solz.....	II s.
En un panier pour porter l'eau-de-vie.	III s. VI d.
En sire d'Espaigne et autre sire, pour fermer les bouteilles de l'eau-de-vye, trois solz.....	III s.
En un paire gans blanc pour Monsieur.....	IX s.
A Mouytinat pour porter l'eau-de-vie et des lettres à Madame à Verng, seze solz.....	XVI s.
Aux Recolles, cinq solz.....	V s.
En cinq sacz de toille pour mettre de l'argen.....	VIII s.
En trois livres raysins et une boytte pour les mettre, trante-six solz.....	XXXVI s.
En deux escriptoires de plomb, six solz.....	VI s.
Au tailleur, pour la façon de l'habillement de Perigord, des chausses du Fidelle, quatre livres.....	IIII "
En vingt aulnes gallon de layne, en boutons, gans (2) ou fillet, trante trois solz.....	XXXIII s.

(1) *La Rodamontade*, de Pierre Baillony, discours sur une lettre escripte par ledit Baillony, contenant la trahison malheureuse conspirée par ledit Baillony et ses complices contre la ville de Lyon, avec la coppie de la dicte lettre : ensemble le procès-verbal de la reconnaissance d'icelle. *Lyon, par Jean Pillehotte*, 1589, petit in-8° de 28 pages (Brunet, tome IV, col. 4347).

(2) Ganse.

A la lingière qui a blanchy le linge.....	XVIII s.
En une chemise pour le laquay dix huict solz.....	XVIII s.
En une aulne toille, pour faire des bezasses pour porter	
l'argen que Monsieur a prins de M. Paty, huict solz.....	VIII s.
Pour faire coudre lesdictz bezasses.....	III s.

(A suivre).

HISTOIRES DE *CI-DEVANT*

(*Suite et fin*).

PIERRE-BERTRAND DE CRÉMOUX, PREMIER MÉDECIN DE LA COMTESSE D'ARTOIS (1).

Le 5 thermidor an VIII (24 juillet 1800), une dame veuve Limoges, née de Crémoux, écrivit de Terrasson au Ministre de la Police générale pour lui demander la radiation du nom de son père, Pierre-Bertrand de Crémoux, de la liste des émigrés. Il y avait déjà longtemps qu'elle entreprenait des démarches en ce sens ; les premières remontaient à 1792. Cependant il devenait urgent d'aboutir, car il s'agissait d'un vieillard. Et ce vieillard n'était pas le premier venu.

Pierre-Bertrand de Crémoux, docteur en médecine et en chirurgie de l'Université de Montpellier, était médecin de l'Hôpital militaire de Saint-Denis, lorsque la Comtesse d'Artois le désigna pour remplacer son premier médecin qui venait de mourir. Cette nomination dut être faite en mai ou juin 1787. Pierre-Bertrand de Crémoux avait là un poste de tout repos où, s'il n'avait tenu qu'à lui, il eût sans doute terminé volontiers sa carrière médicale. Mais la Révolution survint, qui en décida autrement.

Les princes de la famille royale, qui ne brillaient pas précisément par le courage, se résolurent de bonne heure à émigrer. La Comtesse d'Artois partit le 5 septembre 1789 pour Turin. Crémoux partit publiquement avec elle. C'était son devoir, dira-t-on, mais un devoir destiné à lui coûter cher.

(1) Arch. nat. F⁷ 5636, dossier *Crémoux, Pierre-Bertrand*.

Notre médecin se fermait ainsi les portes de sa patrie, et à son âge, il est pénible de commencer une vie nouvelle sur une terre étrangère. Sans doute crut-il au début, ainsi que tous les émigrés, que son absence serait de courte durée, mais la désillusion vint vite et elle fut amère.

Que fit en Italie notre médecin ? Sa fille expose, dans la pétition que nous avons utilisée, « qu'il distribua gratuitement ses soins aux soldats de la République que le sort des combats conduisait prisonniers dans les lieux où il s'est trouvé », et que « deux mois après son arrivée à Turin, il a fait verser dans le Trésor public [de la France] quatre mille francs de contribution patriotique ». Ces deux gestes, généreux en soi et qui prouvaient en Crémoux le bon Français, n'avaient, semble-t-il, rien qui pût plaire à la Comtesse d'Artois. Crémoux avait-il, dès lors, cessé d'être à son service ? Il n'est pas téméraire de le supposer et il ne paraît pas invraisemblable que l'émigration, ayant diminué considérablement les ressources de cette princesse, l'avait inclinée à réduire son train de maison et notamment à faire l'économie d'un médecin. Peut-être le vieux docteur en était-il réduit, pour subsister, à vivre de son art.

En 1800, il se trouvait dans un état fort précaire. Au témoignage de sa fille, « il a peu de temps à vivre ; sa proscription a fait sur son physique plus de ravage que soixante-dix ans de travaux employés au soulagement de l'humanité ». Si l'on tient compte que Crémoux, en nous plaçant dans l'hypothèse la plus favorable, n'avait pu commencer l'exercice de sa profession avant l'âge de vingt-cinq ans, il aurait eu alors 95 ans, à interpréter littéralement la déclaration de sa fille, et, dans ce cas, il en eût eu plus de 80 quand la Comtesse d'Artois l'avait pris comme médecin, ce qui semble invraisemblable. Il doit donc y avoir là quelque exagération destinée à faire mieux ressortir l'intérêt de la pétition.

Quelle fut l'issue de cette dernière ? Le dossier ne le dit pas. Le Premier Consul n'était rien moins que bien disposé en faveur du Comte d'Artois et des siens. On le savait dans les bureaux. Ce n'était donc pas une fameuse recommandation que d'avoir appartenu, même au titre de médecin, à

cette maison. Nous inclinons à croire que Pierre-Bertrand de Crémoux mourut sur la terre d'exil, sans avoir revu son cher Périgord.

DEBETS-LACROUSILLE FILS (1).

Pierre-François Debets-Lacrousille, fils aîné, était né à Périgueux vers 1763. Après avoir poussé ses études de droit jusqu'au grade de la licence qu'il avait pris, il avait contracté un engagement dans les gardes du corps du Roi, où il servait encore au moment de la Révolution. En novembre 1791,

« il fut entraîné par l'exemple et les conseils d'une jeunesse inconsidérée à sortir du territoire français, sur le prétexte que la Constitution qui venait d'être acceptée n'était pas conforme au vœu général » (2).

Cette détermination eut pour effet immédiat de le brouiller avec son père, qui, comme nous le verrons, professait d'autres idées politiques, et Pierre-François ne tarda pas à la regretter. Danton a fort bien dit qu'on n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers. Le jeune émigré n'eut pas plus tôt quitté la France qu'il songea à y revenir.

Mais où aller ? « La crainte de paraître devant un père aussi tendre que respectable, qu'il a si injustement irrité, lui a fait préférer l'exil au désir si naturel de revoir sa famille et ses foyers. » Ce qui revient à dire que sa brouille avec son père lui fermait l'accès de Périgueux.

Il semble que, rentré en France tout au début de l'année 1792, il ait séjourné quelque temps à Lyon. Le 18 février suivant, nous constatons sa résidence au hameau de La Pape, commune de Rillieux, canton de Montluel, arrondissement de Trévoux (Ain). Rillieux se trouve aux confins des départements de l'Ain et du Rhône, à quelques kilomètres de Lyon. Pierre-François ne s'était donc guère éloigné de cette ville. Il s'occupait de négoce. Le 22 thermidor an III (9 août 1795), il quitte La Pape pour habiter au chef-lieu même de la com-

(1) Arch. nat. F⁷ 5036, dossier *Debets dit Lacrousille fils, Pierre François*.

(2) Cette citation et la suivante sont extraites d'un exposé adressé par l'intéressé aux administrateurs du district de Périgueux.

mune. Il y est encore le 20 frimaire an V (10 décembre 1796). Après, nous perdons ses traces jusqu'en l'an VIII. Aux termes de la loi du 19 fructidor an V (5 septembre 1797), tous les individus inscrits sur la liste des émigrés et non rayés définitivement, étaient tenus de sortir de France sous peine de mort. Il est vraisemblable que Pierre-François dut alors reprendre le chemin de l'exil.

Il tombait, en effet, sous le coup de la loi. Emigré, il l'était bel et bien. Sa famille, au moins au début, n'avait aucune nouvelle de lui. Elle le croyait, et tout Périgueux avec elle, fixé à l'étranger. De fait, il était porté sous le nom de Jean-Baptiste Debets-Lacrousille, homme de loi, sur la liste des émigrés du département de la Dordogne. Dès l'an III, il avait bien protesté auprès du District de Montluel contre cette inscription et commencé des démarches en vue d'obtenir sa radiation ; mais ces démarches même accusaient sa situation de présumé émigré et rendaient impossible la continuation de son séjour à Rillieux.

Pierre-François, nous l'avons vu, ne se faisait aucune illusion sur les sentiments de son père à son égard, depuis son émigration. Lacrousille père, avocat à Périgueux, joua un rôle actif dans la politique locale des premiers temps de la Révolution (1). Appréciant ce rôle quelques années plus tard, Rivet, premier préfet de la Dordogne, rappelait justement que

« Lacrousille père jouit à Périgueux de la considération générale. Il a rempli avec distinction pendant deux ans, au commencement de la Révolution, les fonctions importantes de procureur syndic du district de Périgueux. Quatre de ses fils ont, longtemps avant toute réquisition, volé à la défense de la Patrie. Deux y ont perdu la vie ; un troisième est à l'armée d'Égypte, le quatrième est officier retiré » (2).

L'émigration de Pierre-François, en dehors de l'angle politique sous lequel le père devait l'envisager, avait eu certaines

(1) Voir à cet égard G. Bussière, *Études historiques sur la Révolution en Périgord*, tome III (1903), p. 206, 224, 335, 423.

(2) Extrait du Registre des actes et arrêtés du Préfet de la Dordogne, à la date du 18 floréal an VIII (8 mai 1800).

répercussions matérielles gênantes. C'est ainsi que pour éviter le désagrément du séquestre, Lacrousille avait dû opérer, d'après la loi du 9 floréal an III (28 avril 1795), le **partage** anticipé de ses biens et racheter la portion échue à la République (celle de l'émigré ou présumé tel) par l'effet de ce partage.

Mais, entre père et fils, il n'est dissentiment si profond qui ne s'apaise à la longue. En l'an VIII, l'avocat avançait en âge, et il lui en coûtait de mourir sans avoir vu son aîné reprendre sa place au sein de la famille. Maleville, membre du Tribunal de Cassation et de la Commission du Code civil, son ami, était bien placé pour aider au retour de l'enfant prodigue. Il s'y employa activement et utilement.

Il commença par demander au Ministre de la Police générale l'autorisation pour Pierre-François de revenir parmi les siens, à la condition d'être placé sous la surveillance du maire de Périgueux. Cette autorisation fut accordée le 17 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799). Restait à enlever la décision définitive du Gouvernement au sujet de la prévention résultant de l'inscription de Pierre-François sur la liste des émigrés. Maleville, infatigable, revint à la charge auprès du Ministre, faisant valoir que

« Lacrousille père est un homme respectable par ses connaissances dans le droit civil, sa probité et la manière distinguée dont il a rempli des fonctions publiques depuis le commencement de la Révolution. »

Le Préfet de la Dordogne, de son côté, donnait des conclusions favorables à la radiation. Bien que le dossier ne le dise formellement, tout indique que la mesure attendue intervint au commencement de l'an IX.

UN ÉMIGRÉ MALGRÉ LUI :

JOSEPH-MARIE DE GOURGUES (1).

Il ne nous appartient qu'à moitié, mettons même au quart, car les Gourgues sont principalement Bordelais, et nos voisins

(1) Arch. nat. F⁷ 5036, dossier *De Gourgues, Joseph-Marie*.

si chatouilleux en matière de délimitation, nous sauraient mauvais gré de le tirer complètement à nous, alors surtout qu'il s'agit d'une famille dont leurs fastes s'honorent justement. Mais nous n'irons pas plus loin dans la voie des concessions. Lanquais n'est pas dans la Gironde, autant, du moins, que nous sachions, et aucun de nos confrères ne me démentira si je dis que le nom de Gourgues, accueilli dans ce *Bulletin*, s'y retrouve comme chez lui.

Joseph-Marie de Gourgues avait toujours habité Bordeaux avec sa famille jusqu'à la fin de février 1792. Il avait alors vingt-quatre ans.

« A ce moment, et par suite de conventions antérieurement faites dans sa famille, il se rendit à Versailles, chez un ami de son père, pour y perfectionner son éducation et être en même temps à portée de profiter des facilités qu'on a à Paris dans tous les genres d'instruction » (1).

Ce séjour à Versailles se prolongea longtemps, ayant duré sans interruption du 12 mars 1792 au 19 fructidor an V (5 septembre 1797). Il aurait même continué plus longtemps, selon toute apparence, si la fâcheuse loi du 19 fructidor an V, obligeant tous les émigrés non rayés à sortir immédiatement, sous peine de mort, du territoire de la République, n'eût rappelé à Joseph-Marie de Gourgues qu'il était émigré, où du moins censé tel, ce qui alors était tout un. Du coup, il dut émigrer véritablement et la fiction devint réalité, prouvant ainsi que la loi ne peut avoir tort. Ainsi doit-il être dans une société bien policée !

Ces choses qui, aujourd'hui, nous paraissent étranges, semblaient alors les plus naturelles du monde. L'intéressé lui-même ne s'en offusquait pas.

« Mon père, dit-il, avait des propriétés dans la commune de Lanquais, département de la Dordogne, où j'allais quelquefois avant mon départ pour Versailles. Les administrations locales, ne m'y voyant pas revenir, imaginèrent que je pouvais avoir émigré, et, sans cher-

(1) Les passages entre guillemets sont extraits d'une lettre de Joseph-Marie de Gourgues au Préfet de la Gironde, à la date du 1^{er} germinal an IX (22 mars 1801).

cher à fixer leur incertitude à cet égard, elles me firent porter sur la liste fatale sous la date du 23 juin 1792. »

Ainsi qu'à Lanquais, Joseph-Marie était invisible à Bordeaux.

« Je fus également porté sous la date du 9 février 1793 sur la liste des émigrés du district de Bordeaux. »

Deux sûretés valent mieux qu'une ! Le jeune de Gourgues, qui menait à Versailles une vie paisible et studieuse, était duement émigré au regard de deux autorités administratives qui ne s'étaient nullement concertées pour commettre cette bétise.

Restait à la réparer et, comme il est d'usage en pareil cas, ce ne fut chose brève ni aisée.

Dès le 28 août 1793, le père de *l'émigré* avait présenté au District de Bergerac une pétition avec pièces à l'appui, tendante à obtenir la radiation du nom de son fils de la liste des émigrés du département de la Dordogne.

« Il attendait, pour soumettre une pétition analogue au District de Bordeaux, d'avoir obtenu l'expédition de l'arrêté de radiation qu'il sollicitait au Département de la Dordogne. En effet cette pièce eût décidé la question, et le District de Bordeaux n'aurait eu, en quelque sorte, qu'à s'y référer. . L'Administration du département de la Dordogne allait prononcer ma radiation lorsque les événements désastreux qui, à la fin de 1793, annoncèrent l'anarchie à laquelle la France fut peu à peu livrée, forcèrent mon père à suspendre toutes réclamations en ma faveur. »

Nous avons dit que, en exécution de la loi du 19 fructidor an V, Joseph-Marie de Gourgues dut s'expatrier. Le dossier n'indique pas où il alla. Cette loi étant demeurée en vigueur durant tout le régime directorial, il fallut attendre brumaire pour rentrer. Le père de Joseph-Marie, qui prenait de l'âge (il avait plus de 80 ans), eut soin que son fils fût inscrit en temps utile sur la liste des émigrés ralliés au nouvel ordre de choses. En même temps, il faisait agir ses amis, nombreux et influents.

Les choses ne traînèrent pas. A la date du 19 frimaire an IX (10 décembre 1800), le Ministre de la Police générale autorisait le jeune de Gourgues à rentrer dans sa famille,

sous la surveillance du commissaire de police de Bordeaux, et par arrêté du 8 germinal suivant (29 mars 1801), le Préfet de la Gironde le rayait provisoirement de la liste des émigrés. Il fallait maintenant que ce provisoire devînt définitif, et l'affaire regardait les Consuls.

Les mêmes appuis qui avaient procuré à Joseph-Marie les deux décisions précédentes ne lui firent, non plus, défaut cette fois. Journu-Aubert, Sers, Cholet, sénateurs, Couzard, législateur, Labrouste et Lahary, tribuns, tous de la Gironde, se portèrent garants de sa conduite, de sa moralité, de sa fidélité et de son obéissance au régime. Il n'est pas jusqu'à l'évêque Grégoire, devenu sénateur, rattaché pour la circonstance par le comte de Cabarrus, « conseiller d'Etat de Sa Majesté catholique » (1), plus connu au titre de père de la belle Térésia Tallien, qui n'ait poussé à la roue. Mais il fallut attendre encore une année que le succès couronnât tant d'efforts conjugués. Joseph-Marie de Gourgues obtint sa radiation définitive par arrêté des Consuls du 15 germinal an X (5 avril 1802) (2).

Nous ne pousserons pas plus avant, au moins pour aujourd'hui, le dépouillement de nos dossiers révolutionnaires. Il nous suffit d'avoir montré, par quelques exemples, ce que l'on peut en extraire pour la restitution d'une époque qui nous semble aujourd'hui plus lointaine qu'elle ne l'est en réalité. Simple erreur de perspective ! Un Debets-Lacrousille, né en 1763, un Gourgues, né en 1768, ont pu, très normalement, entendons avec une bonne santé, un peu de chance et en se gardant des médecins, vivre jusqu'au règne de Louis-

(1) Charles III, roi d'Espagne.

(2) Son père Michel-Joseph, plus que septuagénaire, avait été mis en état d'arrestation chez lui, rue de Gourgues, 13, à Bordeaux, du 18 frimaire an II (8 décembre 1793) au 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794). Porté également sur la liste des émigrés du département de la Dordogne, il n'eut pas de peine à démontrer qu'il n'avait, à aucun moment, quitté le territoire de la République. Sa radiation fut proposée au Comité de Législation par arrêté du District de Bergerac du 17 pluviôse an III (5 février 1795). (F⁷ 5038, dossier *Gourgues, Michel-Joseph*).

Philippe. N'avons-nous pas nous-mêmes connu des gens dont la jeunesse datait du temps du Roi-Citoyen et qui auraient pu rencontrer ces vieillards, causer avec eux ? De leur génération à la nôtre, un pont est vite jeté, et, à y regarder de près, nous nous sentons fort semblables à eux. Ne serait-ce que par l'emploi qu'ils surent, avant nous, faire des hommes politiques pour le service des intérêts particuliers. A voir ces bataillons compacts de sénateurs, législateurs, tribuns lancés à l'assaut des ministères pour recommander leurs protégés, nous avons vraiment conscience d'être les fils de ces gens-là. Constatation qui n'implique, de notre part, nulle flerté, mais qui fournit à l'historien une base solide. Le train du monde est toujours pareil.

R. VILLEPELET.

VARIA

NOTES PHILOLOGIQUES

Le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord a publié dans sa seconde livraison de cette année un article de l'éminent M. Binger sur l'origine des noms de Taillefer et de Talleyrand, portés on le sait dans la famille comtale de Périgord (1).

M. Binger, rompant avec la tradition qui veut que ces noms rappellent une idée de force ou de puissance musculaire, attribuée à quelque ancêtre de cette lignée, pense qu'ils sont la transformation des noms de Waifer et de Wlgrin, célèbres en Aquitaine. Les étapes du changement phonétique de Waifer en Taillefer et de Wlgrin en Talleyrand seraient pour notre confrère :

1° Waifer-Gaifer-Taifer ;

2° Wlgrin-Glgrin-Tlgrin-Tlgrn-Taleran (orthographié aussi Talairan et Talleyrand).

Aucun philologue ne saurait aujourd'hui admettre les positions de M. Binger : les transformations qu'il suppose sont impossibles phonétiquement.

1° Il est exact que Waifer donne en français Gaifer, ou plutôt le nom propre d'origine germanique Waifer, latinisé dans les chroniques

(1) Cf. Stronski (St). *La légende amoureuse de Bertran de Born*. Paris, 1914, p. 17-18.

en Waiferius, est devenu dans notre ancienne langue Guaifer ou Guaifier. C'est bien là l'évolution régulière du W germ. initial, comme dans wahten, garder, want, guant. Passé d'abord à gu, il s'est réduit postérieurement à g : Gaifier, garder, gant ;

2° Il est moins vrai de dire que le pas est vite franchi de Gaïfer à Taïfer. Les exemples allégués par M. Binger pour prouver la possibilité, sinon la fréquence, des permutations de g en t et réciproquement ne portent pas. Le g initial provenant du w germanique s'est toujours conservé dans notre langue sans altération, le t initial aussi. Ils ne se sont jamais confondus ni dans la graphie ni dans la prononciation ;

3° On ne peut pas écrire Taïfer ou Taillefer *ad libitum* : pour la raison que Taillefer est un nom propre, primitivement un sobriquet, composé d'un verbe à l'indicatif avec régime direct, comme casse-tête, croque-mort, hache-paille. Le verbe est le bas-latin taleare, taliare, qui a donné en français tailler, en prov. talhar, en it. tagliare ; son complément est le nom commun lat. ferrum, en franç. et en prov. fer, en it. ferro. Il veut dire : *qui taille le fer* et la preuve c'est qu'on le trouve traduit dans le latin littéraire d'Adhémar de Chabannes par *Sector ferro* (1). Taillefer est donc sans discussion de la famille pittoresque de noms ou de surnoms qui nous a laissé Taille-bacon, Taille-bois, Taille-pierre, etc., Nous voilà très loin de Waïfre ou Waifer.

Que dire maintenant du processus Wlgrin-Talleyrand par les intermédiaires supposés par M. Binger ?

Wlgrin est un nom propre d'origine germanique, latinisé en Wlgrinou ou Vulgrimnus, où l'on reconnaît la présence du germ. wulf, le wolf allemand actuel. C'est ce mot qu'on trouve dans de nombreux noms propres de l'époque barbare, en composition avec un autre substantif ou adjectif : Wolfram ou Wulfram, Vulfran ; Wolfhart ou Vulfart ; Wolmer ou Volmer. Ici le composant qui s'adjoint à Wulf est grim, qu'on retrouve dans le fameux Ysengrin : en germ. il signifie masque. Wlgrim, c'est Masque-de-loup, comme Isengrin est Masque-de-fer (Isen, all. eisen, fer).

Soit Wlgrim, Wlgrin ou en lat. de clerc Vulgrinus. Le linguiste se trouve en présence d'un mot dont chaque élément a sa valeur et dont rien ne l'autorise à supprimer les voyelles, quand elles ne joueraient, selon M. Binger, « aucun rôle prépondérant dans les racines ». Bien plus l'u de wulf et l'i de grim se trouvent en position, c'est-à-dire que leur conservation est assurée par les consonnes qui

(1) (*Qui secat = taliat-ferrum*).

les suivent. Quant aux consonnes, l'initiale w peut-elle être modifiée, comme le croit M. Binger, suivant un processus analogue au W de Wafer ? et arriver à gu, g ? A supposer pour Vlgrinum une évolution du genre vulpiculum, donnant en franc. goupil, on arriverait pour la première syllabe à Gou et non à Gl, comme croit M. Binger. La deuxième syllabe ne pouvant donner que grin, on obtiendrait ainsi Gougrin, dont il est impossible de sacrifier le 2^e g. Nous avons dit plus haut que G initial ne saurait devenir T. L'hypothèse de M. Binger s'écroule entièrement, même en prenant les analogies les plus favorables à son système.

En réalité, le nom de Vlgrin a passé en roman sous le type Vulgrinus créé par les annalistes. Son évolution a été celle de mots savants comme vulgare donnant vulgal, vulnerare, vulnérer, etc.

Quant au nom de Talairan, pour employer la graphie usitée par Bertrand de Born, quelque soit son étymologie, il ne peut en aucune façon être confondu avec Vlgrin ou rapproché de lui.

Géraud LAVERGNE.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XLVI (1919)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Membres de la Société morts pour la patrie pendant la guerre 1914-1918.....	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	30
Séance mensuelle du 4 décembre 1918.....	32
— du 8 janvier 1919.....	37
— du 5 février.....	57
— du 5 mars.....	60
— du 2 avril.....	105
— du 7 mai.....	110
Assemblée générale du 27 mai.....	153
Séance mensuelle du 3 juillet.....	160
— du 7 août.....	201
— du 4 septembre.....	207
— du 2 octobre.....	253
— du 6 novembre.....	261
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1918) (M. Maurice FÉAUX).....	45
Jean de La Chapelle de Béarnes (M. le vicomte DE GÉRARD).....	48 et 72

Le Chapelet de Peyrelevalde (M. PEYRONY).....	66
A propos de lampes et galets à cupule de l'époque magdalénienne (M. R. TAREL).....	67
Les subsistances dans la commune de Chassaignes pendant deux années de la Révolution française (M. A. DUBUT)	90
La Tour de Vésone (M. Eugène ROUX) (<i>suite et fin</i>).....	117, 170 et 214
La Ligue et l'Edit de Nantes en Périgord (M. R. DE BOYSSON) (<i>suite et fin</i>).....	127, 184 et 231
Un prétendu ex-libris de Bertin (M. DUJARRIC-DESCOMBES)	136
Notes sur la démolition du château de Badefols de Cadouin (M. Ch. DURAND).....	140
Une réclamation à propos des réquisitions de grains dans la commune de Ribérac pendant la Révolution française (M. A. DUBUT).....	144
Monographie de l'ouvrier périgourdin avant 1789 (M. J. MALLAT).....	190
Répression des jeux de hasard dans la ville de Ribérac pendant la Révolution française (M. A. DUBUT).....	198
Les cloîtres de Saint-Front (M. J. MALLAT).....	230
Les cloches de Léguillac de Cercles (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	238
Histoires de <i>Ci devant</i> (M. Robert VILLEPELET)...	240 et 281
Dépense de route d'un noble plaideur de « Verng » à Nérac par Bordeaux et retour, en février 1608 (M. F. V.)	276

VARIA

De l'origine des noms de Taillefer et Talleyrand (M. BINGER).....	100
Auguste d'Aydie, comte de Rions et la duchesse de Berry (M. le comte de SAINT-SAUD).....	146
Notes philologiques (M. Géraud LAVERGNE).....	289

NÉCROLOGIE

Le marquis du Lau d'Allemans (M. le M ^{rs} DE FAYOLLE)...	102
M. Alcide Duverneuil, ancien instituteur public (M. l'abbé JARRY).....	149
M. Marie-Nicolas-Léon Deschamps (M. Jean DUPUIS)....	151

M. le comte Charles de la Bonninière de Beaumont (M. le marquis DE FAYOLLE).....	249
---	-----

PLANCHES

La girouette de l'ancienne fonderie de canons de Saint- Georges de Montclar.....	100
Un prétendu ex-libris de Bertin	138
Pont sur les fossés du château de Badefols de Cadouin ...	140
Le travail du fer à Périgueux aux xvii ^e , xviii ^e et xix ^e siècles	190
Portrait de Jean de La Chapelle de Béarnes, gouverneur de Pontarlier et du Fort de Joux.....	200
Raccordement des deux faces à arcades ogives des Cloîtres de Saint-Front	230



A

Abbeyes. — Voir *Communautés, Ligueux, Baignes*.

Abzac (Famille d'), 241, 273, 276.

Architectures. — Toitures en pierres sèches, 41 ; — Cloîtres de St-Front, 230.

Armées et questions militaires, 43 ; — Bataillons de Bergerac et de Périgueux, 209 ; — Régiment de Périgord, 271 ; — voir les *communiqués* de M. Durieux.

Armoiries. — Pierre de saint Augùtre, 164.

Aubeterre. — Commanderie de Saint-Antoine, 256.

Autographes, 163.

Aydie de Rions (Auguste). — Mariage, 146 ; — son existence, 204.

B

Beynier (). — Décès, 39.

Badefols-de-Cadouin. — Château, 140.

Baignes (Abbaye de), Charente. — Relations avec le diocèse de Périgueux, 210.

Beauchamps (Docteur). — Sa biographie, 62.

Beaulieu (Jean), 91 et suiv.

Beaumont (Comte Charles de). — Nécrologie, 249, 253.

Belin (Elie), 258.

Bertin (H. de). — *Prétendu ex-libris*, 136.

Besson (Famille de), 127.

Beynac (Famille de), 127, 184, 235.

Bibliographie Périgourdine. — *Argus du Périgord*, 34 ; — *Bulletin de St-Martin*, 112 ; — *la Préhistoire et les Eyzies*, 154 ; E. Fontaine, 157 ; — Jouannet, 158 ; — J. de Narfon, 158 ; — *Le Périgordin de Paris*, 254.

Binger (). — Philologie de Taillefer et Talleyrand, 63, 100.

Bonfils-Lascaminade (Mr). — Don de pièces, 166.

Bonis-Bonal (Antoine de), 241, 274.

Bonneguize (Jean de). — *Méfaits*, 58.

Bouch (Château de). — Toitures, 41.

Boucher de Vignéras (Famille), 241, 274.

Bourdeille (Famille de). — L'évêque Claude, 204 ; — le sénechal Henri, 232.

Bourdeille (Marquis de). — *Le Cardinal Hélie de Bourdeille*, 163 ; — tombeaux anciens, 255 ; — don au Musée, 255.

Bourg-des-Maisons, cant. de Verteillac. — Peintures murales, 34.

Boussier (Jean de), 235.

Boys de La Grèze (Famille du), 72.

Boysson (Richard de). — *La Ligue*, etc., 127, 184, 231.

Bruzac (Château de), 132.

C

Camus de Beaulieu (Famille), 83.

Castelnau. — Orthographe, 41.

Caumont (Famille de), 42.

Celles, canton de Montagnier. — Peintures, 35 ; — bénitier, 203.

Chancelade, 255.

Chapt de Rastignac (Famille de), 157.

Chassaignes, cant. de Ribérac, 90.

Chauveron (Famille de), 257.

Chavoix (Hernest). — Décès, 57.

Clergé (Questions relatives au). — Société de Frères cordonniers et tailleurs, 212.

Cloches de Léguilhac, 238.

Combe-des-Dames. — Bataille, 134.

Communautés religieuses. — Ordre de Saint-Antoine 156.

Cosset (Famille), 49.

Courtin (Jean-Nicolas), 166.

Cumond (Marquis de). — *La Commanderie d'Aubeterre*, 156.

Crémoux (P. B. de), 281.

D

Dainville (Mr de). — Documents anciens, 58, 156.

Dannery (Mr). — Notes sur le Puy St-Front, 63.

Debets de Lacrousille (Famille), 283.

Degrandcoing (Pierre), 64.

Deschamps (M. N. Léon). — Décès, 110, 151.

Domme, 127 et suiv.

Dubut (A.). — Commun. diverses, 36, 65 ; — subsistances à Chassaignes, 90 ; — réquisitions à Ribérac, 144 ; — jeux de hasard à id., 198.

Dujarric-Descombes (Albert). — Peintures murales à Bourges-des-Maisons, 34 ; — les *Œuvres* de Maine de Biran, 43 ; — commun. diverses, 64, 107, 113, 166, 210, 270 ; — prétendu *ex-libris* Bertin, 136 ; — E. Fontaine, 157 ; — bénitier de Celles, 203 ; — cloches à Léguilhac, 238 ; — gentilshommes campagnards, 256.

Dupuis (Jean). — Mr. Deschamps, 151.

Durand (Charles). — Château Barrière, 41 ; — Château de Badesols, 108, 140 ; — note sur Peyrelevade, 154 ; — protestation légitime, 202.

Durand de Ramefort — Fête patriotique à Lisle, 206.

Durieux (Dr Jean). — Cheval. de la Légion d'h., 58.

Durieux (Joseph). — Pierre Thomas, 36 ; — le soldat Leymarie, 43 ; — communie. diverses, 59, 64, 109, 116, 204, 213 ; — N. J. Lidonne, 108 ; — Elie Belin, 253 ; — chev. de la Légion d'h., 262 ; — Solminihac, marins, 271.

Duverneuil (Alcide) — Décès, 60, 149.

E F

Eglises. — Voir *Bourg des-Maisons*, *Celles*.

Espérandieu (Commandant). — *Gnaeus* et *Gaius*, 266.

Étymologies. — Discussions, voir *Taillefer*, *Roux*.

Excideuil, 131.

Fage (René). — Bataille de Montanceix, 36.

Fayard (Famille de) 238.

Fayolle (Marquis de). — Souhaits de bonne année, 38 ; le marquis du Lau, 102 ; — analyses d'ouvrages au début de chaque séance ; — pots de terre, 107 ; — note sur Reims, 153 ; — *Oppidum des Petrocores*, 163 ; pierre de Saint-Augùtre, 164 ; Ch. de Beaumont, 249.

Féaux (Maurice). — Gestion de la Société, 44-5.

Fontaine (Emile), 157.

Fronde en Périgord (La), 213.

Front (Saint), 215 et suiv.

G-J

Gendreau (Louis), 109.

Géologie. — Voir *Peyrelevalde*.

Gérard (Vicomte de). — Jean de La Chapelle de Béarnes, 48, 72.

Gontier (Famille), 49, 76.

Goulard (Abbé). — Don de plaquettes, 62.

Gourgues (Joseph de), 285.

Guiscard de la Bourlie (Abbé), 85.

Jarry (Abbé). — Commun. diverses, 64 ; — Mr Duverneuil, 149 ; — société de cordonniers et tailleurs, 212.

Jouannet (F. P. Vatar de), 158, 213.

L

La Calprenède. — Bon mot, 116.

La Chapelle de Béarnes (Famille de). — Jean de La C., 48, 72.

Lacrousille (Amédée de). — Château de Bouch.

Lafon (Gabriel). — Famille Limoges, 42 ; — *La Préhistoire et les Eyzies*, 154.

Lage de Lombrière (Daniel de). — Décès, 110.

Lamarque. — Lettres de ce conventionnel, 206 ; — ses papiers, 272.

Langlade (Pascal de), 274.

La Tour (Famille de), 132.

Lau (Marquis du). — Décès, 61, 102.

Laurière (Docteur de). — Officier de la Légion d'honneur, 201.

Lavergne (Géraud). — Etymologie de Taillefer et Talleyrand, 256, 289 ; — mémoires de Hauser, 275.

Léguilhac-de-Cercles, cant. de Verteillac. — Cloches, 238.

Leymarie (Famille), 43, 168.

Limoges (Famille), 42.

Lidonne (Famille de), 108, 205.

Ligue et Edit de Nantes en Périgord, 127, 184, 231.

Ligueux (Abbaye de), 203.

Lisle, cant. de Brantôme. — Fête patriotique, 206.

M-N

Maine-de-Biran (Œuvres de), 43.

Mallat (Joseph). — Monogr. de l'ouvrier périgourdin, 165, 190 ; — imprimerie Vatar, 213 ; — cloîtres de St-Front, 230.

Manuscrits, 61, 272.

Margat (Georges). — Don de fotogr., 34, 40, 58, 62, 201, 209, 255.

Marqueyssac (Vicomte de). — Décès, 57.

Mas (Gabriel du), év. de Périgueux, 165.

Ménesterol, cant. de Montpon, 210.

Méniel (). — Décès, 57.

Mongré, com. de Bourdeille. — Sépultures, 255.

Montanceix, com. de Razac, 36.

Montardy, com. du Gr.-Bras-sac, 270.

Montet - Lambertie (Abbé Pierre), 111.

Moreaud (Docteur). — Lettres de Lamarque, 266.

Narbonne (David de). — Hommage au baron de Limeuil, 165.

Narfon (Julien Noël - de -), 158.

Noblesse. — Gentilshommes campagnards, 256.

O-P

Objets divers. — Pots-de-terre, 107, — Christ et salière, 113 ; — Anciennes mesures et médailles, 265.

Pasquet (Mr). — Hommage, 165.

Peintures. — A Bourg-des-Maisons, 34.

Pelin (Pierre) ; — courage et désintéressement, 116.

Périgord. — Soumission à Henri IV, 234 ; voir *Ligue* ; — bastides, 256 ; régiment de P., 270.

Périgueux, 63, 64, 113, 117, 170, 202, 214, 230, 232, 269.

Peyrarède (Famille), 42.

Peyrelevade, com. de Manau-
rie, — Blocs de grès, 66, 154.

Peyrony (Mr). — *Chapelet de*
-Peyrelevade, 58, 66.

Peyrouze (Abbaye). — Bail,
64.

Photographies, 34, 40, 41,
201 (avec vers), 209, 255.

Pic (Le), com. de Naussanes.
— Bastide projetée, 202.

Pompée. — Etude sur cette
famille romaine, 175 et suiv.,
214.

Préhistoriques (Questions). —
Voir *Peyrelevade*. — Lampes à
cupule, 67 ; — dolmens, men-
hirs en Nontronnais, 111 ; — *La*
Préhistoire et les Eyzies, 154.

Protestantisme (Epoques et
questions du), 73, 85, 127, 184,
231.

Puibaraud (Louis). — Décès,
32.

R

Ranconnet (Aimar de), 33.

Raymond (Famille de), 113

Révolution (Epoque de la), 90,
144, 167, 198, 240, 273, 284.

Reynaud (Famille), 58.

Ribérac. — Réquisitions, 144 ;
— Jeux de hasard, 198.

Roche (Ph. Henry de), 258.

Roche-Chalais (La), cant. de
Ste-Aulaye, 114.

Roux (Eugène). — Tour de
Vésone, 117, 170, 214 ; — la
Fronde en Périgord, 203, 213 ;
— présentation d'une mesure,
265 ; — discussion étymologique,
266 ; — note sur *Histoires de Ci-*
Devant, 273.

S

Saint-Barthélemy-de-Belle-
garde, cant. de Montpon, 210.

Saint-Cyprien, 127.

Saint-Front. — Les cloîtres,
230.

Saint-Martin (André). — Don
de livres, 265.

Saint-Pardoux-de-Dronne,
cant. de Ribérac, 107.

Saint-Saud (Comte de). — Cas-
telnaud, orthogr. de localités, 41 ; —
Auguste d'Aydie, 146 ; — Mgr
Claude de Bourdeille, 204 ; car-
tulaire de Baigne, 210 ; ruines
en pays dévastés, 269 ; — *super-*
libris du Régiment de Périgord,
270.

Sanzillon (Famille de), 241,
274.

Schomberg (Régiment de), 52.

Sébalde (L'évêque), 218.

Sépultures. — A Mongré, 255.

Sigala (Abbé). — Chevalier de
la Légion d'honneur, 201.

Société archéol. du Périgord.
— Présentation d'objets à exa-
miner, 44 ; — gestion, 45 ; don
de livres, 265.

Société de Frères cordonniers et tailleurs, 212.

Sociétés savantes. — *L'Œuvre de Louvain*.

Solminihac (Famille de), 271.

Souillac (Marguerite de), 59.

T-Z

Taillefer et Talleyrand. — Etymologie, 63, 100, 256, 289.

Tarel (Raphaël). — Lampes à cupule, etc., 67.

Testut (Docteur). — La bastide du Pic, 202 ; — *Coutumes de Beaumont*, 269.

Thomas (Pierre), 36.

Trigant (Famille), 114.

Turenne (Régiment de), 50.

Vaast (Saint), 208.

Vésone (Tour de), 117, 170, 214,

Vatar. — Voir *Jouannet*.

Vigié. — *Bastides du Périgord et Rôles Gascons*, 256.

Vignéras. — Voir *Boucher*.

Villepelet (Ferd.). — Sixain de Voltaire, 115 ; quatrain du même, 156 ; — extrait d'un livre de comptabilité, 211 ; — *Dépenses de route*, 276.

Villepelet (Robert). — Le dernier seigneur de Laxion, 157 ; *Histoires de ci-devant*, 167, 210, 284 ; — note sur N. J. de Lidonne, 205 ; — catalogue du Fonds-Français à la Bib. nat., 211 ; — Delfau, 260 ; rapport de Lapparent, 261 ; papiers de Lamarque, 272.

Villereynier (Famille), 205.

Villesuzanne (Famille de), 206.

Vivant (Famille de), 127 et suiv.

Voies de communication, 34.





